

Le Canada réconcilié ?

Le 3 juin 1987 restera-t-il, dans l'histoire du Canada, comme la date de la grande réconciliation entre les deux nations, l'anglaise et la française, qui ont participé depuis plus de trois siècles à la naissance puis au développement de ce vaste pays ? Depuis l'accord constitutionnel intervenu mercredi entre le premier ministre fédéral, M. Mulroney, et les chefs des dix gouvernements provinciaux, les conditions sont en tout cas réunies pour qu'il en soit ainsi. Les heures de négociations qui ont précédé ce compromis - dix-neuf heures de négociations ininterrompues - et l'obligation d'une ratification de l'accord par tous les Parlements concernés incitent toutefois à une certaine prudence. Les plus pessimistes ne disent-ils pas déjà qu'il faudra trois ans pour « couler dans le béton » ce compromis historique d'un nouveau type ?

Le point le plus important de l'accord est la reconnaissance officielle, pour la première fois depuis la fondation du pays, que le Québec forme au sein du Canada une « société distincte ». Il reviendra à son gouvernement et à son Parlement de « protéger et de promouvoir » cette spécificité. M. Bourassa, à en croire obtenu de ses collègues anglophones une clause dite « de sauvegarde » qui, selon lui, assure désormais la « protection absolue » des lois adoptées depuis une quinzaine d'années pour imposer le français dans la province. Le Québec, enfin, s'est vu accorder des pouvoirs spéciaux en matière d'immigration afin de compenser la forte dénatalité des francophones.

Devant un tel résultat on peut certes faire la fine bouche, et les indépendantistes purs et durs ne s'en privent pas. Leur drame est qu'ils sont aujourd'hui fort peu soutenus. Assurément l'échec du référendum de 1980 sur la souveraineté-association, l'ancien premier ministre québécois René Lévesque était parvenu, pour sa part, à des conclusions plus réalistes. La principale condition qu'il posait à un accord constitutionnel, à la veille de son retrait de la scène politique, en juin 1986, n'était-elle pas précisément la reconnaissance d'un « caractère distinct du peuple québécois » à l'intérieur du Canada ? Son vif ennemi, M. Pierre Elliott Trudeau, farouche adversaire de tout statut particulier pour le Québec, ne s'y est pas trompé. Et le coup de boutoir porté par l'ancien premier ministre fédéral a bien fait écho, sur le fil, les efforts de M. Mulroney.

Les craintes de M. Trudeau de voir le Canada « balkanisé » et réduit à l'« impuissance » sont-elles justifiées ? Le droit de veto constitutionnel accordé à chacune des provinces introduit certes une rigidité dans les institutions canadiennes. M. Mulroney est le premier à l'admettre. Ce danger lui a paru moindre, toutefois, que la perpétuation des sempiternelles querelles entre anglophones et francophones. L'accord d'Ottawa, confirmant celui conclu sur les bords du lac Meech le 30 avril, ouvre, à ses yeux, la voie à un « fédéralisme équilibré de coopération » que toutes les provinces appellent de leurs vœux. Ce n'est pas un hasard si, des rives du Pacifique à celles de l'Atlantique, la plupart des dirigeants politiques estiment aujourd'hui que le grand gagnant de l'affaire est le Canada.

En démontrant, à l'épreuve du pouvoir, une persévérance et un savoir-faire de négociateur qu'il avait su exercer auparavant avec succès dans le privé, M. Mulroney va peut-être permettre au testament légué par l'ancien premier ministre Lester Pearson de se réaliser. Quittant le pouvoir en 1968, celui-ci avait plaidé pour une unité nationale ayant « une nouvelle dimension et un nouveau fondement ». Les bases d'un nouveau Canada viennent peut-être d'être posées...

L'interpellation de 57 personnes originaires du Maghreb et du Proche-Orient

Paris craint que l'opération policière ne déclenche des représailles de l'Iran

Cinquante-sept personnes originaires du Maghreb, du Liban et de l'Iran ont été interpellées, le mercredi 3 juin, dans la région parisienne, à Lyon, à Marseille et à Toulouse par les services de la police judiciaire. Mercredi en fin d'après-midi, le ministère de l'Intérieur faisait savoir dans un communiqué que ces interpellations avaient été faites « en exécution de commissions rogatoires délivrées par l'autorité judiciaire, relatives, d'une part, à la

découverte d'explosifs dans la forêt de Fontainebleau, et, d'autre part, aux menaces du CSPPA ». Il précisait que des procédures judiciaires étaient en cours pour « détention d'armes et fabrication de faux documents administratifs ». Des mesures d'expulsion sont annoncées à l'encontre d'une trentaine de ressortissants de du Maghreb et du Proche-Orient. Paris redoute que cette opération déclenche des représailles de l'Iran.

L'opération de police déclenchée mercredi était en fait préparée depuis plusieurs semaines. Vivement interpellés à l'Assemblée nationale par les députés de l'opposition, M. Charles Pasqua avait d'ailleurs laissé entendre, mercredi 3 juin, qu'il y avait anguille sous roche. Au fil des semaines, non sans quelques vives discussions entre les différents services de renseignement et de la répression chargés des activités antiterroristes, une première opération qui devait aboutir à plusieurs centaines d'interpellations - cinq cents, précise-t-on même dans certains milieux policiers - s'est réduite pour devenir une opération de police judiciaire plus classique, effectuée sous le contrôle de la justice. Une dernière réunion, tenue il y a quelques jours au ministère de l'Intérieur, a permis de peaufiner le dossier et de lui donner sa connotation judiciaire définitive grâce à trois commissions rogatoires distinctes délivrées par M. Gilles Bouloque, magistrat instructeur chargé du dossier des intégristes islamiques arrêtés et inculpés en mars et avril derniers.

La première commission rogatoire a été émise dans le cadre de l'information, ouverte le même mercredi 3 juin, pour « menaces sous conditions en relation avec une entreprise individuelle ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur » à la suite d'une lettre du Comité de soutien aux prisonniers arabes et du Proche-Orient (CSPPA). Rapée les 25 et 26 mai par l'Agence France-Presse et l'Agence Reuter, cette lettre

menaçait la France d'un « très chaud » si le gouvernement ne libérait pas, « dans les plus brefs délais », Georges Ibrahim Abdallah, Anis Naccache et Varoujdian Garbidjian, tous trois condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité en France. Une trentaine d'interpellations ont été opérées dans ce cadre.

Le jeudi 4 juin, une vingtaine de personnes étaient encore en garde à vue dans les locaux de police. Des faux papiers auraient été découverts chez plusieurs d'entre eux ; au domicile d'un citoyen marocain, les policiers ont également saisi deux armes, un pistolet de calibre 7,65 et un revolver de calibre 11,43.

Les territoires occupés, vingt ans après

Les « nouveaux Palestiniens »

Il y a vingt ans, au terme de six jours de combat contre ses voisins arabes (du 5 au 10 juin), Israël occupait le Sinaï égyptien, la bande de Gaza, le plateau du Golan syrien, la partie orientale de Jérusalem et la Cisjordanie. De cet héritage de la guerre de six jours, seul le Sinaï a été rendu à l'Égypte, en « échange » de la paix de Camp David. L'occupation de la Cisjordanie et de Gaza - où résident près de un million et demi de Palestiniens - a radicalement modifié la carte géopolitique de la région. Elle a, aussi, renforcé le nationalisme palestinien, et transformé en profondeur la société israélienne.

bilan pressé, en ce vingtième anniversaire de l'occupation des territoires. Bitaron ? La sécurité. C'est encore et toujours, pour beaucoup d'Israéliens, l'argument-masse. Celui qui, au nom de l'impérative « profondeur stratégique », non seulement conjure leur vieille « peur géographique », en excluant le retour au passé, le repli sur la « ligne verte » - cette frontière d'avant 1967 qui, disait le travailliste Abba Eban, ressemble à la « ligne d'Auschwitz » - mais aussi banalise la conquête, légitime l'ennement, cache mal l'appât territorial.

C'est, en outre, derrière l'indispensable prévention du terrorisme, l'alibi de la domination, l'occasion de mille petites vexations quotidiennes, lorsque sous le regard du soldat, par exemple, le Palestinien devient a priori suspect. Faisal Hussein, aujourd'hui en détention administrative, racontait un jour qu'on lui avait interdit, pour des raisons de sécurité, de repatrier à Jérusalem le corps de sa mère, morte à Lod : « Quel péril représentait donc pour Israël le cadavre d'une vieille dame ? »

Soumoud ? La ténacité. Entre l'exil et la soumission, entre le désespoir infertile et la haine dévorante, les « Palestiniens de l'intérieur », au fil des jours, empruntent, de plus en plus nombreux, cette troisième voie : tenir bon, s'accrocher au pays, construire des maisons, faire des enfants. L'avocat Rajin Shikadel, qui, l'un des premiers, prôna le Soumoud, défend les paysans dépossédés de leurs champs ; le journaliste Ziad Abou Zayed publie un bimensuel rédigé en hébreu, « pour donner aux Israéliens, dans leur langue, une information de première main, combattre les clichés et les stéréotypes » ; l'économiste Ibrahim Mattar finance des projets agricoles et industriels créateurs de richesse et d'emploi.

JEAN-PIERRE LAGELLIER. (Lire la suite page 6.)

La Société des lecteurs du Monde lance sa nouvelle augmentation de capital

André Fontaine et Alain Minc exposent les objectifs de cette opération. En conformité avec les prescriptions de la Commission des opérations de Bourse, une notice en précise les modalités. Pages 15 à 20

Airbus sur le marché des long-courriers

La décision de la RFA de financer les A-330 et les A-340 permettra de concurrencer Boeing et McDon Douglas. PAGE 38

Le conflit entre M. Chirac et M. Léotard



L'UDF attend un geste du premier ministre. PAGE 9

Un fiasco indien

La flottille transportant des secours aux Tamouls de Sri-Lanka a fait demi-tour... PAGE 8

La sécurité dans le Golfe

Au sommet de Venise, M. Reagan demandera aux Occidentaux de coopérer au maintien de la liberté de navigation. PAGE 3

Le Monde

■ Iris Murdoch ou la revanche de la vertu. ■ Le dernier roman inédit d'Alexandre Vialatte. ■ La chronique de Nicole Zand : Nina Krivochéine, Iouri Trifonov, la correspondance de Boris Pasternak et Olga Freidenberg. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « le Bouheur à San-Ministo », de Jean d'Ormesson. Pages 21 à 30

Demain

■ Hachette sans la Une. ■ Moët et Vuitton : un mariage de première classe. ■ Audiobook, le nouvel élargissement des banques. Le sommaire complet se trouve page 44

L'incendie d'un dépôt d'hydrocarbures près de Lyon

Le risque chimique

L'incendie du dépôt d'hydrocarbures du port Edouard-Herriot à Lyon, maîtrisé le mercredi 3 juin, a fait deux morts, deux blessés graves et cinq brûlés dont les jours ne sont pas en danger. Cette catastrophe ne devrait pas provoquer de pollution importante, selon les responsables régionaux, mais elle attire l'attention sur les risques que présentent les industries chimiques.

Il y a en France trois cent vingt-cinq. Autant de sites abritant des usines ou des installations de stockage de produits chimiques et pétroliers dangereux ou toxiques, susceptibles de fuir, de s'enflammer, d'exploser même. Et cela sans compter les trente et une installations pyrotechniques, et celles qui renferment trop peu de

substances à risque pour être comptabilisées.

Certes, tous ne sauraient être tenus pour des bombes à retardement, et les accidents graves sont suffisamment rares pour que l'on puisse, malgré tout, dormir en paix. Mais qu'un incendie se déclare dans un dépôt d'hydrocarbures et les craintes resurgissent. Panique excessive ? Sans doute, mais justifiée par le fait que « les prévisions de sécurité se trouvent à chaque fois insuffisantes et débordées par les cas concrets », comme l'écrivait récemment un expert en environnement, M. Michel Mias (1). On songe inévitablement à Bhopal, Mexico, Seveso, villes tristement célèbres, dont les noms sont désormais liés à des catastrophes chimiques...

D'autres activités industrielles présentent des « risques

majeurs ». L'énergie nucléaire, par exemple. Mais cette technologie est suffisamment « jeune » pour que les impératifs de sûreté aient pu être pris en compte dans la conception même des centrales, sans que cela garantisse pour autant - l'histoire récente l'a prouvé - une sécurité absolue. Il en va tout autrement dans les secteurs de la chimie et du pétrole. On y trouve des installations parfois fort anciennes qu'il est difficile, pour des raisons tant techniques qu'économiques, de totalement transformer pour les mettre en conformité avec les exigences d'une sécurité optimale.

ELISABETH GORDON. (Lire la suite page 14.)

(1) Dans une étude du Centre de prospective et d'évaluation sur « Le risque majeur industriel », publiée en juillet 1986.

DURAS

La vie matérielle

Un vol. 60 F

Etranger

La Monde • Vendredi 5 juin 1987 3

La préparation du sommet de Venise

M. Reagan demandera aux occidentaux de coopérer au maintien de la liberté de navigation dans le Golfe

WASHINGTON
de notre correspondant

Quarante ans après le plan Marshall aidant, tout avait été pensé comme un déplacement du Ronald Reagan de la grande époque : à défaut de substance, l'éclat au moins aurait dû ne pas manquer.

En dix journées de voyage européen, le président américain devait en effet participer à Venise au sommet des pays les plus industrialisés, effectuer auparavant une visite officielle en Italie et ne rentrer aux Etats-Unis qu'après s'être rendu à Berlin-Ouest, puis en Allemagne fédérale. Abandonnant sa capitale à son climat de fin de règne et ses auditions parlementaires sur l'Irlande, il allait, en un mot, reprendre viguerie sur la scène internationale puisque le Rome (où est née la Communauté européenne) à Bonn (puissant symbole d'une renaissance à l'ombre de l'Amérique) la célébration de la solidarité occidentale devait dominer ce voyage et camper M. Reagan dans son rôle de leader du monde libre.

Tout avait été prévu, sauf qu'une crise politique ne conduise Rome à annuler la visite officielle. On aurait pu repousser la date de départ, mais il y avait toujours le Pape à aller voir (samedi) et un discours à prononcer avant de retrouver les autres dirigeants de ce monde. Le président américain, sa suite et un avion de journalistes sont en conséquence arrivés mercredi 3 juin à Venise pour un sommet qui ne s'ouvre que lundi prochain.

Cela laisse trois jours de repos complet — officiellement dits de « visite privée » — et outre que ce temps mort ne donne pas à M. Reagan l'image de battant que recherchaient ses conseillers, il laisse mieux voir à quel point les dirigeants américains attendent peu de choses, ne le cachent pas, de ce troisième sommet.

Depuis que la chaise irakienne a été par erreur 37 hommes d'une frégate des Etats-Unis et que cette affaire a soudainement suscité l'inquiétude du Congrès sur la présence américaine dans le Golfe,

M. Reagan semble avoir pour premier objectif à Venise d'obtenir des autres puissances occidentales qu'elles coopèrent au maintien de la liberté de navigation dans la région.

« La dépendance de nos alliés envers le pétrole (du Golfe) n'est un secret pour personne », déclarait-il ainsi lundi en expliquant que les problèmes de sécurité dans ces eaux étaient « communs aux démocraties occidentales ». Le lendemain, le secrétaire d'Etat George Shultz avait par ailleurs réaffirmé que le propos en remanquant que le Grand-Bretagne et la France entretenaient déjà une présence militaire dans la région mais le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, M. Carlucci, est revenu à la charge, mercredi, en annonçant que la Maison-Blanche avait retenu plusieurs suggestions à présenter aux Britanniques et aux Français sur la manière de prêter la main à la flotte américaine.

M. Carlucci, qui s'exprimait à bord de l'avion présidentiel, n'a pas

donné plus de détails mais les demandes américaines, même modestes, devraient se heurter à une très grande réserve de la France et de la Grande-Bretagne qui se souviennent toutes deux de la débâcle américaine à Beyrouth en 1984. La démarche de M. Reagan risque donc d'être difficile et de ne donner lieu, au mieux, qu'à des engagements sans portée pratique.

Stimuler la croissance ?

Or dans le domaine économique — objet, en principe, de ces sommets annuels — la situation est largement semblable puisque l'intention de M. Reagan est d'appeler à nouveau ses partenaires, Bonn et Tokyo au premier chef, à stimuler la croissance mondiale en donnant un coup de boost à leur économie.

Devenu presque rituel depuis deux ans, cet appel a peu de chance d'être entendu car l'Allemagne et le Japon vont rétorquer qu'ils ont déjà

fait ce qu'il fallait pour accroître leur demande intérieure, la première en s'engageant dans un important programme de réduction des impôts et le second en annonçant 43 milliards de dollars d'investissements.

Aucun des participants au sommet ne manquera, qui plus est, de faire valoir que les Etats-Unis ne mettent, dans la pratique, que peu d'acharnement à réduire leur déficit budgétaire — l'une des plus sérieuses menaces pesant sur l'économie mondiale — et qu'ils seraient donc bienvenus de finir par prendre leurs responsabilités.

Le sur-place qui s'annonce laisse mal augurer des possibilités d'impulsions nouvelles sur les difficiles dossiers des subventions agricoles, de la menace protectionniste et de la dette du tiers-monde. Quant au problème de la stabilité des changes, M. Reagan répètera qu'il n'est pas partisan d'une nouvelle baisse du dollar et qu'il s'agit au contraire d'appliquer les engagements pris tant l'année dernière à Tokyo que cette année à Paris.

Le Japon se dit prêt à apporter sa contribution

TOKYO
de notre correspondant

« Une solution internationale est, certes, nécessaire au problème de la sécurité dans le Golfe. Mais, jusqu'à présent, rien n'a été décidé. Nous attendons de voir ce qui est réalisable dans le cadre du sommet de Venise. »

Recevant, jeudi 4 juin, des correspondants étrangers, M. Nakasone est resté évasif sur une information de la presse japonaise selon laquelle son gouvernement pourrait proposer à ses partenaires à Venise (et en particulier aux Américains) de leur fournir une aide financière pour participer au maintien de la sécurité des routes maritimes dans le Golfe.

« Nous sommes conscients », poursuit le premier ministre, que le Japon est le premier bénéficiaire de la sécurité des routes maritimes dans le Golfe (60 % de ses approvisionnements en pétrole y transitent) et que nous devons contribuer à l'effort international consenti pour assurer cette sécurité. Notre action sera essentiellement diplomatique, politique et non militaire. Nous sommes en position privilégiée en ce qui concerne le conflit Irak-Iran, étant donné les liens étroits que nous entretenons avec les deux pays. Si le conflit Irak-Iran prend fin, le Japon est prêt à aider à la reconstruction économique de ces deux pays, s'il le faut.

Ph. P.

Eviter les dissensions

Il est douteux que cela suffise à rassurer ses interlocuteurs mais l'ambition du président américain n'est pas de briser progressivement ces dossiers — d'autant qu'il ignore pas que son prestige est amoindri, que la Grande-Bretagne et l'Italie doivent penser à leurs prochaines élections, que M. Nakasone pourrait prochainement s'effacer, que la popularité du premier ministre canadien est faible, la position de M. Kohl fragilisée et la France précipitée par l'élection de 1988.

Dans ces conditions, il s'agit plutôt pour M. Reagan d'éviter les dissensions trop sérieuses pour présenter un front occidental uni à la veille des derniers mois de négociations avec l'URSS sur un probable accord d'élimination des missiles de courte et moyenne portée en Europe. « Nos discussions de Venise, déclarait-il ainsi, mercredi, avant de quitter Washington, contribueront à renforcer la solidarité occidentale, qui est indispensable aux progrès sur les sujets opposants l'Est et l'Ouest. »

Dans ses discours, vendredi prochain à Venise et le vendredi suivant à Berlin et à Bonn où son avion s'arrêtera sur le chemin du retour, le président américain devrait faire valoir que son pays a toujours voulu et assuré le bien de l'Europe. Le message sera qu'il continuera d'être ainsi avec les nouvelles perspectives qui s'ouvrent dans le domaine de la réduction des armements et ce ne sont ni Venise ni les casquillages de son périple européen qu'il a en tête. C'est à l'automne qu'il pense plus volontiers, où il devrait, espère-t-il, recevoir M. Gorbatchev aux Etats-Unis.

BERNARD GUETTA.

Deux nouveaux ambassadeurs

M. Jacques Le Blanc aux Philippines

Le journal officiel du mercredi 3 juin 1987 a annoncé la nomination de M. Jacques Le Blanc au poste d'ambassadeur aux Philippines, en remplacement de M. Jacques Leclerc.

[Né en 1934, M. Jacques Le Blanc est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer (1955-1958). Intégré dans le corps des conseillers et secrétaires des affaires étrangères en 1964, il a notamment été en poste à Pékin et à Washington. Représentant permanent adjoint de la France auprès de l'Office des Nations unies à Genève de 1979 à 1983, il était, depuis, ambassadeur à Ouagadougou (Burkina-Faso).]

M. Renaud Vignal aux Seychelles

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a annoncé, mercredi 3 juin, la nomination de M. Renaud Vignal au poste d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la France aux Seychelles, en remplacement de M. Robert Marsan.

[Né le 18 avril 1943, M. Renaud Vignal est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques et agrégé de l'Ecole nationale d'administration (ENA). Deuxième secrétaire au Caire (1971-1974), puis premier secrétaire à Washington (1975-1977), M. Vignal, qui a occupé divers postes à l'administration centrale, a été nommé chargé de mission, puis directeur de cabinet du ministre chargé de la coopération et du développement, M. Jean-Pierre Cot, de 1981 à 1982. Conseiller des affaires étrangères de 2^e classe, il avait été nommé conseiller général à Quiberon en septembre 1983 et avait conservé ce poste jusqu'à son départ.]

Le commandant du « Stark » pourrait passer en Cour martiale américaine

Le capitaine Clem Brandel, commandant de la frégate américaine Stark touchée par un missile irakien, le 17 mai dans le Golfe, devrait « vraisemblablement » passer en Cour martiale, a affirmé la chaîne de télévision ABC, citant des responsables militaires non identifiés.

Selon ABC, le capitaine Brandel ne se trouvait pas aux commandes du navire au moment de l'attaque, dans laquelle trente-sept marins américains ont été tués, et n'a pas participé aux manœuvres du bâtiment pendant la demi-heure qui a suivi l'attaque.

M. Bill Nichols, président de la sous-commission de la Chambre des représentants chargée des enquêtes sur les forces armées, a déclaré, le mercredi 3 juin, qu'il « ne serait pas du tout surpris » si un ou plusieurs membres de l'équipage du Stark étaient poursuivis en justice. Le Stark n'a pas réagi à l'attaque alors

que, selon un rapport du Pentagone publié le 3 juin, tous les systèmes radars de la frégate et ses armements étaient opérationnels.

Par ailleurs, des divergences américano-irakiennes sont apparues quant à la position du Stark. A la suite de l'enquête d'officiers américains à Bagdad, le gouvernement irakien a affirmé que le Stark avait été attaqué par accident parce qu'il se trouvait à l'intérieur d'une zone de guerre dans le Golfe, a indiqué le Pentagone. Les Américains ont contesté cette affirmation, déclarant que de nombreuses données à leur disposition montrent que le Stark se trouvait à l'extérieur de la zone de guerre déclarée par l'Irak.

Selon des sources proches du Pentagone, il y a une différence d'environ 50 km entre les calculs américains et irakiens sur la position du navire. La question est importante

dans la mesure où les responsables militaires américains, le secrétaire à la défense, M. Casper Weinberger en tête, ont insisté sur le fait que le navire n'avait aucune raison de soupçonner qu'il pourrait être attaqué par un appareil irakien, étant en dehors d'une zone de guerre.

A Téhéran, les autorités ne « s'inquiètent » pas de la venue d'une flotte de guerre américaine dans le Golfe, a affirmé mercredi, Theodorislem Hashemi Rafsanjani, le représentant de l'imam Khomeini au Conseil de défense iranien, qui a cependant estimé qu'un accroissement des moyens militaires de Washington dans le Golfe était « peu probable ». « Si les Etats-Unis veulent utiliser des bases dans les pays du sud du Golfe, ceux-ci refuseront, car ils sont à la portée de nos missiles, et ce n'est pas leur intérêt », a-t-il poursuivi. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Italie

Deux inculpations pour le meurtre du général Giorgieri

Rome. — Deux des cinq personnes arrêtées, le 28 mai, à Rome (le Monde du 4 juin), ont été inculpées, le mercredi 3 juin, de l'assassinat du général Licio Giorgieri, spécialiste italien de la « guerre des étoiles », tué par deux hommes, à moto, le 20 mars dernier à Rome. Le substitut du procureur de la République de Rome, M. Domenico Sica, a transmis deux mandats d'arrêt à Francesco Maletta et à Daniele Morabito, les deux dirigeants présumés du groupe terroriste Union des communistes combattants, une réurgence des anciennes Brigades rouges, née d'une scission survenue en 1985. Quatre des personnes arrêtées constituaient le cœur de la « colonne romaine » de l'UCC.

Il reste à confirmer que la faiblesse numérique du groupe est dû au fait que son chef, M. Francesco Maletta, serait aussi, selon les premières vérifications opérées sur la base de narrations de témoins, l'homme qui a tiré sur l'officier. Il avait repris la

Tunisie

Vingt intégristes musulmans condamnés à des peines de prison

Le tribunal correctionnel de Tunis a condamné, mercredi 3 juin, vingt fondamentalistes musulmans à des peines de prison allant de deux à six ans, pour « attentats sur la voie publique et atteintes aux biens d'autrui ». Il s'agit de la première condamnation dans les rangs des islamistes depuis le déclenchement, en mars, d'une vague d'arrestations de militants du Mouvement de la tendance islamique (MTI), opposition intégriste non reconnue, accusés de « connivence avec Téhéran » pour renverser le régime tunisien. Les vingt accusés, dont quatre femmes, avaient été arrêtés le 14 mai, à la suite d'une manifestation organisée à Tunis par des sympathisants du MTI. — (AFP, AP.)

Vietnam

Paris accorde plus de sept cents visas aux réfugiés recueillis en mer de Chine

M. Jacques Chirac a demandé au ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, que quatre cents visas supplémentaires soient accordés pour les réfugiés vietnamiens recueillis en mer de Chine, a indiqué, mercredi 3 juin, un communiqué du service de presse du premier ministre.

« En réponse à l'appel lancé par le docteur Kouchner à M. Chirac, le premier ministre a donné instruction au ministre des affaires étrangères d'accorder les quatre cents visas supplémentaires demandés pour les « boat-peoples » recueillis par trois bâtiments de la Marine nationale, en particulier l'avis-secoursaire Saly et le Rose-Schiffino, navire affecté par Médécins du monde. Cela porte à plus de sept cents le nombre total de visas accordés par la France au bénéfice des « boat-peoples » pour 1987 », déclare le communiqué.

Les négociations sur le désarmement

Les parlementaires français et allemands souhaitent que l'Europe réponde d'une seule voix

BONN
de notre correspondant

Les commissions des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Bundestag ont tenu le mercredi 3 juin à Bonn une séance de travail commune consacrée à la réalisation du marché unique européen et aux questions de sécurité. Conduite par M. Giscard d'Estaing, la délégation française a été longuement reçue par le chancelier Kohl et le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. H.D. Genscher.

Dans un communiqué, les deux commissions ont estimé que l'Europe doit « aujourd'hui définir sa place dans le contexte est-ouest de l'après-Reykjavik » et exprimer l'espoir, qui semble près de se concrétiser, de voir l'Europe répondre d'une seule voix aux propositions soviétiques dites « double option zéro ». Ce texte a été adopté par les représentants de tous les partis, à l'exception des verts ouest-

allemands et des communistes français.

M. Giscard d'Estaing a regretté en séance qu'il n'y ait pas eu de texte commun des pays européens en réponse à la « double option zéro » proposée par les Soviétiques. Au cours d'une conférence de presse, lui-même et Stercken, président de la commission du Bundestag, ont estimé qu'il n'y avait pas de désaccord sur la nécessité de faire suivre un accord sur la double option zéro de négociations sur les armes nucléaires à très courte portée, les armes chimiques et les forces conventionnelles.

Pour M. Giscard d'Estaing cependant, la question des armes à très courte portée dépend des moyens qui seront nécessaires au bout du compte pour assurer une dissuasion. « Leur niveau, a-t-il dit, ne pourra être fixé qu'après qu'ait été réalisé des progrès sur le niveau des forces conventionnelles et la réduction des armes chimiques. »

H. DE BRESSON.

Le premier ministre précise la position de la France sur les euromissiles

Au cours de la réunion du conseil des ministres, le mercredi 3 juin, M. Jean-Bernard Raimond a fait une communication sur l'acceptation allemande de la double option zéro proposée par M. Gorbatchev. M. Jacques Chirac a ensuite précisé la position française.

« La France, a déclaré le premier ministre, n'est pas directement concernée et ses forces nucléaires ne sont pas en cause. La France réagit en fonction non pas de ses intérêts nationaux, mais dans un souci de solidarité européenne. La France est favorable à des accords équilibrés globaux et vérifiables entre les Etats-Unis et l'URSS, mais elle rappelle que la dissuasion nucléaire est indispensable en Europe. Pour la France, les véritables priorités du désarmement sont la réduction des armements stratégiques des superpuissances et la correction des déséquilibres conventionnels et chimiques en Europe. »

Après avoir rapporté ces propos de M. Chirac, M. Rossi, ministre des relations avec le Parlement, qui rendait compte du conseil des ministres, a indiqué que le président de la République s'était déclaré en accord avec la déclaration de M. Chirac.


Les officiers ouest-allemands critiquent l'« option double zéro »

Les officiers supérieurs de la Bundeswehr (armée ouest-allemande), réunis, le mercredi 3 juin, en congrès à Oldenburg, ont vivement critiqué l'« option double zéro », à laquelle la RFA vient de donner son accord et qui prévoit le démantèlement de tous les missiles nucléaires intermédiaires de 500 à 5 000 kilomètres.

Selon l'inspecteur général de la Bundeswehr, le général Dieter Weisshoff, l'accord en préparation n'est possible que « grâce à une importante concession militaire-stratégique de l'Occident à l'URSS. Le renoncement de l'OTAN à une partie des armements qui lui avait permis d'empêcher l'URSS de penser que son territoire ne pouvait être touché depuis le sol européen, signifie la fin de la stratégie de la réponse flexible de l'alliance atlantique ».

Les officiers affirment que la demande de la RFA d'exclure des négociations les soixante-douze fusées Pershing-1A de la Bundeswehr ne changerait rien au problème, car les Etats-Unis sont en possession des ogives nucléaires qui les arment et peuvent décider pratiquement seuls de leur emploi. — (AFP.)

HOWARD BUTEN



AUTEUR DE :
QUAND J'AVAIS CINQ ANS, JE M'AI TUÉ 700.000 EX.

Beau à faire pleurer les cailloux.
C. Bravo / Le Matin

Howard Buten vous aura pris par les épaules. Dès lors, attendez-vous à déchiffrer le chant des oiseaux à l'envers (...)
Je suis un fou avec toi, Buten. Ta différence me rassure.
J. Vautrin / Libération

85 F

HOWARD BUTEN

Monsieur Butterfly

ROMAN

Tous droits réservés

ADES ÉDITIONS DU SCOL

S E U I L

Diplomatie

Le conflit au Nicaragua et l'aide aux « contras »

La neutralité du Costa-Rica mise en question par les activités américaines

SAN-JOSÉ
de notre envoyé spécial

Le grand déballage auquel donnent lieu les auditions publiques du Congrès américain dans le cadre de l'enquête sur l'« Iran-Contra » provoque quelque stupeur à San-José, où l'on découvre que Washington n'a cessé jusqu'à tout récemment, sur le sol costaricien, des activités en totale contradiction avec la politique officielle de neutralité.

Déjà, à la fin de février, le rapport de la commission Tower sur la vente d'armes à l'Iran par les Etats-Unis avait révélé certains détails sur la construction en 1985 d'une piste en terre battue de 2 kilomètres de long dans la province du Guanacaste, près de la frontière avec le Nicaragua. M. Lewis Tamba venait de

prendre ses fonctions d'ambassadeur américain à San-José. Il a révélé la semaine dernière devant le Congrès qu'il avait alors reçu pour mission de renforcer le « front sud » de la Contra afin d'amener les sandinistes à épargner leurs troupes.

Cette piste devait servir d'escorte pour les avions bourrés d'armes et de médicaments en provenance de l'aéroport d'El Porvenir au Salvador. En fait, elle fut très peu utilisée, selon les différents témoins appelés devant la commission d'enquête. Pour deux raisons.

D'abord cette escorte n'était pas indispensable sur le plan technique et la plupart des parachutages se firent — et se font encore — directement dans le sud du Nicaragua. C'est lors d'une opération de ce genre que les Nicaraguayens aban-

donnèrent un avion en octobre dernier et capturèrent l'Américain Eugen Hasenfus, condamné à trente ans de prison et libéré peu après.

La deuxième raison est politique. En 1985, l'ambassadeur des Etats-Unis avait réussi à obtenir l'accord du président du Costa-Rica de l'époque, M. Luis Alberto Monge, pour la construction de cette piste, en lui faisant croire, selon ce dernier, qu'elle devait servir à faciliter une intervention militaire des Etats-Unis en cas d'invasion du Costa-Rica par le Nicaragua. Cet argument n'a pas convaincu le nouveau président, M. Oscar Arias, qui, peu de temps après sa prise de fonction en mai 1986, a demandé la fermeture de la piste au nom du respect de la neutralité de son pays dans le conflit entre Washington et Managua.

Peu habitués à de telles velléités d'indépendance de la part d'un allié plutôt docile jusqu'alors, les Etats-Unis ont cru pouvoir ignorer les réticences de M. Arias. C'est ainsi que les Costariciens ont pu apprendre, lundi 1^{er} juin, que l'ancien chef local de la CIA avait utilisé de faux documents pour permettre à deux reprises à des avions de faire le plein de combustible à l'aéroport international de San-José, après avoir largué des armes au Nicaragua. Prises de court par ces révélations, qui mettent en évidence leur incapacité à contrôler leur propre territoire, les autorités costariciennes ont aussitôt annoncé l'ouverture d'une enquête.

Beaucoup plus importante pour la Contra sont les activités d'un citoyen américain très controversé au Costa-Rica, M. John Hull, qui possède à lui seul six pistes d'atterrissage sur ses propriétés situées dans le nord du pays. Dans une interview accordée la semaine dernière au *Wall Street Journal*, M. Hull reconnaît ce qu'il avait toujours démenti jusqu'alors, à savoir qu'il a organisé de nombreuses opérations aériennes de ravitaillement pour la Contra en territoire costaricien.

Tout cela, bien sûr, ne facilite pas les relations du Costa-Rica avec le Nicaragua, qui a demandé à plusieurs reprises à son voisin de mettre un terme aux activités des « contras » sur son territoire. Managua a d'ailleurs porté plainte contre le Costa-Rica devant la Cour internationale de justice de La Haye, qui doit se prononcer prochainement à ce sujet.

Contraintement au Honduras, où la Contra a plusieurs milliers d'hommes en armes dans des camps, les activités des organisations antisandinistes sont avant tout politiques au Costa-Rica, où résident plusieurs dirigeants importants, en particulier MM. Alfonso Robelo et Pedro Joaquín Chamorro. Les autorités locales leur ont demandé récemment, sous peine d'expulsion, d'être plus discrets et de ne pas organiser de réunions publiques.

Le successeur de M. Tamba, qui a quitté son poste en janvier, vient à peine d'être désigné. C'est un indice du mécontentement des Etats-Unis, qui n'apprécient pas non plus la campagne menée depuis quelques mois par le président Arias en faveur de son plan de paix régional. BERTRAND DE LA GRANGE.

M. Abrams, secrétaire d'Etat adjoint, sur la sellette

L'avenir politique de M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, a été mis en question, mercredi 3 juin, par plusieurs membres du Congrès, à l'issue de sa seconde journée d'auditions dans le cadre de l'enquête sur l'« Iran-Contra ».

M. Abrams, qui avait comparu la veille pendant six heures et demie devant les parlementaires, a dû s'expliquer de nouveau, pendant quatre heures, sur les raisons pour lesquelles il avait caché au Congrès sa demande au sultanat de Brunei, en août 1986, une contribution financière de 10 millions de dollars au profit des « contras ». Les congressistes ont également demandé au témoin pourquoi il avait démenti toute implication d'officiels américains dans le réseau privé d'aide aux rebelles.

M. Abrams a indiqué qu'il n'avait pas à l'époque l'autorité pour révéler les contacts avec Brunei et que ses démentis sur toute implication de fonctionnaire étaient « honnêtes », même s'ils se sont révélés « totalement erronés ». « Ou vous êtes totalement incompétents, ou vous êtes (...) encore en train de nous tromper en jouant sur les mots. Ou encore le gouvernement vous a

laissé volontairement dans l'ignorance pour que vous veniez nous induire en erreur. Dans tous les cas, je me demande si vous pourrez survivre » (politiquement), a lancé le représentant démocrate Jack Brooks à l'adresse du diplomate.

Un manque de curiosité

Le sénateur républicain Warren Rudman s'est, pour sa part, étonné de « l'incompréhensible manque de curiosité » de M. Abrams, qui a reconnu n'avoir jamais questionné le lieutenant-colonel Oliver North, cheville ouvrière du réseau d'aide aux « contras » sur ses activités. « Vous êtes la seule personne que je connaisse qui soit plus fière de ce qu'elle ne sait pas que de ce qu'elle sait », a encore dit le représentant Jack Brooks.

M. Abrams a répondu à ces critiques en se prévalant de l'appui du secrétaire d'Etat, M. Shultz, et en affirmant qu'il « était et entendait demeurer secrétaire d'Etat adjoint ». Il a cependant admis que la diplomatie des Etats-Unis « ne devrait pas être conduite par le personnel du Congrès national de sécurité ni par des citoyens privés et ne devrait pas être appliquée en allant demander de l'argent auprès de gouvernements étrangers ».

Europe

AUTRICHE

Vienne s'insurge contre le comportement des Etats-Unis dans l'affaire Bartsch

VIENNE
de notre correspondant

Les autorités autrichiennes ont protesté, mercredi 3 juin, auprès de l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, M. Ronald Lander, contre le comportement des Etats-Unis dans l'affaire Bartsch et ont exprimé leur indignation.

M. Martin Bartsch, ancien garde SS du camp de concentration de Mauthausen, né en Roumanie et âgé de soixante et un ans, a été déclaré déchu de sa nationalité américaine le 29 mai dernier, alors qu'il venait de quitter les Etats-Unis pour l'Autriche. M. Bartsch, accompagné de son épouse, est entré en Autriche avec un passeport américain établi le 13 mai dernier et valide jusqu'en 1996. Il a été arrêté, lundi dernier, en haute Autriche — où il voulait s'installer — pour être expulsé vers les Etats-Unis.

Contrairement à la première version sur son voyage en Autriche — son fils avait déclaré, à Chicago, que son père avait fui les Etats-Unis pour ne pas être traduit en justice — M. Bartsch a quitté les Etats-Unis sur la base d'un « accord » que les autorités américaines avaient conclu avec lui bien qu'elles l'accusent non seulement d'avoir été gardien du camp de concentration, mais d'y avoir tué un prisonnier juif, Max Ochsborn, en 1943. Selon ce document présenté par Martin Bartsch aux autorités autrichiennes celles-ci renouaient à la poursuite en justice et à rien entreprendre contre sa famille aux Etats-Unis s'il s'engageait à émigrer et à rendre son passeport à l'ambassade des Etats-Unis à Vienne d'ici le 9 juin.

Un « affront »

Les Etats-Unis font référence, dans cette affaire, à un document signé en 1954, selon lequel l'Autriche s'engagerait à reprendre les réfugiés émigrés dans le but d'être qu'ils avaient donné de fausses informations sur leur passé. Mais les autorités autrichiennes ont d'autant plus farouches que les Américains n'ont adressé aucune demande à l'Autriche dans l'affaire Bartsch, ni fourni des preuves pour le crime dont l'ancien SS est accusé, ni même jugé utile d'informer de son cas leur ambassadeur à Vienne.

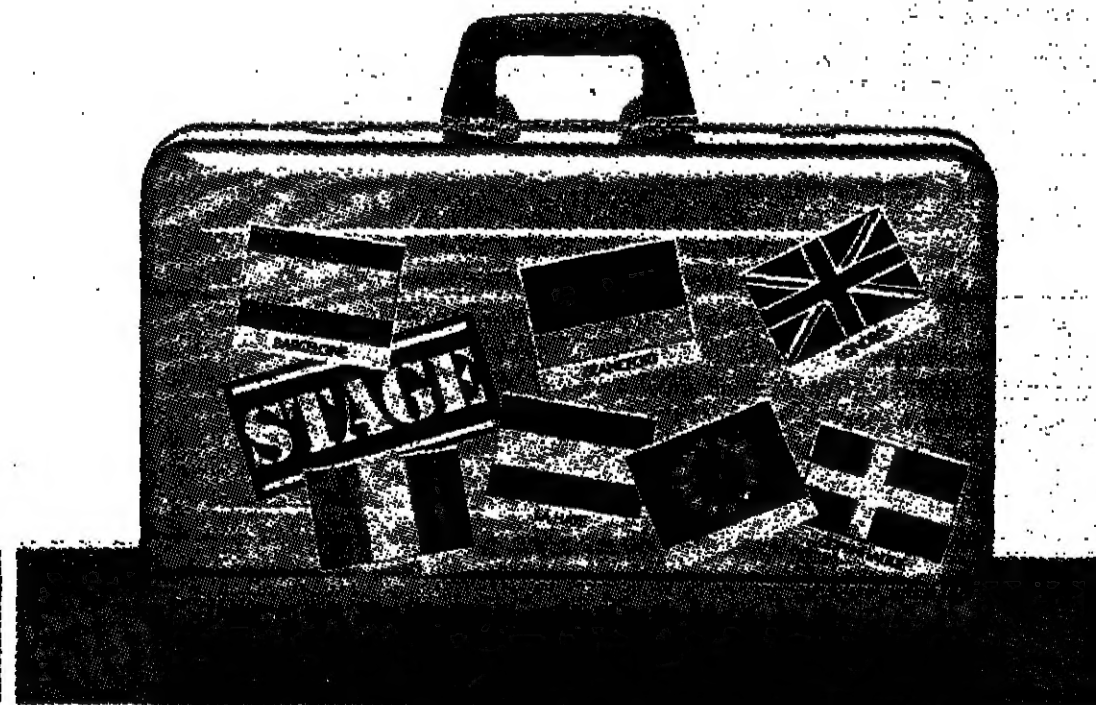
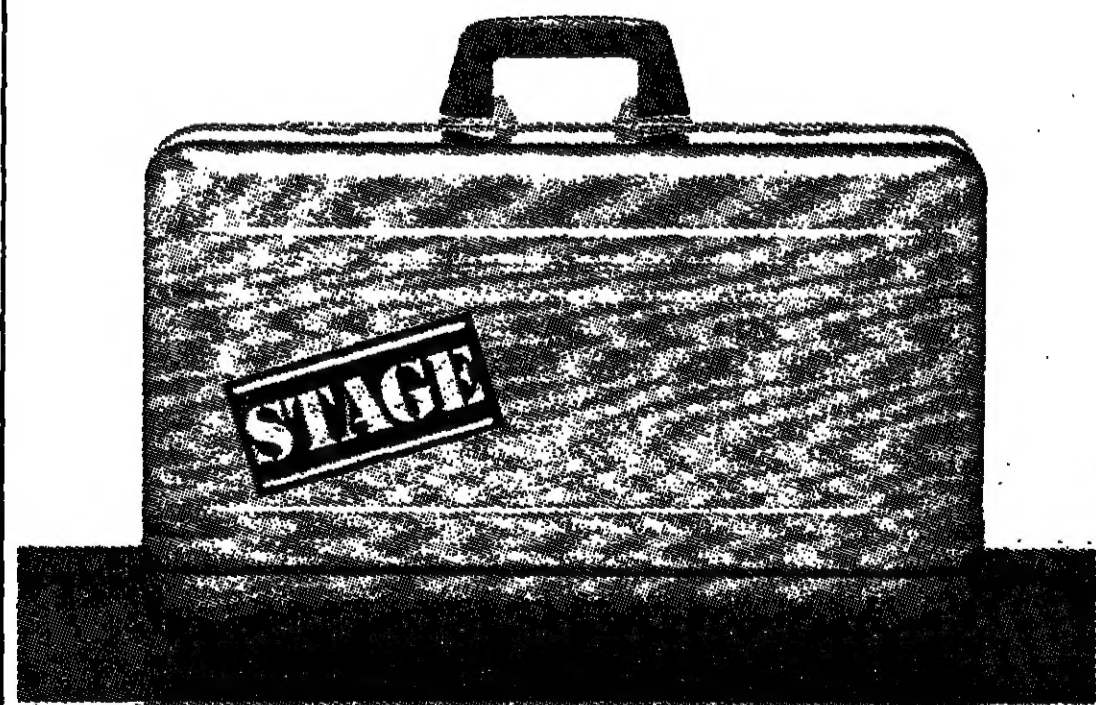
M. Karl Blecha, ministre de l'Intérieur, a qualifié d'« affront » le comportement des Etats-Unis et souligné qu'il est « inacceptable qu'un pays nous envoie sans prévenir un de ses citoyens qu'il considère brusquement comme indésirable et qui, en plus, n'a jamais eu la nationalité autrichienne ». Pour le ministre, M. Bartsch est « indésirable » en Autriche parce qu'il s'est avéré qu'il avait tué un prisonnier juif du camp de Mauthausen. M. Bartsch, qui avait dix-sept ans à cette époque, a confirmé devant la justice autrichienne qu'il avait tiré sur un prisonnier en fuite, mais affirme ne pas avoir saisi qu'il était mort de ses blessures. Membre de la résistance autrichienne, Max Ochsborn s'était enfui en 1939 en France, où il fut arrêté en 1943 par les services de Klaus Barbie aux environs de Lyon.

Après la guerre, le général M. Bartsch avait passé dix ans dans un camp de réfugiés en Autriche avant d'émigrer en 1955 aux Etats-Unis.

Pour les autorités autrichiennes le comportement des Etats-Unis est en contradiction flagrante avec le droit international selon lequel un passeport valide doit être considéré comme une preuve de nationalité donnant au pays d'entrée la garantie de pouvoir renvoyer, le cas échéant, son titulaire dans son pays d'origine. M. Blecha a rappelé que plus d'un million de réfugiés de tous les pays rassemblés dans des camps en Autriche avaient émigré au lendemain de la seconde guerre mondiale aux Etats-Unis. « Nous devons tout faire, et il le faut, pour que cette exception ne fasse pas école ».

M. Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juif de Vienne, a demandé au ministre de la Justice autrichien de transformer le mandat d'arrêt à des fins de refoulement contre Martin Bartsch en détention préventive en vue de l'ouverture d'une procédure judiciaire pour meurtre de Max Ochsborn. Selon la législation autrichienne la prescription n'est pas valable pour les crimes de guerre.

WALTRAUD BARYLL

PATRONS,
OFFREZ LA VALISE.JEUNES,
FAITES VOTRE VALISE.

POUR GAGNER EN 1992. EMBARQUEMENT IMMEDIAT.

En 1992, la France accueillera 350 millions d'étrangers. C'est le chiffre officiel. Mais en 1992, la France comptera 350 millions d'étrangers. C'est le chiffre officiel. Mais en 1992, la France comptera 350 millions d'étrangers. C'est le chiffre officiel.

En 1992, la France accueillera 350 millions d'étrangers. C'est le chiffre officiel. Mais en 1992, la France comptera 350 millions d'étrangers. C'est le chiffre officiel. Mais en 1992, la France comptera 350 millions d'étrangers. C'est le chiffre officiel.

Europe

URSS

L'ancien premier secrétaire du parti à Boukhara est condamné à mort pour « corruption »

MOSCOU
de notre correspondant

Un nouveau pas vient d'être franchi dans la lutte contre la corruption. Tass a annoncé, mercredi 3 juin, que M. Abdoukhid Karimov, qui fut sous Brejnev un des principaux dignitaires du PC en Ouzbékistan, une des républiques d'Asie centrale, avait été condamné à mort pour avoir « accepté de manière systématique des pots-de-vin considérables et avoir abusé de ses fonctions ».

M. Karimov était depuis 1977 et jusqu'en janvier 1984 premier secrétaire du parti pour la région de Boukhara, une des plus importantes d'Ouzbékistan. Il a été convaincu d'avoir non seulement reçu mais donné des pots-de-vin. A des responsables placés plus haut que lui ? Tass ne l'indique pas mais révèle que, parmi les bénéficiaires et les donateurs, « certains ont déjà été condamnés » tandis que « l'enquête suit son cours concernant les autres ».

Tass ne dit pas non plus quand la sentence sera exécutée. Les condamnés à mort sont fusillés en URSS. C'est vraisemblablement le sort qui attend prochainement M. Karimov ; il sera alors le plus haut représentant de la Nomenklatura à être passé par les armes depuis la mort de Brejnev... Le directeur du célèbre magazine d'alimentation moscovite, *Gastro*, non n° 1, exécuté également pour corruption en 1984, était certes connu mais n'était pas un dignitaire du parti.

Réquisitoire posthume

Avec ce geste, la direction soviétique — on ne sait, en effet, s'il faut voir la main de M. Gorbatchev ou celle du numéro deux du régime, M. Ligatchev — prend certainement un risque. La Nomenklatura n'a plus l'habitude depuis Staline qu'on enlève ainsi la vie à l'un de ses membres. Le système est largement fondé sur l'immunité de fait dont jouissent les premiers secrétaires régionaux du parti. Ils peuvent être limogés, et l'ont d'ailleurs abondamment été ces dernières années, mais jusqu'ici le déshonneur et l'exclusion du parti constituaient la punition maximale. Pour ces représentants du pouvoir central qui sont de véritables potentats sur leurs terres, la prison même paraissait exclue.

Les temps ont bien changé pour M. Karimov depuis ce 24 mars 1982 où il figurait dans la tribune d'honneur à Tachkent, lors de la remise par Brejnev de l'ordre de Lénine à la république d'Ouzbékistan. La plupart des autres dignitaires ouzbèques de l'époque ont également disparu. Le premier d'entre eux, Chiraf Rachidov, numéro un du parti dans la république et grand ami de Brejnev, est mort en octobre 1983 d'une crise cardiaque alors que, semble-t-il, une inspection accablante pour sa gestion venait de révéler l'ampleur des faux en écriture qu'il couvrait depuis des années pour dissimuler les résultats catastrophiques de la culture du coton, principale richesse de l'Ouzbékistan.

Les purges se sont succédées dans cette république sous Andropov et Tchernomerkine. Rachidov fait l'objet d'un véritable réquisitoire posthume qui se poursuit aujourd'hui. Dix premiers secrétaires régionaux sur treize ont été remplacés. D'innombrables instructions sont ouvertes pour faits de corruption. Avant M. Karimov, victime la plus éminente dans la hiérarchie avait été l'ancien ministre de l'Industrie du coton, M. Osmanov, condamné à mort en août 1986 pour avoir reçu illé-

galement « des centaines de milliers de roubles ».

La *Pravda* écrivait, le 2 février 1986, qu'on avait constaté en Ouzbékistan une « dégénérescence d'une partie des cadres » dans une « atmosphère d'autosatisfaction et de flagornerie ». Selon le quotidien du parti, le défunt premier secrétaire Rachidov « accordait sa protection à des gens malhonnêtes, parmi lesquels de grands criminels tels que l'ancien premier secrétaire de la région de Boukhara, Karimov ».

Dans le même article, la *Pravda* estimait que « parmi les graves problèmes qui se posent aux organisations du parti en Ouzbékistan, figure l'amélioration de la propagande antireligieuse et de l'éducation athée ».

Importe de réagir de façon décidée contre des us et coutumes avérés qui, sous couleur de tradition populaire, répandent des idées et une morale étrangères à notre société ».

L'islam n'était pas nommé, mais bien évidemment visé. Les discours officiels préfèrent mettre l'accent sur la lutte contre la corruption : comme les éminences d'Alma-Ata au Kazakhstan l'ont démontré en décembre dernier, le ferment nationaliste, qu'il est difficile de déceler de la foi musulmane, est présent dans toute l'Asie centrale soviétique. Les troubles d'Alma-Ata avaient été déclenchés par la nomination d'un Russe à la place d'un Kazakh réputé corrompu à la tête du parti au Kazakhstan.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ESPAGNE : la campagne électorale

Les étranges accusations d'un candidat de la gauche unie

MADRID
de notre correspondant

« Le secrétaire d'Etat à la coopération internationale Luis Yanez sniffe de la cocaïne ». En lançant le lundi 1^{er} juin cette assertion instantanée lors d'un débat radiodiffusé, M. Ramon Tamames, le candidat à la mairie de Madrid de la formation Gauche unie (conduite par le Parti communiste) a enfin animé une campagne électorale qui semblait condamnée à sombrer dans l'ennui. Apparemment très en verve, M. Tamames a, en outre, conseillé au gouvernement socialiste de « mieux traiter les homosexuels, car il pourrait y avoir des gays jusqu'au sein du conseil des ministres ».

Dirigeant en vue de sa formation, économiste de renom, auteur de plusieurs ouvrages de référence sur

les structures économiques espagnoles, M. Tamames ne semblait pas pourtant, jusqu'ici, particulièrement enclin à la frivolité. Ses affirmations ont bien entendu provoqué un tollé parmi les socialistes, qui se sont déclarés prêts à porter plainte à condition que le dirigeant de la Gauche unie renonce à son immunité parlementaire — il est député aux Cortes. M. Yanez a démenti avoir jamais « sniffé » quoi que ce soit, concédant qu'il avait pu tout au plus, dans le passé, « fumer un ou deux joints », et soulignant surtout qu'il n'avait pas à rendre compte de sa vie privée. « S'ériger en grand inquisiteur me semble plus être le propre de l'extrême droite que de Tamames », a ajouté M. Yanez.

Loin de battre sa coulpe toutefois, M. Tamames n'a pas hésité à récidiver. Devant les journalistes

revus de l'aubaine, il a accusé le lendemain les socialistes de protéger un « traficant de drogue syrien » installé à Marbella, la plage huppée de la Costa del Sol (il s'agit de M. Munzir al Kassar), et s'en est pris à l'« hypocrisie » du parti au pouvoir à propos du problème de la drogue.

Les compagnons de parti de M. Tamames se sont eux-mêmes montrés mal à l'aise face à ses déclarations. Le principal candidat communiste au Parlement européen, M. Fernando Perez Royo, n'a pas hésité à les qualifier de « hors de propos », tandis que le secrétaire général du Parti communiste, M. Gerardo Iglesias, demandait que « la campagne porte plutôt sur les problèmes qui intéressent vraiment les Espagnols, comme le chômage et la crise économique ».

THIERRY MALINIAK.

aerospatiale

Paris-New York en 1 heure ?

Pour nous, c'est une réalité !

L'Avion à Grande Vitesse vole déjà à Mach 5 sur nos ordinateurs.

Si Aerospatiale a pris cette avance sur le temps, c'est parce qu'elle s'en est donnée les moyens en consacrant 27 % de son chiffre d'affaires.

à la recherche-développement :

unique au monde dans l'aéronautique !

7 000 cadres et ingénieurs créent en permanence les produits de demain ; c'est ça Aerospatiale : le plus grand laboratoire de matière grise d'Europe.

Dans la course aux hautes technologies, nos concurrents ne nous font pas de cadeaux. Nous non plus !

On a tout simplement décidé d'être les meilleurs !



aerospatiale

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

Proche-Orient

Les territoires occupés, vingt ans après

(Suite de la première page.)

Nationalistes fervents, ils ne cautionnent en rien l'occupation, ni ne collaborent avec l'occupant mais contribuent au contraire, chacun à sa façon, à maintenir la cohésion de la société palestinienne. D'autres, parfois islamistes ou communistes, animent syndicats, associations charitables ou clubs sportifs. Leur atout majeur est d'être présents, là où ils peuvent agir efficacement. Tous prennent des gages pour l'avenir.

Trois habitants des territoires sur quatre n'ont pas vingt-cinq ans, un sur deux a moins de quinze ans. Il faut donc répéter cette évidence : la Cisjordanie et Gaza abritent une grande majorité de « nouveaux Palestiniens », sans autre mémoire que celle de l'occupation. Ils n'ont aucune nostalgie du royaume hachémite ni le moindre souvenir de la vieille haine arabe d'avant 1967 envers Israël. Ils ont reconquis fièrement l'identité nationale perdue ou éteinte chez leurs pères, et que seul, par une amère ironie de l'histoire, l'affrontement avec un peuple non arabe pouvait leur restituer.

« Au moins, maintenant, constate Raja Shehadeh, nous savons qui nous sommes. » Ils renouent avec leur culture, comme sur la scène du théâtre El-Hakawati, à Jérusalem-Est, en occupant l'aire de liberté que leur offrent les lois, plus indulgentes en matière de censure, de l'Etat hébreu. Citoyens jordaniens, ils redécouvrent leur histoire, non sans parfois quelques fétichismes, comme dans ce petit musée d'El-Bireh où l'on peut voir des passeports britanniques usés, datant de l'époque mandataire et frappés de la vénérable mention « Palestine ».

Dès la maternelle, ils accomplissent, en lançant des pierres, le premier geste de révolte des enfants, et l'armée doit, comme à Gaza, relever les murs de leurs écoles. Plus urbanisés, moins craintifs et mieux instruits que leurs pères, socialement plus mobiles et moins prison-

niers des vieux clans, ils ont soif de connaissance et d'action. Ils ont la politique à fleur de peau et leur génération a largement pris la relève des anciens. Leurs leaders ne sont plus seulement des patriarches féodaux, mais des avocats ou des universitaires. Ceux de demain s'affirment aujourd'hui dans les prisons d'Israël.

Soutien nuancé à l'OLP

Ils n'ont pas d'illusion sur les régimes arabes et leurs maîtres. La petite phrase du syrien Hafes el Assad — « Il n'y a pas de peuple palestinien » — n'est pas si lointaine (avril 1976) qu'ils ne l'aient oubliée. Le soutien massif qu'ils apportent à l'OLP, héritier de leurs aspirations nationales, ne les empêche pas, si besoin, de fléchir — en privé — les caprices et les errements de ses chefs. En quête d'un nouvel idéal arabe, ils savent que personne ne livrera à leur place les combats décisifs.

Vingt années de voisinage avec Israël ont attisé leur goût pour une société moins pesante, moins conformiste et plus ouverte que la leur. A Jérusalem-Est, ils lisent — et de plus en plus — la presse la plus frondeuse du Proche-Orient, malgré la vigilance des censeurs. Ils regardent le journal télévisé israélien — en hébreu — parce qu'ils le jugent moins propagandiste que les émissions du département en langue arabe. Ils rêvent d'un Etat palestinien exemplaire, démocratique et progressiste, qui serait la « lumière des Arabes ». En attendant, ils feront antichambre, le temps qu'il faudra, déclenchant en silence, avec les moyens du bord, une résistance économique quotidienne.

Il serait trompeur de présenter la Cisjordanie de 1967 sous les oripeaux d'une province misérable (à Gaza, c'est, hélas ! une autre his-

toire). Son économie est certes enclavée à Israël, pour qui elle représente un précieux débouché commercial et qu'elle pourvoit chaque jour d'une main-d'œuvre à bon marché. De plus, l'Etat juif ne se prive pas d'entraver les projets susceptibles de concurrencer ses propres industries, d'où la maigreur des investissements productifs en Cisjordanie. Mais l'argent gagné par ces travailleurs « migrants » et celui que leurs frères exilés dans le monde arabe renvoient au pays ont amené en vingt ans une hausse flagrante du niveau de vie moyen.

Cot argent emprunte le circuit, tout simple, des changeurs ayant pignon sur rue à Jérusalem et un compte en banque à Amman. Il y a quelques mois, un résident de Cisjordanie venant d'Amman s'est présenté au pont Allenby avec 950 000 dollars en espèces, emballés dans un long bas de nylon. Jusqu'en 1978, l'OLP ne se souciait guère d'enrichir la Cisjordanie. Depuis cette époque, elle y aurait injecté 300 millions de dollars. Par l'entremise des municipalités, elle aide, par exemple, les familles des détenus ou des combattants morts en son nom.

Neutraliser les élites

Sait-on que les agriculteurs arabes de la vallée du Jourdain commencent à exporter avec succès vers les marchés européens au point d'inquiéter leurs voisins juifs ? Ou que, en dix ans, les paysans palestiniens ont planté plus de trois millions de jeunes oliviers en Cisjordanie ? Même si ces actions ponctuelles ne résorbent pas pour autant le sous-emploi des jeunes — à Gaza, deux ingénieurs sur trois n'exercent pas leur métier et à Jérusalem, des diplômés travaillent comme jardiniers, — elles participent modestement du soulagement, Les



structures d'un Etat, si hypothétique soit-il, se dessinent ainsi lentement, par petites touches. Pour le jour où... Sait-on jamais ?

Mais gare au faux pas ! A se mêler trop activement de « politique », on devient vite un point de mire. Influent parmi les aînés, on s'occupe pas longtemps l'avant-scène : Akram Haniyeh fut expulsé, Faisal Husseini est démis sans procès ; d'autres, parmi cette génération de l'« après 67 », comme Hana Siniara ou Faez Abou Rahmah, voient leur liberté de mouvement réduite au gré des humeurs de l'occupant. Eternelle contradiction d'Israël, qui prétend rechercher des « Palestiniens authentiques », mais s'empresse de les neutraliser dès qu'ils expriment leur allégeance à l'OLP.

Ce n'est pas un hasard si les trois notables choisis par Shimon Pérès comme éventuels partenaires d'une négociation de paix — Elias Frej, Rachad Chawa, Hikmat Al Masri — appartiennent à la plus vieille génération. Si l'on est jeune, indépendant et déjà puissant, on risque aussi de tomber sous les balles d'un extrémiste palestinien, comme Zafir Al Masri, l'ancien maire de Naplouse assassiné en mars 1986 par le FPLP. Certains appareils de l'extérieur ne tolèrent sans doute pas l'idée que des hommes de l'intérieur puissent un jour leur porter ombrage.

Les « nouveaux Palestiniens » ont leurs homologues juifs en Israël, qui partagent — symétriquement — la même mémoire historique, qui n'ont jamais connu le « petit Israël » ni l'époque où leur pays pouvait être fort et fier sans dominer autrui. « Pour tous ces jeunes, le fait même de devoir imaginer ce qu'était l'Israël d'avant 1967 relève d'une

démarche quasiment archéologique ». Ce mot du professeur Henri Atlan prend, chaque jour, plus de poids. Comme le note M. Akram Haniyeh, directeur de l'Institut Van Leer à Jérusalem — lequel fait un remarquable travail d'éducation en montrant aux enfants juifs la différence de statut politique entre un arabe de Haifa (Israël) et un arabe de Naplouse (Cisjordanie) —

Au pis, ceux-ci sont élevés dans la méfiance ou la haine de l'Arabe, comme ces gamins du quartier juif de Hébron dont la violence de propos effraie jusqu'aux soldats chargés de protéger en permanence leurs familles. A l'exemple de leurs parents, colons religieux du Gush Emunim (Bloc de la foi), ils assimilent les Palestiniens de 1967 aux Amaloches, le peuple que Josué avait reçu mission de détruire. Les militants du Gush Emunim sont une infime minorité, mais leur idéologie, où l'intolérance se mêle au chauvinisme, a dénoté, diffuse et adoucie, sur une partie de la jeunesse. Politiquement, les jeunes Israéliens sont plus intransigeants que leurs aînés : si 45 % de la population refuse toute concession territoriale en échange de la paix, ils deviennent 73 % dans la tranche des dix-huit-vingt-deux ans.

Un pays schizophrène

La victoire de 1967 transfigure Israël. Les frontières de l'ancienne Palestine mandataire entourent désormais une entité binationale, un pays schizophrène, juridiquement dualiste — avec deux états, deux justices, deux régimes politiques — et où rôde le spectre de l'apartheid.

Afrique

ALGÉRIE

Ouverture du procès de vingt-deux « benbellistes »

ALGER
de notre correspondant

Le procès de vingt-deux « benbellistes » a commencé, mercredi 3 juin, devant la Cour de sûreté de l'Etat à Médéa, à une centaine de kilomètres au sud d'Alger. Il leur est reproché d'appartenir ou d'avoir agi au nom du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), parti du premier président de la République algérienne, M. Ahmed Ben Bella, qui vit en exil près de Lausanne, en Suisse.

Dix-huit d'entre eux comparaissent ; quatre autres, en fuite à l'étranger, seront jugés par contumace. Tous sont accusés d'attente à la sûreté et à l'autorité de l'Etat, de détention et distribution de tracts subversifs, et d'avoir reçu des fonds, pour mener leur action, notamment du MDA et de la Libye.

Ils sont également accusés d'avoir monté des réseaux du MDA sur le territoire algérien depuis 1984, après la réunion constitutive du parti de M. Ben Bella, et d'avoir été en liaison avec M. Abdel Wahab Benchemoun, considéré comme étant très proche de l'ex-président. Ancien pilote de la compagnie Air Algérie, M. Benchemoun a été condamné par contumace à vingt ans d'emprisonnement le 25 décembre 1985 par la même Cour de sûreté de l'Etat au terme d'un procès en cours duquel dix-huit personnes furent condamnées à des peines allant d'un an à vingt ans de réclusion.

Comme en 1985, les observateurs étrangers et la presse sont admis dans la salle d'audience. Amnesty International est représentée par un avocat égyptien, M. Adel Azim. La

Ligne algérienne pour la défense des droits de l'homme récemment agréée par les autorités est représentée par un membre de son bureau, M. Youcef Sethallah, également défenseur de plusieurs accusés.

M. Abdennour Ali Yahia et Mokrane Alt Lari, respectivement président et vice-président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme toujours non reconnue par le pouvoir, sont aussi dans la prétoire. Ils avaient tous deux été condamnés par la Cour de sûreté de l'Etat à onze mois d'emprisonnement le 19 décembre 1985, précisément pour la constitution de cette Ligue. Ils ont été libérés en 1986 après avoir purgé l'intégralité de leur peine.

Deux cent deux « intégristes »

Le tribunal de Médéa ne chômera pas puisque, dès la fin de ce procès, la Cour de sûreté aura à juger deux cent deux « intégristes » de la « bande » de Mustapha Boulifa. Prévu du 15 juin au 30 juillet, ce procès débutera six mois après la mort de Mustapha Boulifa, tué au début du mois de janvier avec trois de ses compagnons lors d'une embuscade tendue par la police, en cours de laquelle le chef d'une unité d'élite devait également trouver la mort.

Les forces de l'ordre étaient sur les traces de Boulifa depuis le mois d'août 1985, après qu'il eut attaqué une caserne-école de la police à La Souma, à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest d'Alger, pour y dérober des armes et des uniformes.

Démocratie ou degré de l'ancienne « ligne verte », occupation militaire au-delà. En forçant le trait, on constate, avec Maron Benvenisti, le meilleur connaisseur israélien des territoires, que le quadrillage routier et le « maillage » du sol par des implantations juives d'ores et déjà en mesure d'accueillir cent mille colons ont fait disparaître, sur le terrain, la Cisjordanie de 1967, que celle-ci n'est plus que sur les anciennes cartes ou dans la tête des politiques.

La dynamique de l'occupation, ajoute M. Benvenisti, a franchi le seuil critique : son caractère temporaire n'est plus qu'une fiction comode ; les juifs sont patiemment faits. La gauche israélienne comme les dirigeants palestiniens rejettent en permanence l'hypothèse : la première par attachement au compromis territorial, prémisse de son scénario de paix ; la seconde, parce que la thèse du non-retour « vers-réunion » l'avenir et sape leur combat.

Il n'empêche : les territoires sont bel et bien livrés à la « routine », celle de l'immersion rampante et de la violence. Sûrs de leur bon droit et indignés pour leur sécurité après chaque nouvel acte de terrorisme, une majorité d'Israéliens s'accrochent de ce faux état quo. Le présent, à leurs yeux, devient légitime et la réalité virtuelle. Il en sera ainsi tout qu'un certain équilibre ne pourra leur présenter, à la faveur de faits nouveaux, en choix tactique, une stratégie de réajustement.

L'ambition ? « On n'aime pas son propre pays », avait tranché Hannah Arendt. « Chiche ! », s'exclame M. Benvenisti, répondant à certains Palestiniens, qui, comme l'universitaire Sari Nassibeh, espèrent, à terme, conquérir l'Etat juif de l'intérieur. Pourquoy ? Parce que l'occupation est dérisoire. Mieux : selon M. Benvenisti, les territoires lui ont rapporté en vingt ans, sous forme d'impôts indirects et de droits de douane, la bagatelle de 700 millions de dollars. Une « taxe d'occupation », en quelque sorte.

Imaginer la paix ? Cela commencerait par des rêves. Un chercheur de Jérusalem a récemment analysé au millier de rêves d'enfants juifs et arabes de onze à treize ans. Le résultat est édifiant : pas un seul n'aurait pour thème l'ambition judéo-arabe ou l'« aspiration à la paix ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

APPEL

UN PEUPLE EN TROP ?

Il y a vingt ans, l'Occident dénommait « guerre des six jours » une nouvelle étape du long calvaire du peuple palestinien depuis 1948 : exil et massacres en 1948, occupation de la Cisjordanie et Gaza en juin 1967, massacres de Tel Al Zaatar au Liban en 1976, massacres de Sabra et Chatila en 1982, guerre des camps au Liban en 1987. Tant qu'Israël refusera le droit des Palestiniens à une patrie, tant que ce peuple vivra en exil, considéré partout comme un intrus, la tragédie continuera...

Mais, au-delà de sa dimension humaine, la question palestinienne demeure un facteur politique d'instabilité au Proche-Orient. Elle est à la base des conflits régionaux sans cesse recommencés et qui risquent à tout moment de s'étendre. Elle nourrit aussi un terrorisme aveugle et meurtrier.

Plus nécessaire que jamais, la solution du conflit israélo-palestinien passe par la fin de l'occupation israélienne des territoires occupés en 1967, par l'édification d'un Etat palestinien indépendant, par des négociations avec l'O.L.P. L'idée d'une conférence internationale qui servirait de cadre aux négociations gagne aujourd'hui du terrain. La C.E.E. l'a entérinée ; la France en a accepté le principe et propose de mettre sur pied un groupe de travail préparatoire qui permettrait de créer les conditions de sa tenue.

Les soussignés appellent le gouvernement français à prendre toutes les initiatives nécessaires pour engager un processus qui conduirait à une paix juste et durable dans cette région du monde.

Liste des premiers signataires :

Claude Bourdet ; Maurice Butin ; Marcel-François Kahn ; Paul Milliez ; Louis Odra ; Louis Terrenoire ; Isabelle Arvan ; Francis Blanchet ; Yves Buannic ; Sonia Dayan ; Jacques Fath ; Cécile Goidet ; Bernard Morin ; France Paramelle ; Jacques Vigier ; Paulette Baudouin ; Niki Ouardani ; Daniel Poupard ; Daniel Vague ; Danielle Hafan ; Jérôme Chahine ; Joyce Blau ; Jean-Jacques Chambrin ; Mario-Hélène Samuel ; Martine Darviche ; José Alfoza ; Hélène et Roland Bessière ; Marie-Claude Al Hamchari ; Cécile Altmann ; Jean Bourlond ; Monique Harel ; Henriette Jacot ; Yolande Jaouani ; Miled Jaouani ; Charles Marini ; Jean-Paul Roebler ; Bruno Teocoll ; Françoise Clément ; Denise Barrot ; Jean Drech ; Maria Eugenia Cordeiro ; Irène Michkiss ; Jacqueline Jondat ; Jeanne Barrot-Maigouy ; Marie Proux ; Cyril Vahan ; Norma Hecker ; Gabriel Mokobodsky ; Catherine Vincent ; Michel Vincent ; Christiane Reboquet ; Mehdi Heyder ; Jacques Chastagner ; Robert Dorez ; Pierre Guio-Boung ; Nadia Kempf ; Pierre Brandon ; Elvire de Saint-Blancourt ; Gilles Ferraill ; Francis Arzallier ; Arthur Villard ; André Francis ; Daniel Zimmernann ; Françoise Grillo ; André Brignone ; Daniel Benier ; Carmelo Cala ; Michel Breat ; Christine Chardin ; Edouard Bobrowsky ; François Fournier ; Jean Cayrol ; Gisèle Halimi ; J.-F. Weil ; René Ribet ; Marie-Claude Schang ; Bernadette Bonin ; Jacques Lhabitant ; Paul et Marguerite Granwald ; Dominique Grandmont ; Alain Châtellier ; Marc Nectar ; Guy Chayotille ; Robert Patte ; Patrick Maisonneuve ; Jean-Louis Moynet ; Marie-Josée Thomas ; Michel Dion ; Eliana Sampaio ; Philippe Damas ; Madeleine Riffaud ; Joe Nordmann ; Roland Menard ; Denise Weil ; Jacques Couland ; Jean Robinsport ; Nicole Bachter ; Yvette Forger ; Antoine Saint-Come ; Nicolas Bous ; Claude Perrin ; Laure Perrin ; Jean Berthel ; Marc Delouze ; Danielle Fournier ; Suzanne de Bruchhoff ; Georges Labica ; Michel Deguy ; Jean-Pierre Joyeux ; Louis Jean Duclos ; Pierre Bauty ; Jacques Lamballais ; Jean-Paul Chagnollaud ; Hilaire Danceryole ; Noël Palacios ; Madeleine Guigliardi ; Georges Jenland ; Roger Kempf ; Marcelle Huisman ; Madeleine Rebérioux ; Yves Lacomme ; Robert Montdargent ; Colette Magry ; Jean-Luc Michou ; Pierre Lafourcère ; Simone Seblle ; James Marson ; Albert Jacquart ; Mario Vincent ; Joël Mlachon ; Danielle Bourcharin ; Marie Cavan ; Philippe Glatz ; James Pichette ; Hélène Langevin ; Elai Erlich ; Vincent Baines ; Serge Guillou ; Bernard Sigg ; Soeyne Ager ; E. Fiat ; François Geze ; Pierre et Simone Laurenceau ; Roland Desne ; Claude Vinc ; Claude Simon ; Henri Alleg ; Armand et Paula Guilfoin ; Jean Sarrat-Canale ; Pierre Moreau ; Michel Troche ; Eugène Guilleux ; Bernard Taveau ; Roger Maria ; Nicole Mazenot ; Robert Le Goff ; Jean-Luc Laurent ; Robert Charoin ; Jean-Pierre Clavel ; Bernard Metais ; Olivier Pozzo di Borgo ; Jean Raymond ; Janine Robert ; Alain Belkamel ; Dominique et Christine Vidal-Saphira ; Maryse et Georges Jeuland-Meynaud ; Madeleine Gaonach ; René Lory ; Roger Lobertre ; Jean-Marie Maillard ; François Garnier ; Anne Escoubes ; André Laudouze ; Christa Fink ; Monique Marowsky ; Didier Chassery ; Didier Burdy ; Léo Weiss ; René Lefort ; Marguerite Guareux ; Jean-Pierre Canou ; Alain et Françoise Berhaut ; Jean-Pierre Kahané ; Hervé Lachal-Lincois ; Bernard Rancillac ; Mireille Amphoux ; Gilbert Amphoux ; Jean Legue ; Michel Lelris ; Jean-Michel Coma ; Jacques Guilleux ; Jean-Louis Sarthou ; Léon Bataille ; Michel Cardoze ; Pierre Juquin ; Simone Bruno ; Clément Harari ; Robert Ganeff ; Guy Seligmann ; Ali Kasim ; André Poveda ; Marie-Thérèse Lemesle ; Françoise Dulien ; Pierre Toulat ; Gabriel Arnaud ; Bernard Calpino ; Hélène Faure ; Jacques Roux ; Nicole Berne ; Jean-Claude Bosquet ; Lucien Poir ; A. Tarpinian ; Serge Guillemin ; Victoria Roger ; 168 professionnels, techniciens, dessinateurs, cadres et ingénieurs de la direction des études de la Régie nationale des usines Renault ; Odette Eyssoulier ; Jean Querbes ; Olivier Rubens ; Marguerite André ; Jean Pessat ; Nadine et Bernard Dicks ; Maurice André ; Elizabeth Pizard.

Vous pouvez vous joindre à cet appel en envoyant votre signature et vos dons à l'Association France/Palestine, R.P. 104.04, 75100 Paris Cedex 06. C.C.P. 5612 24 P Paris.

الحوار
AL HIWAR

— la magazine international des Arabes, dans les kiosques à partir du 5 juin.

— Au sommaire du n° 1, un dossier spécial à l'occasion du vingtième anniversaire de la guerre des six jours.

— Un document inédit : les révélations explosives de l'ex-chef d'état-major de l'armée égyptienne, le général Chéhi.

Pour tout renseignement, écrire à :
DAR AL HIWAR,
25, rue Saint-Augustin
75002 Paris

Prenez l'Elan Transpac.

Asie

SRI-LANKA : le récit d'un fiasco

La flottille transportant des secours indiens a fait demi-tour...

DÉTROIT DE PALK

À bord du « SS-Vikram », frégate des garde-côtes de la marine indienne / de notre envoyé spécial

« Les Sri-Lankais nous menacent indirectement d'ouvrir le feu si notre flottille pénètre dans leurs eaux territoriales, on rentre. » La mission humanitaire dont s'était chargé Rajiv Gandhi était vouée à l'échec depuis le début, et beaucoup de journalistes invités dans cette galère le savaient. Ils ignoraient, en revanche, l'extraordinaire capacité d'entêtement de New-Delhi.

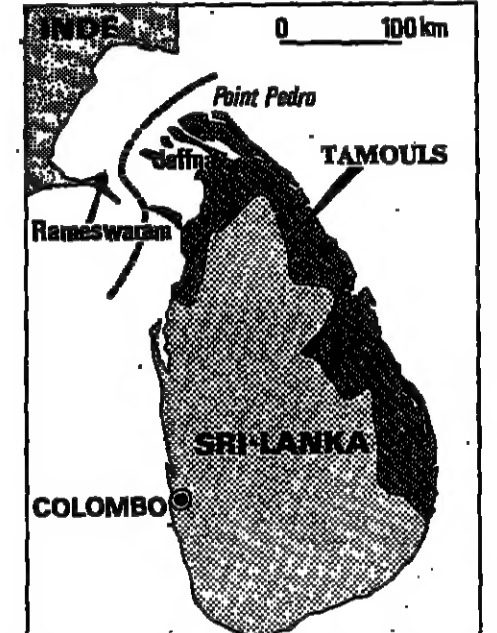
8 heures du matin, Rameshwaram, petit port de pêche du sud de l'Inde, n'a jamais vu autant de monde sur sa jetée. Le départ de la « croisière humanitaire » est prévu pour 9 heures. Mais les patrons pêcheurs, pressés par les autorités de mettre leurs embarcations au service de la « grande cause », se font tirer l'oreille. On avait prévu vingt-cinq bateaux, on n'en trouve finalement que dix-neuf qui acceptent les 2 500 roupies promises par le gouvernement pour la journée de service. Le chargement commence. Des milliers de corbeaux dans le ciel humide surveillent les opérations et guettent les miettes.

De 20 à 25 tonnes de vivres (pain, riz, huile, etc.) passent de mains en mains. Les portefaix ont le dos luisant de sueur. La mousson n'est pas loin. Jaffna non plus, théoriquement. Il est 11 heures, on charge toujours entre les pauses-thé. De grands drapeaux blancs frappés de la célèbre croix rouge sont accrochés aux mâts des embarcations. On apprend par la BBC que les discussions entre Delhi et Colombo se poursuivent. A Rameshwaram, le haut fonctionnaire du ministère indien de « la publicité extérieure » est confiant : « Nous allons bientôt partir. Oui, on va à Jaffna. »

13 h 30. La flottille s'élanche enfin sur une mer d'huile et sous les acclamations des habitants de la cité, massés sur les quais. Torse nu, « longuette » enroulée autour des hanches, chevelure de jais, le scène pourrait se passer à Jaffna ou dans n'importe quel village tamoul sri-lankais. Rien à dire, les gens d'ici sont bien les « cousins » de ceux qui subissent une offensive militaire à Jaffna. En route pour l'aventure. Le moral à bord est au plus haut. « Ces messieurs de Tamoul vont voir à qui ils ont affaire, mille sabords ! », lance un journaliste indien. La majorité de ses confrères est encore persuadée qu'on sera ce soir à Jaffna. Les étrangers, eux, l'espèrent mais doutent ouvertement.

La mer est calme : la traversée ne devrait pas prendre plus de six heures. Soudain, un hélicoptère des garde-côtes surgit au-dessus de nous. Il ne cessera de survoler la flottille pendant trois heures. Il est bientôt rejoint par deux avions Domier armés, chargés de la protection maritime. Les pêcheurs sont rassurés ; les journalistes, un peu inquiets. On leur avait dit que la croisière ne serait pas escortée. Une heure plus tard la flottille croise une frégate et une vedette des garde-côtes. Grands signes : « Salut ! Bonne chance ! A bientôt ! » Nous sommes toujours dans les eaux territoriales indiennes.

15 heures. Devant nous surgit un grand vaisseau blanc ostieusement semblable à la frégate des garde-côtes de tout à l'heure. Réservement pris, c'est, paraît-il, « un navire civil de recherches océanographiques ». C'est lui qui va désormais prendre en charge les cent journalistes et les six membres de l'équipe de la Croix-Rouge. Les bateaux de vivres suivront. Question : qu'est-ce qui différencie un grand vaisseau civil d'une frégate des garde-côtes ? Réponse : une bonne couche de peinture blanche sur la coque et l'absence d'un gros canon anti-aérien sur le pont. Personne ne s'y trompe. Avec sa batterie de radars et sa piste d'atterrissage pour hélicoptère, le SS-Vikram — on avait oublié de repindre aussi les bouées de secours — ne pouvait pas cacher long-



tance sa véritable identité. Une note de service découverte dans les courriers achève de détruire la légende : « Ordre du commandant pour le 3 juin : tout le monde en civil. »

Sympathique et barbu comme il se doit, le capitaine, mal à l'aise dans ses jeans délavés, avoue gentiment que son bateau a été repinté deux jours plus tôt. « De toute façon nous sommes désarmés et nous flottons sous pavillon civil. Légèrement ce vaisseau est donc civil. » Passons. On va toujours à Jaffna ? « Oui, dit le M. Maithra », l'homme de la « publicité extérieure », « nous aura rejoint ».

« Les Dieux sont avec les Cinghalais »

Perd plus tard, son bateau s'est trompé de route, il sera là dans deux heures. Attente. Les journalistes, découverts, envahissent les coursives. La BBC, seul lien à sens unique avec l'extérieur, annonce que la tension est forte entre Delhi et Colombo. Elle dit aussi qu'à Genève le Comité International de la Croix-Rouge n'apprécie pas du tout ce qui se passe dans le détroit de Palk, que le gouvernement indien utilise peut-être la Croix-Rouge locale à des fins qui ne sont pas entièrement humanitaires... Mais qu'importe, R. Rajiv Gandhi laisse toujours entendre qu'il ira jusqu'au bout de son projet. C'est l'essentiel. Mais où est donc passé M. Maithra ? La voilà, le même en bataille et le sourire un peu crispé. « On y va », annonce-t-il à la cantonnade. D'accord, mais où ? D'abord à la limite des eaux territoriales marquées par un flot, Kachchativu, dont la possession fait du reste l'objet d'un vieux contentieux entre l'Inde et Sri-Lanka. La voilà qui s'approche justement. Mais, là-bas, sur la ligne d'horizon, n'est-ce pas un navire sri-lankais ? Il est même armé de lance-missile.

Son capitaine établit un contact radio avec le nôtre et réitère poliment les ordres de son gouvernement : « Vous n'avez pas l'autorisation de pénétrer nos eaux territoriales, restez où vous êtes, s'il vous plaît. » M. Maithra échange sa casquette de fonctionnaire contre celle du capitaine et se jette sur le radio. On jette l'ancre. Il est 18 heures. « Veuillez demander à votre gouvernement de reconsidérer sa décision. Nous avons des vivres et des médicaments à distribuer d'urgence aux populations en souffrance à Jaffna. » Réponse du capitaine sri-lankais : « Je vous invite à mon bord pour négocier. — Impossible, j'ai cent journalistes avec moi, je veux qu'ils entendent tout ce que vous avez à dire. Venez donc à notre bord. — Impossible, je suis commandant, je ne peux pas abandonner mon poste. — Demandez

l'autorisation à Colombo. — OK, je vous rappelle dans une heure. D'ici là, ne bougez pas, SVP. »

Une heure plus tard, même scénario. « Mon gouvernement refuse toujours. » « Veuillez, SVP, lui demander de reconsidérer. Nous avons ici, etc. — OK ! Je vous rappelle. »

A bord du SS-Vikram, plus personne n'a envie de rire. La nuit tombe. Un grain s'est levé et les dix-neuf coquilles de noix chargées de vivres dansent comme des bouchons sur des creux de trois ou quatre mètres. Les hommes font savoir par signes qu'ils ont faim et soif, qu'ils veulent rentrer chez eux et que les « cousins » tamouls de Jaffna attendront bien encore un peu. « Les dieux sont avec les Cinghalais, lance quelqu'un en riant. Mieux vaut rentrer. » Réponse de M. Maithra : « Attendons. » 22 heures. Mal de mer, fatigue extrême d'un voyage commencé mardi à l'aube. Beaucoup demandent grâce : « Si vous plaît, rentrons », explore un malade. « On ne peut pas pour l'instant approcher la côte, la mer est trop méchante. Si cela continue, ce sont les Sri-Lankais qui seront contraints de nous secourir. »

La majestueux Vikram n'est plus qu'un bateau ivre. Il ne sait plus où il va et fait des cercles dans le détroit en attendant une réponse sri-lankaise que tout le monde connaît. Les pêcheurs, eux, sont rentrés sains et saufs au port.

23 heures. Le dernier contact est établi. Pas de surprise : « Désolé, mon gouvernement ne change pas d'avis. J'ai l'ordre de m'opposer par tous les moyens à ma disposition à la violation de notre intégrité territoriale. » Cette fois, c'est bien fini.

La mer s'est un peu calmée. Deux petites vedettes des garde-côtes sont venues chercher les passagers du Vikram. Il est 0 h 30 jeudi à Rameshwaram. Onze heures de galère pour rien. Les citadins sont couchés face à l'embarcadere, les autorités ont dressé un triste buffet pour leurs hôtes déçus. L'ambiance est aussi sinistre qu'après un match de cricket perdu contre le Pakistan.

PATRICE CLAUDE.

« Médecine sans frontières » annoncé, mercredi 3 juin, l'envoi d'urgence, la veille, d'une équipe médico-chirurgicale dans la presqu'île de Jaffna pour y renforcer les onze Médecins sans Frontières déjà présents depuis septembre 1986. « Le gouvernement sri-lankais », en effet, autorise Médecins sans Frontières, ajoute un communiqué diffusé à Paris, à ouvrir à Point-Pedro, dans la presqu'île de Jaffna, un centre chirurgical neutre pour porter secours aux victimes civiles des combats. »

RÉSEAUX CABLÉS : LES GRANDES VILLES DE FRANCE SE BRANCHENT SUR LA LORRAINE

MÉDIACVILLE 87

METZ, LES 10 ET 11 JUIN

A VEC LES RÉSEAUX CABLÉS, LA COMMUNICATION DU FUTUR EST ENTRÉE DANS LES VILLES. LE CÂBLE, AUJOURD'HUI, EST UNE RÉALITÉ EN PLEIN DÉVELOPPEMENT. DEMAIN, IL APPORTERA À DES CENTAINES DE MILLIERS DE FRANÇAIS LES IMAGES DU MONDE ENTIER ; DEMAIN AUSSI, IL PERMETTRA D'ÉCHANGER, DE COMMERCER, D'APPRENDRE, EN UN MOT DE COMMUNIQUER.

RÉSEAUX CABLÉS : LES CONDITIONS DE LA RÉUSSITE

QUI PAIE ? QUI ÉQUIPE ? QUI PROGRAMME ? QUI GÈRE ? ET AVEC QUELS PARTENAIRES ? POUR UN GESTIONNAIRE DE GRANDE VILLE, CRÉER UN RÉSEAU CABLÉ N'EST PAS UN ACTE SOLITAIRE. LOCOMOTIVES DE LEUR PROJET, LES MAIRES DES GRANDES VILLES DOIVENT S'ENTOURER DES COMPÉTENCES DE L'ÉTAT, DES POUVOIRS PUBLICS, DE L'INDUSTRIEL, DU FINANCIER, DE L'OPÉRATEUR, DU PROFESSIONNEL. C'EST POUR CELA QU'EST NÉ MÉDIACVILLE, DONT LA 3^e ÉDITION AURA LIEU À METZ LES 10 ET 11 JUIN PROCHAINS. POLE D'EXCELLENCE DE LA COMMUNICATION, LE CHOIX DE LA LORRAINE N'EST PAS UN HASARD.



LES NOUVELLES TECHNOLOGIES, LES INDUSTRIES INNOVANTES SE DÉVELOPPENT DEPUIS LONGTEMPS AVEC, EN PARTICULIER METZ 2000 ET NANCY-BRABOIS-INNOVATION, LES DEUX TECHNOPOLES LORRAINES. METZ EST AUJOURD'HUI, ET DEPUIS 9 ANS, LE PREMIER RÉSEAU CABLÉ DE FRANCE AVEC, AU MENU DU TÉLÉSPECTATEUR DEPUIS LE DÉBUT 1987 18 PROGRAMMES. AVEC JEAN-MARIE RAUSCH, SÉNATEUR-MAIRE DE METZ, PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE LORRAINE ET PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE, LA LORRAINE REDOUBLE D'INITIATIVES : CRÉATION DU TÉLÉPORT ET DU CENTRE D'ÉTUDES DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION À METZ, CENTRE DE RECHERCHE IMAGES À NANCY ET ÉPINAL ET EN 1988, AUX CÔTÉS DE METZ, LES RÉSEAUX CABLÉS D'ÉPINAL ET DE NANCY. LA LORRAINE EST, DÉJÀ, DEVENUE LEADER, DANS LE DOMAINE DE LA COMMUNICATION, D'UN NOUVEL ESPACE EUROPÉEN QUI ASSOCIE LUXEMBOURG, BELGIQUE ET SUD DE L'ALLEMAGNE. DÈS AUJOURD'HUI, LA LORRAINE S'ARME POUR LE GRAND MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN DE 1992.

MÉDIACVILLE 1987 - CONTACT : FRANCIS DELANCHY

ASSOCIATION DES MAIRES DES GRANDES VILLES DE FRANCE
SÉNAT - PALAIS DU LUXEMBOURG - 75291 PARIS CEDEX 06
Tél 16 (1) 45.48.14.16

CONSEIL RÉGIONAL DE LORRAINE
1, PLACE SAINT-CLÉMENT - 57036 METZ CEDEX 1
Tél 87.33.60.00



Politique

Le conflit entre le premier ministre et M. Léotard

La roulette tourne, mais les jeux ne sont pas faits

En attendant « un geste » de M. Chirac

M. François Léotard a quitté Paris, après le conseil des ministres du mercredi 3 juin, pour Fréjus où il fera connaître, samedi, sa position définitive dans le conflit qui l'oppose au premier ministre. M. Léotard s'exprimera devant les militants du Parti républicain, dont il est le secrétaire général, à l'occasion du dixième anniversaire de la création de cette formation. Réuni mercredi en fin de journée, le bureau politique de l'UDF a exprimé sa solidarité avec le gouvernement et l'ensemble de la majorité, en souhaitant que les dirigeants des formations politiques qui la composent et qui sont aussi ministres puissent exprimer « leurs convictions ».

Contrairement à toutes les règles, la roulette tourne depuis mardi mais les jeux ne sont pas faits. On jette encore ou l'on déplace fébrilement des mises sur le tapis vert. Chacun veut en être.

« Banco ! », dit le mercredi 3 juin, en début d'après-midi, M. Jacques Chirac, dans les couloirs du palais Bourbon. Si M. François Léotard, nommé par M. Jacques Chirac à la tête de son parti, demandait sa démission du gouvernement, « ce ne serait pas une crise », assure le secrétaire général du RPR. Explication : « Nous sommes sous la République (...), même si tous les ministres du Parti républicain démissionnaient, ce n'est pas pour cela que le PR ne ferait plus partie de la majorité ».

Poisson rouge

Porte-parole du PR, M. Philippe Vasseur n'en revient pas. « Préférer, répéter-t-il immédiatement dans ce même lieu, dans les couloirs des déclarations que l'on veut bruyantes, que le départ des ministres représente la dernière formation de la majorité aurait une importance négligeable, c'est tout simplement, surréaliste. » A son tour, M. Vasseur place sa mise. Les déclarations de M. Toubon, juge-t-il, « augurent mal de l'avenir politique au sein de la majorité. Après la communication de M. Toubon, mardi, c'était l'homme. Après les déclarations de Jacques Toubon, c'est la stupefaction ».

Le duo Toubon-Vasseur joue plusieurs tons au-dessus de la moyenne. Il marque, pour ainsi dire, la limite

supérieure de la cacophonie, au-dessus de laquelle tous les autres, on presque, s'appliquent à se tenir. Mercredi matin, au siège du PR, rue de Constantin, M. Léotard prend son petit déjeuner avec les ministres et secrétaires d'Etat de sa formation, à l'exception de M. André Girard. Le ministre de la culture et de la communication recueille les avis — dont celui de son secrétaire d'Etat, le bariste Philippe de Villiers, qui assure qu'il le suivra, le cas échéant, dans la démission, — mais reste impénétrable.

Dans la cour de l'Élysée, pour le conseil des ministres, M. Léotard et ses amis arrivent, comme au premier jour, en « bande ». A la sortie, M. Gérard Longuet, ministre délégué aux P et T, trésorier du PR, aime le poisson rouge pour signifier aux journalistes qu'il interrompt que la consigne est au silence absolu. M. Léotard a un aparté avec M. Pierre Méhaignerie, le ministre de l'équipement, président du CDS, conseiller au secrétaire général du PR de rester au gouvernement et de jouer de la dramatisation.

Le ministre de la défense, qui se réclame du gaullisme mais que les circonstances avaient amené à s'inscrire au PR après mars 1986, fait savoir qu'il entend peser « de toute l'autorité que lui confèrent son âge et son passé de ministre technicien » pour « calmer le jeu » et qu'il refuserait de s'associer à une « réaction syndicale » des ministres du PR. Une partie de ceux-ci se retrouvent au siège de leur formation. Le déjeuner est froid, mais l'ambiance, rapporte-t-on, chaleureuse.

M. Jacques Dominati, ancien secrétaire général de l'ancien républicain indépendant, estime qu'« un libéral sans liberté de parole, cela n'existe pas » et que M. Léotard doit préférer rester « le premier des militants de son parti », plutôt que de devenir un ministre muet.

M. Léotard écoute, puis il quitte le siège du PR et Paris pour Fréjus, où il entend rester jusqu'à la fin du dixième anniversaire de son parti, samedi. A l'hôtel Matignon, M. Chirac et M. Balladur évaluent la situation et se préparent aux diverses hypothèses — zéro, une ou plusieurs démissions — certains citant le nom de M. Toubon, qui en rêve, pour rassurer M. Léotard au ministère de la culture, alors que la position officielle est plutôt de prévoir la nomination d'un PR à la place de M. Léotard afin de ne pas modifier l'équilibre politique du gouvernement.

Comme la plupart des dirigeants de l'UDF, M. Jacques Barrot, secré-

taire général du CDS, tente de calmer le jeu. « Il faut que la sagesse l'emporte, estime-t-il. Toute rébellion brutale du contrat donnerait un handicap supplémentaire à la majorité. » Pour M. Barrot, il vaut mieux satisfaire « les attentes des électeurs » que de suivre « les réactions naturelles des militants ». M. André Rosinot, chargé de rendre compte du conseil des ministres en l'absence de M. Alain Juppé, retenu à l'Assemblée nationale, s'est déclaré, « comme président du Parti radical », décidé « à continuer à s'exprimer », car « le droit à la différence est fondamental. » « Nous devons gouverner ensemble pour gagner ensemble », précise-t-il à l'adresse de MM. Chirac et Léotard.

1988 : 45 %

En début d'après-midi, les résultats du sondage BVA pour Paris-Match doit publier le lendemain sont connus. Les responsables de la majorité sentent leur inquiétude se renforcer, tandis que ceux qui consentent à M. Léotard d'adopter un profil bas disposent d'un nouvel argument : 45 %, lui est-il prêté pour l'élection présidentielle. M. Jean-Claude Gandin multiplie les appels au calme en coulisse. Aucun ministre ne se met à portée des journalistes, à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la séance des questions au gouvernement. Les socialistes ne posent pas de questions au ministre de la culture : « Les journalistes en font assez », jugent-ils. Mais, dans les couloirs, ils ironisent. M. Pierre Joxe souhaite que le gouvernement « retrouve un semblant d'équilibre, pour, au moins, expédier les affaires courantes d'ici à l'élection présidentielle ».

A dix-sept heures, le bureau politique de l'UDF se réunit au siège de la confédération, boulevard de La Tour-Maubourg. Sont absents, outre M. Léotard, représenté par M. Alain Madelin, M. Valéry Giscard d'Estaing, en déplacement à Bonn, ainsi que MM. Barrot, Marcel Lucotte et Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme, proche de l'ancien président de la République. Pour une fois tous d'accord, les participants sont soucieux d'apaisement, mais ils tiennent, aussi, à rappeler à M. Chirac ses engagements de mars 1986, d'autant que, pour eux, le ministre de la culture et de la communication n'a pas failli à la solidarité gouvernementale. Chacun est d'accord aussi pour convenir que son départ et celui de ses amis serait « un désastre pour tout le monde ». Mais le

patron du PR est pressé par eux de se déterminer au plus vite.

L'entourage de M. Léotard doute qu'il ne donne cette satisfaction à l'UDF. Les collaborateurs du ministre sont contents du communiqué publié à l'issue de la réunion. Celui-ci affirme que « la solidarité de l'UDF a été et restera totale », mais que celle-ci « n'exclut pas que les dirigeants des formations politiques qui gouvernent ensemble expriment leurs convictions et assument leurs responsabilités dans le respect de l'union de la majorité et de l'indispensable cohésion gouvernementale ». Voilà pour MM. Chirac et Léotard. Mais M. Raymond Barre a, aussi, sa petite fleur, puisque l'UDF « réaffirme qu'elle apportera son soutien à un candidat et à un seul ».

M. Michel Calzaroni, conseiller en communication et poisson-pilote de M. Léotard, lit au téléphone, à son patron, le communiqué de l'UDF. Le président de celle-ci, M. Jean-Louis, va demander « un geste » à M. Chirac, afin de renforcer l'éventuel maintien de M. Léotard. Les amis du ministre, conciliants, refusent de « crier » les ministres RPR qui lui ont apporté leur appui. M. Michel Noir, pourtant, ne se cache pas d'avoir donné à M. Léotard l'assurance de son « amitié », tandis que M. Michèle Barzach ne confirme ni ne dément avoir fait la même démarche.

Et M. Philippe Séguin ? Invité le soir de « l'heure de vérité », sur Antenne 2, le ministre, simplement, socialiste, tout en soulignant « l'estime et l'amitié » qu'il porte à M. Léotard, se fait le porte-parole du premier ministre pour expliquer que celui-ci n'avait pas l'intention d'« empêcher les ministres de s'exprimer », mais, simplement, de leur demander de le faire « dans le cadre d'une solidarité gouvernementale minimale ». A en croire l'ex-indoctriné du RPR, « dans une dizaine de jours, on ne parlera plus de cette affaire », d'autant que la position de l'UDF est « raisonnable ».

Voilà qui ne ferait pas l'affaire du... syndicat des grands cirques. Son président, M. Gilbert Edelstein, a, lui aussi, un avis très ferme sur ce que doit faire M. Léotard. Glissant son jeu sur la table, il a « humblement supplié » le ministre de la culture de donner sa démission, « pour le bien et la sauvegarde des grands cirques, que sa léthargie et sa désolitude risquent d'entraîner ». Le coup de pied de l'éléphant ?

THIERRY BRÉHIER, DANIEL CARTON et PATRICK JARREAU.

Un sondage BVA-Paris-Match

Le président de la République continue de dominer ses concurrents

MM. François Mitterrand et Raymond Barre sont, aux yeux de leur camp respectif, les meilleurs candidats à l'élection présidentielle, selon les résultats du sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 4 juin, dans Paris-Match (1). 50 % des électeurs de gauche se prononcent en faveur du président de la République qui dispose d'une avance record sur M. Michel Rocard, préféré par 25 % des sympathisants de la droite. M. Barre, choisi par 35 % des électeurs de droite (soit un gain de six points par rapport au mois d'avril), bénéficie du recul de M. Chirac auprès des sympathisants (30 % d'entre eux, au lieu de 44 % en avril, se prononcent en faveur de ce dernier).

La droite demeure majoritaire dans la plupart des hypothèses du premier tour. Elle enregistre son meilleur résultat (55 % des suffrages exprimés) quand M. Mitterrand est absent de la compétition. Candidat aux côtés de MM. Barre, Chirac et Le Pen, M. Léotard ne recueille que 4,5 % de suffrages exprimés. De son côté, la gauche n'est majoritaire (51 % des voix) que lorsque le chef de l'Etat et M. Rocard défendent ensemble les couleurs socialistes.

En revanche, au deuxième tour, le candidat de gauche sort victorieux dans toutes les éventualités proposées. M. Mitterrand est réélu, face à M. Chirac (avec 55 % des voix) et M. Barre (avec 54 % des suffrages), tout comme M. Rocard, qui bat le premier ministre (avec 55 % des

voix) et le député du Rhône (avec 51 % des suffrages), alors que ce dernier faisait jeu égal avec lui en avril.

A propos d'une éventuelle entente entre la majorité et le Front national, 54 % des personnes interrogées (dont 57 % des électeurs de droite) pensent que l'UDF et le RPR « doivent refuser de discuter » avec le parti de M. Jean-Marie Le Pen, tandis que 27 % des consultés (dont 32 % des partisans de la majorité) estiment qu'ils doivent « essayer de s'entendre » avec lui. En avril 1986, 47 % des électeurs UDF-RPR refusaient la discussion avec le FN, mais 42 % le souhaitaient.

(1) Sondage effectué du 15 au 20 mai 1987 sur un échantillon représentatif de neuf cent cinquante et une personnes.

ACADIE

La guerre de Cent Ans des Français d'Amérique aux Maritimes et en Louisiane 1670-1769

Robert SAUVAGEAU Préface de Maurice DENIZIERE 15,5 x 24 cm - 254 p. 9 cartes - 175 F

Berger-Levrault 5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

« Il est rare qu'un ministre ne soit pas un homme politique » déclare M. Mitterrand à Zurich

ZURICH de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand a assisté, mercredi 3 juin, en compagnie de M. Pierre Aubert, président de la Confédération helvétique, à l'inauguration du Festival international de Zurich consacré, cette année, au romantisme français.

Avec humour et parfois ironie, M. Mitterrand s'est prêt de bonne grâce aux questions des journalistes. Il a effleuré de quelques phrases l'affaire Léotard : « Il est rare qu'un ministre ne soit pas un homme politique. Ce serait surprenant qu'il ne le soit pas. Le problème est de savoir ensuite ce qu'on en fait ».

Interrogé sur l'absence du ministre de la culture à ses côtés, M. Mitterrand a déclaré : « De temps en temps, je respire un peu tout seul. Cela me fait plaisir. Il n'était pas prévu avant hier que je viendrais avec un ministre. A moi tout seul, je peux représenter la France. » Le président de la République a également pris avec le sourire la présence presque simultanée en Suisse de deux autres personnalités françaises : M. Raymond Barre, qui devait faire le même jour une intervention devant l'Association internationale des économistes de langue française à Fribourg, et le premier ministre, M. Jacques Chirac, attendu jeudi 4 juin à Genève pour inaugurer le premier simant du grand colosseur à électrons du CERN. « Je ne suis pas spécialiste de la musique, l'autre n'est pas spécialiste de la science, le troisième n'est pas spécialiste de l'économie. Mais ce grand élan de personnalités françaises vers la Suisse témoigne de l'intérêt collectif porté à ce pays », a commenté le chef de l'Etat.

La visite du président de la République à Zurich a été une nouvelle occasion de célébrer l'amitié franco-suisse. Les liens entre les deux pays se sont sensiblement resserrés depuis

le voyage officiel de M. Mitterrand à Bern en 1983, la première d'un chef d'Etat français en Suisse depuis 1910. Aucun contentieux ne pèse actuellement sur les rapports entre les deux pays, et c'est avec la Confédération que la France dégage son excédent commercial le plus important. Parlaient de l'ouverture d'un grand marché européen en 1992, M. Mitterrand a estimé qu'il faudra trouver des aménagements avec la Suisse, étant donné son poids dans l'économie mondiale. « Le gouvernement et le peuple suisse, a-t-il dit, devront décider souverainement de leur adhésion ou non au Marché commun, mais il faudra bien marcher ensemble ».

Même la récente affaire Fraton ne semble pas avoir terni le climat entre Bern et Paris. Il y a quelques jours, l'ancien PDG du casino Ruhl de Nice avait été libéré et expulsé vers Saint-Domingue, la justice helvétique ayant considéré comme insuffisamment fondée la demande d'extradition présentée par la France. « Y a-t-il une affaire Fraton ? s'est interrogé M. Mitterrand, on peut le penser ! Je ne sais pas avec quel degré d'énergie la demande d'extradition a été faite ».

JEAN-CLAUDE BUHNER.

CULTURE GENERALE

UNE METHODE POUR REVOIR LES BASES. Le parcours santé de l'équilibre et de la réussite

Concevez quelques heures par semaine la suite à jour des connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principales domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, les mouvements de pensée et des hommes, des civilisations. Littérature, arts, histoire, sciences, politique, économie, religion, etc. Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, avenue 390, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

L'envoi de M. Nucci devant la Haute Cour

La demande de la majorité jugée « recevable » par le bureau de l'Assemblée nationale

Le bureau de l'Assemblée nationale a déclaré recevable, le mercredi 3 juin, la proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute Cour de justice de l'ancien ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucci. Les députés de la majorité, du Front national et du Parti communiste ont voté la recevabilité (qui porte sur la forme et non sur le fond) en l'absence des membres socialistes de cette instance, qu'ils avaient quittée avant ce vote.

Les députés socialistes entendaient, ainsi, protester contre le rejet de leur demande de joindre l'examen des propositions de résolution concernant d'une part, M. Nucci et, d'autre part, le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua.

M. André Billardon (PS) a expliqué, en quittant cette réunion du bureau : « Nous faisons un constat simple, les faits qui ont conduit aux deux dépôts de résolution de comparaison sont les mêmes, puisqu'ils ont pour origine les déclarations de M. Yves Chatter ».

Ils ont été les seuls de cet avis, puisque les membres du PC et du FN se sont abstenus. En revanche, les députés communistes et du Front national ont déjà annoncé qu'ils voteront la recevabilité de la proposition socialiste visant M. Pasqua.

La majorité n'accède pourtant pas la procédure contre M. Nucci : la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution de la droite, avant que les députés ne se prononcent en séance publique, ne sera constituée que le mardi 9 juin.

SCIENCE & TECHNIQUE

20 IMPRIMANTES POUR IBM PC

JUIN 87

Politique

A l'Assemblée nationale

Marché unique européen
Les difficultés de M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing l'avait promis : ses amis s'efforceront d'introduire dans tous les projets de loi, une ou plusieurs dispositions symbolisant la volonté de la France de se préparer au grand marché unique européen. Ce n'est pas toujours facile, et les députés du RPR, qui ont pourtant fait de cette échéance leur principal thème de campagne, ne sont pas prêts, en toutes circonstances, à suivre les giscardiens sur cette voie.

La démonstration en a été portée le mercredi 3 juin à la commission des lois de l'Assemblée nationale. Alors qu'elle examinait le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, M. Alain Lamassouze (UDF, Pyrénées-Atlantiques), proche de l'ancien président de la République, a proposé un amendement prévoyant que, à compter du 1^{er} janvier 1993, les ressortissants de la Communauté économique européenne seraient assimilés à des Français pour l'accès à la fonction publique, « sauf pour le recrutement à

des emplois qui comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique, ou à des fonctions qui auront pour objet la sauvegarde des intérêts collectifs publics ».

A l'appui de sa démarche, M. Lamassouze a rappelé que la France avait été condamnée le 3 juin 1986 par la Cour de justice européenne, pour avoir réservé à ses ressortissants la titularisation pour des emplois dans les hôpitaux publics. Il n'en a pas pour autant obtenu l'adhésion de ses collègues. Le RPR et le PS ont contesté son initiative. Le député giscardien n'a même pas été soutenu par tous les membres de son groupe. Bien que M. Lamassouze se soit déclaré prêt à faire dépendre l'application de sa proposition à une règle de réciprocité de la part des autres pays européens, son amendement a été repoussé.

Th. B.

Au conseil des ministres

A Riscossa est dissoute en Corse

Moins de deux semaines avant le déplacement de M. Pasqua en Corse, le conseil des ministres a décidé, sur proposition du ministre de l'Intérieur, la dissolution d'A Riscossa, l'association nationaliste corse de soutien aux militants emprisonnés.

Cette mesure est prise « en application de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées et, plus particulièrement, de son article 1^{er} paragraphe 3 qui prévoit la dissolution des mouvements, quelle que soit leur forme, qui portent atteinte à l'intégrité du territoire ».

A Riscossa (le renfort) avait été créée en 1978, alors qu'étaient jugés par la Cour de sûreté de l'Etat divers militants présumés du FLNC. Depuis, A Riscossa organisait de nombreuses manifestations et assurait un soutien actif aux nationalistes emprisonnés et à leurs familles. Sa dissolution intervient après celle du MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination), le 21 janvier dernier, par le conseil des ministres.

Depuis le mois de janvier, les attentats et les arrestations se sont multipliés, dont le 19 mai à Ajaccio l'arrestation de onze nationalistes corses, inculpés notamment d'attentats, d'association de malfaiteurs et d'extorsion de fonds, et écroués à Marseille. Quatre jours plus tard, le 21 mai, au cours d'une conférence de presse à Ajaccio, le préfet délégué à la police, M. Marin, avait accusé A Riscossa de se livrer à « insupportables provocations ».

La décision du conseil des ministres n'est sans doute pas étrangère à diverses investigations judiciaires en

cours à Paris, notamment sur l'attentat de l'FLNC qui détruisit, le 13 mars dernier (cf. Le Monde du 25 avril), la ferme Sainte-Hélène, à Ghisonaccia (Haute-Corse). Elle intervient quelques heures seulement après l'attentat à Ajaccio contre la villa du directeur de cabinet du préfet de la région Corse, M. Maurice Bayle, qui regardait la télévision avec son épouse. La charge, estimée à 2 kilo-

grammes de plastique, a ravagé une partie de la maison. Trois personnes, dont deux enfants, ont été légèrement blessées par des éclats de vitres dans l'immeuble situé en face.

A Riscossa, dont la dissolution, qu'elle qualifie de « mesure de répression politique », n'est pas encore officiellement notifiée, a appelé l'ensemble de ses sections à se réunir à Corte samedi 6 juin.

D. R.

Nominations

M. Christian Cardon, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé délégué interministériel au projet Eurodisneyland en France, par le conseil des ministres du mercredi 3 juin.

[Né en 1944 à Lille, Christian Cardon est conseiller référendaire à la Cour des comptes, Institut d'études politiques de Paris, ENA ; auditeur à la Cour des comptes en 1969. Chargé de mission au secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1973), directeur de cabinet de Pierre Méhaignerie, secrétaire d'Etat à l'Agriculture (1976), directeur adjoint (1978) puis directeur (1980) de cabinet de Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture ; maire de Trouville depuis 1983.]

Le vice-amiral Claude Gagliardi a été nommé président de la mission interministérielle de la mer. Par délégation du premier ministre, le secrétaire d'Etat à la mer prépare et met en œuvre la politique générale du gouvernement dans le domaine

des activités maritimes, aux termes d'un décret du 2 août 1978. Cette politique est élaborée au sein d'un comité interministériel de la mer. Depuis 1981 il n'y avait plus de président de la mission interministérielle de la mer, ce qui était à cet organisme sa capacité d'initiative.

[Né le 4 mars 1927, le vice-amiral d'escadre Claude Gagliardi est ancien élève de l'Ecole navale. Il est vice-amiral d'escadre depuis 1984. Il exerce jusqu'au 4 mars dernier à Toulon les fonctions de préfet maritime de la III^e région à Toulon.]

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, le conseil des ministres, réuni le mercredi 3 juin, a approuvé la nomination au Conseil d'Etat au tour extérieur de M. Pierre Bordry, proche collaborateur de M. Alain Poher, président du Sénat, dont il est depuis janvier dernier le conseiller spécial. Auparavant, il était depuis novembre 1986, son chef de cabinet.

La secte Moon a mis un pied au Palais-Bourbon

M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, qui fut l'auteur d'un rapport officiel sur les sectes lors de la législature précédente, a profité du mercredi 3 juin, pour signaler qu'il avait reçu, comme d'autres de ses collègues, des documents provenant de Causa, qu'il a qualifié de « filiales politiques de la secte Moon ». Or ces documents lui ont été envoyés, a-t-il expliqué, sous le timbre de l'Assemblée nationale par un député du Front national, M. Pierre Cayrol (du Nord), qui y avait joint une lettre rédigée sur du papier à en-tête de l'Assemblée.

M. Vivien a trouvé scandaleux « qu'une secte utilise dans cette enceinte les moyens réservés aux parlementaires pour l'affranchissement de leur courrier ».

Défense

Malgré des propositions de ses sociétés nationales

La France pourrait commander aux Etats-Unis des avions de combat et des appareils de transport

Après avoir commandé des radars volants à Boeing, qui les lui livrera en 1991, la France pourrait acheter aux Etats-Unis des avions de combat F-18, pour son aéronavale, et des appareils de transport Hercules, pour son armée de l'air. Cette double éventualité est soumise, par les états-majors concernés, à l'approbation du ministre de la défense, M. André Giraud, qui devrait trancher très prochainement.

Si le choix des militaires était entériné par le pouvoir politique, nul doute que deux entreprises françaises, le groupe Dassault-Breguet et la société Aérospatiale, qui peuvent présenter offrir des solutions de remplacement, auraient le sentiment de recevoir un camouflet du client national.

La marine nationale a besoin de remplacer ses avions d'interception Crusader en 1993 et ses avions d'attaque au sol Super-Étendard en 2005. Elle avait donc imaginé, au début de ses réflexions d'état-major, de moderniser ses flottilles avec un appareil polyvalent, le Rafale, qui serait développé en harmonie avec l'armée de l'air pour un besoin assez parallèle de succession, d'ici à la fin du siècle, de ses avions d'attaque Jaguar et de ses appareils de défense aérienne Mirage-F1 et Mirage-2000.

Des achats sur étiquettes

Malgré cette prise de conscience commune de leurs propres besoins de modernisation, la marine et l'armée de l'air n'ont pas exprimé la même priorité : la première souhaite, dès 1993, remplir d'abord ses missions d'interception (la succession du Crusader) et la seconde privilégie à partir de 1996, dans un premier temps, l'attaque au sol (le remplacement de Jaguar).

A cet obstacle-là s'ajoute une autre difficulté : le trop lent démarrage du programme Rafale, dû à des considérations politiques extérieures à la France (l'incapacité de l'Europe à concevoir en coopération un même avion de combat) et à d'autres, internes (la crise de confiance qui distend les rapports entre le ministre de la défense et M. Serge Dassault). Mais le résultat reste le même : si l'avion de combat français dérivé du Rafale et commun à l'aéronavale et à l'armée de l'air, voit le jour, il ne sera pas disponible avant 1996 et,

vraisemblablement, à une date plus proche de 1998.

Pendant au moins trois ans et peut-être cinq, les porte-avions français risquent, dans ces conditions, d'être dépourvus de l'appareil moderne capable d'assurer leur défense aérienne.

D'où le projet de l'état-major de la marine d'acheter sur étiquettes, comme on dit, c'est-à-dire directement chez le constructeur, dix-huit avions d'interception F-18, de conception américaine. A défaut, il serait même possible d'en louer ou de commander, à titre temporaire, un nombre supérieur d'appareils, qui seraient seuls ou d'occasion, en attendant la livraison des Rafale. L'aéronavale est désormais pressée par le temps pour le remplacement de ses Crusader, qui sont, eux aussi, des avions de construction américaine et elle ne voit pas, dans ses propositions, matière à un camouflet politique envers les industriels français qui devraient exiger, en contrepartie, des compensations du genre de celles qui leur furent accordées par la firme Boeing.

La société Dassault ne l'entend pas de cette oreille. Comment continuer à vendre, font observer ses responsables, des Mirage-2000 à l'exportation et, plus tard, des Rafale si le client national affiche sa préférence pour un produit concurrent et marque ainsi sa défiance au profit du F-18 ? Pourquoi faire un cadeau aux constructeurs américains, qui ne manqueront pas de tirer un avantage commercial de la commande de l'aéronavale française auprès des clients étrangers ? La marine nationale a-t-elle présenté au gouvernement une addition complète et honnête, y compris le coût considérable qui résultera des commandes d'armement, de matériels de servitude et de pièces de rechange requises par le F-18 ?

Pour toutes ces raisons, le groupe Dassault-Breguet a contre-attaqué. Il propose de prolonger la durée de vie opérationnelle des Crusader actuels de 1992 à 1996, en renforçant la structure de l'avion et en modernisant son électronique de bord, pour un coût estimé à environ 70 millions de francs par appareil. Ainsi, ses avions ne serviraient que pour le Fock et le Clemenceau, tandis que le Rafale « navet » serait au rendez-vous du prochain porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, prêt pour 1996.

A l'état-major de la marine, personne ne croit beaucoup à la possibilité de faire durer au-delà de 1994 un avion comme le Crusader, qui aura alors subi de nombreux catapages toujours éprouvants pour la fiabilité d'un avion. Avec le ministre de la défense, les marins continuent d'incliner vers une solution de location ou d'acquisition temporaire de 18 appareils F-18.

On retrouve un débat semblable, c'est-à-dire l'acquisition de quelques exemplaires d'un modèle américain, avec le souhait de l'armée de l'air française de commander des appareils de transport Hercules à la société Lockheed (entre six appareils neufs et douze d'occasion) pour remplir des missions intercontinentales.

JACQUES ISNARD.

En réalité, les besoins de l'état-major de l'air sont très complexes et ils changent souvent. Ils sont au minimum de deux ordres assez différents. Le premier besoin exprimé depuis deux ans consiste à remplacer les vieux Noratlas, qui sont des avions-cargos de servitude (pour le transport de fret) ou d'instruction (pour l'entraînement au largage de parachutisme et de matériels). Le second besoin est apparu plus récemment encore, avec les opérations au Tchad, et il revient à disposer de quelques avions de transport lourd capables, à la différence du Transall qui a des capacités plus réduites, de franchir de longues étapes sans escale intermédiaire ou sans nécessité de ravitailler en vol.

Une pile au sol

A ce double marché, la société nationale Aérospatiale entend répondre par deux propositions différentes. Dans le premier cas, l'avion-cargo de servitude et d'instruction pourrait être la version militaire du court-moyen courrier civil ATR-42, dont le coût de développement est évalué à 1 milliard de francs et le marché potentiel à une centaine d'appareils (dont vingt à vingt-cinq en France). Dans le second cas, l'Aérospatiale imagine de pouvoir réaliser la chaîne de fabrication du Transall à moindre frais si une décision était arrêtée avant la fin de cette année.

L'armée de l'air française fait des réserves. Elle reproche à l'ATR-42 d'être une solution éphémère, conçue à partir d'un avion dont d'une simple porte latérale pour le chargement et le déchargement alors que les spécialistes lui préfèrent un appareil avec la classique porte arrière à rampe pour des embarquements et des débarquements plus autonomes et plus rapides. Elle considère que le Transall ne répond pas à sa demande spécifique d'un appareil de transport intercontinental et apte, de surcroît, au largage d'hommes ou de matériels au plus près des combats.

C'est pourquoi l'état-major de l'air ne cache pas ses préférences pour deux modèles étrangers : le cargo léger bimoteur CASA-Neramo-235, de conception hispano-indienne, et le lourd quadrimoteur Hercules, déjà vendu par son constructeur américain Lockheed à plus de 1 800 exemplaires.

JACQUES ISNARD.

OFFICIERS
MINISTÉRIELS
VENTES PAR
ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 48-63-12-88

VENTE sur sais. immob. Pal. de Jus.
CRÉTEIL, jeudi 18 juin 1987 à 9 h 30
APPART. de 4 p. princ.

au 4^e et 5^e étages. De des. immob.
à ABLOU (94)

1 et 3, r. de la Courneux-Livres - 32 à
86, r. de l'Europe - 36 et 38, r. de Mons
dit « Résidence du Château »
MISE A PRIX : 90 000 F

S'ad. M^{rs} Llorens TROUMAN, av. à CRE-
TEIL (94), 66, r. des Ecoles, t. 46-80-31-02
et 48-98-45-45 - M^{rs} Chery BENSARD, av.
à PARIS-17, 179, bd St-Germain, t. 45-44-
55-95 - Ts av. pr. T.G.I. de CRÉTEIL.
S/lieux pr. vis.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE
au PALAIS DE JUSTICE DE PARIS,
le MARDI 16 JUIN 1987 à 14 heures

UN LOGEMENT
dans un immeuble de
PARIS-11^e

30, rue de Valenciennes, de 2 pièces prin-
cipales, 3^e étage et cave
MISE A PRIX : 50 000 F

S'ad. SCP COURTEAULT, LECOQ,
RIBADEAU-DUMAS, avocats,
17, avenue de Lamotte, PARIS-16^e,
TEL. 45-24-46-40.

VENTE SUR LICITATION au PALAIS
DE JUSTICE d'ÉVRY, rue des Mazilles, le
MARDI 16 JUIN 1987 à 14 heures

UNE MAISON
située à
DRAVELY (Essonne)

Quai des Dames et rue du Port-aux-
Dames, sans numéro
MISE A PRIX : 80 000 F

Possibilité basse quart puis mobilis.
Consignation indispensable. Pour ren-
seigner : à SCP ARQUIN TRUILLIER,
avocats, demeurant à ÉVRY (91), 4, bou-
levard de l'Europe, TEL. 60-79-39-45. Au
greffe du Trib. de gde instance d'ÉVRY.

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice de PARIS
le LUNDI 22 JUIN 1987 à 14 heures

UN APPARTEMENT
15, RUE DESCOMBES - PARIS-17^e
LIBRE D'OCCUPATION - M. à px 150 000 F

S'ad. M^{rs} F-Xavier SIMONNET et Philippe BROUSSEAU, avocats associés, 11,
rue de Rome, 75006 PARIS, tél. 43-87-48-60
Visites sur place les 13 et 20 juin de 9 heures à 11 heures.

VENTE sur saisie au tribunal de grande instance d'Évry
le MARDI 16 JUIN 1987 à 14 h

PAVILLON à STE-GENEVIEVE-DES-BOIS (91)
25, RUE LAMARTINE

Au rez-de-chaussée : garage, buanderie et dépendances, mur extérieur en moellons -
Un 1^{er} étage avec escalier extérieur, balcon-terrasse, salle de séjour, cuisine, cham-
bres - 2^e étage : chambres sous combles aménagés.
MISE A PRIX : 150 000 F

S'adresser à M^{rs} Jean-Marie Becan, avocat au barreau d'Évry, 96, Grande-Rue, 91290
Arpajon. Tél. : 64-90-90-32 - Au greffe du tribunal de grande instance d'Évry où le
cahier des charges est déposé - Sur les lieux pour visiter.

IMMEUBLE INDUSTRIEL à CHATELLERAULT
(Vienne)

Zone industrielle-Nord-3 allée d'Argenson
9608 m² - LIBRE DE LOCATION
MISE A PRIX : 1 000 000 F

S'adresser à : M^{rs} Bernard de Serres, avocats, 70, avenue Marceau, Paris 8^e
TEL. : 47-20-42-38. M^{rs} Carrasco-Marillat, syndic, 10, rue Berthe-Poirée, Paris.
M^{rs} Molle, syndic, 41, rue du Four, Paris.

Vente sur licitation au Palais de Justice de Paris
le LUNDI 22 JUIN 1987 à 14 heures
EN DEUX LOTS

1^{er} lot : STUDIO
2^e lot : APPARTEMENT

Libre - MISE A PRIX : 60 000 F
Libre - MISE A PRIX : 90 000 F
dans le Bâtiment A, allée est à l'ouest de la propriété sise à
AVARAY (Loir & Cher)
dite « CHATEAU D'AVARAY »

Pour tous renseignements s'adresser à M^{rs} Jean NOUËL, avocat à Paris (7^e)
26, boulevard Raspail, TEL. : 45-44-10-33 - Sur place pour visiter

Vente sur licitation au Palais de Justice de Nanterre
le JEUDI 18 JUIN 1987 à 14 heures
EN UN SEUL LOT : UN

IMMEUBLE à LEVALLOIS-PERRET (92)
24, rue Vergniaud
comprendant 3 BÂTIMENTS de chacun 2 étages
cours pavée sur terrain de 193 m²
MISE A PRIX : 550 000 F

S'adresser pour tous renseignements à M^{rs} Marcel WISLIN, avocat, 7, avenue de
Madrid 92200 Nanterre, TEL. : 47-21-57-05 - M^{rs} Michèle BERNARD, avocate au barreau
de Nanterre, 109, rue de Longchamp, 92200 Nanterre, TEL. : 46-24-94-11.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Nanterre,
le JEUDI 18 JUIN 1987 à 14 h
EN UN SEUL LOT :

UN MAGASIN
UN APPARTEMENT
dans un immeuble sis à
BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
50, rue d'Agincourt
MISE A PRIX : 394 000 F

S'ad. à M^{rs} Benoît Deslandes, avocat au barreau de Nanterre, 58, bd du Croissant,
92200 Nanterre, TEL. : 47-21-57-05 - M^{rs} Michèle BERNARD, avocate au barreau
de Nanterre, 109, rue de Longchamp, 92200 Nanterre, TEL. : 46-24-94-11.

AU
SOMMAIRE
DE JUIN

Le Monde 1987
PHILATELISTES
l'Officiel de la philatélie
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Le congrès de Fédération à Lens
- Interview de Gabriel Sourin
- Les trois gravures de la Sabine et celle de la Liberté
- Thématique : Raies et requins
- Portrait d'Albert Decaris

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux



Faivre

David Boudinnet/Forward

Si vous disposez d'un MINITEL, vous pouvez connaître, à tout moment, le détail de tous les livres que nous publions : listes par auteur et titre, comptes rendus de presse. Il vous suffit de composer : **36.15, code JET 7**

Le procès de Klaus Barbie à Lyon

L'appel avant le dernier train pour les camps de la mort

LYON
de notre envoyé spécial

D'ores et déjà, le procès Barbie est assuré de la dimension historique qui en était attendue. Les dépositions des témoins ou des victimes partie civile, entendues depuis maintenant dix jours, ont rappelé ou révélé, dans toute leur étendue, les réalités quotidiennes, dans les locaux de la Gestapo, dans les prisons et dans les camps nazis, du système mis en place pour l'extermination ou la réduction en esclave de ceux qui étaient décrets, à l'époque, ennemis du Reich.

D'autres dépositions suivront. Cependant, parallèlement à cette dimension historique, la cour d'assises du Rhône a tenu à une autre exigence. Si Barbie a incontestablement servi le système, il convient également d'établir son rôle personnel dans chacun des crimes contre l'humanité qui lui sont reprochés.

Pour la rafle du 9 février 1943 au siège de l'Union nationale des israélites de France, comme pour celle des enfants d'Izieu le 6 avril 1944, le dossier se fonde sur des témoignages qui font état de sa présence sur les lieux, mais qui ne peuvent pas être considérés comme suffisants.

C'est pourquoi l'accusation comme les avocats des parties civiles attachent un grand prix aux deux témoins qui, signés l'un et l'autre Klaus Barbie, rendent compte à Paris de ces deux rafles, en décrivent les circonstances et établissent un bilan chiffré du nombre de personnes arrêtées.

Il n'en va pas de même avec la déportation des six cent quarante personnes qui furent embarquées le 11 août 1944 dans le dernier train de ce genre qui quitta Lyon à destination de l'Allemagne, emmenant, tout à la fois, des juifs et des résistants.

Les premiers, après douze jours d'errance sur les voies ferrées de l'est de la France, devaient aboutir à Auschwitz. Les autres avaient été séparés en cours de route : les hommes résistants étaient débarqués en Alsace, pour les envoyer au camp du Struthof ; les femmes résistantes se trouvaient de leur côté conduites à Ravensbrück.

C'est ce dramatique voyage dans la chaleur du mois d'août, sans eau, sans vivres, avec des arrêts incessants de gare en gare, Tournus, Mâcon, Dijon, Chalon-sur-Saône, Vitry, Sarrebrück, qui, depuis mercredi 3 juin, occupe l'attention. Klaus Barbie en fut-il l'ordonnateur ? Il n'existe aucun document écrit pour l'établir. C'est donc uniquement sur les récits des rescapés que la cour et le jury pourront fonder leurs convictions. Car parmi ces rescapés, il en est qui ont gardé le souvenir de la présence de Klaus Barbie le 11 août 1944, au moment où se faisaient à la prison du fort Montluc, l'appel pour ce départ.

« Quelque chose d'humain »

C'est le cas de M^{me} Alice Vansteenberghe. Cette résistante, devenue aujourd'hui une infirme. Les supplices qui lui furent infligés à Lyon par Barbie et ses hommes l'ont réduite à un état de déchéance physique. Mais ses souvenirs sont intacts. Voici pourquoi elle accuse Barbie.

« Je me considère ici, devait-elle dire, comme en mission. Je ne suis pas, moi, un écrivain. Moi, j'ai connu Barbie quand il m'a arrêtée en août 1944, avec son équipe : six civils dont deux Français. J'ai été conduite aussitôt dans les locaux de la Gestapo, qui, à cette époque, se trouvaient place Belcour. Pour commencer, c'est un colossal blond, qui s'appelait Schmidt, qui m'a interrogée. Un quart d'heure après, je n'avais plus d'ongles. Je n'ai toujours rien dit.

On m'a abandonnée sur une chaise. C'est alors que j'ai vu Barbie. Il est venu s'asseoir en face de moi, et il parlait en chef aux autres. J'ai pu le regarder, et je me suis dit à ce moment : « Toi, mon gars, si je te retrouve un jour, je ne te manquerai pas. » Oui, je l'ai bien regardé. J'ai remarqué une particularité de son oreille gauche, et aussi un geste de son petit doigt. Sur des photos de lui que j'ai vues à La Paz, on voit bien toutes ces anomalies. Il a donc donné des ordres, et Schmidt, qui m'avait déjà torturée, s'est jeté sur moi, fait déshabiller et étendu sur une table, où j'ai reçu des coups de knout et de cétinon.

M^{me} Vansteenberghe est ressortie de là avec cinq vertèbres cassées. « Le matin, dit-elle, j'étais partie dans l'euphorie de mon corps vivant. Je n'ai jamais retrouvé cette sensation. Je n'ai plus jamais pu marcher. »

Elle fut enfermée à Montluc. C'est là, a-t-elle expliqué, qu'elle

éprouva envers Barbie un sentiment que, dit-elle, « je voudrais essayer de vous faire partager ». « Nous, dans la Résistance, nous savions les risques que nous prenions, et j'assume tout ce que j'ai subi. Mais, dans cette cellule où l'on m'avait jetée, il y avait d'autres gens. J'y ai vu une femme juive et son enfant, bien soigné, tout blond, avec une barrette dans ses cheveux. Eh bien, Barbie est entré un jour, et il est venu arracher cette mère à son

faire sucer un pruneau qui nous restait. »

M^{me} Wardy avait quinze ans. Par elle, on a su quelques détails supplémentaires sur ce train du 11 août 1944, « un train bien étrange, avec son wagon de première classe pour les officiers et les nôtres de troisième classe ».

« En gare de Stugart, ajouta-t-elle, il y eut un appel par haut-parleur : « Train de juifs. Tout le monde doit quitter la gare » ; elle se

Une rescapée, M^{me} Alice Vansteenberghe, a vu Barbie et son équipe faire l'appel, le 11 août 1944, dans la cour du fort Montluc, de six cent quarante juifs et résistants pour le départ du dernier train à destination de l'Allemagne.

enfant. Ça, ce n'est pas la guerre. C'est quelque chose d'humain. »

Voici maintenant le point majeur de ce témoignage : « Le 11 août 1944, nous avons été réveillés très tôt. On a fait sortir tout le monde dans la cour, sauf moi. On m'a dit : « Pas vous, vous n'êtes pas juive. » J'ai alors regardé par l'ouverture de la porte de la cellule. C'est alors que j'ai bien vu Barbie et son équipe dans la cour, en train de rassembler ces gens, les compter pour les envoyer à Auschwitz. »

Am rang de bêtes

Un peu plus tard, après qu'elle eut regardé d'autres départs de Montluc, postérieurs au 11 août 1944, et dont l'aboutissement fut les fosses communes après les grandes fusillades de Bron et de Saint-Genis-Laval, dans la banlieue de Lyon, le président Cardini lui demanda de raconter la cour, le train de rassemblement. « Oui, dit-elle, le 11 août, j'ai vu dans la cour Barbie et ses hommes. »

Au cours de l'interrogatoire, on ne voulut rien négliger. Il fut procédé à Montluc, dans la cellule qu'occupait M^{me} Vansteenberghe, à une sorte de reconstitution. On vérifia ce qu'elle avait bien pu voir par cet oeillet. On prit des mesures, et il apparut que ce qu'elle disait pouvait être effectivement retenu.

Cependant, le président lui demanda encore : « Comment savez-vous que, place Belcour, vous avez vu Barbie ? »

« Ce que je sais, M. le président, c'est que l'homme que l'on m'a montré après, c'est bien celui qui m'a fait torturer et a torturé mon chef. J'ai d'ailleurs trouvé qu'il n'avait pas tellement changé. Il y avait toujours ce même regard, et puis cette oreille gauche, et cette façon de tenir son petit doigt écarté des autres. Ça, c'est resté gravé. »

Aux questions du procureur général, comme à celles de M^{me} Janucci et Zelmatti, parties civiles, M^{me} Vansteenberghe a donné autant de réponses que, avec des détails complémentaires, confirmant ses certitudes.

M^{me} Vergès lui, n'estima pas devoir intervenir. Il le fit, en revanche, après que M. Isaac Lethermann, rescapé du convoi du 11 août, ait raconté le voyage, les malades, les mourants, les sélections d'Auschwitz.

Car si M. Lethermann, arrêté lui aussi par Barbie, reconnaît en ce dernier l'homme qui l'interrogea, il ne peut affirmer l'avoir vu ni à la prison au moment de l'appel ni sur les quais de la gare lors de l'embarquement dans le train.

« Je me souviens seulement, a-t-il dit, d'un SS, mais qui se trouvait assez loin de moi. Et puis, nous étions trop émus, trop bouleversés par tout ce qui se passait. »

M^{me} Alice Zohar, arrêtée le 31 juillet 1944, dénoncée par un voisin, a, comme elle aussi, l'appel et l'embarquement du 11 août, le voyage infernal et le camp d'Auschwitz dont elle parle encore avec effroi.

Mais elle aussi, dira qu'elle n'est pas en mesure de reconnaître les Allemands à qui elle eut affaire ce jour-là. Tout comme M^{me} Charlotte Wardy, aujourd'hui professeur de littérature française à Haifa. Mais le témoignage de M^{me} Wardy, enfermée à Montluc dans la cellule numéro 10, reconstruit celui de M^{me} Vansteenberghe.

« Dans la nuit du 5 au 6 août, a-t-elle raconté, la porte a été ouverte et on a jeté parmi nous cette femme dans un état atroce. Elle nous a dit : « Surtout, ne me questionnez pas. » Donnez-moi à boire, je vous en supplie. » Nous n'avions pas d'eau. Nous avons seulement pu lui

souffler aussi des enfants allemands qui orphelins au passage des déportés, et surtout de l'arrivée, après douze jours, à Birkenau, l'antichambre d'Auschwitz.

« Je n'oublierai jamais. Il y avait sur une autre voie des wagons à bestiaux d'où les SS faisaient sortir à coups de trique des malheureux dans un état squelettique. Ma mère a tiré le rideau, pour que je ne continsse pas à voir ça. » Elle dira encore : « Tout était calculé pour nous faire perdre notre dignité. Pour nous mettre au rang de bêtes. Notre lutte a consisté à tous faire pour ne pas devenir ce qu'ils voulaient que nous devenions. »

La famille d'un compagnon de Jean Moulin porte plainte

M^{me} Vergès devait pour finir tenter de tirer parti de la déposition d'un autre rescapé, M. Anatole Lillenstein. M. Lillenstein, lui aussi, a raconté le voyage abominable et son aboutissement, avait déclaré qu'il son avis ce devait être l'officier SS

responsable du train du 11 août 1944 qui avait pris la décision, faute de pouvoir acheminer le train jusqu'à Drancy, de gagner directement l'Allemagne. Il avait dit exactement :

« Si notre convoi est arrivé à Auschwitz, c'est que telle était la détermination de l'officier qui conduisait ce convoi de tout faire pour ça, malgré les difficultés. »

Dès lors, pour M^{me} Vergès, cet officier n'étant pas Barbie, celui-ci ne saurait se voir reprocher l'initiative d'un envoi à Auschwitz. A quoi M. Lillenstein a rétorqué : « Pour moi, cet officier ne pouvait agir que sur ordre. Et, à mon avis, le seul homme qui pouvait donner un tel ordre était Barbie. »

M^{me} Vergès en cette circonstance n'en était pas moins dans son rôle de défenseur. En début de journée, il s'était montré plus ironique. M^{me} Henri Nogues avait d'informé la cour que la veuve et les quatre enfants d'André Lassaune, arrêté avec Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943, torturé par Barbie, déporté et mort en 1953 des suites de cette déportation, venaient de déposer une plainte avec constitution de partie civile contre Klaus Barbie, « pour montrer leur volonté et celle des résistants de voir cesser l'accusation d'un régime de commettre la vérité sur ce drame. »

« Eh bien, dit M^{me} Vergès, voilà qu'on se manifeste quarante-quatre ans après les faits, et quatre ans et demi après l'arrivée en France de mon client. Je constate qu'on n'a pas été trop pressé. Je ne peux que souhaiter que cette instruction aille vite, et si dure pas, elle, quatre ans et demi. »

Il avait en réalité fort bien compris que cette plainte, après celle de la veuve de Bruno Larat, autre victime de Caluire, constituait un nouveau contre-pied le prenant sur ce chapitre de certains effets amonciés. Qui, dans la tonalité actuelle du débat, apparaissent bien secondaires.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Deux à trois ans après les faits

Un médecin anesthésiste de Tours est accusé d'avoir violé plusieurs de ses patientes

M. Gilbert Vernaz, juge d'instruction à Tours, a inculpé, le mardi 2 juin, le docteur Michel Gremont, cinquante-quatre ans, de « viol sur personnes vulnérables ». Le docteur Gremont, spécialiste d'anesthésie-réanimation, a le même jour, été placé sous mandat de dépôt. On lui reproche « des faits de nature sexuelle » accomplis en 1984 et 1985, durant l'exercice de sa profession, sur des femmes qu'il avait préalablement anesthésiées.

TOURS
de notre envoyé spécial

Le plus extraordinaire dans cette peu banale affaire est peut-être qu'elle n'éclate qu'aujourd'hui, soit près de deux ans après les faits. Tout remonte à une période comprise entre 1984 et le début de 1985. La direction médicale de la clinique Saint-Grégoire, l'un des établissements privés les plus importants et les plus connus de la région touraine, recevait alors une série de lettres signées par des femmes qui avaient été anesthésiées par le docteur Gremont. Toutes ces ex-patientes dénonçaient les agissements du médecin et les « curieuses sensations » qui avaient été les leurs alors qu'elles sortaient, en salle de réveil, de l'état d'endormissement dû à l'anesthésie. De nombreux éléments laissent aujourd'hui penser que l'on voulait alors étouffer cette affaire. La direction de la clinique Saint-Grégoire entreprit toutefois des démarches pour se séparer au plus vite de cet associé encombrant.

« Tout s'est passé fin 1985 en une seule soirée, dit-on. On a fait comparaître le médecin anesthésiste devant ses confrères de la clinique. A minuit, tout était fini : il avait démissionné et vendu les parts qu'il possédait dans la société. L'affaire semblait classée. »

Elle aurait pu en rester là. C'était compter sans la volonté de la direction médicale de la clinique, qui exerçait le médecin, de la voir transférée à la juridiction du conseil de l'ordre des médecins. Les cas fut ainsi évoqué oralement à plusieurs reprises devant le président du conseil de l'ordre des médecins d'Indre-et-Loire.

Une première « négociation » fut alors entreprise : des représentants

de l'insinuation ordinaire proposaient au médecin anesthésiste-réanimateur d'interrompre son activité. « Aucune plainte n'était officiellement parvenue au conseil de l'ordre ; il s'agissait d'une certaine manière de passer l'éponge et d'éviter que l'affaire ne prenne de plus amples proportions », confia-t-on de source médicale. Le docteur Gremont s'engagea alors par écrit à cesser toute activité professionnelle.

Toutefois, attaché au centre hospitalo-universitaire de la ville et effectuant des vacations dans une clinique psychiatrique de la région, il ne tint pas parole. Le dossier arriva ainsi, une première fois, devant l'instance disciplinaire du conseil régional de l'ordre des médecins, le docteur Gremont était défendu par M. Louis Labadie, avocat à la cour d'appel de Paris. Une expertise psychiatrique avait été demandée ; elle concluait à l'absence de pathologie mentale majeure, mais à la nécessité de faire en sorte que le médecin n'exerce plus son activité professionnelle au contact des malades.

L'affaire allait être classée sans suite, quand le conseil départemental de l'ordre des médecins, mécontent de la tournure des événements, porta plainte contre le docteur Gremont. Celui-ci comparut donc une nouvelle fois devant le conseil régional. En février dernier, il fut radié à vie. Il fit alors appel.

Un contexte médical très particulier

C'est la notification au parquet de cette décision qui mit en marche la machine judiciaire. Le procureur de la République saisit l'autisme tourange de la police judiciaire d'Orléans. « Nous n'avons pas eu dans notre enquête de vrais soutiens de la part du corps médical, disent les policiers. Nous avons toutefois réussi à nous faire communiquer par la direction de la clinique trois noms de femmes qui s'étaient initialement plaintes. »

Deux, depuis, ont officiellement porté plainte devant la justice et après une perquisition à son domicile et une garde à vue commencent le 1^{er} juin, le docteur Gremont était inculpé le 2 juin.

L'existence des faits reprochés ne semble pas devoir être mise en doute, le médecin ayant lui-même reconnu leur matérialité lors de l'in-

Le second procès de trois membres d'Action directe aux assises de Paris

Claude et Nicolas Halphen en première ligne Régis Schleicher a refusé d'assister à la fin de l'audience

C'est peut-être un signe. Cette fois, six mois après le procès avorté des trois membres d'Action directe pour cause de panique parmi les jurés populaires, c'est Claude Halphen, trente et un ans, qui est entré le premier dans le prétoire, et non Régis Schleicher, l'un des dirigeants du groupe terroriste. Claude Halphen, avec ses allures d'étudiant sage et révérent, ses lunettes rondes d'intellectuel et ses vêtements portant, à la hauteur du cou, un triangle de tissu rouge cousu, pour marquer symboliquement qu'il se considère, plus de quarante ans après les sursis d'une trêve nazie, comme un résistante et un déporté politique.

Où, ce fut lui la vedette — délibérément ou non, certainement non — de cette première audience d'un procès où la cour d'assises de Paris, composée, pour la circonstance de sept magistrats professionnels, devra déterminer dans quelle mesure Régis Schleicher, trente ans, Claude Halphen et son frère, Nicolas, vingt-trois ans, furent les auteurs ou les complices de cette fusillade survenue à Paris, avenue Trudaine, le 31 mai 1983, au cours de laquelle deux policiers trouvèrent la mort.

Durant trois bonnes heures, le procès roulera pourtant. Le prétoire était bien calme, et l'on pouvait croire les vieux démons exorcisés. A aucun moment Régis Schleicher ne s'est levé, comme il le fit en décembre 1986, menaçant les jurés, leur promettant : « Les rigueurs de la justice prolétarienne » et se bécotaient à la juger. Non, Régis Schleicher était bien sage, se contentant d'admirer les superbes canons du plafond et de faire savoir au président Xavier Versini, une fois pour toutes : « Je refuse de répondre à vos questions quelles qu'elles soient. »

Mais le feu couvait. Le président venait de rappeler les moments forts du curriculum vitae de Schleicher, d'évoquer sa famille, « extrêmement honorable », un père qui fut l'un des secrétaires nationaux de la CGT,

une mère qui dirige une institution pour enfants handicapés, sa scolarité boursière. Ce fut au tour de Claude Halphen. On rappela quel fut son environnement familial, une grand-mère communiste, résistante, un père résistant lui aussi, décédé en 1973 et violemment accusé par ses enfants. Le président énumérait ensuite les principales aventures sentimentales de l'accusé, ses engagements politiques précoces — à treize ans, en mai 1968 — qui lui valurent le surnom de Biberon.

C'est au terme de cet examen de sa biographie que Claude Halphen, à la légère surprise du président, demanda la parole. Ce fut pour déclarer d'une voix forte, mais parfois tremblante, amplifiée par un micro : « Ma vie ne regarde ni l'Etat, ni les juges. Je n'en ai à répondre que devant mes camarades. Ma vie appartient à la Résistance. Vous avez parlé de ma grand-mère et de mon père, Alfred Halphen. C'est vrai, je suis fidèle à leur mémoire. Ils ont vécu des temps sombres, ceux de l'étoile jaune et du triangle rouge. Ils étaient du ghetto pour les wagons plombés. »

« Un rapprochement méprisable »

Claude Halphen devait laisser passer un silence, pour reprendre aussitôt : « Aujourd'hui, nous sommes devant les sections spéciales. C'est un schéma légitime de l'histoire. Aussitôt, l'avocat général Gérard Gaillet, tout en levant le président Versini prend la parole : « Il n'a tenu qu'à vous d'être jugé, en décembre, par une juridiction populaire. Vous pouvez avoir confiance en moi, le débat sera parfaitement objectif. »

Mais une phrase avait été lancée, et après que Claude Halphen eut fini d'expliquer qu'il avait été accusé sans preuve par une rescapée « des gens sans honneur ni morale », l'avocat général intervint avec force : « Cet individu vient de faire un rapprochement méprisable entre les sections spéciales de Vichy et une juridiction démocratique. C'est une insulte au gouvernement de la République et au Parlement qui ont initié le vote de cette loi. »

C'est alors que M^{me} Thierry Lévy, défenseur de Claude Halphen, lança deux voix tonitruantes : « Calmez-vous ! »

Aussitôt ce fut l'incident, un long incident, chaque intervenant couvrant les propos des autres.

« Vous n'avez pas à diriger les débats », rétorqua l'avocat général. « Nous sommes en train d'entendre des déclarations, ou alors c'est que vous ne vous comportez pas comme un magistrat, que votre but est différent », répondit M^{me} Lévy. « Vous attentez à l'indivisibilité. »

Le milieu de ce pugilat verbal, Claude Halphen reprit la parole pour lancer : « Vous êtes une association de malintentionnés venus pour casser du rebelle. »

Son frère Nicolas se dressait alors, tout rouge, pour crier à l'indignité de l'avocat général : « Calmez-vous ! Foutez-le ! » Tandis que trois gendarmes mobiles tentaient de le contenir : « Non, bon d'accord. On s'arrête de fumer un « Pétrouille de merde ! ». Pendant ce temps, M^{me} Lévy et le ministre public continuaient leur dialogue monotone : « Calmez-vous... » « Je maintiens... ».

« On n'est pas au théâtre ! »

Le inst de la fin fut pour Régis Schleicher, que l'on avait oublié dans son coin, dans un surbruitement noir et bien légèrement anachronique : « On n'est pas au théâtre ! » Il était 18 h 22. Le président Versini suspendait l'audience en catastrophe.

Vingt minutes plus tard, à la reprise des débats, le président devait constater que Régis Schleicher n'avait pas jugé bon de réintégrer son strapontin dans le « théâtre » et conclut : « Nous ferons sans lui. » Ce départ, non claironné, n'est peut-être pas définitif. Il marque en tout cas que le procès s'empruntera pas, en tous points, les traces du procès avorté de décembre 1986.

Dans la grande salle d'audience de la cour d'assises, la tension n'est plus la même. Chacun ressent bien que les arrestations de quatre dirigeants d'Action directe, en février dernier, à Vitry-aux-Loges, a modifié la donne. Il ressort à Claude Halphen et à son défenseur à démontrer l'innocence des accusés qui sont portés contre lui et à atténuer l'image qu'il a donnée de l'ouverture d'un procès prévu pour durer jusqu'en 12 juin.

LAURENT GRELSAMEL.

Un fonds de secours pour les enseignants plastiques en Corse

M. Michel Roger, directeur de cabinet du ministre de l'éducation nationale, au terme de sa visite à Ajaccio, mercredi 3 juin (Le Monde du 2 juin), a annoncé diverses mesures d'aide aux enseignants victimes d'attentats en Corse, notamment la création d'un fonds de secours permettant très rapidement de compenser les dégâts causés en attendant l'indemnisation et le rattachement par l'académie des enseignants et de leur famille.

Mais, a affirmé M. Roger, il est « hors de question de muter immédiatement et automatiquement hors de Corse les victimes », car cela « traiterait tout à fait dans le sens de ce que souhaitent les possesseurs de bombes (...). Les cas dramatiques — huit — sont examinés cas par cas et donneront lieu à des mutations. »

Société

L'interpellation de 57 personnes originaires du Maghreb et du Proche-Orient

Les craintes de Paris

(Suite de la première page.)

Leur propriétaire, qui fait l'objet d'une procédure distincte, devrait être rapidement inculqué d'infraction à la législation sur les armes.

Une seconde commission rogatoire a permis d'intervenir au centre islamique. Ahl El Beit, un foyer libanais situé au Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne). Considérée par les renseignements généraux et la DST non sans raison, comme un centre de prosélytisme musulman intégriste, la librairie est fréquentée par des « frères précheurs » particulièrement actifs, de toutes nationalités. D'après les services de renseignement, plusieurs d'entre eux auraient été formés au Pakistan, dans un centre de théologie financé par l'Iran. Le ministère de l'Intérieur se montre en tout cas très attentif à l'influence politique que pourraient exercer sur les musulmans vivant en France, sous le couvert de la religion, des « missionnaires » venus de Téhéran.

Cette sensibilité explique sans doute le contenu de la troisième commission rogatoire demandant aux policiers d'entendre M. Wahid Gerdji, fonctionnaire de l'ambassade iranienne à Paris, qui n'a pu être interpellé.

M. Gerdji, qui ne semble pas bénéficier du statut diplomatique, est officiellement le numéro deux de l'ambassade, dirigée par un simple chargé d'affaires, mais les services de renseignement français le tiennent en réalité pour le véritable « patron ». Cultivé, parlant très bien le français, M. Gerdji, bien que glorieux, a toujours manifesté une stricte orthodoxie khomeiniste. Très connu des milieux journalistiques, présent à toutes les réceptions diplomatiques, il est considéré par certains cercles du renseignement comme un « commissaire politique » et même comme un organisateur de réseaux terroristes. L'Iran a toujours protesté de son innocence dans les attentats commis ces derniers mois en France, mais des policiers maintiennent que Wahid Gerdji était le « traitant » de Mohammed Mouhajer, arrêté avec d'autres membres

d'un réseau islamique en mars dernier.

L'opération de ce mercredi a mis en émoi le Quai d'Orsay qui a demandé à ses postes diplomatiques situés en Iran et au Liban, de prendre toutes précautions utiles. Les Français en fonctions à Beyrouth se sont vu recommander de ne pas passer dans la partie est de la ville.

Le Quai d'Orsay est d'autant plus inquiet qu'un incident survenu récemment entre Londres et Téhéran a montré quelles pourraient être les conséquences de l'arrestation d'un officiel iranien. Le 28 mai,

après l'interpellation, à Manchester, d'un agent consulaire iranien accusé de vol à l'étalage, un diplomate britannique, M. Edward Chaplin, avait été arrêté à Téhéran, en représailles, par des miliciens des Comités révolutionnaires et brutalement passé à tabac devant sa femme et ses enfants, avant d'être embarqué, à moitié assommé, vers un lieu de détention (le Monde du 31 mai-1^{er} juin). M. Chaplin a été depuis remis en liberté, mais il est maintenant menacé de poursuites pour usage de stupéfiants, corruption et activités de nature à « nuire aux efforts de guerre ».

GEORGES MARION.

Dans « le Monde de l'éducation » de juin

L'enseignement catholique est-il le meilleur ?

Tandis que de toutes parts on appelle à l'élaboration d'une vaste programmation pour l'école de l'an 2000, voici venu le temps de réfléchir, avec sérénité, sur le rôle respectif de chacun des deux systèmes d'enseignement, le public et le privé.

Dans son numéro de juin, le Monde de l'éducation s'interroge : « l'enseignement catholique est-il le meilleur ? » Sans doute lui attribue-t-on parfois des vertus pédagogiques qu'il n'a pas toujours, notamment en termes de performances scolaires. Il n'en demeure pas moins que l'enseignement catholique attire en raison de ses qualités propres, notamment sa conception de l'accueil des familles et de la prise en charge des élèves. Il est aussi un recours en cas de difficultés scolaires momentanées dans le système public.

Ainsi, montre le Monde de l'éducation, un élève sur trois a passé ou passera au moins une année de sa scolarité dans l'enseignement catholique. Com-

ment cela s'explique-t-il ? L'enseignement catholique fait-il réellement du « sur-mesure » ? Ou en est-il du « caractère propre » des établissements, de l'innovation pédagogique, des performances scolaires ? Sur toutes ces questions, le Monde de l'éducation fait le point.

Dans le même numéro, un entretien avec M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-PEGC), ainsi que trois enquêtes : « Latin et grec, valeurs en hausse », « Adoption : vive les grandes familles », « Les universités ont-elles vraiment besoin d'argent ? » ou doivent-elles seulement mieux se gérer ?

Le Monde de l'éducation de juin comprend enfin un dossier pratique, qui intéressera toutes les familles : la liste complète de tous les collèges et de tous les lycées concernés par l'assouplissement de la scolarisation scolaire à la rentrée prochaine.

La conférence internationale sur le SIDA

La transfusion fait encore des victimes

Démonstration de la transmission hétérosexuelle du virus du SIDA, réaffirmation du rôle important de la prostitution dans la propagation du virus, données sur le risque d'infection du sang infecté provenant de donneurs séro-négatifs : la journée du 3 juin a été une nouvelle fois l'occasion pour les épidémiologistes et les statisticiens venus du monde entier à Washington de fournir des informations inédites sur l'évolution de l'épidémie du SIDA.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

De très nombreuses études présentées lors de la troisième conférence internationale sur le SIDA ont démontré la réalité et l'étendue de la transmission hétérosexuelle du virus du SIDA. A cet égard, la prostitution semble être l'un des facteurs les plus importants de ce mode de contamination. Le docteur W. Darrow, du centre de contrôle des maladies d'Atlanta, a présenté, le mercredi 3 juin, les résultats d'une très vaste étude américaine portant sur la séropositivité des prostituées.

Il a montré que la proportion de prostituées séropositives était très variable d'une ville à l'autre : 0 % à Las Vegas, 19 % à Miami et 69 % à Newark dans le New-Jersey. Tout en admettant que le groupe des prostituées étudiées n'était pas représentatif de l'ensemble des prostituées américaines, le docteur Darrow a souligné la très forte séropositivité pour le virus de l'hépatite B de ces prostituées. A Newark, 100 % des prostituées sont porteuses d'anticorps anti-HBV, et 71 % à Los Angeles. Selon le docteur Darrow, il est vraisemblable que les prostituées porteuses d'anticorps anti-HBV et séro-négatives pour le virus du SIDA ont plus de risques que d'autres de devenir infectées par le virus HIV.

Au total, parmi les mille quarante-huit prostituées étudiées, 12 % sont séropositives. Souvent noires ou d'origine hispanique, ces

prostituées n'imposent que de manière très épisodique un préservatif à leurs clients et ont, en général, un lourd passé de toxicomane.

Les moustiques ne transmettent pas le virus

D'autre part, une étude réalisée à Nairobi, sous la direction du professeur Peter Piot, de l'Institut de médecine tropicale d'Amsterdam, a clairement montré la réalité de la transmission hétérosexuelle femme-homme. Sur cent trente hommes ayant eu des rapports avec une prostituée, neuf, soit 7 %, étaient devenus séropositifs deux mois plus tard.

La journée du 3 juin a été d'autre part l'occasion pour une équipe de chercheurs du centre de contrôle des maladies d'Atlanta, dirigée par le docteur Kenneth Castro, de réaffirmer que les moustiques ne transmettent pas le virus du SIDA. Le docteur Castro a présenté les derniers résultats de l'étude qu'il réalise depuis plusieurs années à Belle-Glade, une bourgade de Floride particulièrement touchée par le SIDA. Il apparaît clairement que les moustiques et autres insectes sévissant dans cette région de lacs et de plan-

tations de canne à sucre, ne sont pour rien dans la transmission de la maladie.

Autre confirmation : celle d'un risque très faible - mais néanmoins réel - d'être transfusé avec du sang séro-négatif bien qu'infecté par le virus du SIDA. Ce risque a été cerné par une équipe de la Croix-Rouge américaine, dirigée par le docteur Steven Kleinmann, après analyse du sang de 676 000 donneurs. Dix-sept d'entre eux ne sont révélés séro-négatifs au moment du prélèvement et séropositifs quelques semaines plus tard : dans huit cas, la séroconversion a eu lieu au bout de trois mois, dans cinq cas, entre le cinquième et le sixième mois et seulement au bout de six mois dans quatre cas.

A partir de ces données, les spécialistes de la Croix-Rouge américaine établissent que le risque, malgré le dépistage systématique des dons de sang, de recevoir du sang infecté provenant de donneurs séro-négatifs est de 1 sur 84 000. Mais sans doute faut-il surévaluer légèrement ce risque, à cause de l'absence de dépistage dans la plupart des banques de sang du deuxième virus du SIDA, le HIV 2.

FRANCK NOUËL.

L'explosion de la navette Challenger

Polémique sur la publication des derniers mots de l'équipage

Un juge fédéral américain a ordonné, mercredi 3 juin, à la NASA de rendre public l'enregistrement des derniers mots de l'équipage de la navette spatiale Challenger qui a explosé le 28 janvier 1986. Six mois après l'accident, l'agence spatiale américaine avait déjà communiqué les dialogues entre les astronautes et le centre de Houston, durant les 73 secondes qui avaient suivi le décollage (le Monde du 30 juillet 1986). Mais la NASA s'était toujours

refusée à dire si la boîte noire récupérée au fond de l'Atlantique contenait des paroles prononcées par l'équipage après l'explosion, et le gouvernement américain avait tenté d'empêcher la publication de ces derniers mots.

La veuve de Francis Scobee, le commandant du bord de Challenger, s'est aussitôt élevée contre cette décision du tribunal fédéral, faisant valoir que la divulgation de l'enregistrement ravivait sa peine et nuisait au programme spatial américain.



TENIR LA DISTANCE

Avec les ingénieurs de Télésystèmes vous irez au fond des problèmes pour aller plus loin dans les solutions. Vous tiendrez la distance parce qu'ils tiendront leurs délais et leurs budgets. Cette maîtrise, ils l'ont acquise au contact des différents métiers qu'ils pratiquent chez Télésystèmes sur des centaines de chantiers de pointe en France et dans le monde :

- Banques de données :** Avec sa division Questel, leader en France et en Europe, Télésystèmes vous fournit l'information dont vous avez besoin dans le domaine des marques, des brevets, de la vie des sociétés.
- Télématique :** Télésystèmes offre les plus grands serveurs au service de la télématique professionnelle mais aussi de la télématique grand public.
- Gestion de centres informatiques :** Télésystèmes vous

apporte conseil et assistance pour l'exploitation de vos centres informatiques, pour répondre à vos besoins d'informations et pour prendre en charge la gestion de vos ordinateurs.

- Logiciels :** Nous vous proposons notre maîtrise des techniques de développement d'applications et des outils de génie logiciel. Nous réunissons pour vous des prestations de haut niveau dans le domaine du conseil et de l'assistance technique.
- Ingénierie de réseaux et de systèmes :** Nous nous situons aujourd'hui à la toute première place en matière de réseaux locaux et systèmes de communication d'entreprise. Nous développons des logiciels bancaires et offrons un niveau d'expertise élevé dans le domaine de la sécurisation des transactions et de la carte à mémoire.

Mais, si importante soit-elle, la technique n'est pas tout.

Télésystèmes a été l'une des premières entreprises à comprendre l'importance d'une relation de qualité entre les hommes. Formés dans cet esprit, nos ingénieurs sauront s'adapter harmonieusement à vos équipes.

Télésystèmes fait partie du groupe COGECOM (Compagnie Générale des Communications). Télésystèmes - 115, rue du Bac 75007 Paris - Tél. : (1) 45.44.38.98.

Telesystemes
Gagnons ensemble.

Banques de données - Télématique - Centres informatiques - Logiciels - Ingénierie.

Environnement

L'incendie d'un dépôt d'hydrocarbures près de Lyon

Pas de pollution grave à redouter estiment les responsables régionaux

Les deux ouvriers qui ont trouvé la mort dans l'incendie du dépôt d'hydrocarbures du port Edouard-Herriot ont été identifiés jeudi 4 juin. Il s'agit d'Argimiro Garrido, poudrier, domicilié à Autun (Saône-et-Loire) et de Francis Leno, tuyauteur, de Saint-Chamond (Loire). Tous deux âgés de trente-cinq ans, ils étaient employés par la Société nouvelle des industries générales (SNIG) et effectuaient des tâches de manutention au moment de l'explosion.

LYON
de notre bureau régional

L'ensemble des installations du dépôt Shell est dévasté, treize réservoirs sur quinze ont été détruits par le brasier, mais le reste du complexe portuaire (une vingtaine de sociétés, dont une moitié de compagnies

pétrolières) est intact. Les efforts des six cents hommes engagés par roulement dans la lutte contre l'incendie ont payé. Ils disposaient de plus de cent fourgons ou engins divers et venaient de six départements.

La pollution ? Pour ce qui concerne l'atmosphère, les vapeurs s'élevant « envolées en fumée », personne ne semble avoir songé à les mesurer tout en affirmant qu'elles étaient inoffensives. On a appris pourtant incidemment que les produits, hautement toxiques (trichloréthylène, solvants chlorés benzéniques) de l'entreprise Valaisière, n'avaient pu être évacués comme annoncé mardi soir et qu'on s'était contenté de les isoler par des tonnes d'eau. Ouf !

La pollution de l'eau est, selon M. Jean-Claude Ferrand, directeur régional de l'industrie et de la recherche, convenablement maîtrisée. « Les ruissellements ont été confinés dans la darse grâce au barrage flottant, a-t-il précisé mercredi,

et le Rhône sera épargné. » Quant à l'hydrocarbure mélangé à l'eau qui s'est écoulé dans les égouts, évalué à quelques dizaines de mètres cubes, il est en cours de pompage par écoulement avant d'être évacué par canalisations-citerne vers la station d'épuration de la raffinerie Elf de Feyzin.

M. Michel Tirat, directeur régional du bureau de recherches géologiques et minières, indiquait pour sa part que les cuvettes de rétention disséminées sur la zone pétrolière, ainsi que la nature du sous-sol (du remblai et des alluvions) devraient limiter d'éventuelles infiltrations dans la nappe phréatique située à environ 5 mètres de profondeur. Elles seraient en tout cas décelées par des prélèvements opérés dans les puits d'observation prévus à cet effet. La nappe phréatique évoquée n'est d'ailleurs pas celle qui alimente l'agglomération lyonnaise (située au nord de Lyon) et des pompes locales n'y sont pratiquées que pour des usages industriels.

ROBERT BELLERET.

Le risque chimique

(Suite de la première page.)

Cependant, les accidents graves survenus à Flixborough, en Grande-Bretagne, en 1974, et à Seveso, en Italie, deux ans plus tard, ont suffisamment agité les esprits pour que les gouvernements des Etats membres de la CEE réagissent et décident d'harmoniser leurs réglementations en matière de risques majeurs. Ainsi est née, en juin 1982, la « directive Seveso », qui oblige les Etats à une information réciproque. Surtout, elle les astreint à procéder sur leur territoire à des « études de danger ».

Pour se conformer à cette directive, la France a prévu, d'ici à juillet 1989, de passer au crible les trois cent vingt-cinq établissements présentant des risques selon les normes européennes. La principale tâche reviendra aux industriels eux-mêmes, puisque ces études sont placées sous leur responsabilité. Ce sont eux qui doivent décrire leurs procédés de fabrication, les produits manipulés ou stockés, estimer les risques que leurs activités entraînent et même imaginer les scénarios d'accidents potentiels — y compris les plus graves. A charge pour l'inspection des établissements classés d'examiner ces dossiers et de fixer les mesures à prendre pour améliorer la sécurité.

Certains responsables n'hésitent cependant pas à brandir l'arme du chantage au chimiste. D'autres sont « souvent plus préoccupés par la sécurité journalière que par les risques majeurs », souligne un expert. Mais à ceux qui se montrent trop réticents aux recommandations de l'administration, « le préfet a les moyens juridiques » d'imposer une amélioration de la sécurité, dit M. François Barthélemy, chef du service de l'environnement industriel au ministère de l'environnement.

Un accident éventuel a des conséquences d'autant plus désastreuses qu'il survient dans une zone très peuplée. Or, si l'on peut interdire à un entrepreneur d'installer une usine au centre d'une agglomération, rien jusqu'ici n'empêchait un particulier de construire sa maison près d'une installation dangereuse ni un maire d'y bâtir une école ou un hôpital. C'est ainsi que nombre de villes nouvelles se sont élevées autour de zones industrielles.

D'autre procédés de fabrication

Pour tenter de mettre un terme à cette urbanisation sauvage, le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, a demandé à M. Paul Gardent, ancien conseiller d'Etat, de faire des propositions. Ces dernières, remises fin avril, devaient faire l'objet d'un amendement à la loi sur l'organisation des secours et la prévention des risques majeurs actuellement en discussion au Parlement.

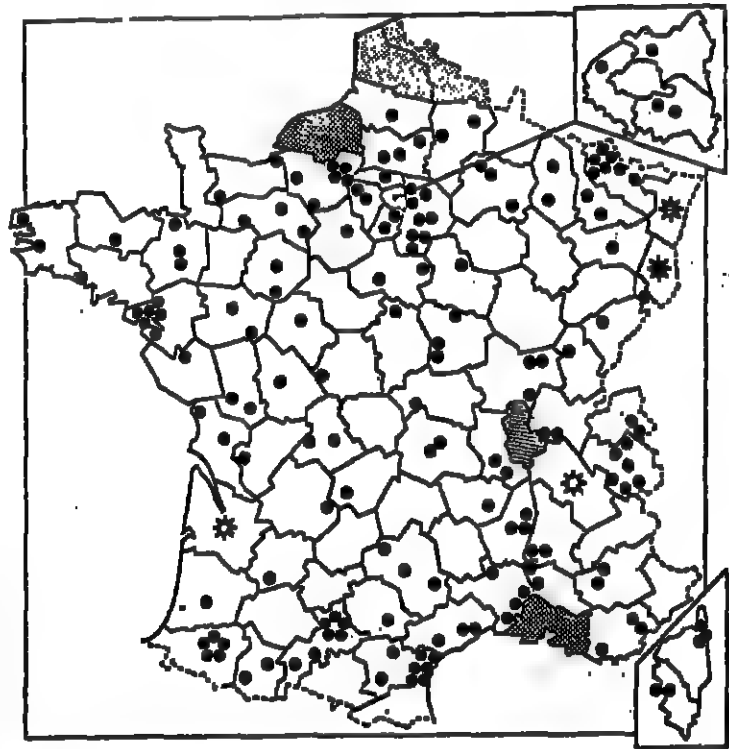
Les dispositions retenues imposeraient aux industriels désireux de bâtir une nouvelle usine de prendre les précautions nécessaires, à charge pour eux de procéder à des expropriations s'il le faut et de payer les indemnités qui s'y rattachent. Sur les sites existants, l'initiative sera laissée aux préfets et aux maires. Ceux-ci ne pourraient exiger la démolition des maisons sur place, mais ils devraient interdire toute nouvelle construction autour de l'usine, dans un rayon qui leur serait fixé par l'administration.

Vedé pour les mesures les plus immédiates. Mais, à terme, la meilleure prévention viendra sans doute d'une réforme en profondeur de cer-

tains procédés de fabrication ou de stockage de produits dangereux. On pourrait par exemple imaginer, à l'instar de ce qui se fait dans les centrales nucléaires, de protéger les réservoirs de stockage des produits les plus toxiques par une double enceinte de confinement. On substituerait aux cuves sous pression — toujours susceptibles d'exploser — des

installations de stockage à très basse température. Et s'il semble exclu que les usines puissent se passer de substances dangereuses de grande consommation comme le chlore ou l'ammoniac, il n'est pas impossible que, d'ici cinq ou dix ans, des produits comme le phosgène soient remplacés par d'autres, plus anodins.

ELISABETH GORDON.

Etablissements soumis à la directive Seveso
Situation au 1^{er} avril 1987

● Localisation des établissements
● Nord-Pas-de-Calais : 10, Île-de-France : 9,
● Rhône : 16, Nord : 14, Pas-de-Calais : 13,
● Seine-Maritime : 14, Bretagne : 14, 34.
Total métropole : 319 établissements. Total DOM : 6.
(Document : Direction de la prévention des pollutions. Ministère de l'environnement.)

● Cattenom : une fuite de radioactivité pourrait avoir contaminé la Moselle. — Le ministre de l'environnement de Sarre, M. Jo Leinen, soupçonne la centrale nucléaire française de Cattenom d'être à l'origine d'une fuite de radioactivité qui a contaminé la Moselle. Dans un communiqué publié mercredi 3 mai, M. Leinen souligne qu'à la suite de l'incident du 23 mai dernier à Cattenom une augmentation des taux de tritium a été relevée dans la Moselle : sont passés en début de semaine de 6 becquerels par litre à 25-30 becquerels par litre. La ministre sarroise de l'environnement a demandé des informations à la préfecture de Metz. — (AFP.)

FAITS DIVERS

● Un car ferry de la Townsend-Thorsen s'est échoué en Irlande du Nord. — Un car ferry de la compagnie Townsend-Thorsen qui venait d'Ecosse s'est échoué sur un banc de sable, le 3 juin, près du port de Larne, dans l'est de l'Irlande, mais les quarante-deux passagers et l'équipage ont été évacués sains et saufs. L'accident s'est produit juste avant l'entrée du port nord-irlandais, à cause du manque de visibilité dû à un épais brouillard alors que le mer était calme, a précisé un porte-parole de la Townsend-Thorsen. Le ferry, un des ferries les plus anciens de la compagnie, est équipé de radars qui se sont révélés inefficaces. — (AFP.)

Sports

Tennis : les Internationaux de France

Expédiés en urgent

question la plus stupide qu'on m'ait jamais posée.

Est-ce qu'il en pose on s'en pose des questions, lui, Meir ? Certes non. Il joue. Il fait, tout est dit, sa pelote. Et il est fort probable que, quand il sera sur le court, il retournera dans sa Slovaquie pêcher la carpe et vivre le reste de son âge.

Mais puisqu'il n'en est pas encore là, il joue. C'est-à-dire qu'il joue. En trois sets — le premier estant la veille et interrompu par la pluie — Meir a ridiculisé Novacek. Simple, foudroyant, avec une indifférence affectée. Novacek jouait comme on le lui avait appris, tapant dans la balle tel un furieux. Meir pratiquait comme cela ne s'apprend plus, avec sa raquette à tierce dans les coins, capable de poser la balle à des endroits où l'on n'imaginait même pas qu'elle puisse aller. Après une tentative de résistance, au premier set conclut au tie-break. Novacek, l'amour-propre tout cabossé, dut bien se rendre à l'évidence. On le sentait prêt à casser sa raquette et à deux doigts de crier en basaravien : « C'est pas de jeu ! C'est pas de jeu ! »

épargné à un homme plus jeune, encore dans la force du tennis, Yannick Noah lui-même. Le Français sur ses nerfs, en son jardin presque, a subi une vraie, une lourde défaite. Un peu plus vite, un peu plus tard à chaque set (6-4, 6-3, 6-2), le tournoi de Mats Wilander, le dernier des Suédois encore sur le sentier de la guerre, a réellement implacablement, irrésistiblement dominé Yannick Noah. Au point qu'il n'y aurait presque rien eu à en tirer, tout fait manifeste cette supériorité du jour.

Yannick Noah, peut-être un peu fatigué, aura tout essayé ce mercredi. Et son tout — son premier service, ses tentatives suicidaires au filet, ses révoltes, ses courtes, ses attaques, ses volées, son revers souvent hors d'usage — fut totalement sans effet. Il n'aurait même pas dû.

Yannick Noah, celui des grands ans (de 1983 par exemple), aurait fait de cette rencontre et de ce choc un match superbe, un monument de tennis.

Mats Wilander, le Wilander de 1987, en a fait l'occasion d'une étonnante démonstration de maîtrise. « Il était trop fort pour

Chastes revers

Boris Becker se conduit sur le court comme un boxer. C'est sans doute pour cette raison que son manager, Ion Tiriac, a imposé au jeune Allemand la chasteté, de rigueur chez les pugilistes, avant les combats de Roland-Garros. « Quand j'ai entendu d'autres joueurs, comme Vitas et même de Nastase, j'ai dit qu'ils étaient sages. Boris est un jeune homme très sûr, pour cette raison, il est à Paris pour travailler et rien que cela », a déclaré, sur un ton péroratoire, l'ancien joueur roumain.

Depuis l'éclat de la dernière Courtois, fils du responsable de l'immigration dans le principauté de Monaco-Carlo, où Boris Becker réside depuis sa première victoire à Wimbledon, ne quitte plus le champion, âgé de dix-neuf ans. Opposé à cette présence, Günther Bosch, l'entraîneur roumain, qui avait suivi l'ascension du jeune homme, avait rompu avec lui lors des derniers Internationaux d'Australie, estimant que

« Boun-Boun » négligeait son entraînement.

Effectivement, les résultats du jeune Allemand étaient en dents de scie, et sa notoriété en RFA était en baisse. Tiriac, qui est très influent, donc très attentif à la carrière de son protégé, a réussi à la convaincre de se séparer momentanément de son entraîneur. A été jugé par la facilité avec laquelle il a battu, mercredi, Jimmy Connors en quatre sets de finale, cela n'a pas été fatal à Boris Becker. Toutefois, Mats Wilander, qui a dissipé tout aussi facilement de Yannick Noah, pense qu'il a blanchi vingt-trois ans et c'est justement ce qui ne lui convient pas. « Je suis en pleine forme. Depuis mon mariage, en décembre dernier, je fais beaucoup d'exercice et j'ai compris sur le jeu de la plupart des adversaires, quand il a été informé des dispositions prises par Tiriac. La demi-finale entre l'Allemand et le Suédois n'en sera que plus intéressante.

ALAIN GRAUDEL.

Ce n'est pas le même jeu en effet. En demi-finale, Meir jouera contre Ivan Lendl. Le Slovaque contre l'écossais. Le fém contre le décollonien. Ils se détestent, dis-on. Comme c'est alléchant !

Le chevalier tennistique à Poivre

Deuxième mise à mort de la journée, celle de Jimmy Connors, broyé par le chevalier tennistique « Boun-Boun » Becker. Jimbo, pour tout ce qu'il fut et reste, un immense joueur et un spectacle à lui seul, ne méritait pas qu'on l'humilie. D'ailleurs, telle s'était sa fin, l'intention de Boris Becker qui lui voue une grande admiration et un immense respect.

Mais parce qu'il fallait bien qu'il expédie l'ancien pour assurer ses nouvelles ambitions sur terre battue, Boris Becker s'est simplement amusé sur ce match. De tout son poids, de tout son talent, de toute sa jeunesse. Il a posé dès le premier instant sur le jeu de Jimmy Connors, pour une sorte d'enthousiasme discret. Boris Becker a su jeu fait d'immenses coups droits, de fraccassés services, un jeu puissant et ravageur. Ce mercredi il s'en est amusé, au moins autant par calcul que par respect pour le vétéran. Jimmy Connors, même vieillissant, n'est jamais aussi bon que lorsque le combat devient bataille de rue et que les balles lui arrivent dans la pleine vitesse. Boris Becker a appuyé ses services, forcé l'Américain à faire l'essai-glace. Et pour le reste, il lui a envoyé sans cesse des balles molles. Jimmy Connors, cassé en deux, le nez presque dans la poitrine, a coupé tout ce qu'il le pouvait. Sans illusion, sans jurer, sans même créer le moindre incident pour tenter d'ennuyer la machine.

Il était bien trop malin et trop expérimenté, le vieux Jimbo pour ignorer ce qui l'attendait. Ce jeune, Becker, en trois grands progrès sur cette surface, le dominait sans lui laisser la moindre chance de s'en tirer. Simplement, à l'orgueil, histoire de sortir tête haute, Connors s'est battu à fond pour le gain de la troisième manche. En vain. Trois petits sets (6-3, 6-3, 7-5) et Jimmy Connors, trente-quatre ans, a quitté Roland-Garros. Mais on ne jurera pas que cela soit définitif.

D'ailleurs, ces tournois d'une inéluctable défaite ne furent pas

notamment, j'avais affaire à un joueur d'une seule dimension, un joueur défensif. Maintenant, il a les deux dimensions. Il monte et marque à la volée.

Noah ajouta en riant : « Depuis vingt-cinq ans, je ne me rappelle pas avoir rencontré un joueur aussi fort. Je lui en veux. Me fait un vrai comme ça, ça me va par-dessus. Je vais aller lui en parler. » Il en souriait, mais en admettant qu'il lui faudrait « oublier ce match, et que ce ne serait pas évident ». Ces propos donnent mieux que tout récit, la mesure du sentiment d'impuissance ressenti par Yannick Noah.

Mats Wilander s'est offert le luxe non seulement de cloquer, jus après les Internationaux, pendant le centenaire de Roland-Garros, mais, si ce n'est, il l'a achevé à son propre jeu, sur son propre terrain, celui de la volée, des montées au filet et même des services. Le public, d'un certain M. Le Pen, vint par hasard, un peu comme il s'applaudissait d'ailleurs, ne s'y est pas trompé. Il s'est tu et a observé la raquette. Seuls quelques imbéciles ont attiré Noah à la sortie, oubliant simplement le plaisir dont ils lui sont, et pour longtemps encore, redoutables.

Et de plaisir aussi il sera question vendredi, avec une demi-finale de l'un : Becker-Wilander.

PIERRE GEORGES.

Résultats du mercredi 3 juin

SIMPLES MESSIEURS

Quarts de finale

● Demi-finale quart de tableau. — MEIR (Tch.) 3, 1. Novacek (Tch.) 40, 7-6 (7/6), 6-1, 6-2.

● Demi-finale quart de tableau. — WILANDER (Sue.) 4, 1. NOAH (Fr.) 6, 6-4, 6-3, 6-2.

● Quatrième quart de tableau. — BECKER (RFA) 2, 1. CONNORS (USA) 6-3, 6-3, 7-5.

Entre parenthèses, la nationalité et le classement des joueurs.

● DUBREUIL : les championnats d'Europe commencent mal pour la France.

— Lourde défaite de l'équipe tricolore, mercredi 3 juin à Athènes, lors de la première journée des championnats d'Europe de basket. Maladroits en attaque et incapables de freiner leurs adversaires espagnols, les Français ont été battus (111-70).

VOUS PRÉPAREZ LES CONCOURS DES FONCTIONS PUBLIQUES
LA NOUVELLE COLLECTION

**CONCOURS
FONCTIONS PUBLIQUES**
COLLECTION DIRIGÉE PAR J.-L. CUVILLIER ET C. LEBLANC

Buy
RAYMOND
PIERRE
BILLOD

DROIT CIVIL
230 F (Franco : 252 F)

litac

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE AUGMENTATION DE CAPITAL

Objectif développement

AVERTISSEMENT DE LA COB

1. - L'attention du souscripteur est attirée sur l'absence de marché organisé des titres.
2. - Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le conseil d'administration.
3. - L'exercice du droit de vote en assemblée générale est limité à 10 voix.

Le temps est maintenant venu de procéder à cette nouvelle augmentation du capital de la Société des lecteurs du Monde que nous avions laissée prévoir en décembre 1986. La précédente, lancée avec le succès que vous savez, un an plus tôt, au lendemain de la journée « portes ouvertes » de la rue des Italiens, avait pour objet d'accompagner le redressement du journal, en l'aidant à reconstituer ses fonds propres. Il s'agit aujourd'hui de contribuer à lui donner les moyens du développement dans lequel il s'est désormais engagé à fond.

1986 a vu, en effet, s'achever la réalisation du plan de redressement élaboré au printemps 1985. Des ventes en progression sur la France de plus de 10 %, une augmentation de 25 % des recettes publicitaires, l'allègement de la mise en page, le développement de l'illustration, la création de l'édition quotidienne Rhône-Alpes, et des suppléments Campus, « Radio-Télévision » et « Monde sans visa », la mise au point, pour janvier 1987, du « Monde Affaires », une première opération de diversification avec la création du Monde Télématique, la décision de bâtir à Ivry-sur-Seine, pour un montant de 300 millions de francs, une imprimerie ultramoderne : autant de faits qui auront marqué une année couronnée par le dégellement d'un résultat courant avant impôt de 48,3 millions de francs, en progression de 367 % sur l'exercice 1985.

Ce redressement a beau être, comme l'a écrit l'Expansion, « spectaculaire », il a beau être le fruit de beaucoup d'efforts, notamment de la part du personnel de l'entreprise, rien ne serait plus dangereux que de s'endormir sur ces lauriers. Dans l'univers très dur où nous vivons, les entreprises qui ne savent pas se renouveler, se développer, sont condamnées à la stagnation, qui est l'antichambre du déclin. Dans le domaine particulier qui est le nôtre, celui de la communication, les conditions se trouvent aggravées par la privatisation de la principale chaîne de télévision et par l'extension des activités des deux chaînes privées déjà existantes. Les groupes de presse écrits associés à ces médias disposent par conséquent de moyens de promotion accrus, et le risque existe de transferts importants de recettes publicitaires en direction de l'audiovisuel.

La défense passive conduisant toujours — comme l'avait constaté le maréchal Foch — à la défaite, nous n'avons d'autre choix que l'offensive. L'offensive, dans une entreprise, suppose un

esprit, une ambition, une volonté de développement axés autour d'objectifs précis.

Le premier de ces objectifs, c'est évidemment l'amélioration de la qualité de ce que nous avons l'habitude d'appeler entre nous le « navire amiral » : notre bon vieux quotidien, dont on peut encore beaucoup améliorer la lisibilité et le contenu. Notre future imprimerie nous donnera des moyens accrus : couleur, possibilité de publication en plusieurs cahiers, dont chacun aurait sa spécificité, modernisation des conditions de sortie, notre dessein étant de faire en sorte que le Monde soit de plus en plus un journal du soir pour toute la France, voire pour certains pays limitrophes. Nous sommes bien décidés, en même temps, à accroître le nombre de nos « produits », qu'il s'agisse de nouveaux suppléments ou de nouvelles publications, conduisant à susciter autour de notre journal, que ce soit par création ou par acquisition, un véritable groupe de presse.

Reste la télévision : l'échec du groupe Hachette, auquel nous nous étions associés pour la reprise de TF 1, ne signifie manifestement pas que les cartes soient distribuées ad vitam eternam. Et l'impact du satellite et du câble va se faire bientôt sentir. Le Monde va donc créer, à brève échéance, une cellule spécialisée, destinée à examiner à fond, en liaison avec ses partenaires de Pluricom, toutes les occasions qui peuvent se présenter en matière de diffusion, bien sûr, mais aussi de production : compte tenu de la multiplication des chaînes, c'est en train de devenir une denrée rare.

Transformer notre journal, élargir la présence du Monde dans l'écrit, le diversifier vers l'audiovisuel : les projets ne manquent pas ; ils vont mobiliser à fond, bien sûr, les énergies de l'entreprise, mais ils supposent aussi, cela va de soi, beaucoup de ressources. Ayant retrouvé des conditions d'exploitation saines, le Monde disposera de son autofinancement, mais il a intérêt, comme toute société, à élargir ses fonds permanents. Aussi se tourne-t-il à nouveau vers ses actionnaires externes, la Société des lecteurs et le Monde Entreprises (1), afin qu'ils lui apportent leur concours, suivant des mécanismes qui ne changeront en rien la répartition actuelle du capital de la SARL éditrice entre les différents porteurs de parts.

C'est dans ce but que la Société des lecteurs fait appel à ses actionnaires actuels et à tous ceux qui souhaiteront à cette occasion la rejoindre, au premier rang desquels, bien sûr, tous nos amis que la clôture rapide de l'émission d'actions de décembre 1985 a empêchés d'y participer.

Ce n'est évidemment pas par appât du gain que 11 664 personnes avaient souscrit alors. Reste que la Société des lecteurs a rempli ses engagements financiers mieux que beaucoup de sociétés cotées. Elle vient de verser, pour chaque action souscrite de 500 F, un dividende de 25 F auquel s'est ajouté un avoir fiscal de 12,50 F.

Le 21 mars dernier, l'assemblée générale de la Société des lecteurs, réunie dans la Grande Halle de La Villette, a approuvé à la quasi-unanimité le principe de l'opération, dont le conseil d'administration a arrêté, le 6 mai, les modalités. D'un montant de 24,75 millions de francs, elle permettra aux actionnaires actuels de souscrire une nouvelle action au prix de 750 F, reflétant la revalorisation qui découle tout naturellement du redressement du journal. Quant à ceux de nos lecteurs qui, n'étant pas actuellement actionnaires, voudraient souscrire des actions, ils pourront le faire au même prix, après s'être procuré, par le canal de la Société des lecteurs, un droit fixé à 175 F auprès d'actionnaires qui ne suivraient pas la nouvelle opération.

Le Monde est déterminé à continuer d'aller de l'avant ; il ira d'autant plus loin que sa structure financière sera plus solide. Ceux qui souscriront à cette augmentation de capital feront bien davantage qu'un placement qui en vaut bien d'autres : ils donneront au Monde les moyens de son développement, c'est-à-dire le meilleur gage de l'indépendance à laquelle nous sommes tous, vous et nous, tellement attachés.

ANDRÉ FONTAINE
ALAIN MINIC

(1) Rappelons que la société anonyme le Monde Entreprises, créée au début de 1986 et présidée par M. Roger Fauroux, regroupe un ensemble de personnes physiques et morales dont la liste a été publiée dans le Monde daté 3-3 mars 1986. Elle détient 8 % du capital de la SARL éditrice et va procéder également à une augmentation de capital.

NOTE D'INFORMATION

I. — RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION

En vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 mars 1987, le conseil d'administration a décidé, dans sa séance du 6 mai 1987, d'augmenter le capital social de 16 500 000 F à 33 000 000 F, par l'émission de 33 000 actions nouvelles de 500 F nominal chacune à souscrire contre espèces.

Conformément aux dispositions de l'article 182 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, l'acte et le passif ont été vérifiés par M. Jégard, commissaire aux apports légalisé par ordonnance de M. le président du tribunal de commerce de Paris en date du 7 mai 1987.

Forme des actions nouvelles. — Conformément à l'article 9 des statuts, les actions nouvelles seront délivrées sous la forme nominative. Les droits des titulaires seront ainsi représentés par une inscription à leur nom chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix. Cette inscription en compte sera réalisée dans le mois suivant la clôture de la souscription.

Cession des actions. — Conformément à l'article 10 des statuts, toute cession d'action doit être agréée par le conseil d'administration. De même, conformément à l'article 8 des statuts, toute personne entrant dans la Société à l'occasion d'une augmentation de capital doit être agréée par le conseil d'administration.

Prix d'émission. — Les actions nouvelles de 500 F nominal seront émises au prix de 750 F chacune, soit avec une prime de 250 F. Ce prix d'émission est à rapprocher d'une valeur d'actif net par action, après distribution du dividende, de 601,4 F et d'une plus-value latente sur la participation de la société dans la SARL le Monde d'environ 800 F par action.

Produit brut et estimation du produit net de l'émission. — Le produit brut de l'émission est de 24 750 000 F. Le produit net de l'émission, soit environ 23 920 000 F, sera versé à la société après prélèvement sur le produit brut : de 800 000 F environ représentant les rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers ; de 230 000 F environ représentant les frais légaux et administratifs.

Jouissance. — Ces actions nouvelles porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 1987. Elles seront soumises à toutes les dispositions des statuts et seront, au titre de l'exercice commencé le 1^{er} janvier 1987, entièrement assimilées aux actions anciennes, jouissant des mêmes droits et supportant les mêmes charges, notamment toutes retenues éventuelles d'impôt.

En particulier, conformément à l'article 18 alinéa 6 des statuts, le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions. Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion uniformément du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

Droit préférentiel de souscription. — La souscription à ces 33 000 actions nouvelles sera réservée par préférence aux propriétaires des actions anciennes ou aux cessionnaires de leurs droits qui pourront souscrire :

— à titre irréductible, à raison d'une action nouvelle pour une action ancienne ;

— à titre réductible : en même temps qu'ils déposeront leur souscription à titre irréductible, les actionnaires ou cessionnaires de droits pourront, en outre, souscrire à titre réductible le nombre d'actions nouvelles qu'ils jugeront convenable. Les actions nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront attribuées aux souscripteurs d'actions à titre réductible, dans la limite de leur demande, proportionnellement au nombre de droits exercés à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les actions nouvelles qui ne seraient pas absorbées par l'exercice du droit de souscription tant à titre irréductible que réductible seront offertes au public, à la diligence du conseil d'administration.

Exercice du droit de souscription. — Le droit de souscription sera exercé par les actionnaires inscrits à la date d'ouverture de l'opération.

Il sera négociable pendant la période de souscription. A titre indicatif, l'estimation de la valeur du droit ressort à 175 F, pour une valeur estimée de l'action, ex droit de souscription, de 925 F.

Le cadet du droit de souscription s'en trouve dessaisi, au profit du cessionnaire, qui, pour l'exercice du droit de souscription ainsi cédé, se trouve purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action ancienne.

Le droit de souscription devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription.

Versement de souscription. — En souscrivant, il devra être versé par action souscrite tant à titre irréductible qu'à titre réductible 750 F, soit 500 F représentant la totalité du capital nominal et 250 F représentant la prime.

Les souscriptions sur lesquelles le versement n'aurait pas été effectué seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure. Les sommes versées sur les souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées sans intérêt aux guichets qui les auront reçues.

Délai et lieu de souscription. — Les souscriptions et versements seront reçus sans frais du 9 juin 1987 au 8 juillet 1987 inclus, au siège social de : la Société des lecteurs du Monde, 5, rue des Italiens, 75009 Paris ; la Banque nationale de Paris, 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris ; la Banque Stern, 8, rue de Valenciennes, 75008 Paris, où des notes d'information seront tenues à la disposition des souscripteurs. La contrepartie de l'opération sera assurée par la Banque nationale de Paris.

Dépôt des fonds. — Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés chez la Banque nationale de Paris, 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

Garantie de bonne fin. — La bonne fin de la souscription est garantie de manière irrévocable par un groupement de banques dirigé par la Banque nationale de Paris et la banque Stern, dans les conditions de l'article 191-1 de la loi du 24 juillet 1966.

Régime fiscal des actions nouvelles. — En l'état actuel de la législation (à fin mai 1987), le régime suivant est applicable :

1) Pour la société émettrice : les dividendes alloués aux actions nouvelles sont déductibles des bénéfices imposables pendant dix exercices, dans le cadre des dispositions de l'article 69 de la loi de finances pour 1983.

Les dividendes alloués aux actions nouvelles détenues par les sociétés disposant de 10 % au moins du capital sont, sauf option de ces dernières, exclus du béné-

fice de la déductibilité. A défaut d'option, l'impôt sur les sociétés afférent à ces dividendes vient en déduction de la masse distribuable à l'ensemble des actionnaires au titre de l'exercice de mise en paiement.

2) Actionnaires personnes physiques : les dividendes perçus bénéficient, avec les revenus d'obligations, d'un abattement global et annuel de 10 000 F pour les couples mariés, de 5 000 F pour les célibataires, veufs ou divorcés ; cette dernière somme est portée à 8 000 F pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans.

La souscription en numéraire ouvre droit à une réduction d'impôt de 25 %, dans la limite d'un investissement de 7 000 F par an (ou 14 000 F pour un couple marié), sous réserve que les actions figurent dans un compte d'épargne en actions ouvert dans les conditions fixées par la loi de finances pour 1983. Cette disposition s'applique, à compter de 1987, aux personnes antérieurement redevables de l'impôt sur les grandes fortunes.

Ces deux avantages sont cumulables. Les contribuables nés avant le 1^{er} janvier 1932 peuvent demander de continuer à bénéficier des dispositions du titre I de la loi n° 78-741 du 13 juillet 1978 (art 8). Dans ce cas, ces contribuables ne peuvent pas bénéficier de l'avantage offert par la formule du Compte d'épargne en actions (CEA).

II. — RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA SOCIÉTÉ

A) Renseignements juridiques concernant l'émetteur

1) Identification

Dénomination : Société des lecteurs du Monde.

Siège social : 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Nationalité : Française.

Registre du commerce et des sociétés : B 333 749 786 — 85 B 11 862.

Code APE : 7800.

Forme juridique. — Société anonyme régie par la législation française et en particulier par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Date de constitution et durée. — La société a été constituée le 22 octobre 1985 pour une durée venant à expiration le 22 octobre 2004, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Objet social. — La société a pour objet :

— de souscrire ou d'acquiescer des droits sociaux représentatifs d'une fraction du capital de la société le Monde ;

— plus généralement la société a pour vocation de participer à toutes entreprises sous contrôle de la Société le Monde dont l'objet est la diffusion de l'information par tous moyens et sur tous supports et, par extension, à toutes entreprises de communication où la Société le Monde serait intéressée.

Elle gèneralement toutes opérations qu'elle s'occupe de rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la société.

3) Capital

Tableau de l'évolution du capital

Date	Description	Nominal	Montant cumulé du capital	Nombre cumulé d'actions
Oct. 85	Création de la société par émission de 500 actions de 500 F chacune	250 000	250 000	500
Nov. 85	Augmentation de capital par émission de 2 500 actions de 500 F chacune	1 250 000	1 500 000	3 000
Déc. 85	Augmentation de capital par émission de 30 000 actions de 500 F chacune	15 000 000	16 500 000	33 000

(Lire la suite page 16.)

Lieu où peuvent être consultés les documents relatifs à la société. — Les statuts, bilans et comptes, rapports et renseignements mis à la disposition des actionnaires et du public peuvent être consultés au siège social qui mettra à disposition les mêmes documents concernant la SARL le Monde.

2) Fonctionnement

Exercice social. — Il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Répartition statutaire des bénéfices. — Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserve extraordinaires, de prévoyance ou autre, avec ou sans affectation spéciale, ou de reporter à nouveau.

Assemblée générale. — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions pourvu qu'ils aient été libérés des versements exigibles. Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est lui-même actionnaire ou conjoint de l'actionnaire représenté.

Sous réserve de la limitation du nombre de voix ci-après, chaque actionnaire dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions.

Toutefois, dans toute assemblée générale, quelle que soit sa forme, le nombre de voix dont un actionnaire peut disposer à titre personnel est limité à dix.

Aucun mandat ne peut être consenti pour le surplus d'actions ou de droits de vote détenus par une même personne.

Le mandataire d'actionnaire dispose des voix de ses mandants dans la limite d'un maximum de (quarante) 40 voix, de telle sorte que, par application de la double limitation, une même personne physique ou morale, actionnaire de la société, ne pourra jamais disposer de plus de (cinquante) 50 voix en assemblée générale (à titre personnel et comme mandataire).

Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée est subordonné à l'inscription de l'actionnaire dans les comptes de la société cinq jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée. Toutefois, le conseil d'administration a la faculté, par voie de mesure générale, de réduire ce délai.

Service financier des actions. — Le paiement des dividendes et le service des titres sont assurés par la Banque nationale de Paris.

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE :

(Suite de la page 15.)

Cession d'actions. — Les cessions d'actions à titre gratuit ou onéreux au profit des ascendants, descendants ou conjoint d'un actionnaire, ainsi que les cessions entre actionnaires, s'effectuent librement. De même, est entièrement libre l'attribution d'actions au profit d'un ayant-droit quelconque à la suite d'un partage de succession ou d'une liquidation de communauté de biens entre époux. Toutes autres transmissions d'actions et de droits de vote, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'apport ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, et alors même que la cession ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, pour devenir définitives, être autorisées par le conseil d'administration. Cette autorisation est donnée dans les conditions prévues aux articles 275 à 277 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Répartition du capital

Au 15 mars 1987 :

- Nombre d'actionnaires : 11 684 ;
- Actionnaires détenant plus de 5 % du capital : néant.

4) Administration, direction, contrôle

Conseil d'administration :

M. Alain MINC, président, administrateur-directeur général de Ceris, administrateur de Sofres, Centre mondial informatique et ressource humaine, Davigol, Buitoni international, Buitoni SA, Valéo, Yves Saint Laurent SA, Yves Saint Laurent international ; vice-président de CIR international (groupe de Benedetti), administrateur de Editoriale l'Espresso et de CIR ; membre du conseil européen de Westinghouse. M. Gérard CARLES, président de la Commission des nouvelles technologies au Conseil national de la communication audiovisuelle ; administrateur de SA Monthon-services ; M. Paul DELOUVRIER, président de l'établissement public du parc de La Villette ; M. Jean-Louis FUNCK-BRENTANO, président du Centre mondial informatique et ressource humaine ; M. Nicole GARCIA, comédienne ; M. Françoise JUNGENSEN CHANDERNAGOR, écrivain ; M. Georges KIEJMAN, avocat à la cour ; M. Jacques LESOURNE, professeur au Conservatoire national des arts et métiers ; M. Jean MARTIN, avocat à la cour, membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme, administrateur de TDF (Télédiffusion de France) ; M. Marie-Claire MENDES FRANCE, journaliste ; M. Dominique WOLTON, sociologue, responsable au CNRS de la recherche intégrée sur les sciences de la communication.

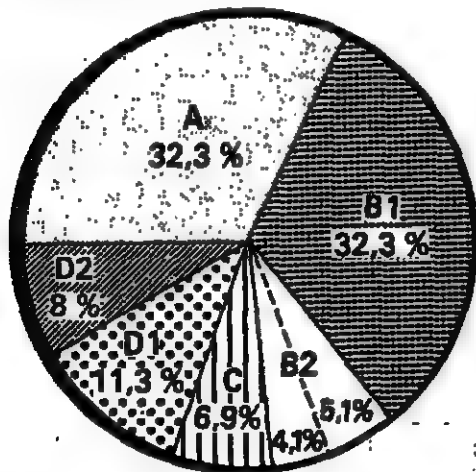
Commissaire aux comptes titulaire : M. Raymond THOMAS, 4, avenue Damiette, 95110 Sannois. Nommé le 22 octobre 1985. En fonction jusqu'à l'assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice 1991.

Commissaire aux comptes suppléant : M. Gilbert PAOLINI, 43, rue des Ganets, 91600 Savigny-sur-Orge. Nommé le 22 octobre 1985. En fonction jusqu'à l'assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice 1991.

Rémunération des mandataires sociaux. — Aucune rémunération, sous quelque forme que ce soit, n'est actuellement prévue en ce qui concerne les mandataires sociaux.

B) Présentation de la Société des lecteurs du Monde

Historique. — La Société des lecteurs du Monde a été créée le 22 octobre 1985. Elle est destinée à associer les lecteurs à la vie du journal et à son développement. A ce titre, elle possède une participation de 11,3 % au capital de la SARL editrice du journal, qui se répartit de la façon suivante :



PARTS A = Fondateur et personnes physiques
PARTS B1 = Société des rédacteurs du Monde
PARTS B2 = Société des cadres du Monde
PARTS C = Société des employés du Monde
PARTS D1 = détenues par le gérant
PARTS D2 = Société Le Monde-Entreprises
(*) Ces parts, ayant droit de vote, bénéficient d'un dividende prioritaire.

A ce titre, elle a deux représentants, MM. Alain Minc et Georges Kiejman, au sein du conseil de surveillance de la SARL, lui-même constitué de douze membres. Au-delà de cette opération initiale, la vocation générale de la Société des lecteurs sera d'être associée aux actions entreprises par le Monde pour développer et diversifier son activité.

Activités et fonctionnement de la Société. — Les activités sont liées à la vie du Monde et aux responsabilités inhérentes au rôle d'associé. En dehors de cette activité stricto sensu, la Société des lecteurs a, pendant l'année 1986, organisé dans diverses villes des réunions d'information, des conférences ou des manifestations culturelles. Destinées à souligner que la Société des lecteurs se veut bien davantage qu'une société anonyme classique, des représentations artis-

tiques telles que Othello, de Shakespeare, à Bobigny, Mido, film d'Alain Resnais à Paris, Assaï, à Lyon, Capitaine Bada, à Marseille, Hamlet, à Saint-Denis, ont eu lieu dans toutes les régions de France, ainsi que les conférences et tables rondes, telles que le Salon des Affaires à Paris, « A qui appartient l'information ? » à Lille, la participation à l'Université d'été de la communication dans le cadre du CREPAC à Bordeaux, six conférences à Dijon avec l'Association bourguignonne culturelle, etc.

Les charges de fonctionnement sont limitées aux charges de gestion courante.

Rémunération des actionnaires. — Les produits de la société sont essentiellement constitués du dividende prioritaire versé par la SARL Le Monde. Elle est

assujettie à l'impôt sur les sociétés, sur lequel s'impute l'avoir fiscal afférent aux dividendes perçus. La première assemblée générale des actionnaires s'est tenue le 21 mars 1987. Elle a statué en présence de plus de 3 000 personnes sur la distribution d'un dividende de 25 francs par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 francs. Ce dividende a été mis en paiement le lundi 4 mai 1987.

Faits et feiges. — Il n'existe pas, à la date de cette notice, de faits exceptionnels ou d'affaires contentieuses pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, la situation financière ou les résultats de la société.

Responsable de l'information de la Société des lecteurs du Monde. — M^{me} Bernadette Santoro, tél. : 42-47-95-38.

Renseignements financiers sur la Société des lecteurs du Monde.

Compte de résultat au 31 décembre 1986 (15 mois).

PRODUITS		CHARGES	
PRODUITS FINANCIERS		CHARGES D'EXPLOITATION	
Participation SARL Le Monde	945 543,99	Autres act. et charges ex.	39 239,59
Revenus sur titres	890 904,00	Fournitures administratives	252,03
Revenus sur avances	54 639,99	Honoraires	38 484,00
Revenus	27 223,44	Services bancaires	523,56
Revenus	6 485,68	Impôts et taxes	215,00
Produits nets sur cessions	20 727,78	Dotations aux amortissements	
Dépôts à terme	58 318,92	Des frais d'établissement	71 306,83
Total des produits	1 029 066,36	Charges financières	428,51
		Total des charges	111 188,03
		(sur I.S.)	
		Impôt sur les bénéfices	46 906,00
		Total des charges	158 094,03
		(après I.S.)	
		Résultat (bénéfice)	870 972,32

Société des lecteurs du Monde

Bilan au 31 décembre 1986

ACTIF	VALEURS brutes	AMORTIS. et provisions	VALEURS nettes	PASSIF	MONNAIES
Immobilisations incorporelles				Capitaux propres	
Frais d'établissement	9 059,09	9 059,09	-	Capital social	16 500 000
Frais d'établissement	82 247,84	82 247,84	-	dont 16 500 000 F versés	
Frais d'augmentation de capital	71 306,93	71 306,93	-	Mémoire légale	43 548,87
				Rapport à nouveau	2 448,85
				Résultat	870 972,32
Immobilisations financières				Total des capitaux propres	17 370 969,32
Titres de participation	14 848 400		14 848 400	Dettes	
Total des immobilisations	14 919 706,93	71 306,93	14 848 400	Fournisseurs	53 370
Créances	26 175,99		26 175,99	Fournisseurs, factures non parvenues	10 000
Valeurs mobilières	189 428,31		189 428,31	Dividendes à payer	825 000
Disponibilités				Etat, impôt sur les sociétés	46 906
BNP	57 284,02		57 284,02	Total des dettes	110 276
Compte ordinaire	2 330 000		2 330 000	Total du passif	17 481 245,32
Dépôts à terme					
Total de l'actif	17 552 576,25	71 306,93	17 481 269,32		

NOTE 1 : Principes comptables.

Les comptes sociaux de la Société des lecteurs du Monde sont établis suivant les normes comptables définies par le Plan comptable général, approuvé par l'arrêté du 27 avril 1982, en conformité avec la loi du 30 avril 1983 et le décret du 29 novembre 1983.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués suivant la méthode des coûts historiques.

NOTE 2. — Frais d'établissement.

Rubriques	Valeurs brutes	Taux d'amort.
Frais de constitution	9 059,09	100 %
Frais d'augmentation de capital	82 247,84	100 %
	71 306,93	

Les frais d'établissement sont amortis en totalité à la fin du premier exercice social.

NOTE 3. — Capital social.

Le capital social est composé de 33 000 actions de 500 F de nominal entièrement libérées.

NOTE 4. — Fournisseurs.

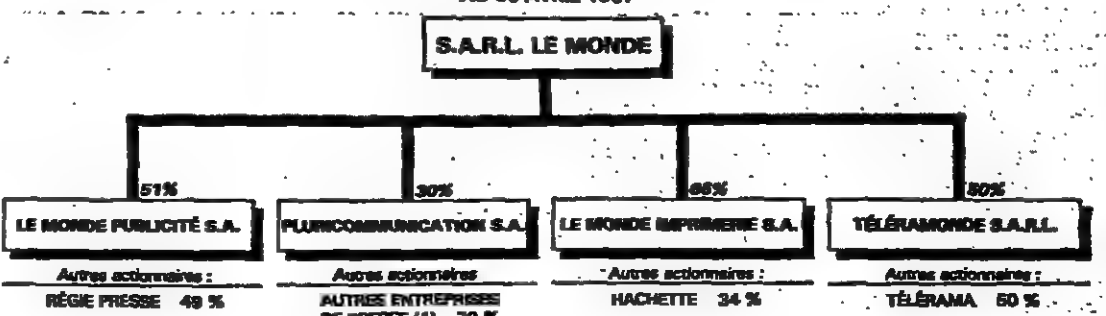
Le poste fournisseurs - factures non parvenues concerne les honoraires du commissaire aux comptes pour l'exercice (facture à recevoir).

NOTE 5. — Liste des filiales et participations (voir tableau ci-dessous).

Filiales et participations	Capital propre	Quota-part de capital détenant (pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus		Résultat du dernier exercice clos (31-12-86)	Dividendes antérieurs versés par la société au cours de l'exercice
			Brute	Nette		
SARL LE MONDE	51 597 380	11,3 %	14 848 400	14 848 400	24 864 803	890 904

ORGANIGRAMME DU GROUPE

AU 30 AVRIL 1987



(1) Ouest-France, Nouvelle République du Centre-Ouest, Sud-Ouest, le Montagnard.

Comment souscrire

Tous les actionnaires ou futurs actionnaires de la Société des lecteurs du Monde ne sont pas forcément des spécialistes financiers. Pour ceux qui risqueraient d'être perdus dans un maquis de termes obscurs, nous avons tenté de clarifier certains éléments essentiels.

La Société des lecteurs du Monde (SLM) détient 11,3 % du capital de la SARL Le Monde. Le redresse-

ment de journal et les bons résultats entraînent une revalorisation de la part de capital détenue par la Société des lecteurs. Celle-ci est actuellement évaluée à 36,3 millions de francs, ce qui correspond à une valeur de 1 100 F pour chacune de ses trente-trois mille actions.

En quoi consiste l'augmentation de capital ?

Elle permet à chaque détenteur d'une action ancienne de la SLM

d'acquiescer — au prix de 750 F par titre — une action nouvelle. Une fois souscrite en totalité, cette augmentation de capital renforcera les fonds propres de la société à hauteur de 24,75 millions de francs (trente-trois mille fois 750 F).

A l'issue de cette opération, la valeur de la SLM sera donc portée de 36,3 à 61,05 millions de francs. Compte tenu du nombre d'actions en circulation (trente-trois mille actions anciennes et autant d'actions

nouvelles), la valeur de chaque action sera de 925 F (61,05 millions de francs divisés par soixante-six mille titres), inférieure apparemment à sa valeur initiale de 1 100 F avant l'augmentation de capital. En fait, la différence résulte des conditions favorables faites aux anciens actionnaires pour acquiescer une action nouvelle à 750 F pour chaque action ancienne.

Face à cette opération, trois attitudes sont possibles :

1) **L'ancien actionnaire qui détient une action souscrite à l'augmentation de capital.** Dans ce cas, les deux actions de la SLM qu'il détient après souscription auront une valeur totale identique de 1 850 F mais correspondant à deux situations différentes :

— Avant l'augmentation de capital : une action à 1 100 F + 750 F (prix de souscription pour une action nouvelle) ;

— Après l'augmentation de capital : deux actions à 925 F.

L'opération est neutre pour l'actionnaire.

2) **L'ancien actionnaire ne veut pas participer à l'augmentation de capital.** Avant l'augmentation de capital, son action valait 1 100 F, après elle vaudra 925 F. La différence (175 F) constitue la valeur du droit de souscription attaché à chaque action qu'il est possible de vendre à ce prix s'il y a acheteur.

NOTE 6 : Valorisation des titres de participation.

Les titres de la SARL Le Monde sont inscrits au bilan pour une valeur de 14 848 400 F.

Sur la base de douze fois le résultat net courant consolidé (socialement et fiscalement retraités) de la SARL Le Monde, la plus-value latente sur ces titres est de 20 MF.

Objet de l'émission

Afin de pouvoir associer les lecteurs ayant déjà manifesté leur soutien au journal ou désireux le faire, la direction du Monde ouvre à la Société des lecteurs du Monde la possibilité de participer au financement de la politique d'investissement et de diversification du groupe. Dans cette optique, la présente augmentation de capital permettra au Monde, dans le respect des équilibres actuels, les fonds lui permettant de réagir avec la célérité nécessaire dans un univers de la communication en profonde et rapide évolution. Sans pouvoir préjuger précisément de l'utilisation de ces fonds qui dépendra des possibilités d'investissements ou de diversification qui se révéleront — sachant en tout état de cause que les investissements dans une nouvelle imprimerie sont déjà décidés, — il est actuellement envisagé soit que la société des lecteurs du Monde consente des prêts à la SARL Le Monde à des conditions normales de marché, soit qu'elle participe à des filiales nouvelles.

III. — RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

(pour vérification de l'actif et du passif, conformément aux dispositions de l'article 182 de la loi du 24 juillet 1966.)

Agissant à la requête de M. A. Minc, président du conseil d'administration de votre société, M. le président du tribunal de commerce de Paris m'a, par ordonnance en date du 7 mai 1987, nommé en qualité de commissaire chargé de vérifier l'actif et le passif de la Société des lecteurs du Monde.

Il est en effet rappelé qu'aux termes de l'article 182 de la loi sur les sociétés commerciales toute augmentation de capital par appel public à l'épargne, réalisée moins de deux ans après la constitution de la société, doit être précédée d'une « vérification de l'actif et du passif » ainsi que, le cas échéant, des avantages particuliers consentis.

J'ai l'honneur, par le présent rapport, de vous rendre compte de l'exécution de ma mission.

1. **Présentation de l'opération.** — Il s'agit d'une augmentation de capital en numéraire destinée à augmenter le capital social de 16 500 000 F à 33 000 000 F par l'émission de 33 000 actions nouvelles de 500 F nominal émises au prix de 750 F chacune.

2. **Documents utilisés et vérifications effectuées.** — J'ai étudié le bilan de la Société des lecteurs du Monde arrêté au 31 décembre 1986, certifié sans réserve par le commissaire aux comptes dans un rapport en date du 20 février 1987, et approuvé par l'assemblée générale des actionnaires le 21 mars 1987.

3. **Appréciation de la valeur des titres de participation.** — A l'actif, le poste Titres de participation s'élève à 14 848 400 F, soit 85 % de l'actif total. Ce poste représente la valeur de 140 parts (sur 1 240) de la SARL Le Monde, d'une valeur nominale de 500 F, et émise à 106 080 F. Cette valeur est inchangée depuis la date de souscription.

J'ai apprécié cette valeur à partir des documents suivants :

— les comptes annuels de la SARL Le Monde au 31 décembre 1986 ;

— le rapport général du commissaire aux comptes ;

— l'évaluation des chiffres d'affaires, la marge après frais de structure et le résultat financier du premier trimestre 1987.

L'appréciation de l'estimation de ces titres de participation peut se faire de différentes manières. La « valeur patrimoniale » peut être approchée à partir du montant des capitaux propres de la SARL Le Monde en y apportant des corrections afin de valoriser notamment la valeur du titre à jour du journal qui n'est pas inscrite au bilan.

Malgré ce caractère propre, des capitaux doivent être rassemblés et appelant une rémunération. Les résultats du dernier exercice clos, supérieurs aux provisions publiées, ont confirmé le redressement du journal. Les résultats du premier trimestre 1987 reflètent la même tendance. Dans une perspective de continuité que les événements actuels n'infirmant pas, une estimation de la SARL Le Monde peut être fondée sur le résultat courant de l'exercice 1986.

En général, la capitalisation d'une entreprise se fait en appliquant, au bénéfice net réel, un coefficient multiplicateur de l'ordre de 8 à 12.

Au cas particulier, la valeur comptable de la participation détenue par la Société des lecteurs du Monde représente une capitalisation de l'ordre de 5. Ainsi, la valeur comptable des titres n'apparaît pas surévaluée.

Une « valeur de cotation » calculée en actualisant la provision des flux financiers sur les cinq exercices à venir a confirmé les conclusions de l'approche précédente.

4. **Conclusions.** — En conclusion de ce rapport, je déclare que la vérification de l'actif et du passif mentionnés au bilan au 31 décembre 1986.

En outre, je n'ai pas relevé l'existence d'avantages particuliers.

Le 21 mai 1987.

LEO JEGARD,

commissaire aux apports.

AUGMENTATION DE CAPITAL

ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'évolution de la Société des lecteurs du *Monde* et ses perspectives d'avenir ne peuvent être dissociées de celles de la SARL Le Monde et de ses filiales (cf. organigramme).

Dans une lettre adressée par M. André Fontaine, gérant de la SARL éditrice du *Monde*, à M. Alain Mine, président de la Société des lecteurs du *Monde* et reproduite ci-après, le directeur du journal, après avoir rappelé l'ampleur du redressement accompli et exposé en détail les résultats de l'exercice 1986, décrit les perspectives de développement du journal.

**Lettre adressée par André Fontaine
à Alain Minc**

Cher Ami.

Pour la seconde fois, la Société des lecteurs du *Monde* va procéder à une augmentation importante de son capital. Les circonstances dans lesquelles cet appel est lancé seront très différentes de celles qui avaient conduit à la création de la société et au premier appel public à l'épargne qu'elle avait lancé en décembre 1985. Le succès de cette opération a joué un rôle important dans le redressement de l'entre-

prise, dont les chiffres que vous trouverez ci-dessous mesurent l'ampleur.

Après bien d'autres secteurs de la production, le monde de la communication connaît à l'heure actuelle de profonds bouleversements. Ceux-ci sont dus, pour une bonne part, à l'évolution générale de la vie économique et sociale. Mais ils relèvent aussi de facteurs spécifiques, l'information tendant de plus en plus à transcender les contraintes et les barrières physiques qui ont permis, dans le passé, de créer et de protéger un marché national.

Notre journal ne peut ignorer ces transformations : elles mettent en cause son avenir. Elles l'ont conduit à mettre au point une politique d'investissements et de diversification dont l'ambition est à la mesure de notre détermination.

Il s'agit avant tout, bien entendu, de renforcer, à court terme, les moyens d'exploitation à la disposition du quotidien. Compte tenu du caractère de ce matériel d'impression disponible dans la région parisienne, nous avons fait le choix de nous doter à partir de l'année 1988, d'une imprimerie qui sera l'une des plus performantes d'Europe, correspondant à un investissement de 300 millions de francs. L'implantation à Ivry-sur-Seine, elle comportera des rotatives ultra-modernes et une salle d'expédition informatisée qui accroîtront considérablement nos possibilités de développement dans le domaine tant rédactionnel que publicitaire.

Elle pourra s'ouvrir largement à une clientèle extérieure. Le groupe Hachette, dans la perspective du lancement d'un quotidien populaire à grand tirage, a pris une participation de 34 % dans la filiale « Le Monde Imprimerie » créée à cet effet, et dont *le Monde*,

qui détient 66 % du capital, demeure, en tout état de cause, l'opérateur.

La création de cette imprimerie permettra au *Monde* de diversifier sa propre production, qu'il s'agisse du quotidien ou des publications périodiques. Tout en continuant, d'autre part, à donner une priorité à l'écrit, qui est à la fois sa raison d'être et le domaine dans lequel il dispose du maximum d'expérience et de moyens, le *Monde* est bien décidé à ne pas s'y confiner. C'est dans cette optique qu'il a créé, à l'automne 1986, un service télématique dont l'activité dépasse, dès à présent, les objectifs fixés, et créé, avec plusieurs grands quotidiens régionaux, la société anonyme Pluricomunication dans le but d'avoir un créneau audiovisuel. L'échec de la candidature du groupe conduit par Hachette, avec lequel il avait conclu un accord pour la reprise de l'IFI, ne met en aucun cas un point final à nos ambitions dans ce domaine. Nous sommes en effet convaincus que le paysage audiovisuel français et européen est loin d'être figé, quand ce ne serait qu'en raison des bouleversements technologiques à attendre de la mise en service des satellites et du câble. Le *Monde* compte créer à cet effet un département audiovisuel tourné en particulier vers les possibilités de production, avec la volonté de lui donner une dimension européenne.

Une telle politique n'est concevable, bien entendu, que dans le respect de l'indépendance et notamment de l'indépendance financière qui ont tant contribué au renom du *Monde*. La Société des lecteurs a été créée dans le but de consolider cette indépendance, en limitant la nécessité pour le journal de faire appel à des crédits extérieurs. C'est donc tout naturellement que nous nous tournons vers elle au moment d'engager une nouvelle phase de notre développement.

(Lire la suite page 18.)

Comptes de résultat de la SARL Le Monde
(Montants en milliers de francs)

RUBRIQUES	1966	1965	1964
PRODUITS D'EXPLOITATION			
— Chiffre d'affaires	806 869	781 858	758 413
— Autres produits et reprises sur provisions	23 546	5 774	8 189
	829 216	787 632	764 602
CHARGES D'EXPLOITATION			
— Consommations	105 211	88 097	96 594
— Autres achats et charges	316 419	317 823	325 185
— Salaires et charges sociales	333 499	328 649	347 667
— Dotations d'exploitation	22 581	17 628	17 797
	777 710	763 087	767 521
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	81 506	24 535	(22 923)
RÉSULTAT FINANCIER	(2 704)	(14 088)	(14 780)
RÉSULTAT COURANT	48 801	10 447	(37 701)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(14 670)	85 542	(29 044)
PROVISION POUR ACQUITTATION D'ÉLÉMENTS D'ACTIF	(8 700)	—	—
IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	(798)	—	—
RÉSULTAT NET	24 685	95 988	(68 745)

Chiffre d'affaires de la SARL Le Monde

	1986	1985	1984(1)
Le Monde (quotidien)	740 362	728 248	708 688
Sélection hebdomadaire	6 319	6 322	5 351
Weekly selection	461	470	450
Le Monde diplomatique	14 096	12 083	11 060
Le Monde des philatélistes	6 682	6 886	6 222
Dossiers et documents (articles et brochures)	24 486	18 477	16 057
Le Monde de l'éducation	11 706	11 386	10 666
Travaux commerciaux	396	679	609
Télématique	1 236	—	—
	806 698	781 936	766 413

(1) Hors variation de la provision pour journaux à rentrer.

Tableau de financement
(montants en milliers de francs)

	1986	1985	1984
RESSOURCES			
Capacité d'autofinancement	51 707	(33 936)	(54 406)
Produits de cession d'actifs	406	147 500	98
Apport au Monde Publicité SA	—	30 397	—
Augmentation des capitaux propres	10 806	14 648	384
Réduction des immobilisations financières	40	—	206
Diminution du fonds de roulement	—	—	84 160
TOTAL DES RESSOURCES	62 769	156 809	30 412
EMPLOIS			
Investissements de l'exercice	—	1 888	571
Immobilisations incorporelles	5 932	1 706	10 296
Immobilisations corporelles	149	15 597	2 460
Immobilisations financières	—	—	—
Sous-total	6 081	19 191	13 316
Accomptes sur investissements versés au cours de l'exercice	14 393	—	—
Accomptes sur dividendes distribués	1 527	—	—
Réduction des capitaux propres	—	—	15 616
Remboursement de dettes à long terme	—	20 000	—
Paiement différé du prix de cession	—	27 500	—
Augmentation des autres valeurs immobilisées	—	1 060	—
Transfert à court terme de la partie à moins d'un an des dettes à LT	602	1 538	1 480
Augmentation du fonds de roulement	40 159	88 520	—
TOTAL DES EMPLOIS	62 769	156 809	30 412

Bilans de la SARL Le Monde au 31 décembre

Avant répartition (Montants en milliers de francs)									
RUBRIQUES	ACTIF					RUBRIQUES	PASSIF		
	1986			1985	1984		1986	1985	1984
	Brut	Amortis. et prov.	Net	Net	Net				
Actif immobilisé						Capitaux propres			
- Immobilisations incorporelles	5 085	5 085	-	2 322	2 671	- Capital et réserves	8 224	8 174	17 335
- Immobilisations corporelles	169 649	131 775	37 874	43 930	32.642	- Primes d'émission	26 334	14 778	-
- Immobilisations financières	40 480	832	39 618	39 510	22 852	- Report à nouveau	- 17 815	- 113 904	- 47 069
						- Résultat de l'exercice	24 665	95 989	66 745
						- Provision spéciale de réévaluation	2 489	3 301	5 675
Total de l'actif immobilisé	215 184	137 692	77 482	85 762	118 166	- Provision pour acquisition d'éléments d'actif	8 700	-	-
						- Subvention d'investissement	-	-	700
Actif circulant						Total des capitaux propres	61 697	8 436	- 90 184
- Stocks et en cours	8 786	2 180	6 606	5 741	7 157	Passif externe			
- Créances d'exploitation	148 300	22 660	125 640	106 936	90 782	- Provisions pour risques et charges	5 250	-	-
- Créances hors exploitation	27 600	-	27 600	27 900	50 782	- Dettes financières	4 641	5 457	62 543
- Disponibilités	42 132	-	42 132	8 066	1 629	- Dettes d'exploitation	169 568	174 596	180 271
- Comptes de régularisation	506	-	506	678	1 487	- Abonnements à servir	48 621	40 495	59 286
						- Produits constatés d'avance	-	8 748	7 325
Total de l'actif circulant	227 226	24 840	202 386	149 909	101 066	Total du passif externe	226 261	227 233	309 424
Total de l'actif	442 410	162 532	279 878	235 671	219 230	Total du passif	279 878	238 671	219 230

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

[illegible]

* Premier exercice : quinze mois d'activité (1-10-1985 au 31-12-1986).

RAPPEL DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications	1982	1983	1984	1985	1986
I. - Capital en fin d'exercice					
- Capital social	500	500	500	570	620
- Nombre de parts	1 000	1 000	1 000	1 140	1 240
II. - Opérations et résultats de l'exercice					
- Chiffre d'affaires hors taxes	711 748	768 664	756 413	781 858	805 669
- Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	767
- Participation des salariés au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
- Résultat après impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	-17 827	-29 231	-66 746	95 989	24 665
- Résultat distribué (avec précompte *)	-	-	-	-	1 952
(*) Deux précomptes : 3 020.					
III. - Personnel					
- Effectif des salariés au 31 décembre	1 359	1 314	1 213	1 093	1 065
- Montant de la masse salariale de l'exercice (traitements et salaires) DAS brut	244 875	250 818	242 138	261 028	238 489

Comment souscrire

A l'issue de cette éventuelle cession, l'ancien actionnaire détiendra une action de 925 F et aura perçu la vente du droit de 175 F, soit un total de 1 100 F. L'opération est à nouveau financièrement neutre pour lui.

3) Un non-actionnaire de la Société des lecteurs du Monde veut participer à l'augmentation de capital. Il peut acquérir auprès d'un actionnaire qui souhaite le vendre un droit de souscription au prix de 175 F. Ce droit lui ouvre la voie à :

- a) Profiter des conditions avantageuses qui lui sont faites pour souscrire des actions.
- b) Profiter des conditions avantageuses que lui offrent les vendeurs de droits de souscription.
- c) Choisir entre a) et b).
- d) Choisir entre a) et c).

l'augmentation de capital au prix de 750 F par action nouvelle. Il devra donc déboursier au total 925 F.

La Société des lecteurs du Monde se charge de servir d'intermédiaire entre les acheteurs et les vendeurs de droits de souscription.

L'ancien actionnaire a donc le choix entre :

Profiter des conditions avantageuses qui lui sont faites pour sous-

créer une action nouvelle à un prix inférieur à sa valeur réelle ;

— Céder son ou ses droits de souscription à un autre actionnaire, ancien ou nouveau.

Il est bien entendu que, pour être assuré de pouvoir acquérir une nouvelle action, il faut détenir un droit de souscription correspondant.

Pour un ancien actionnaire, la plus mauvaise solution consiste à ne rien faire. Dans ce cas, la valeur de

son action aura à coup sûr baissé après la nouvelle évaluation résultant de l'augmentation de capital; l'action sera passée de 1100 F à 925 F sans que l'actionnaire ait récupéré la valeur du droit.

Lexique de l'actionnaire

- **Droit de souscription** : il permet de participer à une augmenta-

tion de capital à raison d'un droit pour une action nouvelle. Il est possible d'acquiescer autant d'actions nouvelles qu'on possède de droits de souscription. Il peut être négocié pendant la durée de l'augmentation de capital.

● **Souscription à titre irréductible** : elle consiste à créer une action nouvelle pour chaque droit présenté à la souscription (dans le cas pré-

sent, au prix de 750 F par action nouvelle).

● **Souscriptions à titre réductible :** si les souscriptions à titre irréductible ne couvrent pas la totalité de l'augmentation de capital, les actions non souscrites peuvent être attribuées aux détenteurs de droits de souscription qui en ont fait la demande. Les actions sont alors souscrites proportionnellement aux droits de souscription exercés et dans la limite des demandes.

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE :

(Suite de la lettre d'André Fontaine.)

L'intervention de la Société des lecteurs du Monde dépendra directement des types d'investissements qui seront réalisés. Elle peut s'envisager sous forme soit de participation à des filiales communes créées avec la SARL, soit de prêts consentis à cette dernière.

Venons-en aux chiffres annoncés :

1. - Le succès du plan de redressement

1. - Au 31 décembre 1984 la situation financière de la SARL Le Monde se résumait comme suit :

a) chiffre d'affaires HT de l'exercice	756 MF
b) résultat courant négatif	38 MF
c) perte nette de l'exercice	67 MF
d) situation nette négative	90 MF

Cette situation impliquait un plan de redressement vigoureux sur tous les plans :

- **Economique** : le prix de vente du journal a été porté successivement à 4,20 F au 1^{er} février 1985 et à 4,50 F au 1^{er} avril 1985. Il n'a pas été relevé depuis.
- **Social** : la masse salariale globale des journalistes, employés et cadres administratifs a été réduite de 10 % et les effectifs sensiblement diminués.
- **Industriel** : fermeture partielle de l'une des deux imprimeries.
- **Financier** : vente des immeubles de la rue des Italiens et de la rue du Helder, filialisation de la régie publicitaire dans une société dont la SARL conserve la majorité, augmentation de capital souscrite par les deux sociétés nouvellement créées, celle des Lecteurs du Monde et du Monde Entreprises.

2. - Les effets de ce plan de redressement sur l'exploitation étaient déjà perceptibles dans les résultats de l'exercice 1985. Ils ont été pleinement ressentis en 1986, comme l'indiquent les différents tableaux comparatifs ci-joints (compte de résultats, tableau de financement, bilan).

L'ampleur de ce redressement ressort notamment de la comparaison entre les premiers comptes consolidés du groupe et les prévisions publiées lors de la précédente augmentation de capital de la Société des lecteurs du Monde.

Rappel 1985 SARL seule	Comptes consolidés 1986	Montants prévus	Montants réels
782	Chiffre d'affaires	788	806
10	Résultat courant (avant impôt)	35	54
96	Résultat net	15	30

(En millions de francs.)

2. - L'activité et les résultats de l'exercice 1986

L'activité de l'exercice 1986, intense dans tous les domaines, se traduit pour les lecteurs par des initiatives rédactionnelles importantes. Je ne citerai, à cet égard, que la création de l'édition Rhône-Alpes, du supplément *Campus*, du « Monde sans visa », du supplément « Radio-télévision-communication ». Grâce à ces efforts, la diffusion du journal a progressé, en 1986, de 6,04 % sur 1985, infléchissant ainsi la tendance négative que nous connaissions depuis plusieurs années.

Cet exercice a été également marqué par une forte reprise des investissements.

Pour en revenir à la seule SARL, le volume des ventes a atteint, en 1986, 905,7 millions, soit une progression en valeur absolue de 23,8 millions de francs sur 1985.

La comparaison des rythmes de progression des produits d'exploitation (+ 41,6 millions) et des charges (+ 14,6 millions) montre l'impact de l'activité de l'exercice sur le résultat d'exploitation (27 millions de francs). Celui-ci atteint 51,5 millions de francs, soit plus du double de celui qui avait été dégagé en 1985.

Cette tendance est accentuée au niveau du résultat financier. Les frais financiers nets s'élevaient à 2,7 millions de francs, en régression de 11,4 millions sur l'exercice précédent. La cession des immeubles intervenue vers la fin de l'exercice 1985 ayant permis le remboursement des dettes à court et à long terme contractées par l'entreprise, l'impact de ces ventes d'actifs sur la structure financière a été en effet pleinement ressenti en 1986.

Il a été amplifié par l'amélioration de la trésorerie d'exploitation - conséquence elle-même de l'augmentation du volume d'activité - qui a permis un retour, dès le mois de juin, à des délais de règlement normaux des échéances du papier, ainsi que des placements de trésorerie à court terme générateurs de produits financiers.

Le résultat courant s'élève à 48,8 millions de francs, en progression de 38,4 millions sur l'exercice 1985. Nous considérons ce niveau de résultat comme étant le plus représentatif des performances de l'entreprise.

Le résultat net s'établit à 24,7 millions de francs. Il est obtenu notamment après constitution d'une provision pour acquisition d'éléments d'actif, autorisée par l'article 39 bis du code général des impôts, de 8,7 millions de francs.

3. - Le bilan

La situation arrêtée au 31 décembre 1986 fait ressortir une nette amélioration des capitaux propres, qui atteignent 51,6 millions de francs, en progression de 43,2 millions de francs sur 1985.

Elle illustre le retour à un équilibre financier solide.

Ce renforcement des capitaux propres est lié, d'une part, au résultat net de l'exercice (24,7 millions de francs) et à la provision pour acquisition d'éléments d'actif (8,7 millions de francs) et, d'autre part, à l'augmentation de capital de la SARL souscrite par la société Le Monde Entreprises pour une valeur globale, prime d'émission incluse, de 10,6 millions de francs.

4. - Tableau de financement

Enfin, dans le tableau de financement, le total des ressources financières de l'exercice 1986 est de 62,8 millions de francs, la capacité d'autofinancement dégagée en 1986 ayant été de 51,7 millions de francs.

Ces ressources ont servi à financer des acquisitions d'immobilisations pour 6,1 millions de francs et à verser des acomptes sur investissements industriels à hauteur de 14,4 millions de francs.

L'augmentation du fonds de roulement, 40,1 millions de francs, est due essentiellement au retour déjà mentionné pendant l'exercice à des conditions normales de règlement de certains clients et fournisseurs.

Ainsi, comme vous avez pu le constater, le Monde est reparti de l'avant grâce à nos efforts et aux contributions extérieures, dans lesquelles les lecteurs, au travers de votre société, tiennent une place essentielle. Nos ambitions dans le monde de la communication doivent s'affirmer. Le nouvel appel public à l'épargne qu'évoque la Société des lecteurs du Monde nous aidera à les mettre en œuvre.

Croyez, cher ami, à l'expression de ma plus fidèle amitié.

LE GÉRANT.

SARL le Monde. - Exercice 1986

Rapport général du commissaire aux comptes

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale du 31 mai 1986, j'ai l'honneur de vous présenter mon rapport sur :

- le contrôle des comptes annuels ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi ;
- relatifs à l'exercice couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1986.

I. - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

J'ai procédé au contrôle des comptes annuels en effectuant les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les recommandations de la profession.

Je mentionnerai les éléments significatifs suivants qui ont marqué l'exercice 1986 de votre société :

- Votre capital social a été porté de 570 000 F à 620 000 F par décision d'une assemblée générale extraordinaire du 27 février 1986. Cette augmentation de capital de 50 000 F de nominal a donné lieu à la création de 100 parts nouvelles de 500 F, et a été réservée à la société « LE MONDE ENTREPRISES » ; elle a été assortie d'une prime d'émission de 10 500 000 F.
- Votre société a procédé en fin d'exercice au versement d'un acompte sur dividende prioritaire en faveur des sociétés « LES LECTEURS DU MONDE » et « LE MONDE ENTREPRISES » à raison de 6 % des sommes investies par ces sociétés (capital et prime d'émission), soit respectivement 890 904 F et 636 360 F. Conformément aux statuts, une somme équivalente a été mise à la disposition du personnel à titre de prime de résultat.

II. - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

a) Je n'ai pas d'observations à formuler sur la sincérité des informations données dans le rapport de gestion du gérant.

b) Par application de la loi, je vous indiquerai que votre société a souscrit pour 149 000 F à la constitution de la société FLURICOMMUNICATION SA, représentant une participation de 29,80 %.

Le 21 avril 1987.

R. THOMAS,
commissaire aux comptes,
membre de la Compagnie régionale de Versailles.

SARL Le Monde. - Exercice 1986

Rapport spécial du commissaire aux comptes

En application des dispositions de l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966, j'ai l'honneur de vous soumettre le présent rapport spécial relativement aux conventions visées par ce texte.

Avec la SA Le Monde Publicité

- Le contrat de régie publicitaire conclu depuis le 1^{er} octobre 1985 avec votre filiale, dont M. Bernard Wouts, votre administrateur général, est président du Conseil d'Administration, s'est poursuivi normalement en 1986. Les opérations en découlant peuvent à mon avis être consi-

dérées comme des opérations courantes et conclues à des conditions normales relevant comme telles des dispositions de l'article 50-1 de la loi du 24 juillet 1966.

Avec la SA Le Monde Entreprises

- Cette société (associée de la vôtre) a acquis pour 28 484 F de prestations de services (mise à disposition de personnel, tenue de comptabilité...).
- Votre société lui a par ailleurs consenti, à titre gratuit, une autorisation d'occupation à titre précaire d'un local à usage de bureau, pour une durée maximum de vingt-quatre mois.

Avec la SA Les lecteurs du Monde

- Cette société, associée de la vôtre, a acquis pour 28 484 F de prestations de services (mise à disposition de personnel, tenue de comptabilité...).
- Il lui a, en revanche, été versé pour 54 639,98 F d'intérêts, au taux du marché + 0,50 %, à raison d'un prêt de 1 600 000 F du 24/02/86 au 24/06/86.
- Votre société lui a, par ailleurs, consenti, à titre gratuit, une autorisation d'occupation à titre précaire d'un local à usage de bureau, pour une durée maximum de vingt-quatre mois.

Avec la SA Pluricomunication

- Cette filiale dans laquelle vous avez une participation de 29,80 % et dont votre gérant, M. André Fontaine, est président-directeur général, a acquis pour 14 232 F de prestations de services (mise à disposition de personnel, tenue de comptabilité...).
- Votre société lui a, par ailleurs, consenti, à titre gratuit, une autorisation d'occupation à titre précaire d'un local à usage de bureau, pour une durée maximum de vingt-quatre mois.

Il n'est pas, à ma connaissance, intervenu d'autres opérations significatives pouvant relever de l'application de l'article 50 de la loi sur les sociétés.

Je rappellerai, cependant, à toutes fins utiles, que votre gérant, M. André Fontaine, a été rémunéré au titre des fonctions qu'il exerce dans votre société, et ce dans le cadre du mandat de son contrat de travail.

Le 21 avril 1987.

R. THOMAS,
commissaire aux comptes,
membre de la Compagnie régionale de Versailles.

RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1986

(Montants en milliers de francs)

RUBRIQUES	MONTANTS
PRODUITS D'EXPLOITATION	
- Chiffre d'affaires	936 598
- Autres produits et reprises sur provisions	17 521
	954 079
CHARGES D'EXPLOITATION	
- Consommations	106 211
- Autres achats et charges	424 333
- Salaires et charges sociales	341 560
- Dotations d'exploitation	23 265
	894 369
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	59 720
RÉSULTAT FINANCIER	(5 870)
RÉSULTAT COURANT	53 850
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(16 922)
IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS	(7 328)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	29 600
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(21)
RÉSULTAT TOTAL	29 579
Part des actionnaires hors-groupe	(281)
Résultat consolidé groupe	29 570

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1986

(avant répartition)
(Montants en milliers de francs)

ACTIF				PASSIF	
RUBRIQUES	BRUT	Amortissements & provisions	NET	RUBRIQUES	MONTANTS
ACTIF IMMOBILISÉ				CAPITAUX PROPRES	
- Immobilisations incorporelles	35 139	8 139	27 000	- Capital de la SARL Le Monde	620
- Immobilisations corporelles	170 832	131 984	38 848	- Réserves consolidées	16 857
- Immobilisations financières	23 934	61	23 873	- Résultat consolidé	28 870
- Titres mis en équivalence	128	-	128	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	47 347
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	229 833	140 184	89 649	INTÉRÊTS HORS GROUPE	14 707
ACTIF CIRCULANT				PASSIF EXTERNE	
- Stocks et en cours	8 788	2 180	6 606	- Provision pour risques et charges	5 250
- Créances d'exploitation	241 433	25 077	216 356	- Dettes financières	4 288
- Autres créances	27 603	-	27 603	- Dettes d'exploitation	222 543
- Disponibilités	9 191	-	9 191	- Autres dettes	6 782
- Comptes de régularisation-actif	646	-	646	- Abonnements à servir	48 821
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	287 658	27 257	260 401	- Compte de régularisation-passif	342
TOTAL DE L'ACTIF	517 491	167 421	350 070	TOTAL DU PASSIF EXTERNE	288 016
				TOTAL DU PASSIF	350 070

AUGMENTATION DE CAPITAL

Le Monde • Vendredi 5 juin 1987 19

Cette formule déposée chez un intermédiaire financier sera utilisée comme justificatif du mandat de souscription (art. 3-1 de la loi du 3 janvier 1983).

Société des lecteurs **Le Monde**

MANDAT DE SOUSCRIPTION
à l'augmentation de capital de 16 500 000 F à 33 000 000 F
dont les modalités sont indiquées au verso

Cette formule fait office de bulletin de souscription lorsque ne sont pas applicables les dispositions de l'article 3-1 de la loi 83/1 du 3 janvier 1983. Dans ce cas, elle est soumise au timbre payé sur état. L'autorisation générale du 19 juillet 1986 n° 567 du registre spécial tenu par la BANQUE NATIONALE DE PARIS.

Je soussigné(e) M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Succ. ☐ Sté ☐ Cie ☐

Nom _____

Prénoms _____

Pour les femmes mariées, nom de jeune fille _____

Adresse _____

Code postal _____ Localité _____

Ne rien inscrire dans ce cadre réservé au contrôleur

ATTRIBUTION

Inductibles _____

Réductibles _____

TOTAL _____

Déclare avoir pris connaissance des conditions d'émission des actions nouvelles énoncées aux notes et avis aux actionnaires mentionnés au verso.

Je souhaite acheter, dans la mesure des possibilités, _____

droits de souscription, au prix de 175 F l'un.

et déclare souscrire

1° _____ actions nouvelles à TITRE IRREDUCTIBLE.

(en chiffres) _____

et verser 750 F par action, soit _____ F

2° _____ actions nouvelles à TITRE REDUCTIBLE.

(en chiffres) _____

et verser 750 F par action, soit _____ F

VERSEMENT TOTAL _____ F

Je demande l'inscription en compte à mon nom de ce(s) titre(s) sous la forme (1) nominative « pure » compte ordinaire (1) compte CEA (1) nominative « administrée » chez (2) _____

Il est bien entendu, que s'il ne m'était pas possible d'acquiescer la quantité de droits de souscription demandée, les sommes versées en trop à l'appui de ma demande de souscription me seraient remboursées sans intérêt.

Fait à _____ le _____ 1987
(en deux exemplaires, dont un est resté en ma possession)

Signature : _____

(1) Rayer la mention inutile.
(2) Indiquer le nom de la banque ou de l'agent de change choisi par le souscripteur et joindre le RIB (relevé d'identité bancaire).

Cette formule déposée chez un intermédiaire financier sera utilisée comme justificatif du mandat de souscription (art. 3-1 de la loi du 3 janvier 1983).

Société des lecteurs **Le Monde**

MANDAT DE SOUSCRIPTION
à l'augmentation de capital de 16 500 000 F à 33 000 000 F
dont les modalités sont indiquées au verso

Cette formule fait office de bulletin de souscription lorsque ne sont pas applicables les dispositions de l'article 3-1 de la loi 83/1 du 3 janvier 1983. Dans ce cas, elle est soumise au timbre payé sur état. L'autorisation générale du 19 juillet 1986 n° 567 du registre spécial tenu par la BANQUE NATIONALE DE PARIS.

Je soussigné(e) M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Succ. ☐ Sté ☐ Cie ☐

Nom _____

Prénoms _____

Pour les femmes mariées, nom de jeune fille _____

Adresse _____

Code postal _____ Localité _____

Ne rien inscrire dans ce cadre réservé au contrôleur

ATTRIBUTION

Inductibles _____

Réductibles _____

TOTAL _____

Déclare avoir pris connaissance des conditions d'émission des actions nouvelles énoncées aux notes et avis aux actionnaires mentionnés au verso.

Je souhaite acheter, dans la mesure des possibilités, _____

droits de souscription, au prix de 175 F l'un.

et déclare souscrire

1° _____ actions nouvelles à TITRE IRREDUCTIBLE.

(en chiffres) _____

et verser 750 F par action, soit _____ F

2° _____ actions nouvelles à TITRE REDUCTIBLE.

(en chiffres) _____

et verser 750 F par action, soit _____ F

VERSEMENT TOTAL _____ F

Je demande l'inscription en compte à mon nom de ce(s) titre(s) sous la forme (1) nominative « pure » compte ordinaire (1) compte CEA (1) nominative « administrée » chez (2) _____

Il est bien entendu, que s'il ne m'était pas possible d'acquiescer la quantité de droits de souscription demandée, les sommes versées en trop à l'appui de ma demande de souscription me seraient remboursées sans intérêt.

Fait à _____ le _____ 1987
(en deux exemplaires, dont un est resté en ma possession)

Signature : _____

(1) Rayer la mention inutile.
(2) Indiquer le nom de la banque ou de l'agent de change choisi par le souscripteur et joindre le RIB (relevé d'identité bancaire).

LE MANDAT CI-DESSUS EST RÉSERVÉ AUX NOUVEAUX ACTIONNAIRES

(Si vous êtes déjà actionnaire, utilisez le mandat que vous avez reçu par courrier séparé)

Remarques importantes

Vous avez rempli votre mandat de souscription et établi votre chèque.

● Il reste à préciser LA FORME DES TITRES.

Les actions de la Société des lecteurs du Monde sont en effet obligatoirement nominatives ; elles sont représentées par des inscriptions en compte dont la gestion est assurée :

- soit par la Société des lecteurs du Monde seulement, c'est la forme dite « titre nominatif pur ».
- soit par l'intermédiaire financier de votre choix qui peut gérer également d'autres titres de votre portefeuille, c'est la forme dite « titre nominatif administré ».

Dans ce cas, le coût de la gestion est à votre charge.

- Les chèques doivent être libellés à l'ordre de la Société des lecteurs du Monde.
- N'omettez pas de dater et de signer vos documents.
- Pour faciliter la gestion des droits de souscription, nous vous demandons d'adresser votre courrier directement à la Société des lecteurs du Monde, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

Pour en savoir plus :

- Sur MINITEL : 36-15 tapez LeMonde puis SLM.
- Sur place : 24, rue Chauchat, Paris 9^e (2^e étage, dans les locaux du Monde des philatélistes).

Notes aux états financiers consolidés

Note 1 : faits caractéristiques

Les comptes consolidés du groupe ont été établis pour la première fois au 31 décembre 1986. En conséquence, le bilan et le compte de résultat consolidés présentés ici ne comportent aucun chiffre comparatif.

— Apport du fonds de commerce de publicité à la SA Le Monde Publicité Le 1^{er} octobre 1985, la SARL Le Monde a apporté à la SA Le Monde Publi-

cité sa branche complète d'activité relative à la prospection et à la vente de publicité ; sur un plan financier, cet apport s'est traduit par la valorisation du fonds de commerce pour un montant de 30 millions de francs.

— Création de Pluricomcommunication. La société Pluricomcommunication, qui a pour objet social l'étude et l'analyse du marché de la communication, a été créée en mars 1986.

Note 2 : périmètre et méthodes de consolidation

RAISON SOCIALE	Sigle social	N° SIREN	Fraction de capital détenue	Méthode de consolidation
Le Monde Publicité SA	7, rue Montpensier Paris	334 121 708 00010	50,97 %	Intégration globale
Télémonde SARL	7, rue Italiens Paris	313 186 554 00018	50 %	Intégration globale
Pluricomcommunication SA	5, rue Italiens Paris	338 400 187 00013	29,80 %	Mise en équivalence

Note 3 : principes et règles d'établissement

Les comptes annuels des sociétés consolidées ont été établis conformément aux normes comptables définies par le plan comptable général approuvé par l'arrêté du 27 avril 1982 en conformité avec la loi du 30 avril 1983 et le décret du 29 novembre 1983.

Règles de consolidation

— Immobilisations incorporelles. En application de la quatrième directive européenne et des recommandations comptables, le fonds de commerce fait l'objet d'un amortissement. La durée d'amortissement retenue est de dix ans.

— Provision pour acquisition d'éléments d'actif (article 39 bis du CGI). Cette provision, constituée en fin d'exercice, a été éliminée lors de la détermination du résultat consolidé.

— Durée de l'exercice. L'exercice a une durée de douze mois ; à cet effet, les comptes de la SA Le Monde Publicité (d'une durée de quinze mois) ont été retraités afin de ne prendre en compte que les seuls résultats de l'année 1986.

— Commissions de publicité. Le chiffre d'affaires a été pré-

senté brut de commissions de publicité.

Note 4 : autres informations

— Échéances des créances et dettes supérieures à cinq ans. Aucune créance ou dette n'est supérieure à cinq ans.

Engagements

— Crédit-bail : pour un montant de 875 milliers de francs environ.

— Couverture de change. Un contrat d'achat de rotatives libellé en francs suisses a fait l'objet d'une couverture par achat à terme de devises.

Effectif moyen consolidé des salariés

— Cadres et agents de maîtrise 406
— Employés 248
— Ouvriers 467
Total 1 121

Montant de l'imposition différée (en milliers de francs)

— Accroissement de la dette future d'impôt .. 20 361 (dont 8 700 de provision pour acquisition d'éléments d'actif ayant donné lieu à retraitement)

— Allègements 40 430

PERSONNES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le président-directeur général,
Alain MINEL

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes de la Société des lecteurs du Monde et de la SARL Le Monde :

Le commissaire aux comptes,
Raymond THOMAS

La notice légale a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 1^{er} juin 1987.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-833 du 26 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a apposé sur la présente note le visa n° 87-181 en date du 26 mai 1987.

Coupon détachable à retourner à :
SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU MONDE
7, rue des Italiens, 75009 Paris

M., M^{me}, M^{lle}
Adresse
demande à recevoir le rapport annuel d'activité de l'exercice 1986.

Société
des
lecteurs

Le Monde

Société anonyme au capital de 16 500 000 F
Siège social : 5, rue des Italiens - 75009 Paris
RCS : Paris B 333 748 786

OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- de souscrire ou d'acquiescer des droits sociaux représentatifs d'une fraction du capital de la Société LE MONDE ;
- de participer à toutes entreprises sous contrôle de la Société LE MONDE, dont l'objet est la diffusion de l'information par tous moyens et sur tous supports, et par extension à toutes entreprises de communication où la Société LE MONDE serait intéressée ;

et, généralement, toutes opérations, quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE 16 500 000 F A 33 000 000 F
par l'émission, au prix de 750 F, soit avec une prime de 250 F,
de 33 000 actions nouvelles
de 500 F nominal créées jouissance du 1^{er} janvier 1987

Décisions du conseil d'administration du 6 mai 1987 prises en vertu de l'autorisation et des pouvoirs conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 mars 1987.

La notice exigée par la loi a été publiée au « Bulletin des annonces légales obligatoires » du 1^{er} juin 1987.

Une note d'information, qui a obtenu le visa n° 87-181 en date du 26 mai 1987 de la Commission des opérations de Bourse, est tenue à la disposition du public.

Les fonds versés en libération des 33 000 actions émises seront déposés chez la Banque nationale de Paris, 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

La souscription des actions nouvelles est réservée, par préférence, aux actionnaires actuels (ou aux cessionnaires de leurs droits) qui peuvent souscrire à titre irréductible à raison de

1 ACTION NOUVELLE DE 500 F NOMINAL
POUR 1 ACTION ANCIENNE DE MÊME NOMINAL.

Les actionnaires peuvent en outre souscrire à titre réductible.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées sur les souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées, sans intérêt.

PRIX D'ÉMISSION : 750 F PAR ACTION
Souscription ouverte du 9 juin au 8 juillet 1987

Conformément aux dispositions statutaires, les souscriptions devront être agréées par le conseil d'Administration.

Société
des
lecteurs

Le Monde

Société anonyme au capital de 16 500 000 F
Siège social : 5, rue des Italiens - 75009 Paris
RCS : Paris B 333 748 786

OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- de souscrire ou d'acquiescer des droits sociaux représentatifs d'une fraction du capital de la Société LE MONDE ;
- de participer à toutes entreprises sous contrôle de la Société LE MONDE, dont l'objet est la diffusion de l'information par tous moyens et sur tous supports, et par extension à toutes entreprises de communication où la Société LE MONDE serait intéressée ;

et, généralement, toutes opérations, quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE 16 500 000 F A 33 000 000 F
par l'émission, au prix de 750 F, soit avec une prime de 250 F,
de 33 000 actions nouvelles
de 500 F nominal créées jouissance du 1^{er} janvier 1987

Décisions du conseil d'administration du 6 mai 1987 prises en vertu de l'autorisation et des pouvoirs conférés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 21 mars 1987.

La notice exigée par la loi a été publiée au « Bulletin des annonces légales obligatoires » du 1^{er} juin 1987.

Une note d'information, qui a obtenu le visa n° 87-181 en date du 26 mai 1987 de la Commission des opérations de Bourse, est tenue à la disposition du public.

Les fonds versés en libération des 33 000 actions émises seront déposés chez la Banque nationale de Paris, 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

La souscription des actions nouvelles est réservée, par préférence, aux actionnaires actuels (ou aux cessionnaires de leurs droits) qui peuvent souscrire à titre irréductible à raison de

1 ACTION NOUVELLE DE 500 F NOMINAL
POUR 1 ACTION ANCIENNE DE MÊME NOMINAL.

Les actionnaires peuvent en outre souscrire à titre réductible.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées sur les souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées, sans intérêt.

PRIX D'ÉMISSION : 750 F PAR ACTION
Souscription ouverte du 9 juin au 8 juillet 1987

Conformément aux dispositions statutaires, les souscriptions devront être agréées par le conseil d'Administration.

Le Monde
CADRES

Le Cabinet ETAP a proposé cette semaine aux lecteurs du MONDE les postes suivants :

BSN EMBALLAGE INGENIEUR QUALITE	Lyon	réf. MW 482 AMR
ATOCHER CHIEF DU SERVICE LITIGES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX	Paris	réf. WG 481 AMR
RIPOLIN FREITAS INGENIEUR RESPONSABLE DE LA PRODUCTION	région Marseille	réf. BX 483 AMR
Euro équipement CHARGE DE CLIENTELES	Créteil	réf. FZ 485 AMR
Groupes Industriels renommés CHIEF DE SERVICE EXPORTATION 300.000 F +	Paris	réf. XH 482 AMR
Un des grands de l'industrie agro-alimentaire RESPONSABLE MAINTENANCE ET INVESTISSEMENTS	sud-est	réf. YF 480 AMR
Spécialités chimiques INGENIEUR DE VENTES EUROPE	Paris	réf. BY 484 AMR
Importante société française 2000 personnes RESPONSABLE D'UNE UNITE DE PRODUCTION AUTOMATISEE	nord France	réf. RB 486 AMR
RESPONSABLE AUTOMATISATION DE PROCESS	nord France	réf. SC 487 AMR
RESPONSABLE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE PRODUCTION ET SYSTEMES EXPERTS	nord France	réf. TD 488 AMR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP en précisant la référence.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

REPRODUCTION INTERDITE

LES ÉDIT. VEGAPRESS S.A.
Cherche son COMMERCIAL
Rémunération au pourcentage
Connaissances en télémarketing
souhaitées. 40-08-80-81.Le Centre d'Informations
Financières
C.A. 1986 : + 900 M.F. rech.
CONSEILLERS GONAUD H.F.
dynamiques et ambitieux.
Formation financière et commerciale.
Région parisienne.
Tél. 46-53-30-00 pr r.v.DEMANDES
D'EMPLOISURGENT
Femme 34 ans, bonne présentation, 15 ans expérience presse générale, cherche emploi standard mi-temps (matin ou après-midi) ou soir.
Région parisienne.
Tél. 45-71-84-81
Déposer message à répondre.J. F. 23 ans, BAC + 2, parfait anglais et italien, expérience vente et accueil + maîtrise du système. Étudierait toutes propositions ou stage rémunéré.
Tél. : 46-26-55-07.Lyonnaise allemande, 18 ans, parlant français, allemand, anglais, cherche place au sein du 15 juillet au 22 août 1987.
Ecrire sous le n° 8861
Le Monde Publiote
5, rue de Montreuil, Paris-7^e.J.F. rech. emploi administratif import export (anglais), expérience dans négociations des crédits documentaires.
Ecrire sous le n° 8865
LE MONDE PUBLIOTE
5, rue de Montreuil, PARIS-7^e.propositions
diverses
SOS AMITIÉ ILE-DE-FRANCE
URGENT. Nous recherchons des volontaires bénévoles pour nos cinq centres d'accueil en région parisienne. Ce service demande 25 h par mois, formation assurée. Ecrire à SOS AMITIÉ Ile-de-France, B.P. 100, 82105 Boulogne-Billancourt Cedex. Ne pas téléphoner.automobiles
ventes
de 8 à 11 C.V.
BMW 318 blanche (4 mois), 100.000 F. T. voir 45-78-40-16.
Véhicule 400 km, jantes larges, alarme volumétrique, 88 000 F.
M. LANGE, 14, rue, 42-40-05-00 : dom. 48-72-85-48
après 20 heures.

L'IMMOBILIER

appartements
ventes3^e arrdt
TERRASSE VUE5/MAUSE POMPIDOU. Dernier étage. Syntex n° 1. chère 85 m². sec. part. 45-34-33-33.10 BEAUMARCHAIS
280 m², triple réception, 4 chbres, chbre serv., pers., TRES BEL IMMEUBLE
GARD 45-67-22-68.6^e arrdt
ODÉON

Bel imm. dernier ét. s/sec. St-Ant. + chbre. Chem. Calme. SOLEIL 1.280.000 F. GÉRANT KAYSER (1) 43-28-40-80.

7^e arrdt
RUE DE BEAUNE55 m²
ALAIN BERN - 45-77-55-8016^e arrdt
SUPERBE 190 m²

VUE SUR BOIS. URGENT. 4.550.000 F. 45-00-83-81.

DR BLANCHE exceptionnel, duplex 160 m², terrasse, état d'art. Prix déf. 300.000 F. GÉRANT 42-33-04-30.20^e arrdt
46 m². Immeuble 1930. 2 pch. 12 ch. 350.000 F. Immo Hérodote 45-52-01-82.hôtels
particuliers16^e AUTEUIL
HOTEL PARTICULIER

Tous les étages. SOLER. VUE PRIVÉE. Ecr. sous n° 1.554 à PUBLICITE GAUTHRON 28, r. Rodier, 75008 PARIS.

maisons
individuellesPart. vend
MAISON + JARDIN95 km de Paris. Rég. Normande. 180.000 F. T. voir 45-78-40-16.
Véhicule 400 km, jantes larges, alarme volumétrique, 88 000 F.
M. LANGE, 14, rue, 42-40-05-00 : dom. 48-72-85-48
après 20 heures.appartements
achatsRecherche 2 à 4 P. PARIS, préfer. 9^e, 10^e, 12^e, 14^e, 15^e, 16^e avec ou sans terrasse. PRIX COMPTANT chez nous. 45-75-30-87, même le soir.locations
non meublées
offres

Paris

MARGUERITE, dern. bel imm. anc. 3^e ét. sans asc. 3 p. ch. pers. 400 m². 14^e arr. main. SEGECO 45-22-88-82.locations
non meublées
demandes

Paris

Seul 3 pch. 12 ch. Rue Ordener, 5.000 F + ch. immo Marcadet 43-52-01-82.

Union Foncière
Européenne

Location, vente, gestion 5, rue Barry, 75008 Paris. recherche APPARTEMENTS VIDEES ou MEUBLEES pour se clients. Loyer garanti. 42-89-12-52.

locations
meublées
demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, STES MULTINATIONALES et DIPLOMATES. Studio, 2, 3, 4, 5 pièces et plus. Tél. : 1.5.1. 42-85-13-08.EMBASSY SERVICE
5, av. de Montreuil, Paris, rech. en location ou à l'achat BEAUX APPTS DANS QUARTIERS RESIDENTIELS.

Tél. : 45-62-70-99.

pavillons

SUPERBE PAVILLON

6 p. pch. 2 s. de bain, cuisine aménagée, cave, garage, dépendances. Située village 2^e zone résidentielle, 5/500 m² avec 2^e pavillon à rénover. Idéal pour profession libérale. 1.300.000 F. 46-63-08-87.

immeubles

J. H. THOMASSIAN
IMMEUBLES 43-36-82-82.ACHÈTE COMPTANT
Imm. Paris et proche banlieue.
J. MESTAT & C^o
140, bd Haussmann. 45-45-41-88.propriétés
RÉGION COMPIÈGNEJoli site, 2 200 m², 10 chbres, piscine, terrain, 175 m² hab., ch. + dépend. à aménager. 425.000 F. terrain seul poss. Tél. (16) 67-88-07-08.

SAINT-TROPEZ

8 chbres, piscine, 4.000 m² vignes. Tél. : 94-54-81-96.

CHATELAIN

Dernière classe, 18 000 m² d'arbres, piscine, terrain, dom. Maison de gardien et garage. Pch. : 11.000.000 F. Cabinet DAVID 42-65-40-85.

terrains

CANNES/VALLAURIS

2 200 m² planés, VND. Péninsule mer. 45-02-13-48.

L'AGENDA

Vacances - Tourisme - Loisirs

RÉSERVEZ DÈS À PRÉSENT

PARIS/NEW-YORK AS 1 250 F / AR 2 250 F

PARIS/LOS ANGELES AS 1 850 F / AR 3 450 F

PARIS/SAN-FRANCISCO AS 1 850 F / AR 3 450 F

PARIS/MEXICO AS 1 950 F / AR 3 950 F

- Offre réservée aux étudiants (- 32 ans) et aux jeunes (- 26 ans).

- ACHAT/RESER. AVANT LE 16 JUIN 1987

USIT VOYAGES 6, r. Vaugelas, Paris-6, 45-29-85-88
LCA 969 12, rue Villedo, Paris-6, 42-95-15-88
16, r. de Valenciennes, 92000 Nanterre, 55-57-34-86Collections
VENDRE COLLECTION
D'ART CENTRE-
AFRICAINS. 88-45-05-10.A CÉDER COLL. COMPLETE
de la revue ESPRIT de 1967
à 1978. JEYMAN 3, rue
Jean-Jacques, 25000 Lorient.

bureaux

Locations

Votre adresse commerciale ou

SIEGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, etc.

CONSTITUTION STES

Prix complet. Ddée rapide.
ASAP 42-62-88-50 +

VOTRE SIEGE SOCIAL

Constitutions de sociétés et tous services. 45-45-17-50.
Déménagement depuis 80 F/m².
Rue St-Honoré (Concorde).
Rue Croix-Nivert, Paris-15^e.
21 Av. de Tol. Paris-12^e.
Concord. SARL 1.500 F HT
INTER DOM - 45-40-88-80.

ÉTOILE

2 JUNK 8/AV. FRIEDLAND
Tous les services impeccables
entrée et départ. Disponible
1^{er} juillet.
BREN 43-23-48-80.

villas

BOLUG-LA-RENE 8^e REP
Prop. par S. S. Villa meub.
200 m² habit. Très beau
terr. pays. et arboré 600 m².
2.500.000. 45-65-77-00.

Le Monde DES LIVRES

Iris Murdoch ou la revanche de la vertu

Au vingt-cinquième round romanesque,
le Bien marque des points contre le Mal

AVEC son air « comme il faut », ses cheveux peignés, son regard bien, candide mais perspicace, Iris Murdoch fait irrésistiblement penser à Miss Marple, l'invincible ancienne gouvernante qu'Agatha Christie lance aux troussees des criminels les plus retors. Comme Miss Marple, Miss Murdoch affronte tranquillement un monde, dangereux, de passions effrénées, mensonges diaboliques, subtils cruautés. L'esprit du mal y souffle en toute liberté, brassant innocents et coupables. L'auteur compte les coups; au lecteur de tirer la leçon. Après avoir tant de fois connu la défaite, depuis *Sous le filet* (1954), point de départ d'une carrière littéraire que jalonnent vingt-cinq romans, il semble que, aujourd'hui, la vertu relève la tête. *L'Apprenti du bien*, qui vient de paraître, la dote d'un second souffle, d'une seconde chance de l'emporter.

Ce retour aux exigences morales, aux aspirations religieuses, ne va-t-il pas à contre-courant de la société permissive ou informatisée ? « Je suis convaincu du contraire », déclare Iris Murdoch. Nombre de signes me paraissent annoncer ou préparer un réveil spirituel. Des théologiens, tant catholiques qu'anglicans, tentent de repenser le christianisme pour qu'il survive. Je crains que le pape ne les aide guère. Il fait vibrer les foules, au lieu de les inciter à réfléchir, à méditer.

Mais, dans un roman, les méditations, les examens de conscience, les monologues intérieurs, ne risquent-ils pas de ralentir l'action ? Les personnages ne s'épuisent-ils pas à se justifier ? « Un de mes étudiants m'a dit en effet : « Personne ne raisonne ni ne parle comme vos personnages » nages ». C'est possible. Mais les grands romanciers russes ou

anglais du dix-neuvième siècle ne se privaient pas de « philosopher ». A présent, les gens ne connaissent plus leur langue ni, a fortiori, la grammaire. Ils n'en cherchent pas moins, à l'aveuglette, le bonheur ou le bien. Je ne crois pas qu'ils aient fondamentalement changé. Ceux qui prétendent que le sexe a remplacé l'amour découvriront un jour qu'ils se sont trompés. Aucun plaisir ne comble cette faim d'un amour éternel, unique.

Stuart, le héros de *L'Apprenti du bien*, est d'une chasteté à toute épreuve. « Son amour se situe sur le plan mystique et n'a pour vocation que d'aider, de secourir son prochain, de lui ouvrir les yeux. Cette formidable bonne volonté se heurte à d'autres forces : la joie de vivre poétique, une certaine outrecuidance scientifique. Il arrive que la confrontation tourne à la catastrophe, car le bien aussi est dangereux. »

« Il s'agit d'apprendre à prier autrement »

Comment concilier la ferveur religieuse de Stuart et son refus de Dieu ? « Tout dépend du sens que l'on donne au mot Dieu. On ne peut plus prendre aucune religion au pied de la lettre. Il s'agit d'apprendre à prier autrement. Pour ma part, j'ai l'impression d'avoir été bouddhiste dans une vie antérieure. Et lors de mes séjours en Inde, j'ai vu des dieux partout. L'air vibre de mystique. C'est un pays qui m'a toujours fasciné, depuis l'époque où je lisais Kim, de Kipling, et où j'allais dans une école wagnérienne de gauche avec ma grande amie Indira Gandhi. »

Pourquoi Iris Murdoch a-t-elle délaissé la philosophie pour le roman ? « Je n'ai rien délaissé du tout. Durant plus de trente ans,



Miss Murdoch comme miss Marple...

j'ai enseigné la philosophie à Oxford et j'y consacre mes matinales. Cette activité inhumaine exige un esprit parfaitement clair. La fiction me coûte moins d'efforts. Je n'ai pas terminé un livre que déjà un autre point de l'horizon, comme si les dieux en avaient posé l'idée sur ma fenêtre.

Pas de place pour la télévision dans cet univers résolument intellectuel qu'elle partage avec son époux, John Bailey, professeur de littérature. « Les gens ne nourrissent d'images, soupire-t-elle. Ils n'ont plus le temps » de réfléchir ni le courage d'affronter la réalité cachée sous les illusions. Le niveau des études ne cesse de baisser, même à Oxford, que la tourmente de 68 n'a pas épargné. Certes, la menace du chômage a réduit l'amateurisme, mais qui osera rétablir l'indispensable sélection ? On l'admet pour recruter un footballeur ou une danseuse, pas en milieu universitaire. Sous prétexte d'aider les classes défavorisées, on nivelle les intelligences. C'est absurde !

Condamne-t-elle sans exception tout l'héritage de mai 68 ? « Bien sûr que non ! Il y a eu un élan de générosité, mais qui s'est parfois fourvoyé. Les femmes ont revendiqué à tort et à travers, sans grand effet. Elles n'occupent toujours pas la place qu'elles méritent. En revanche, la société se montre plus tolérante à l'égard des minorités sexuelles, plus attentive aux enfants et moins perméable au racisme. S'il sévit encore, il a cessé d'être respectable. Je me sens donc modérément optimiste. Il me semble que les « apprentis du bien », écologistes ou tiers-mondistes se multiplient. Et je rends grâce à l'inspiration qui me permet d'en témoigner, malgré mes soixante-huit ans. »

GABRIELLE ROLIN.

★ L'APPRENTI DU BIEN, d'Iris Murdoch, traduit de l'anglais par Amy Amber, Gallimard, 597 p., 150 F. C'est le même éditeur qui a publié les dix-neuf autres romans d'Iris Murdoch traduits en français.

L'ultime roman d'Alexandre Vialatte

La Dame du Job est son dernier roman inédit
Le bouquet final est une merveille.

IL faut cette fois se résigner puisque Ferny Besson et ses plus proches complices nous l'affirment : *la Dame du Job* est bien le dernier roman encore inédit d'Alexandre Vialatte ; nous serons désormais privés de miracle auvergnat. Notre soif de Vialatte, jamais étanchée, s'apaisera peut-être encore à quelques recueils de chroniques, à quelques nouvelles ou à des poèmes, mais n'espérons plus de roman.

La Dame du Job n'est parvenu jusqu'à nous que par une grâce du ciel et de la passion du clan des vialattistes ; le livre n'est probablement pas achevé : il semble qu'entre la première partie, qui évoque l'enfance du narrateur et de son ami Frédéric Lamourette, et la dernière, qui se déroule pendant la seconde guerre mondiale et qui ne met plus en scène que le seul Lamourette, Vialatte ait prévu initialement une seconde partie qu'il n'a jamais écrite, à moins qu'elle ne lui ait paru en fin de compte inutile. Ces hésitations expliquent que ce texte, écrit entre le *Fidèle Berger* (1942) et les *Fruits du Congo* (1951) soit resté dans les cartons de l'écrivain.

Différé, le bonheur du lecteur n'en est que plus éclatant : complet ou inachevé, *la Dame du Job* est une pure merveille de roman. Un texte qui vous balade à son gré — et sans jamais vous tirer par la manche — du naïf ciselé au fantastique des vertiges, du charme à l'angoisse, de la douceur d'un souvenir au frôlement de la mort, le passage étant assuré sans heurt par le soutien presque invisible, aérien, d'une écriture-paysage ; je veux dire : un agencement de mots et de phrases qui peuvent prendre toutes les nuances, de la lumière à l'ombre, toutes les irisations de la couleur, passer de la brume à l'éclat, de la netteté de l'épave aux formes indécises du crépuscule, sans que vous ne perdiez jamais conscience, à travers ces infinies variations, de contempler un endroit immuable, mystérieux à force d'être sans surprise,

frémissant à force d'être calme et serein, follement romantique à force d'harmonie classique et de tranquille préciosité.

Il n'y a que Vialatte, dans notre littérature, pour chanter la douceur de la France et la rondeur herbeuse des monts d'Auvergne avec le sens du vertige, des gouffres et de la souffrance d'un Novalis, d'un Hoffmann ou d'un Kleist. Mais il y ajoute l'humour, ultime coquetterie de l'âme.

L'image d'une femme sur un calendrier

La Dame du Job tire le plus fort de sa séduction de cet échange permanent entre les deux registres du jeu. D'un côté, il y a le quotidien, le banal presque archétypal : une petite ville de garnison au début du siècle, ses officiers, ses ordonnances, quelques histoires de femmes, et deux petits garçons qui se meuvent dans cette quiétude militaire et provinciale, faisant leurs rêves de tout et de rien : de l'image d'une femme, par exemple, fumant une cigarette sur un calendrier publicitaire accroché dans une auberge, « la Dame du Job ». De l'autre, il y a les grands jeux sérieux, ceux de la vie et de la mort, des passions brutales, de la guerre, de la souffrance.

Et il n'est pas exact de dire que Vialatte fait se rencontrer ces deux mondes, que l'univers des adultes fait irruption dans celui des enfants. En fait, il ne s'agit toujours que d'une seule et même réalité : l'imagination est réelle et le réel est la proie de nos images. Enfants ou adultes, nous menons nos vies avec une petite part de notre raison certes, mais surtout avec un viatique d'images, de rêves, d'odeurs, de couleurs, de mots qui dirigent nos convictions les plus profondes, voire les plus inconscientes, commandent nos gestes, animent nos consciences.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 25.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Le Bonheur à San Miniato, de Jean d'Ormesson Les kaléidoscopes ont-ils un sens ?

Le mariage s'arrête donc ? Quel dommage ! On s'y était fait, à ce tournis, à ce kaléidoscope chatoyant et pas si futile, où le cœur du siècle battait au rythme de quatre sœurs sublimement fantasques, toujours là où il le fallait, souvent, aux pires heures, d'un caprice, d'un décollé, les pouvoirs inusables de la séduction, de la course au bonheur.

Après le *Vent du soir* et *Tous les hommes en sont fous*, le *Bonheur à San Miniato* clôt la trilogie caracolante d'Ormesson, en mineur. Non parce que la guerre secoue les destins, mais parce que le passé rejoint le présent. Sur la terrasse toscane aux trois cyprès où l'auteur ramasse ses derniers souvenirs, se lève la brise de la nostalgie.

Meltrax définissait ce siècle comme celui de l'irruption de l'Histoire. Mieux vaudrait dire, car l'Histoire a toujours façonné nos vies, que les événements du monde entier, et non plus ceux du village, nous concernent dans l'instant. Les quatre sœurs écossaises au patronyme imprononçable, les O'Shaughnessy, ont anticipé le mouvement grâce aux alliances cosmopolites de leur haute lignée. Dans la famille, c'est une coquetterie, depuis près d'un siècle, d'avoir des cousins ou des amants dans toutes les capitales. Elles maintiennent crânement la tradition à travers la dernière guerre, du moins en Europe. C'est miracle qu'aucune d'elles ne se trouve à Pearl-Harbor, quand le Japon fait sauter la marine américaine, pour sa propre perte.

Au jeu en vogue qui consiste, pour les romanciers, à faire camper leur imagination dans les rares interstices laissés par les

historiens, Jean d'Ormesson bénéficie de l'antériorité, et de tous les culots.

Pandora, qui connaît Hemingway et qui a peut-être un fils de Fitzgerald, passe la guerre dans les petits papiers de Churchill, le ravitaillant en scotch, en cigares, et conduisant elle-même sa Bentley sous le « Blitz ». Vanessa est la maîtresse de Rudolf Hess, le bras droit et le successeur désigné de Hitler, dont la fuite en Ecosse, restée inexplicable, trouve ainsi une raison bien romantique, sinon tout à fait plausible.

En août 1939, Vanessa pose pour Eva Braun dans le nid d'aigle de Berchtesgaden, tandis que le narrateur bavarde avec Victor Serge sur le Boul'Mich, à deux pas de Sartre, et que Jean Prouvost, patron de *Paris-Soir*, dépêche en URSS l'oncle des sœurs O'Shaughnessy, Simon Finkelstein, bientôt reçu par Molotov et Staline. Le cousin Romero, coureur automobile, flirte avec les fascistes européens, dont Brasilech.

L'AUTEUR, retiré en Toscane pour nous raconter tout cela, aime ouvertement, chez ses parentes, leur capacité « aristocratique de traverser l'enfer dans des gondoles délicieuses en buvant un peu de champagne et en faisant des bons mots ». Ce qui ne l'empêche pas de jeter un regard pointu et attendri sur des témoins moins bien nés et moins bien placés pour voir l'Histoire se faire et y contribuer.

(Lire la suite page 25.)

**PRIX
FÉMINA-VACARESCO**

J-B. PONTALIS



**L'amour des
commencements**

GALLIMARD *nrj*

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

JEUNESSE

La Révolution racontée
aux enfants

Passionné par les problèmes contemporains de l'adolescence, Raoul Dubois raconte aujourd'hui la Révolution aux enfants. En pédagogie, il a choisi un style de présentation original et incitant : en deux ou trois pages, il retrace d'une écriture simple et claire les événements des États généraux à la chute de Robespierre. Dans une seconde partie sont expliqués les clubs, le chouannerie vendéenne, le calendrier républicain... et dépeints les principaux acteurs, hommes, femmes, enfants. Une chronologie établie sous la forme d'un tableau synoptique complète cet ouvrage, parfait manuel d'instruction civique.

★ 1789, LA RÉVOLUTION RACONTÉE AUX ENFANTS, de Raoul Dubois. Enfance heureuse, 240 p., 80 F.

TEMOIGNAGES

Dans l'enfer

concentrationnaire

Quatre décennies auront été nécessaires à certains juifs déportés pour dépasser leur difficulté à transmettre leur propre expérience des camps de concentration nazis. Sylvain Kaufmann est de ceux-là. Mais une fois surmontée sa réticence à écrire, il raconte en détails la vie quotidienne des détenus. Il montre comment il lui fut possible de survivre en préservant un « espace de raison » dans un univers sans repères. A la question qui fut tant posée par les générations suivantes « comment pouvait-on en revenir ? », Sylvain Kaufmann tente de donner sa réponse.

« Expert en survie concentrationnaire », comme le nomme Robert Badinter dans sa préface, Sylvain Kaufmann, entre 1942 et 1945, est ballotté dans un tourbillon d'expériences de l'horreur dans tous les camps restés des symboles des atrocités nazies. En 1942, il est arrêté à Paris par des policiers français et envoyé au camp de Pithiviers, avant de connaître Besen-lès-Rolande et d'aboutir à Drancy, antichambre de la déportation vers l'Est. Le 25 mars 1943, il est déporté vers Sobibor. Evadé avec quelques compagnons, il est repris et dirigé vers Auschwitz, où il survi-

va de juin à octobre 1943. Il sera ensuite envoyé à Varsovie pour « nettoyer » l'ancien ghetto et ne recouvrera la liberté qu'en mai 1945 lors de la libération du camp de Dachau par les troupes américaines. Un nouveau témoignage bien venu à un moment où l'on constate que la transmission de cette mémoire du nazisme et des camps reste toujours aussi nécessaire.

SANDRINE TREINER.

★ AU-DELA DE L'ENFER, de Sylvain Kaufmann, préface par Robert Badinter, Librairie Séguier-Vagabondages, 396 p., 99 F.

Juifs bagarreurs

d'Algérie

Après les juifs d'Égypte et en attendant ceux de Tunisie, voici dans la belle collection juive des Éditions du Scribe Les juifs d'Algérie : vingt-cinq auteurs, du Constantinien Jean-Luc Allouche, au Tange-rois Elie Zerbi, se sont réunis pour



Le champion Bénéol.

faire revivre, par les textes et avec plus de quatre cents photos en général inédites, l'histoire « finale », qui fut en même temps leur âge d'or des israéliens algériens. Mais leur saga continue aujourd'hui en France.

Présents en Afrique septentrionale depuis le pillage de la Jérusalem solomonide par le XXII^e dynastie égyptienne, quelques mille ans avant Jésus-Christ, ils survécurent à la conquête islamique du Maghreb (contrairement aux chré-

tiens de cette région) mais non point à la fin de la colonisation française.

Celle-ci les arracha dès 1870 au statut inférieur que leur réserve la Cité, selon le Coran, mais, ce faisant, elle créa un hiatus peut-être encore plus profond entre juifs et musulmans. Assimilés aux pieds-noirs, les quelque cent mille israéliens d'Algérie émigrèrent quasiment comme un seul homme en 1962 vers la France ou vers Israël.

A lire ces témoignages, souvent bouleversants, à regarder ces clichés souvent étonnants, on prend conscience cependant que, si imparfaite qu'elle fut, l'Algérie coloniale servit de cadre à une sorte de société multiculturelle, génératrice de moments heureux. C'est elle qui nous a légué aussi bien Enrico Macias que le journaliste Jean Daniel ou l'impeccable chanteuse aveugle Reinette l'Oranaise, tous trois coqueluchés du public arabomusulman. Sans oublier dans un autre registre, ce Bénéol au regard de Dieu le Père revu par Cecil B. de Mille qui est devenu le premier grand rabbin séfardite de France : René-Samuel Siraz.

Parmi les documents de première main qu'apporte l'ouvrage, figurent ceux relatifs à la fièvre antijuive qui, à la fin du siècle dernier, s'empara d'une partie des Européens d'Algérie et d'Orient en attendant le tour des Arabes de Constantinople en 1934. Il y eut même une « Ligue socialiste antijuive » recrutant en milieu pied-noir ! Mais, au contact de la France, les israéliens d'Algérie avaient appris à répliquer, comme les sportifs bagarreurs du cercle oranaise la Concorde dont faisait partie en 1910 le champion d'athlétisme Bénéol, photographié ici dans tous ses muscles.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ LES JUIFS D'ALGÉRIE, ouvrage collectif sous la direction de Jean Lakoun et Jean-Luc Allouche, préface par le grand rabbin Siraz, Éditions du Scribe, 320 p., 400 photos, 395 F.

POÉSIE

Luis Mizon, l'exil

et l'écriture

Traduit par Roger Callois il y a plus de dix ans, Luis Mizon s'est imposé d'emblée au tout premier rang des poètes latino-américains actuels, d'autant que Claude Couliou a poursuivi, amplifié les découvertes en multipliant les éditions

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIES

● ERNEST HAMEL : Robespierre. Les jeunes Éditions Leduc ont choisi, pour inaugurer leur collection « Histoire et politique » dirigée par Pascal Krop, de rééditer en fac-similé l'histoire de Robespierre de l'historien et homme politique de la fin du dix-neuvième siècle, Ernest Hamel. Écrite en 1862, cette somme hagiographique est d'abord une curiosité littéraire et historique. (Ed. Leduc, 10, cité d'Angoulême, 75011 Paris, deux volumes de 768 p. et 176 F. chacun.)

● MAITÉ DABADIE : L'Echard dans la chair ou la vie du poète Germain Nouveau. Humilis, André Breton disait de Nouveau : « Chaque fois qu'il m'arrive de le nommer, je cède tout entier à sa magie, avec délice. » Maïté Dabadie s'appuie sur des documents inédits pour écrire cette biographie. (Ed. P. Tausse, 88, la Canebière, 13001 Marseille, 251 p., 120 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● MARCEL GUTWIRTH : Un merveilleux sans décal : La Fontaine ou la poésie exilée. Marcel Gutwirth a choisi d'étudier l'auteur des Fables tant à partir de son œuvre que des critiques qui se sont penchées sur elle. Il aboutit ainsi à une analyse approfondie de l'art poétique de La Fontaine qui touche à ses origines aux origines mêmes de la parole. (Droz, 255 p., 225 F.)

● JEAN-MICHEL PALMIER : Traité. — Nouvelle édition augmentée et mise à jour de l'étude la plus complète publiée en France sur Traité. Le poète autrichien, mort en 1914 d'un accès de saignée dans un hôpital de Cracovie, à vingt-sept ans, avait écrit : « Je ne suis qu'à moitié né. » Son œuvre a notamment inspiré un essai de Heidegger dont une lettre à J.-M. Palmier est publiée dans le volume. (Belfond, 477 p., 145 F.)

● G.E. CLANCIER : Dans l'aventure du langage. — Ce recueil de textes et le grand mérite de mettre en avant des poètes méconnus, comme André Spire, à côté d'études sur Larbaud et Apollinaire. C'est aussi une réflexion plus générale sur le poète, que G.E. Clancier définit comme « horizon de la beauté devenant vérité ». (PUF, 255 p., 120 F.)

CORRESPONDANCE

● JEAN COCTEAU : Lettres à Jean Marais. — De 1938 à 1963, le carnet intime d'un longue amitié. (Albin Michel, Préface et notes de Jean Marais, 502 p., 150 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● MIGUEL TORGA : L'Universel c'est le local moins les murs. « Miroir de terre exposée aux regards du monde », « aspect du sol de la patrie », « l'humus omniprésent ». C'est ainsi que Miguel Torga parle dans une conférence prononcée au Brésil en 1954, sa province natale de Trás-os-Montes, après avoir prévenu : « Ce n'est pas une description que j'entreprends : c'est une communion que je propose. » Traduit du portugais par Claire Cayron. (Ed. William Blake & Co, BP 4, 33037 Bordeaux Cedex, 32 p., 55 F.)

LITTÉRATURE

● JACQUES MERCANTON : L'Ansi secret et l'enfant mystérieux. Le tome XI des œuvres complètes de cet auteur suisse d'expression française, né en 1910, regroupe, entre autres, des articles sur la musique et la peinture, une étude sur Louis II de Bavière et des propos sur le roman et le poète. Une réflexion sur l'art, qui doit tendre, selon Mercanton, à « rendre justice à la vie, incapable de se rendre justice à elle-même ». (Éditions de l'Aire, avenue J.-J. Mercier 2, CH-1003 Le Locle, préface de Roger Franchon, 395 p., 96 F.)

PHILOSOPHIE

● ROLF TIEDEMANN : Études sur la philosophie de Walter Benjamin. — Ce livre, paru en 1985 en Allemagne, est la première interprétation de Benjamin théoricien et a servi de base aux travaux qui lui ont été consacrés depuis. Éditeur de Benjamin, Tiedemann est un disciple d'Adorno qui a écrit une préface pour ce livre traduit de l'allemand par Rainer Rochlitz. Rappelons que « Le Monde des livres » du 24 avril 1987 a consacré, sous la signature d'Hector Biancotti, un article à l'œuvre de Walter Benjamin. (Actes Sud, 193 p., 120 F.)

ROMANS

● ANTONINE MAILLET : Le Huitième Jour. Prix Goncourt 1979, Antonine Maillet à son tour reprend les choses à leur commencement : la Création. Elle conte à sa manière très personnelle l'histoire de cet « étrange couple du début du monde » que forment Adam et Ève. Peter, comme le fait l'éditeur à propos de ce roman, de Faulkner et de Giono semble un peu excessif. (Grasset, 250 p., 94 F.)

● GÉRARD KHOURY : Mémoire de l'aube, Chroniques libanaises. En 1920, après la défection de l'Empire ottoman, la France s'installe au Liban au milieu d'un univers construit, géniteur d'amours impossibles... (Rubaud, 386 p., 98 F.)

ROMANS POLICIERS

De A comme Aveline à W comme Westlake



« Il n'y a pas de mauvais genre littéraire, il n'y a que de mauvais écrivains. » C'était en 1936 ! — la conclusion, d'un robuste bon sens, qu'assurait Claude Aveline aux auditeurs d'une conférence — « Le roman policier est-il un genre littéraire ? » — qu'il baladait dans le monde entier. Aveline avait quelque droit à être éloquent. Quatre ans auparavant, romancier et essayiste connu, il venait de publier un policier, le Double Mort de Frédéric Belot. Surprise, émoi, polémique : on s'interrogeait dans la presse de l'époque pour savoir ce qu'Aveline allait faire dans cette galère et on s'étonna que l'honorable maison Grasset fasse ainsi la promotion d'un genre « mineur », « déconsidéré ». À ses détracteurs — il y eut aussi, soyons justes, des défenseurs, — Claude Aveline répliquait : « Le Double Mort s'est fait comme n'importe lequel de mes ouvrages, avec une ardeur et un tremblement qui ne devaient rien au sujet. J'ai compris alors que la littérature pouvait être partout et que, pour mon propre compte, je ne la trahirais nulle part », et concluait sa préface d'alors par cette adresse au lecteur : « Je souhaite simplement qu'à la fin de ce livre, tu penses ce que j'aimerais que l'on pense à la fin de tous mes livres : il ne faut pas en vouloir à l'homme d'être tel qu'il est. Moralité qui, tu l'avoueras, n'est pas exclusivement policière. »

Au milieu d'une œuvre foisonnante — théâtre, récits, poèmes, — Aveline récidivera en publiant — de l'Occupation à 1970 — quatre autres policiers, toujours autour du commissaire Belot et de son protégé, l'inspecteur Simon Rivère.

Après d'innombrables rééditions séparées, ces cinq ouvrages (L'Abonné de la ligne U, Voiture 7 place 15, le Jet d'eau, l'Œil de chat et le Double Mort de Frédéric Belot — dans l'ordre logique de cette Suite policière, qui n'est pas celui de leur parution) viennent d'être fusionnés en un seul volume, enrichi d'une « Double note sur le roman policier » et d'une « Confession », sur les conditions dans lesquelles fut enfanté l'ensemble. Une édition idéale pour permettre au lecteur de découvrir un petit monument d'intelligence rigoureuse et d'humour allègre, servi par une langue superbement classique : Aveline n'est pas pour rien tout à la fois disciple d'Anatole France et admirateur de Jean Vigo ! (1) (Suite policière, de Claude Aveline, avec une bibliographie de Jacques Baudou, Mercure de France, 943 p., 149 F.)

Que Claude Aveline fasse figurer Donald Westlake dans son Panthéon personnel des auteurs policiers contemporains ne devrait pas surprendre. Car ce sacré Don est l'inclassable par excellence, autant, avec une égale virtuosité, du policier au non-policier et, à l'intérieur du genre, du polar de la plus pure tradition hard-boiled (les « dure-à-cuire ») au polar comique. Ses trois derniers ouvrages traduits en France témoignent de la variété du talent de ce surdoué.

Voici d'abord Ordo, paru au début de l'année : à travers la rencontre d'un marin sans histoire, modeste et digne, avec l'un de ses amours de jeunesse, devenue star de cinéma, c'est une méditation mélancolique sur la mémoire, le temps qui passe que livre Westlake, avec une gravité légère et une écriture d'une apparence simplicité, mais souveraine à rendre l'émotion contenue et le désarroi des retours en arrière impossibles.

Versant comique, voici Drôles de frères, ou l'énervant combat d'une

communauté de moines new-yorkais désireux de sauver leur monastère des griffes d'un promoteur. C'est Au nom de la rose traité sur le mode picaresque avec une verve qui ne le cède en rien à son homologue italien, Westlake étant d'ailleurs, chronologiquement, le précurseur.

Voici enfin le petit dernier, Levine, du nom du principal personnage des cinq nouvelles — écrites sur vingt ans — qui composent ce recueil. Le monde en sera plus familier aux amateurs de romans policiers, puisque Abraham Levine est un flic du 43^e commissariat de Brooklyn, dont les aventures sont traitées à la manière des police procedurals d'Ed McBain. Mais ce diable de Westlake n'est décidément jamais tout à fait là où on l'attend. S'il se contente d'ordinaire d'un flic new-yorkais — meurtres, suicides, drogue, — Abraham mène en solitaire un autre combat, bien plus terrible que la lutte contre le crime : cardiaque. Il ne cesse de se vivre comme un homme en sursis, hanté, à chaque minute, par la proximité de sa mort, à l'écoute des battements incertains d'un cœur usé qui, il le sent, va lâcher prise aujourd'hui, demain. Et ce pas de deux avec la mort d'un flic ordinaire, âgé, anxieux, dépourvu d'héroïsme, mais scrupuleux, ce tango douloureux, donne à Levine une dimension humaine, une profondeur qu'on chercherait en vain dans bien des romans à la mode. (Ordo, de Donald Westlake, traduit de l'anglais par Jean-Patrick Manchette, avec une préface de Robert Soulet, Futuroscope, 106 p., 65 F.; Drôles de frères, traduit de l'anglais par Isabelle Reinherz, Rivages/Noir, 306 p., 35 F.; Levine, traduit de l'anglais par Gérard de Chergé, Rivages/Noir, 223 p., 32 F.)

Stéréotypé, le polar, comme on l'en accuse volontiers ? Alors donc ! Pour qui a l'honnêteté de viser au-delà de la

caricature, c'est au contraire l'extraordinaire variété de son univers qui frappe aujourd'hui.

Prenez l'inspecteur Leidlaw, créé par l'Écosais William McIlvanney et qui enquête dans un Glasgow libre et rude, où les rigueurs de la vie ne sont pas seulement celles du temps. Voilà un flic qui « fait le Dieu des catégories » et s'en va répétant que « si tout le monde pouvait se réveiller demain matin en ayant le courage de ses doutes, et non des convictions, le royaume des deux serait nôtre ». Bouche bée, le jeune stagiaire Harkness contemple ce solitaire, qui refuse tous les masques de la facilité et du conformisme — dans sa vie privée comme dans sa vie professionnelle. — cultive avec une amère fierté sa différence et en compagnie d'un « une journée suffit pour lever toutes vos idées préconçues et vous rendre étranger à vous-même ». Dès lors, l'enquête sur le meurtre d'une jeune fille va prendre un tour surprenant, qu'en tant que la vérité des hommes que de la vérité des faits. Au terme de ce parcours initiatique, Harkness sera fasciné à lui-même, sans échappatoire. Laidlaw aussi, bien sûr. Mais lui a l'habitude de cette lucidité, qui se paie parfois, en secret, d'une immense lassitude.

● Le Grand Prix 1987 de littérature policière « étranger » a été décerné à Tony Hillerman pour *La où dansent les morts* (Rivages/Noir).

● « 10/18 » réédite *Mythologie du roman policier*, de Francis Lacassin. Ne vous laissez pas intimider par ce titre très universitaire : c'est une balade chaleureuse, érudite dans l'univers des fondateurs du genre, de Poe à Hammett, de Simon à Chester Himes (2 tomes de 350 p., 33 F. chaque).

La revue *Encrage* (c/o ADESC, BP 0119, 80001 Amiens Cedex) lance une collection reliée « Pulp », du nom de ces magazines américains bon marché qui ont

accueilli les premiers pas des grands du roman noir. Au sommaire des deux premiers tomes, présentés par Stéphane Bourgois, Harry Whittington, Frederic Brown, Robert Bloch, William Irish, H.P. Lovecraft, etc.

● Une dernière bonne surprise au moment de boucler cette chronique : la naissance, du côté de Bordeaux, d'une nouvelle collection « Le Masque noir », dirigée par Claude Mesplède. Sous une très belle jaquette, les deux premiers titres sont de Marc Villard, *Robespierre de la nuit* et de l'Allemand Ky, *Robespierre des Bois* est mort (1987 p. et 142 p., 48 F.).

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

● GÉRARD KHOURY : Mémoire de l'aube, Chroniques libanaises. En 1920, après la défection de l'Empire ottoman, la France s'installe au Liban au milieu d'un univers construit, géniteur d'amours impossibles... (Rubaud, 386 p., 98 F.)

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'espagnol par Claude Couliou, Éditions Ulysse, 17, rue Arago-Trautmann, 93490 La Madeleine.

ANDRÉ VELTER.

● PASSAGE DES NUAGES, de Luis Mizon, traduit de l'esp

LA VIE LITTÉRAIRE

Enlirez-vous
à Saint-Etienne !

La deuxième édition de la Fête du livre de Saint-Etienne se déroulera à partir du vendredi 23 octobre prochain. Comme l'an passé, les Stéphanois vivront durant trois jours à l'heure du livre.

« Pour populariser la lecture et favoriser les échanges entre éditeurs, libraires, auteurs et lecteurs », et pour être « un grand moment chaleureux autour du livre », cette fête (gratuite) proposera des animations pour enfants et pour adultes ainsi que des rencontres pour les professionnels du livre : stands d'éditeurs, tables rondes avec les auteurs, tables publiques pour les aveugles mais aussi expositions de peinture, de photos, projections vidéo, etc.

Vichy : un hommage
à Marcel Arland

A l'occasion du Prix Valéry Larbaud (attribué le 30 mai à Emmanuel Carrère pour son roman *La Moustache* Ed. POL), la ville de Vichy et l'Association internationale des amis de Valéry Larbaud se sont unies pour rendre hommage à Marcel Arland, qui fut le président de l'association.

Une exposition, organisée à la bibliothèque municipale par M^{me} Monique Kuntz, réunit jusqu'au 31 juillet des manuscrits, lettres, ouvrages de l'écrivain disparu le 12 janvier 1986 : correspondances avec Jean Paulhan, Jacques de Lacretelle, etc. ; quelques objets personnels, un foucille, des documents rédigés d'une fine écriture par l'auteur de *l'Ordre* (Gallimard, Prix Goncourt 1930). Dans une lettre à Jean Paulhan (1957), Marcel Arland écrivait : « Parions sans pudeur. Nous sommes si longs de lire, et nous pouvons dire stable, aura été l'un des deux grands sentiments de ma vie choisis et acceptés. L'autre étant mon amour pour Jeanine. Et malgré quelques accrochages ces deux sentiments ne se sont pas nui l'un à l'autre ; au contraire, je me tiens pour un homme privilégié de les avoir connus. » - S.C.

EN BREF

● Le Grand Prix des lectrices de *Elle* a été attribué à JACQUES-ALAIN LÉGER pour *Wanderweg* (Gallimard) dans la catégorie « roman » et à FRANÇOISE WAGENER pour *Madame Béatrice* (Lattès) dans la catégorie « essais-documentaire ».

● Le prix Méditerranée 1987, troisième du nom, doté d'un montant de 30 000 francs et patronné par la ville de Perpignan, a été décerné à FRANÇOIS FONTAINE pour son roman *Stauden de Lyon* (Julliard).

● Le prix Femina-Vacances, décerné chaque printemps par les dames du Femina à un essai, a couronné l'écrivain et psychanalyste J.-B. PONTALIS pour *L'Amour des commencements*, une autobiographie parue chez Gallimard.

● Le treizième Prix du livre Inter a été décerné à JEAN RASPAIL pour son roman *Qui se souvient des hommes ?* (Robert Laffont). Le jury de ce prix, présidé par un écrivain - cette année Henri Troyat - est constitué par vingt-quatre auteurs de France-Inter, auxquels s'est joint le lauréat du Livre Inter 1986, René Belletto.

● Le Prix de la liberté 1987 a été décerné conjointement au poète, romancier et essayiste polonais ADAM ZAGAJEWSKI pour *Coup de crayon* (Fayard) et à ELENA BONNER, épouse de l'académicien soviétique André Sakharov, pour *Un exil partagé* (Seuil). Fondé en 1980 et parrainé par le PEN Club, le Prix de la liberté honore chaque année un écrivain étranger qui, dans son pays d'origine, défend la liberté de pensée et d'expression. Depuis l'an dernier, il peut être décerné également à un écrivain en exil, ce qui est le cas d'Adam Zagajewski, qui vit à Paris.

● Le Prix du grand roman d'évasion 1987, dont le jury est présidé par Ivan Lenzi, a été décerné au journaliste de *Paris-Match* ROGER MAUGE pour son livre *Le Chevalier infidèle* (Laffont).

● VINCENT CRUBELIER (dix-sept ans), de Bourgoin-Jallieu (Isère), a obtenu le Prix du jeune écrivain 1987 décerné par l'Union laïque de Muret. Ce prix décerné par un jury d'écrivains et de critiques récompense l'œuvre - roman ou nouvelle - d'un écrivain de moins de vingt ans. Le texte du lauréat a été choisi parmi plus d'un demi-millier d'envois qui sont parvenus à Muret. Il sera édité - avec

Passage en revues

Littérature, poésie

● La longévité et la remarquable qualité de plusieurs revues littéraires helvétiques tiennent peut-être aux moyens qu'un pays plus que prospère est à même, d'une manière ou d'une autre, de leur offrir. Mais ces caractéristiques viennent aussi, assurément, de la vitalité et de l'ouverture d'esprit des hommes et des femmes qui conçoivent ces revues. Ainsi, après des ensembles qui font désormais date sur Celan, Mandelstam et Jacotet, la *Revue des Belles-Lettres* - RBL - de Genève, consacre un très beau cahier à Jacques Dupin (N° 3-4, 1986). Outre des inédits de Dupin et des textes poétiques l'accompagnant, signés Du Bouchet, Bonne-

prose que la RBL, *Ecriture* fait une large place aux auteurs suisses d'expression française. Après un numéro sur l'écrivain valaisan Maurice Chappaz, la présente livraison (N° 28, printemps 1987) comporte en particulier un dossier sur Borges et la Suisse, avec deux inédits de jeunesse. L'auteur de *l'Aleph* adolescent, résida à Genève durant la première guerre mondiale. Dans ce même numéro un cahier de magnifiques photographies d'écrivains par Horst Tappe. (*Ecriture*, Case postale 547, 1. 1001 Lausanne).

● La revue *Sicle*, dirigée par Armand Farrachi parvient, dans chacune de ses livraisons, à mainte-

quatrième cahier, par exemple, se consacrant à des réflexions sur l'image et les nouvelles technologies, un commentaire d'un poème d'André Breton ou des extraits d'un roman autobiographique de l'écrivain arabe israélien Anton Shammas. Sensibles aux problèmes visuels, les responsables de *Mires* devraient cependant prêter plus d'attention à la présentation de leur revue en laissant, par exemple, un peu respirer les textes publiés (*Mires*, 95, av. du Recteur-Pineau, 86022 Poitiers, 50 F.).

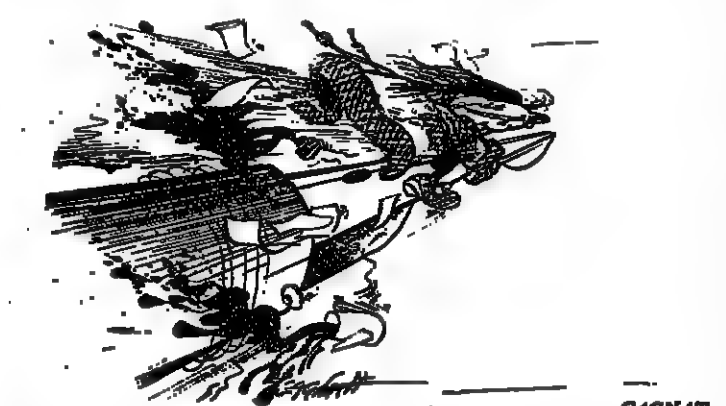
● *Ani Cahiers arméniens*, dont nous avons annoncé la naissance l'an dernier (« Le Monde des livres » du 18 juillet 1986), publie son deuxième numéro. Si le souci de donner de la culture arménienne une image moins convenue, moins sanglée dans des certitudes et des clichés lassants, reste visible, l'amélioration de la présentation et du contenu de ces cahiers devrait imposer cette revue avec plus de force. (*Ani* est publié par le Centre de recherches sur la diaspora arménienne, 36, rue de Trévise, 75009 Paris, 75 F.).

● La *Treizième* revient... avec un deuxième numéro (printemps 87) consacré à Roger Gilbert-Lecomte. De nombreux documents inédits, dont l'esquisse d'un poème scénique, l'île sans amour et les traductions, effectuées en collaboration avec Arthur Adamov, de deux proses de Yeats, font de ce cahier, conçu avec un soin scrupuleux, un élément précieux pour servir à la connaissance de Gilbert-Lecomte (*La Treizième*, dirigée par Max de Carvalho, 6, rue de Jarente, 75004 Paris).

● Concevoir l'existence des revues non plus seulement comme l'expression dispersée de focales intellectuelles, mais aussi comme un moyen cohérent de donner corps et raison d'être à des mouvements d'idées - ou à des idées violemment isolées - à des théories... Telle est l'une des justifications de l'action menée depuis un an par l'association *Enlirez-vous*. La *Revue des revues*, qui en est l'émulsion, lien de rencontre pour les revues actuelles, s'attache également à l'histoire de ce mode d'expression. Dans le numéro 3 (printemps 87) le groupe *Philosophes* dans les années 20-30 par Michel Treibsch ; les débuts du *Mémoire de France* par Edith Silve ; les revues féministes par Anne Laurent... (Maison des sciences de l'homme, 54, bd Raspail, 75270 Paris cedex 06, distribution Diakine, 50 F.).

● *Frank*, revue en langue anglaise publiée à Paris, paraissant deux fois l'an et distribuée aux Etats-Unis et en Europe, cultive avec désinvolture et talent le cosmopolitisme littéraire. Son animateur, David Applefield a composé pour le numéro 6-7 un dossier sur la littérature contemporaine des pays nordiques. Mais au hasard du sommaire on peut aussi trouver des textes de Cloran, Cixous ou Jabès traduits en anglais. (*Frank*, 6, rue Monge, 75005 Paris).

● La revue *Mires*, publiée deux fois l'an, défend un projet « interculturel » et « polyphonique ». Dans le



CAGNAT.

foy, Philippe Denis, qui est à l'origine de cet ensemble, Florian Rodari, qui traduit également de l'italien des poèmes de Delfina Provenzani... des études de Jean-Claude Mathien et Piero Bigongiari éclairent cette poésie libre et violente. (Ed. Médecine et Hygiène, Case 229, CH-1211 Genève 4, distribution Diakine).

● Une autre revue, de Lausanne collée, *Ecriture*, poursuit depuis 1964 un travail également de grande qualité. Plus éclectique dans ses choix, davantage intéressée par la

nir la balance entre textes anciens et modernes, prose et poésie, création et théorie. Du quatrième cahier (printemps 1987), citons quelques considérations de Swift sur « les bonnes manières et la bonne éducation », trois étranges et cruels sonnets de Marcello Giovanetti, poète précieux italien du XVII^e siècle, présentés par Jean-Michel Cavallé et une belle méditation sur « Le feu selon Platon », par Jean-Louis Chrétien (*Sicle*, 12, rue Liancourt, 75014 Paris, distribution Diakine, 75 F.).

● *Frank*, revue en langue anglaise publiée à Paris, paraissant deux fois l'an et distribuée aux Etats-Unis et en Europe, cultive avec désinvolture et talent le cosmopolitisme littéraire. Son animateur, David Applefield a composé pour le numéro 6-7 un dossier sur la littérature contemporaine des pays nordiques. Mais au hasard du sommaire on peut aussi trouver des textes de Cloran, Cixous ou Jabès traduits en anglais. (*Frank*, 6, rue Monge, 75005 Paris).

● La revue *Mires*, publiée deux fois l'an, défend un projet « interculturel » et « polyphonique ». Dans le

Bernard SICHÈRE

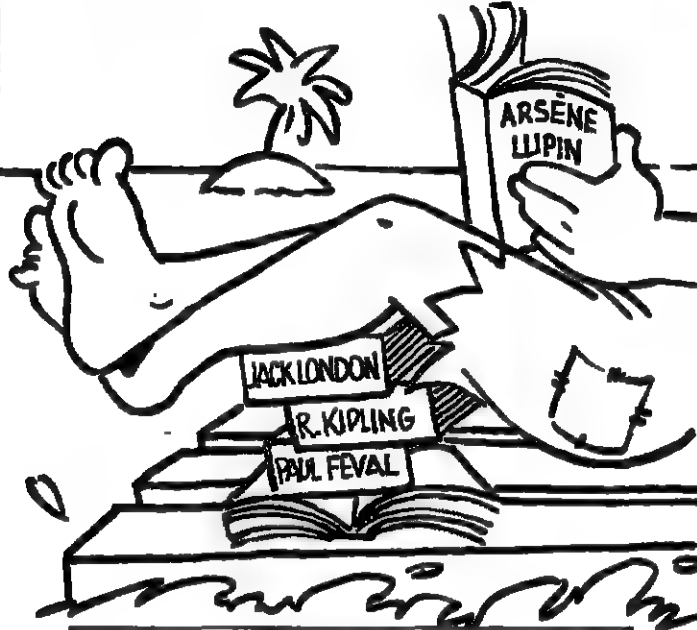


Le Nom de Shakespeare

INFINI
GALLIMARD *nrf*

BOUQUINS

LE REPOS DES AVENTURIERS



Emmenez votre "Bouquins" au bout du monde : léger et solide, il partagera vos aventures et restera intact dans votre bibliothèque. "Bouquins" une collection conçue pour surmonter toutes les épreuves. EDITIONS ROBERT LAFFONT

BOUQUINS UNE SOMME DE SAVOIR
POUR UNE SOMME DERISOIRE

Portrait de l'héroïne du dernier roman de Pierre Magnan : LA NAINÉ.



334 pages 98 F



DENOËL. IL S'EN PASSE DES CHOSES SOUS NOS COUVERTURES.

● AU FIL DES LECTURES

Les libertins

Contre le retour simpliste au libertinage, mélange de « galopades sauteuses » et de « jeu des idées », de « vague catholicité » et de « libéralisme avancé », Claude Reichler propose, dans *L'Age libertin*, une explication du thème central du roman conceptuel de l'entropologie libertine entre le premier quart du dix-septième siècle et la fin du dix-huitième : de Théophile de Viau à Sade. Pour les libertins, « l'homme est, essentiellement et historiquement, un sujet de représentations ». S'il veut se soustraire à toutes les intimidations religieuses, politiques, culturelles et morales qui le coupent de son désir, il lui faut affirmer qu'il peut se libérer des représentations qui l'aliènent. Ce qui revient, devant le durcissement des pouvoirs institués, à pratiquer une éthique du retrait ou de la sécession, parfois sous le masque de la soumission.

Ni agressif ni véhément, cet essai calmement polémique veut montrer qu'il est possible de « faire de la littérature autre chose que de l'histoire ou de la théorie, en n'ignorant pourtant ni l'une ni l'autre », c'est-à-dire de « garder vivantes les richesses cognitives des dispositifs symboliques ». Le libertinage s'en trouve éclairé de l'intérieur : ses énigmes initiatiques et érotiques y gagnent en pouvoir d'interrogation.

★ *L'AGE LIBERTIN*, de Claude Reichler, éd. de Minuit, 135 p., 58 F.

Les étrangers

« Ce livre est le voyage d'un voyage. Dès ses premiers pas, cet itinéraire au second degré s'est limité à une interrogation sur la représentation de l'étranger dans l'imaginaire littéraire français, en particulier dans ce qu'on appelle l'exotisme. L'exotisme n'est pas, ici, un folklorisme de surface, mais un secret de toute littérature, de ses paradigmes. » Ainsi le grand écrivain et essayiste marocain de langue française Abdelkader Khatibi ouvre-t-il cet essai passionnément appliqué à capturer un secret, celui qui suggère les figures mythiques de l'étranger.

Il les dévoile dans six textes choisis parmi les plus flamboyants et équivoques : l'*Équipée*, de Victor Segalen, où est célébré l'Exotisme, l'*Empire des signes*, de Roland Barthes, où le Japon passe des mystères aux paradoxes, l'*Amant*, de Marguerite Duras, où le désir de l'étranger se fait marchand, le *Fou d'Elisa*, d'Aragon, où le poète s'identifie à l'étranger, l'*Marabout*, de Claude Ollier, où l'écriture s'affronte à l'énigme d'une autre hiérarchie des formes littéraires (sacré, profane, populaire), enfin *Un capot amoureux*, de Jean Genet, où s'affirme l'ultime désaccord de l'écrivain : par rapport à la littérature. Ces pages sur Genet, nourries de l'amitié fascinateur de Khatibi pour le poète égyptien, sont les plus inspirées : un tombeau pour Jean Genet, à la manière d'un marabout.

L'essai tout entier plaide avec force pour « les lois de l'hospitalité dans le langage » et pour un « exercice d'altérité cosmopolite ».

★ *FIGURES DE L'ÉTRANGER DANS LA LITTÉRATURE FRANÇAISE* d'Abdelkader Khatibi, Denoël, 214 p., 106 F.

★ *IMAGINAIRES DE L'AUTRE : KHATIBI ET LA MÉMOIRE LITTÉRAIRE*. Ouvrage collectif, l'Harmattan, 186 p., 90 F.

Les ensevelis

Tous le regard psychanalytique et le plume de Muriel Gagnebin, la création apparaît comme une entreprise contre nature : « s'il n'y a rien de plus naturel que de mourir (l'homme vient de l'humus, et y retourne), la hantise primordiale de l'artiste, cet homme ant-naturel, sera nécessairement d'être enseveli vivant. La création, loin d'avoir partie liée avec la vie, aurait alors un rapport intime avec le fantasme de la mort dans la vie. L'idée n'est pas neuve. Muriel Gagnebin lui rend un effet de saisissement en filant (en pistant) la métaphore de l'ensevelissement vivant chez des créateurs aussi variés que Sophocle, Flaubert, Beckett, Musil, Poe, Dostoevski, Proust, mais aussi chez des auteurs de BD.

Brassant les œuvres tout en modulant les notions traditionnelles de la psychanalyse, cet essai n'échappe pas tout à fait au risque du fouillis interdisciplinaire ni au danger de réduire la création à des mécanismes de la psyché.

★ *LES ENSEVELIS VIVANTS* de Muriel Gagnebin, Champ Vallon, éd. PUF, 283 p., 105 F.

Les enténébrés

Baudelaire, Flaubert, Laforgue, Verne, quatre œuvres qui, pour Philippe Bonnefis, communiquent par l'ombre, « la Nuit, dont, ensemble, et sans même avoir eu le moins du monde à se concerter, elles auront promu l'Assommoir ». La formule est belle, l'essai ténébreux et troublant comme il convient à un critique essentiellement inspiré par les machinations nocturnes et les violences souterraines des textes auxquels il se prend comme une pieuvre accablée. Bonnefis parle de la littérature fin de siècle comme on n'ose plus parler de la musique : avec excès, dans le noir.

★ *MESURES DE L'OMBRE* de Philippe Bonnefis, Presses universitaires de Lille, coll. Objet, 203 p., 99 F.

Les lumineux

Le prélude de *Lohengrin*, de Wagner, rappelle Michel Jarrett dans sa présentation des *Notes de Nietzsche* (inédites) de Paul Valéry, avait pu, un moment de sa jeunesse, désespérer celui-ci d'écrire, tant cette musique ombreuse le fascinait. Et c'est contre cette musique, en effet, qu'il apprit à écrire. Le même fascinateur, mêlé de république, portait Valéry vers Nietzsche, et il s'appliquait patiemment à s'en débarrasser, en traquant les comédies de sa propre nuit.

On n'avancera pas, ici, pour le plaisir d'ouvrir une fausse fenêtre, que l'œuvre de Giono est tout entière lumineuse. Mais, s'il est vrai, comme l'affirme Henri Godard dans sa présentation des écrits de jeunesse de Jean Giono, que nous y guettons, à partir de l'œuvre achevée, « l'un des moments les plus mystérieux du mouvement créateur : celui où, ayant pris conscience à travers d'autres de son désir d'écrire, et ayant d'abord marché plus ou moins sur leurs traces, l'écrivain fait enfin entendre sa voix », les évocations adolescentes de Manosque nous apparaissent déjà placées dans la lumière de l'œuvre à venir, la lumière que l'enfant trouve dans l'*Odyssée*.

MICHEL CONTAT.

★ *VALÉRY POUR QUOI ?* textes de Michel Jarrett, Jean Starobinski, Philippe Sollers, Jean Ricardou, Michel Deguy, etc., précédés de *Lettres et Notes* sur Nietzsche, de Paul Valéry, les Impressions nouvelles, 7, rue Tactel, 75020 Paris, 224 p., 98 F.

★ *IMAGES D'UN JOUR DE PLUIE* et autres écrits de jeunesse de Jean Giono, éd. Philippe Azou, distr. Hachette, 117 p., 85 F.

● ESSAIS

Nostalgie dans la culture

Notre époque est-elle vraiment celle de la négation de toute échelle des valeurs esthétiques ? La thèse est à la mode mais n'est peut-être qu'un vieux cliché...

Par GÉRARD GENETTE

SANS donner dans les pratiques d'amalgame qui parfois le caractérisent, il me semble percevoir, commune à diverses interventions plus ou moins récentes (1) dont le propos est souvent plus vaste, une vulgate que je schématiserai pour aller vite en termes d'école. Une thèse générale : entre autres symptômes de décadence, notre époque (qu'on date parfois d'un quart de siècle) se signifierait par un relativisme culturel absolu qui la porterait à dénier toute échelle de valeurs esthétiques ; une hypothèse particulière : dans cet affaissement axiologique, et au moins pour le champ qu'elle couvre, la « poétique » aurait une part de responsabilité, parce qu'elle étudie indistinctement des textes de toute sorte, sans se soucier — James Bond, à cette aune, valant Charlus — de leurs différences de niveau.

Encore qu'un anonymat court-tois (2) semble ici de rigueur, je me sens, avec quelques autres, directement concerné par l'hypothèse, et donc indirectement par la thèse, et motivé à répondre, dans cet ordre et aussi brièvement qu'on m'y invite ici, sept mille signes à valoir sur les sept mille pages qu'appelle l'importance du sujet.

Si l'on veut juger des mérites et des faiblesses de la poétique, il faut le faire en regard des deux principales autres disciplines de son champ : l'histoire littéraire et la critique. La première, de toute évidence, n'a que faire de jugements de valeur, et ne prétend nullement y contribuer. La seconde se définit par une lecture et une interprétation souvent et justement qualifiées d'« immanentes », marquées bien davantage par une visée d'identification au propos créateur que par le souci d'une évaluation qui exige comparaison, et donc rupture de l'immanence.

Imitation ou tradition

En revanche, la poétique, ou théorie (et histoire) générale des pratiques littéraires, parce qu'elle analyse et compare les œuvres à la recherche d'éléments plus ou moins invariants que chacune d'elles compose en structures singulières, fournit, comme l'admet équitablement Danièle Sallenave, des moyens de « discerner », par exemple entre structures « pauvres » et « riches » — je dirais plus volontiers simples et complexes, — banales et originales, etc. S'il m'est permis, pour un exemple, d'invoquer mon expérience personnelle, je crois avoir, à la faveur d'une étude générale sur le discours du récit, dégagé quelques critères de mesure de l'originalité narrative de la Recherche du temps perdu. Une appréciation de son originalité thématique, stylistique, etc., passerait par d'autres enquêtes comparatives, relevant elles aussi de la poétique.

Mais une chose est de décrire des différences, une autre de porter des jugements, et nous touchons là au fond du débat. J'ai parlé, pour faire vite, d'originalité, mais c'est notre esthétique « moderne » qui pose là une valeur, et sans trop savoir pourquoi. L'âge classique valorisait plutôt, et peut-être aussi arbitrairement, la qualité contraire,

qu'elle se gardait bien d'appeler banalité, mais plus volontiers imitation, ou tradition. On peut aussi bien préférer le simple au complexe, voire le « pauvre » au « riche » : il suffit d'amender les termes, et d'opposer la « sobriété » classique à l'« exubérance » baroque, ou à la « confusion » romantique. Le passage du

quant d'oublier, par exemple, qu'il y a des chansons réussies et des symphonies laborieuses.

Il n'est ni évident ni démontré que nous ayons là un champ homogène (« la musique »), au sein duquel les seules différences seraient de valeur. La poétique, justement, sait qu'il existe, au sein d'un « même » art, des



CAGNAT.

fait à la valeur — faut-il le rappeler ? — n'est pas une question aussi simple qu'on semble le croire ces jours-ci.

Plus problématique encore, sans doute, l'établissement d'une échelle de valeurs entre pratiques artistiques d'ordres différents. Certes, nul ne nous invite encore à « discerner », à la manière hégélienne, entre les mérites, par exemple, de la musique et de la peinture, mais il y a de cela plus qu'on ne l'imagine dans l'insistance à opposer, ici ou là, Mozart à Sardan, ou Bartok à Linda de Suza. Ne passons pas sur la facilité qui consiste à comparer éventuellement le plus accompli d'un ordre au plus médiocre d'un autre pour illustrer la supériorité de celui-là sur celui-ci, en fai-

modèles ou des traditions générales dont chacun comporte son ordre d'excellence : le génie tragique est d'une sorte, le comique est d'une autre, et je doute qu'on puisse fonder en raison (je dis : en raison) l'idée d'une supériorité de principe, ou, comme on le dit un peu partout d'un mot très lourd, d'une « hiérarchie » de valeurs entre, disons, Sophocle et Molière.

L'art est le champ, infiniment et irréductiblement hétérogène, d'exercice du talent, qui, comme on sait, fait ce qu'il veut, et du génie, qui fait ce qu'il peut. N'étant pas théologien, j'ignore si un cheval de course peut être génial, mais je n'exclus pas d'avance qu'un jockey puisse l'être, voire un disc-jockey. N'en

dépense au néo-académisme en vogue, il n'y a pas plus d'arts mineurs qu'il n'y a de sorts mineurs : il y a partout de bons et de mauvais ouvriers, et chacun d'eux a ses bonnes et ses mauvaises passes : *Quandque bonus dormitat Homerus*, comme disent les pages roses. Oui, une belle paire de bottes peut valoir une mauvaise page, s'il en est, de Shakespeare, car il y a « de la pensée » dans toute œuvre humaine.

Une confusion des ordres

L'opinion contraire procède, selon moi, d'une confusion des ordres, où quelque préjugé éthique, voire religieux, vient subrepticement inviter l'appréciation esthétique pour nous faire dire qu'un requiem s'apprécie *a priori* une chaussonnette, comme si le Beau (pour mal parler kantien) dépendait du Sublime, ou comme si les grands sentiments pouvaient seuls inspirer les grandes œuvres.

A l'indéniable démagogie « culturelle » ambiante, ne peut-on vraiment, sans paradoxe, l'indéniable cheval, opposer qu'une stégie défaitiste sur le malheur des temps et la « mort de l'art » — en un siècle que nous voyons à chaque instant inventer de nouveaux supports et de nouveaux modes de création ? Alors, tout change, oui, tout, sauf les vieux clichés, et l'éternelle mode-réto, et la chère nostalgie, qui décidément — à propos de courses, et de bottes — revient très fort en ce printemps. Oh l'on découvre avec attendrissement qu'elle est restée, exactement, ce qu'elle était.

(1) Voir, entre autres, A. Finkielkraut, *La Défaite de la pensée*, Gallimard ; B.-H. Lévy, *Éloge des intellectuels*, Grasset ; D. Sallenave, « Un cheval de course peut-il être génial ? », *le Monde*, 27 mars 1987 ; sans oublier, bien sûr, Allan Bloom, *L'Âge décadent* (voir ci-dessous l'article de Frédéric Gaussen), où s'exprime le plus massivement l'aspect péroratoire et pour tout dire rétrograde du néo-légitimisme culturel.

(2) Parfois trop en bénéfice de quelque attribution finaliste, comme lorsque Danièle Sallenave me crédite de la découverte, sur Foucault, d'une « science du particulier » dont la jargonnerie existerait au baron de S/Z, ou lorsque Bernard-Henri Lévy m'impute implicitement l'idée, effectivement « étrange », que tout texte cache toujours un « sous-texte cosmopolite et moral ».

La croisade d'Allan Bloom

Quand un professeur américain part en guerre contre les sciences humaines et les « philosophies destructrices » française et allemande...

P ARVENU au terme de sa carrière de professeur à l'université Cornell, Allan Bloom contemple ce qui l'entoure avec mélancolie. L'université est à la dérive. Les étudiants ne sont plus ce qu'ils étaient. La société américaine ne sait plus à quoi elle croit.

La cause de cette décadence, il la voit dans le relativisme culturel et l'historicisme qui ont perverti l'Occident. Dans cette « ouverture » affolée aux autres et cette contemplation narcissique de soi où l'homme moderne a perdu son âme. L'idée désormais dominante que toutes les cultures — et donc toutes les idées, tous les modes de vie — se valent et que le seul but qui vaille est l'accomplissement personnel a conduit à une indifférence généralisée. A un éclatement des valeurs qui a dissous l'école et désarçonné la jeunesse. Que peut-on enseigner, s'il n'y a plus de tradition ? Et que peuvent désirer les jeunes, s'il n'y a plus de vérité ?

Pour Allan Bloom, la crise que traversent les États-Unis est d'abord une crise intellectuelle. Elle a son origine en Europe, dans la « filière allemande » qui, à tra-

vers Nietzsche et Heidegger, a distillé le nihilisme et le « relativisme de la valeur ». Ce virus vient de connaître son apogée avec les philosophes français de la « déconstruction » (de Sartre à Foucault et Derrida), qui n'ont pas fini d'exercer leurs ravages outre-Atlantique.

L'étude des « grands livres anciens »

Ce malaise moderne apparaît notamment dans l'effondrement, dans les premiers cycles universitaires, de la notion de « culture générale ». Celle-ci n'a pas résisté à l'éclatement des disciplines et à la disparition d'un terrain culturel permettant de répondre aux grandes questions du bien et du mal, du vrai et du faux, de l'amour et de la mort. La culture moderne est devenue une juxtaposition de techniques pour spécialistes, non un patrimoine permettant à une communauté de trouver un sens à sa vie.

Pour redonner un peu d'humanité à cet enseignement exsangue, Allan Bloom suggère de consacrer les premières années d'université

à l'étude des « grands livres anciens », car, « pour acquiescer une culture générale, il faut lire certains textes classiques de valeur reconnue (...), ne pas essayer de les traiter comme des productions historiques, essayer de les lire comme leurs auteurs voulaient qu'on les lise ». Mais, à vrai dire, il ne croit pas trop au succès de sa proposition, tant elle lui semble aller à l'encontre des tendances de l'époque... et des préoccupations de ses collègues.

Car, malgré la lueur d'espoir que pointe dans les dernières lignes de l'ouvrage, Allan Bloom semble trop désabusé pour croire encore à la possibilité de sauver l'humanisme du naufrage. Il assiste, bougon et impuissant, à la déroute de l'Occident, en songeant avec nostalgie à l'effervescence heureuse des années 50, lorsque l'Amérique, fascinée, découvrait les sciences humaines, sans se douter qu'elles la mèneraient à sa perte.

FREDERIC GAUSSEN.

★ *L'ÂME DÉSARMÉE*. Essai sur le déclin de la culture générale, d'Allan Bloom, préface de Saul Bellow, traduit de l'anglais par Paul Alexandre, Julliard, 332 p., 120 F.

AUDACE
Annuaire à l'Usage
Des Auteurs
Cherchant un Éditeur
350 sélections de littératures !
Sélecté par l'ensemble de la presse
comme la meilleure contribution
à l'information des écrivains
CALCREAM BP17 94400 VITRY

Combat de catch autour de « l'individu »

Deux livres pour comprendre — et éventuellement contester — l'individualisme contemporain

C'EST un peu comme au catch. A ma droite, Castoriadis, le vieux coriace qui rebondit dans les cordes, le champion de la Brèche. Il pense toujours que l'individualisme contemporain, avec ou sans étudiants dans la rue en décembre 1986, signe l'échec de l'idéal politique très communautaire de mai 68. Il est « supporté » par toute cette *Pensée 68* dénoncée naguère par Ferry et Renaut, tous les challengers de l'anti-humanisme contemporain, les négateurs du droit, les Derrida, les Lacan et les Foucault, avec Deleuze qui tend les sels au coin du ring. A ma gauche, en culotte blanche, Ferry et Renaut donc, fort prisés du public, les jeunes adeptes de la manchette kantienne et de l'antiniétzschisme, dans leur peignoir frappé à l'oiseau de Minerve, qui pensent, eux, que les années 80 sont la vérité de 68, que mai est à mi-chemin entre l'individualisme révolutionnaire du dix-neuvième siècle et notre culte moderne du droit de l'individu à la différence la plus « authentique ».

Le fusible de l'éducation

Le combat a été bien engagé dans un récent numéro de la revue *Pouvoirs* consacré à mai 68, où l'on s'est bien gardé de trop épiloguer sur les événements historiques eux-mêmes : on s'y empêche à main nue, « pensée » contre « pensée », sans se soucier du public vulgaire, humble manifestant ou gréviste peu frotté d'Helldigger.

Le nouveau livre de Ferry et Renaut est une sorte de match retour, après l'explosion maternelle du « printemps » de décembre dernier. Il nous y est utilement répété, dans les formes impeccables de la dissertation, que les Blancs sont toujours bons et les Noirs encore méchants.

Cet essai de « philosophie immédiate » observe à juste titre que le refus étudiant du projet Devaquet participe de la valorisation en cours du droit et de la loi, d'un souci du juridisme qui contredit une « pensée 68 » envivée de vitalisme par Nietzsche et de structure par Lévi-Strauss. On vota, il est vrai, à bulletin secret dans les universités, en grève et l'on ne voulut pas y politiser un combat collectif pour le droit intime aux études. Et Ferry et Renaut soulignent opportunément qu'en 1968, 1984 et 1986 c'est le fusible de l'éducation qui saute, « au point névralgique de toute société visant l'intégration démocratique des individualités ». Ils ajoutent à fort bon escient que le libéralisme qui colore l'air de notre temps a tourné le dos à la tradition depuis 1789 et qu'il nous garantit contre le totalitarisme, tout en nous offrant encore cette sécurité de l'Etat-providence dont les étudiants soucieux de leur avenir ne dédaignent pas de demander les secours.

Tout ceci est frappé au coin du bon sens et ne justifie peut-être pas une telle convocation des grands auteurs. A moins qu'il ne s'agisse de valoriser par contraste ceux qui, constatant — la belle affaire ! — que les idées retardent encore sur le réel, proposent les loyaux services de leur philosophie critique. Nous aimons tous le catch. Mais à condition que son spectacle soit bien agencé et que ses champions fassent d'ignorer que nous savons comment les matchs sont truqués. Autrement dit, le débat d'idées est bienfaissant à condition qu'il n'oublie pas trop la rude leçon périodique des faits.

Contre les entités de la *Reproduction* bourdieusienne, Ferry et Renaut disent par exemple tout le bien qu'il faut penser des concours. Fort bien. Mais leur Université est monochrome : comment intégrer dans le raisonnement les collages techniques de

banlieue, assortis entre-temps de quelques chemins ? Et l'ultime proposition du livre laisse rêver. On y lit qu'aujourd'hui « les exigences de la liberté académique passent peut-être par un service public qui, sans nul monopole, n'exclurait en rien l'initiative privée ». Belle formule, mais dont on voit mal l'application concrète.

Il est vrai qu'il faut enfin penser. Il est heureux que les Ferry et les Renaut nous y aident. Mais avec des livres un peu plus élaborés. Celui-ci, achevé d'imprimer le 28 janvier 1987, se propose tout de go d'intégrer les événements de décembre dans un itinéraire de deux décennies. Il y a de quoi souffler, ou essouffler, le lecteur le moins prévenu. Que les champions se penchent donc un peu hors du ring et scrutent à loisir la sociologie des amateurs de catch, qui en redemandent toujours mais qui en veulent pour leur argent. Sinon, comme un célèbre cow-boy médiatique, on en viendra à penser plus vite que son ombre.

Une généalogie du refus

Jean-Michel Benier et Jean-Paul Thomas avancent à pas comptés. Leur chronique est une utile généalogie du refus de l'idéal qui nous traverse aujourd'hui, une histoire de ces deux dernières décennies où l'on oscille entre la promesse de la modernité et l'épanouissement de l'intersubjectivité. Le message des intellectuels est brouillé, le pouvoir n'aura pas d'ailleurs, la Terreur est au bout du progrès, les enfants de Hayek écrivent chez M. Hersant et la sainte famille ne va pas si mal : autant d'étapes du chemin de croix. Avec, à l'horizon, la plus douloureuse lamentation : que reste-t-il de la ferveur politique ?

Tout semble donc bloqué. La politique se mêle de l'avenir, l'intelligence résiste à l'histoire et n'entend plus transformer le

monde, la société est abandonnée à elle-même et les citoyens cultivent leur moi. Le sombre pronostic de Benjamin Constant s'est vérifié : « Presque toutes les jouissances des modernes sont dans leur existence privée : l'immense majorité, toujours exclue du pouvoir, n'attache nécessairement qu'un intérêt très passager à son existence publique ».

Un espace de délibération

Tout le livre scrute cette atonie du social qu'engendre la « liberté des modernes ». Il en marque les étapes intellectuelles et les contradictions idéologiques avec clarté et mesure. Il s'interrompt sur un cri. Comment réconcilier l'individu avec la sphère publique ? Aider l'individualisme contemporain à briser son isolement « sans pour autant se renier » ? Comment perpétuer cette démocratie qui doit toujours, disait Tocqueville, « chercher chaque homme en particulier au milieu de la foule » ?

La réponse de Benier et de Thomas tient plus de l'incantation que de la démonstration, mais elle est rafraîchissante. Il faut, pensent-ils, circonscrire, loin des impératifs économiques et de la cacophonie des médias, un espace civique de délibération, inventer une mise en scène pour toutes ces paroles incertaines, accréditer enfin un débat qui ne soit plus un spectacle. Bref, ne plus aller au catch : monter démocratiquement sur le ring.

JEAN-PIERRE RIOUX.

★ 68-86. ITINÉRAIRES DE L'INDIVIDU, de Luc Ferry et Alain Renaut, coll. « Le monde actuel », Calvesard, 134 p., 62 F.

★ CHRONIQUE DES IDÉES D'AUJOURD'HUI. ÉLOGE DE LA VOLONTÉ, de Jean-Michel Benier et Jean-Paul Thomas, coll. « Recherches politiques », PUF, 199 p., 120 F.

★ POUVOIRS, n° 39, PUF, 192 p., 176 F.

ROMANS

Alexandre Vialatte

(Suite de la page 21.)

Dans la grande incohérence, dans la grande folie du monde, ce petit trésor nous est bousoille : Vialatte parle que nous le transportons intact jusqu'aux portes de la mort.

La *Dame du Job* vogue ainsi sur les eaux mêlées du fantasme et de la trivialité, entre les puissances de l'imagination et les pesanteurs de la vie matérielle. Entre elles, c'est un combat, éternel et acharné. Vialatte a choisi son camp : il ressemble sans doute à Frédéric Lamourrette : « Il était de la race des hiboux, cette race douce au toucher qui s'éveille à la nuit et voit des choses dans l'ombre. Encore ne disait-il pas tout par crainte de nos moqueries. Il cachait son rêve sous son tablier noir comme le renard l'enfant spartiate ».

La *Dame du Job* est un livre doux au toucher. Il ne dit pas toujours tout, mais on devine parfois les griffures sanglantes du renard spartiate sous le superbe tablier des mots : le tribut du rêve peut être terriblement douloureux.

PIERRE LEPAPE.

★ LA DAME DU JOB d'Alexandre Vialatte, Arléa, 192 p., 75 F.

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

demain à "APOSTROPHES"



MARCEL JULLIAN
JE SUIS FRANÇOIS VILLON
roman

« Il faut mentir à tout le monde, tout le temps, sauf aux humbles. La vérité est à ce prix. »

DENOËL

Roberto CALASSO



La ruine de Kasch

« Avec Talleyrand comme maître des cérémonies, l'écrivain italien Roberto Calasso fait une étonnante peinture de notre monde. »

François Boti / Le Monde

GALLIMARD *nrf*

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Les kaléidoscopes ont-ils un sens ?

(Suite de la page 21.)

C'est le cas du jeune Jérôme Selgneulley, double d'Ormesson par l'âge et les études, mais aussi bourgeois que l'auteur s'admet héritier. Fils d'un postier (comme Bachelard !), Jérôme collectionne les prix au lycée de Dijon, monte en khâgne au lycée Henri-IV, y contracte le virus métaphysique sous l'influence d'Alquié et d'Hyppolite, puis « intègre » rue d'Ulm, en pleine guerre, derrière Michel Foucault. Être le meilleur, tel est l'unique projet de cet autodidacte, jusqu'au jour où un médecin pédiatre qui a sauvé son père résiste à son abattu par les FTP, décidant d'un anticommunisme et d'un engagement démocrate-chrétien qui ne furent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, les traits dominants de sa génération.

A l'aide de confidences imaginaires glissées dans les marges des faits ou des écrits connus, le conteur de *San Miniato* tire discrètement la philosophie de cette folle boucherie familiale que fut la dernière guerre. Ainsi peut-on en effet supposer que Brasillach n'aurait pas « tant admiré la force » s'il n'avait pas « tant aimé les idées ». Nous savons tout sur les réactions de Churchill, Staline ou de Gaulle sur la fugue de Hess, l'entrée en guerre de l'URSS ou la conférence alliée de Casablanca. Pandora libère la Sicile dans les cantines de Patton, elle entre la première à Positano...

Malgré la disparition inexplicable de son voisin de classe, coupable d'être juif, disparition dont personne — c'est vrai — ne se souciait vraiment, Jérôme a tiré de Hegel, via Hyppolite, le soupçon que l'Histoire aurait un sens. L'auteur en est moins sûr. Il préfère trouver que certaines histoires particulières et certaines coïncidences arrangées ont bien du charme. Demande-t-on à un kaléidoscope de signifier quelque chose ?

L'après-guerre à la tristesse des lendemains de fête, quoi qu'on veuille. Vanessa

hésite entre la mystique et l'alcool. Pandora mourra d'un cancer. La vertu de sa propriété de famille en « Haute-Sarthe » conduit le narrateur dans sa chère Italie, mais sa retraite dorée au milieu des peintures et des ciels les plus admirables du monde ne va pas sans tristesse.

L'effortement entre le nazisme et les démocraties alliées au stalinisme n'a pas dévié le monde de ses démons. La science a pris peur d'elle-même. La présent avoue sa fragilité. Ne reste que le bonheur orageux des O'Shaughnessy et des Romero, vécu par procuration, les liens tissés de la mémoire et du récit, les mariages attendus, les morts prévisibles, ces résumés pour carnet du jour dont les vieilleries font leur pâture bougonnante...

UN mot de technique. Comme avant, plus qu'avant, Jean d'Ormesson monte en puzzle des séquences courtes dont l'unanimité et la simultanéité sautillant rappellent deux de ses anciens de la rue d'Ulm, Jules Romains et Jean-Paul Sartre.

Il labore moins profond que le premier, et dans une terre moins noire que le second. Sa politesse a toujours été de ne pas paraître grave, même et surtout quand il l'est. Depuis la tendre enfance, il nous l'a dit, il s'est agi pour lui de prouver à un père sceptique son sérieux, et de fuir ce sérieux comme la peste.

Les doses, une fois encore, sont exquises, et répondent à l'obsession de plaire sans jamais conclure. On aimerait prendre un jour la main d'une des dernières O'Shaughnessy, dans quelque lunch de mariage champêtre, et lui demander raison d'une tendre occasion manquée, naguère. Ne serait-ce que pour l'entendre s'étonner, avec un ravissant mouvement du cou : mais qu'est-ce que la raison a à voir là-dedans ?

★ LE BONHEUR A SAN MINIATO, de Jean d'Ormesson, Lattès, 382 p., 89 F.

BOUQUINS

A METTRE ENTRE TOUTES LES MAINS



Offrez-vous du suspense et de l'exotisme. Souples et solides les "Bouquins" de vos vacances seront feuilletés sans risque sous tous les soleils.

"Bouquins" une collection indestructible conçue pour vivre très longtemps. EDITIONS ROBERT LAFONT

BOUQUINS UNE SOMME DE SAVOIR
POUR UNE SOMME DÉRISOIRE

MAISON DE LA POÉSIE
Association subventionnée
par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, PARIS-1^{er}
M^{re} Halles - Tél. 42-36-27-53

**Hommage à
Saint-John Perse**
LECTURE CONFÉRENCE
JEUDI 11 JUIN à 20 h 30
SAINT-JOHN PERSE OU
LES BIENFAITS DE LA VIOLENCE
par Laurent Gaspar
et Henriette Leullain
Textes dits par Bruno Devoldère

1987 LUC FREDERON
**LE GRAND
GUIGNOL...**
... OU LA VIE QUOTIDIENNE D'UN
APPELÉ EN ALGERIE

« A classer parmi les grands
ouvrages de la littérature de la
France, le Grand Guignol de
Luc Frederon est un livre de
l'Occident du nouveau. Par la
richesse de ses anecdotes et
regards sur le monde... »

Jean MARTEL
Club International
d'Échanges Culturels
Distribution DISTICOR
17, rue Hocher
92240 Malakoff

**magazine
littéraire**

Tous les
mois, un dossier
consacré à un auteur
ou à un mouvement d'idées

JUN 1987 - N° 243

**Georges Bataille
La littérature,
l'érotisme
et la mort**

Union soviétique :
Les écrivains en liberté ?
Chez votre marchand de journaux :
24F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 84 F
Coches sur la liste ci-après
les numéros que vous souhaitez :

- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Spécial Japon (numéro double)
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Vies des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henry James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie en France
- ☐ Michel Tournier
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov

magazine
littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 PARIS
Tél. : 46-44-14-61

● **LANGAGE**

Dante comme père adoptif

DANTE, une fois de plus, fait l'actualité. Lucienne Portier vient de nous donner une nouvelle traduction complète de la *Divine Comédie* (1). D'entrée de jeu le parti pris de rigueur est annoncé : la traductrice fait pénétrer le lecteur directement dans le texte en supprimant la tradition canonique des chapeaux explicatifs au-dessus des chants qui composent les trois célèbres *cantiche* : l'Enfer, le Purgatoire et le Paradis. Les notes sont d'une parcimonie exemplaire ; Lucienne Portier aurait même voulu — c'est elle-même qui nous l'annonce — ne pas présenter l'ouvrage. Belle confiance en ce texte du début du quatorzième siècle que tout italien rêve de traduire une fois dans sa vie : la *Comédie* à lire comme un ouvrage d'avant-garde !

Les dissertations sur la traduction sont parfois oiseuses, et rien n'est plus utile qu'un exemple pris au hasard, même s'il n'en faut rien conclure de définitif : l'ouvrage s'est ouvert au chant XII de l'Enfer dont voici la première tierce dans quatre traductions différentes : il s'agit du voyage de Dante, guidé par Virgile, qui arrive au septième cercle infernal, celui du Minotaure. D'abord la version d'Alexandre Masseron (1947) : « Le lieu où nous arrivâmes pour descendre la falaise était alpestre, et tel, à cause de la présence de celui qui s'y tenait, que tous les regards s'en seraient détournés. » Pour suivre par André Pézard (1966) : « Après est ce bord où l'on peut déborder — sans (2) tant hideux, par celui qui là règne que toute vue en serait rebulée. » Puis par Jacqueline Risset (1985) : « Le lieu où nous parvînmes, pour descendre la berge —, était abrupt et un tel monstre s'y tenait — que tout regard s'en serait détourné (3). » Lucienne Portier traduit ainsi : « Escarpé était le lieu où pour descendre arrivâmes et tel, par celui qui y était, que tout regard s'en serait détourné. » La version de Lucienne Portier n'est ni une explication, ni une réécriture, fût-elle géniale, dans une langue française du quatorzième siècle, ni une modernisation, mais une tentative de fidélité à la lettre qui accède à l'esprit de l'œuvre : attitude étrangement moderne, qui crée un texte tendu, elliptique, dur comme l'acier, mais aussi caressant comme l'eau, où la pulsion dantesque qui anime l'écriture est toujours perçue par le lecteur. Si l'on compare d'ailleurs cette dernière version avec les extraits publiés chez Seghers en 1965 (4), on s'aperçoit que Lucienne Portier rogne, coupe,

« Escarpé était le lieu où pour descendre arrivâmes et, tel par celui qui y était, que tout regard s'en serait détourné. »



« L'enfer » vu par Jérôme Bosch (détail du triptyque *Le Jardin des délices*)

dans son *De Vulgari Eloquentia*, Dante se livre à une opération d'engendrement biologique qui se poursuit jusqu'à nous : pour quel Luzzi, Caproni et tant d'autres recourent-ils systématiquement à ce père, sinon parce qu'il est le modèle de l'ouverture contre les systématisations, l'élitisme, le conservatisme des clercs, gardiens du langage ? Dante fait pénétrer dans son toscan tous les dialectes qui traversent l'Italie de son époque, accepte les latinismes, forge des néologismes, car il est fidèle à la vie physique de la langue. En dépit de ses académies, de sa tradition littéraire byzantine (le pétrarquisme), l'Italie est toujours vivante. Dans ce pays, pas de campagnes pour la défense de la pureté du langage, pas d'italançais ni d'autres jolissies : on lit Dante dans les écoles et on y retrouve les vocables du grand père, mais on sait aussi qu'il n'interdit pas, puisqu'il l'a créée, la constante germination de la langue.

La France, hélas ! n'a pas de père linguistique, et ses académies ont empiré la situation par leurs exclusions et leurs opérations chirurgicales à froid : on passe d'un modèle à l'autre au cours des siècles, mais ils se détériorent vite : comprend-on encore Racine au lycée ? L'italien de Dante serait-il plus proche de l'italien d'aujourd'hui que la langue de Racine de notre français ? Orphelins linguistiques par refus de l'évolution naturelle et biologique du langage, nous fantasmons sur un père adoptif. Pourquoi pas Dante ? Mais cette fascination pour Dante est propre aussi à certains écrivains maghrébins coincés souvent entre la langue du Coran (et ses gloses) et un langage de substitution, fréquemment le français. C'est un ami marocain qui rappelle souvent que ses romans, dans son pays, sont lus en français, car, en arabe, il y a des choses qu'on ne peut dire et qu'on ne veut entendre. Ainsi s'expliquent, par exemple, la passion qu'éprouve pour Dante le Tunisien Abdelwahab Meddeb (5).

Paradoxe de Dante : ce grand chrétien, que l'on étudie volontiers du quelconque de conservateur, sinon de réactionnaire, est le modèle de la liberté contre les sacralisations abusives et fournit l'image d'un père antifrédéric, en constante irradiation de soi-même dans les métamorphoses du langage.

Nous savons gré à Lucienne Portier de faire sentir tout cela dans sa traduction qui couronne magnifiquement une carrière si remplie et pourtant si discrète (6).

PHILIPPE RENARD.

- (1) Les éditions du Cerf, 569 p., 142 F. On regrette que de rares coquilles défigurent parfois le texte.
- (2) Désormais.
- (3) La traduction d'Alexandre Masseron est publiée chez Albin Michel ; celle d'André Pézard chez Gallimard ; celle de Jacqueline Risset, à ce jour l'Enfer seulement, chez Flammarion ; voir aussi Dante *écrit*, du même auteur, au Seuil.
- (4) Lucienne Portier : *Les Écrivains d'hier et d'aujourd'hui*, Seghers, 190 p. Signaux également, toujours du même auteur : *Dante devant Dieu*, Dunod de Brocard (1971).
- (5) Sindbad (1986).
- (6) Pour mémoire *Fogazzaro*, Boivin (1937) ; *Alessandro Manzoni*, PUF (1956) ; *Un précurseur, l'abbé Havelin*, Cerf (1979) ; *Le Pélican, histoire d'un symbole*, Cerf, préface de Paul Ricœur (1984).

« Dans la collection de poche « Arcades », Gallimard vient de publier *Neuf essais sur Dante*, de José Luis Borges avec une préface d'Hector Bianciotti (trad. de l'espagnol par Françoise Rosset, 120 p., 35 F.). »

● **ROMANS MAGHRÉBINS**

Une ville folle qui pourrait être Tunis

Une fable de Fawzi Mellah pour dire le Maghreb d'aujourd'hui.

LE premier roman de Fawzi Mellah, universitaire tunisien né en Syrie et enseignant à Genève, est une fable contée dans un style sec et nerveux, à la manière de ces confessions que l'on se dépêche de faire avant le grand départ.

Un journaliste enquête sur une épidémie de viols dans une ville moderne, peut-être Tunis, où la rumeur tient lieu de mémoire et de source d'informations. Il a été longtemps absent du pays : homme cultivé — grand lecteur de Yourcenar et d'Ibn Khaldûn — il observe sa ville avec l'œil de la malice et de la dérision. Il s'agit dans un premier temps d'écouter le Saint de la parole, homme amoral et la force contredisant l'image qu'on se fait de la condition féminine en pays musulman. Elle finira sa vie en pleurs professionnels, après avoir enchaîné le Saint, qui ne jouait pas assez la farce de la mystification rentable. Il prétend être l'instigateur des viols et dit avoir déposé dans le ventre des femmes stériles la graine des mutineries guerrières.

malédiction qui s'abat sur un peuple dépossédé et maintenu dans l'ignorance et les superstitions.

L'enquêteur doit rendre compte à un rédacteur en chef appelé KHEI de Moscou, correcteur maniaque, un tout petit bourgeois, grave et haïssin, sans amis, sans humour. Le journaliste veut comprendre ce qui se passe dans ce pays où la logique et la raison sont évincées par l'imposture, la magie désoûtée et le mensonge officiel. Il doute de sa mission, car il se rend compte que le quart de la République enquête sur les trois autres quarts. Il cite souvent les grands penseurs musulmans et rappelle qu'Ibn Khaldûn, l'inventeur de la sociologie, était aussi journaliste. « Aujourd'hui, dit-il, ce grand homme serait en prison ou en exil ! »

Déçouragé, il voudrait renoncer à son enquête, mais il est déjà dans l'engrenage. Pourtant, dans l'impossibilité d'informer son public, il abandonne l'article et projette d'écrire plutôt un roman. C'est le *Conclave des pleureuses*. Seule la fiction est peut-être capable de témoigner sur une réalité riche, complexe et ambiguë aux catégories nationales. C'est ce que Fawzi Mellah a réussi dans ce récit qui dit le Maghreb d'aujourd'hui secoué par les démons de la nuit : un conte qui perturbe les signes du visible et nous renvoie à nous-mêmes, recrus dans une nostalgie qui tient lieu d'histoire.

TAMAR BEN JELLOUN.

★ **LE CONCLAVE DES PLEUREUSES**, de Fawzi Mellah, Le Seuil, 192 p., 75 F.

Mustafa-Casari et Ali-Daïg d'Argent

Le journaliste enregistre les défilés de cette ville où, de temps en temps, éclatent des émeutes pour réclamer du travail et du pain. Le reste du temps, des personnages extravagants — Akhe-Dinar, Tawfik-Grain-de-sel, Mustafa-Casari, Ali-Daïg d'argent... — réclament dans la misère et la folie, témoignent des



PARUTIONS DE MAI 1987

Harold PINTER
Trahissons suivi de
Hot-House — Un pour la route et autres pièces
Adaptation de Jean-Claude Baudouin

José REVUELTAS
Le deuil humain.
Traduit de l'espagnol par Jeanne Castan et Philippe Chéron. Préface d'Octavio Paz

H. SELKOWITSCH
Cercles perturbés.
Traduit de l'allemand par Robert Schöndel

Junichirô TANIZAKI
La vie secrète du Seigneur de Musashi suivi de Le Lierre de Yoshino.
Traduit du japonais par René Lévesque et Ryôji Nakamura

GALLIMARD

— LA VIE DU LIVRE —

CATALOGUE LIVRES D'OCCASION

BOUQUINERIE DE LA REPPE
8, avenue Dagnan
83190 OLLIOULES

Jean-Paul DELON
achète et vend
tous bons livres anciens :
Économie politique
sciences sociales,
érudition...
10, rue Buffault (1^{er} ét.)
75009 Paris
T. : 48-24-92-47
Catalogue sur demande

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Téléphones d'abord ou venez à la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-67-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures —

— Si n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée des que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Un fils de Kafka et de Courteline

JAMAIS sans doute depuis qu'en 1971, au Maroc, un jeune inconnu nommé Tahar Ben Jelloun, me donna ses premiers poèmes (1), je n'ai eu avant le sentiment de me trouver face à un véritable écrivain maghrébin naissant qu'en lisant le premier et roboratif roman de Mohamed Kacimi El-Hassani, *le Mouchoir*.

D'emblée est algérien, né en 1955 sur les Hauts-Plateaux et vivant en France depuis 1982, où il a traduit de la poésie arabe, s'affirme avec belle assurance comme un héritier à la fois de Courteline et de Kafka. Avec une simplicité d'expression, une façon de faire rendre tout leur suc aux mots français, une intrépidité et un humour dans les descriptions que l'on trouve, certes, déjà chez d'autres francophones maghrébines mais qui, chez Kacimi, atteignent à une sorte de perfection.

Le texte aussi fort que bref qu'est *le Mouchoir* constitue sans doute la première véritable satire de l'Algérie indépendante. Mœurs publiques et mœurs privées sont exhibées sans acrimonie mais avec un aplomb révélateur, à travers la vie inquiète d'un bureau-crête du parti unique en province. Rien n'est épargné, pas plus les anciens maquisards que les faux résistants, les émigrés que les «intellos» protestant contre les guillottes mis par le Monde au «socialisme» d'Algérie : «Je les trouve bizarres ces Français. Après l'occupation de cette terre, voilà qu'ils insèrent son vocabulaire !», se plaint l'anti-héros du *Mouchoir*.

La plume impitoyable et cristalline du jeune romancier n'épargne pas non plus le refoulement assuet et l'un de ses exotismes (quand ce n'est pas un paravent) qu'est la bigoterie. Kacimi sait aussi trouver, comme tout écrivain digne de ce nom, le chemin de la compassion quand il s'agit, par exemple, de décrire le trieste sort réservé au pied-noir, pourtant de gauche, stérile en Algérie algérienne.

Tous les ingrédients réunis en ce petit livre devraient pouvoir se dissiper dans une œuvre de longue haleine. En attendant, on peut déjà se régaler de la lecture du *Mouchoir*.

J.-P. P.-H.

★ **LE MOUCHOIR**, de Mohamed Kacimi El-Hassani, coll. «Ecritures arabes», L'Harmattan, 76 p., 50 F.

(1) *Hommes sous l'écrou* de Bécass, préface d'Abraham Serfaty, éd. Albatros, Castelnau, 70 p.

L'Algérie d'une guerre à l'autre

Le Regard blessé ou le roman d'une adolescence : son auteur, Rabah Belamri, voit juste et clair.

RABAH BELAMRI avait séduit plus d'un lecteur, en 1983, avec son premier roman *le Soleil sous le tamis* (1), récit autobiographique plein d'une fraîcheur sans naïveté et d'une crudité sans exhibitionnisme ; avec, pour toile de fond, l'Algérie coloniale finissante, vue d'un village arabo-berbère retiré du djebel Guergour, entre Bougie et Constantine.

Depuis lors, il s'est fait connaître par des contes, des récits, des

chevauchées oniriques, le « style sans style » de Belamri fait figure de reposante clairière dans une forêt à la douanier Rousseau.

L'histoire qu'il nous raconte dans *Regard blessé* et qui est la sienne, chronologiquement située (quoique avec des retours en arrière) là où s'arrête *le Soleil sous le tamis*, n'a pas choisi non plus les chemins les plus faciles : à quelques semaines de l'indépendance, en 1962, Hassan (quinze ans) souffre d'un décollage

deux guerres civiles, celle d'avant et celle, moins connue, d'après l'indépendance. Le juif islamophile est zigouillé dans la rue parce que ce jour-là il fallait abattre un « Français ». Les deux jeunes Algériens farceurs déguisés en fellagas pour effrayer un villageois sont tués comme s'ils étaient de vrais maquisards. Les harkis, hier engagés de dix-sept ans, restés au bled après le départ des Français, mendient en vain la vie. Les quelques pieds-noirs restés eux aussi sont dépouillés comme ceux qui n'avaient pas eu le courage de demeurer sur le sol natal en plein séisme. Les nationalistes s'empoignent dès les premiers jours de l'indépendance sous les yeux d'un peuple époustoufflé. Comme l'a noté Jean Daniel dans *le Nouvel Observateur*, Belamri a écrit « vraiment le livre des accords d'Evian sur le plan métaphorique et littéraire ».

On parle beaucoup aujourd'hui d'une « libéralisation » en Algérie. Les premiers intéressés, les Algériens, sont les premiers sceptiques. On les comprend... Mais sait-on jamais ? La diffusion ou non, outre-Méditerranée, de *Regard blessé* sera en tout cas un de ces petits tests qui, l'air de rien, annoncent ou démentent le printemps. En attendant c'est un livre clair, digne et fier.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ **REGARD BLESSÉ**, de Rabah Belamri, Gallimard, 176 p., 72 F.

(1) Publiand (*le Monde* du 25 février 1983).



BERNARD CLERY

poèmes jamais indifférents (*le Monde* du 31 mai 1985) et surtout par des recherches en vue d'un ouvrage monumental sur le grand poète pied-noir du mouvement nationaliste algérien, Jean Sémec, assassiné en 1973 à Alger par, croyons-nous, des marxistes se réclamant de l'islam.

A travers Sémec, que Camus appelait « mon fils », c'est l'auteur de *la Peste* que Belamri, nous semble-t-il, rejoint avec son *Regard blessé*. La phrase est brève, sans chichis ni mystère, au point parfois de paraître un tantinet sèche. C'est une application parfaite du précepte qui veut que « savoir écrire consiste moins à aligner des mots qu'à en retrancher ». Dans la littérature nord-africaine actuelle, féconde mais si portée à l'égarement verbal, aux

ment de la rétinie. Quand il atteindra l'hôpital algérien, à travers les soubresauts d'un pays en train de naître dans le sang, il sera trop tard : ses yeux auront cessé de vivre.

Entre-temps, à la fois soumis et plein de rébellion, il aura dû subir au village toutes les atteintes d'un obscurantisme dont l'innocence ne peut excuser les ravages : « Fatim-Zohra pila dans son mortier une assiette en faïence (...) jusqu'à ce qu'elle obtienne une poudre d'une extrême finesse. Le soir elle versa plusieurs pinces de ce produit dans les yeux de son fils ».

Outre le drame personnel, tissé sur fond de désir naissant et d'une incompréhensible joie de vivre adolescente, se nouent les horreurs de

Désir d'Arabie

L'invention du désert, de Tahar Djaout : une fiction contre l'intolérance

SUR les chemins de l'aventure, le vertige. Telle pourrait être l'ambition secrète du narrateur, un écrivain enfermé dans une chambre pour relater l'histoire tumultueuse du Moyen Age maghrébin. Au cœur de l'épopée des Almoravides, un homme est tout désigné pour passer de chef historique d'une nation à un personnage de roman : Ibn Toumert, l'homme de tous les puritanismes, chef terrifiant, censeur et illuminé, prédateur et policier. Homme de rigueur et d'orthodoxie religieuse, il commence par « mettre de l'ordre dans les mœurs » : de sa mosquée à Bejaia, il mène la guerre aux homosexuels ; à Marrakech, il sermone le prince régnant, Ali Ibn Youcef et apparaît aux habitants comme « l'incarnation d'une justice descendue du ciel ».

Tahar Djaout, l'écrivain enfermé dans le désert pariaien, s'évade. La plongée dans l'histoire de ses ancêtres le mène vers d'autres aventures. Il quitte son personnage, et des confins sahariens du Maghreb il passe à d'autres cités dans le désert d'Arabie. Il abandonne Ibn Toumert dans la ville de Salé vers l'an 1120 et voyage à travers le monde. D'abord la France, qui avait pour lui, alors enfant, « un

goût d'horizon bleu avec un navire en partance », ensuite Djeddah, Aden, Sanaa, Damas (vue de nuit), puis tous les déserts réels ou imaginaires, là où le temps a d'autres couleurs, d'autres mesures, là où l'oiseau est horloge du temps. Il fait le voyage d'une conquête intérieure, poursuivi, partout où il va, par l'histoire des Almoravides.

Après *les Chercheurs d'os* (1), son premier roman, Tahar Djaout a écrit un livre grave où la fiction emprunte à l'histoire ancienne du Maghreb les matériaux pour lire et comprendre le présent et l'avenir de cette région menacée par l'intolérance politique et religieuse. Ainsi le discours de la morale et de l'orthodoxie au nom d'un islam pur et intolérant d'un Ibn Toumert refait-il surface aujourd'hui dans une autre langue de bois. Le mérite de Tahar Djaout est d'avoir fait sentir cette menace de manière subtile, par l'écriture, dans une langue superbe.

T. R. J.

★ **L'INVENTION DU DÉSERT**, de Tahar Djaout, Le Seuil, 282 p., 75 F.

(1) *Le Seuil*.

Grand Prix de l'Essai 1987

RABELAIS DÉCRYPTÉ

Claude GAIGNEBET

A PLUS HAUT SENS



l'ésotérisme spirituel et charnel de RABELAIS

A partir de quelques vers décryptés dans le poème énigmatique « Les Fanfreluches antidotées », l'œuvre de Rabelais ouvre toutes grandes les portes d'un Sens, d'un Divin Savoir, d'une Religion même, jusque là insoupçonnés.

2 volumes 21 x 27 illustrés, 1.120 pages
Documentation sur demande :
15 rue Victor-Cousin - Paris V^e

MAISONNEUVE & LAROSE

BOUQUINS

FAITES-EN PROVISION POUR LES VACANCES !



Emportez "Bouquins" dans vos bagages... des chefs-d'œuvre d'aventures, légers à transporter, qui reviennent en pleine forme de vos vacances. "Bouquins" une collection indestructible conçue pour vivre longtemps. EDITIONS ROBERT LAFONT

BOUQUINS UNE SOMME DE SAVOIR POUR UNE SOMME DÉRISOIRE

EXCLUSIF

Les nouveaux MYSTÈRES de la Grande Pyramide

Gilles Dormion et Jean-Patrice Goidin

L'extraordinaire aventure des deux jeunes architectes qui ont triomphé des obstacles, des préjugés et des plus grands experts pour percer les nouveaux mystères de la grande Pyramide

ALBIN MICHEL

Jean-Loup Bernanos
Luc Balaud



Bernanos aujourd'hui

Après la Poème d'Or à Cannes du film « Sous le Soleil de Soran » et pour la centenaire de BERNANOS, le journal d'une vie qui ne cesse de se donner

180 p., 98 F.

nouvelle cité, paris

LETTRES ÉTRANGÈRES

CHINE ÉTERNELLE...

Conteurs et ermites

L'imaginaire populaire entre le foisonnement du conte et la spiritualité du poème

COMME un iceberg qui lentement se retournerait, la littérature chinoise révèle, d'année en année, l'immensité de ses trésors enfouis. Voici maintenant que l'univers sans fin des contes populaires donne lieu à une exploration minutieuse et enchantée.

Au premier rang des défricheurs : Jacques Dars, Jacques Dars, le traducteur incomparable, qui possède l'enthousiasme, l'élan, la grâce des érudits désinvoltes. Dans le labyrinthe des lettres chinoises, il vagabonde comme personne et débute toujours un filon imprévu.

Les Contes de la Montagne serine surgissent aujourd'hui, non pas sereinement, mais plutôt à la diable, dans le chaos tonique des grands soulèvements de l'imaginaire. Car ce titre nimbé de sagesse ne qualifie guère les récits rassemblés : sa justification est ailleurs, et c'est elle qui assure la singularité et l'intérêt du recueil.

A l'enseigne de la Montagne serine était l'intitulé éditorial d'une série d'écrits regroupés par un grand bibliophile du dix-neuvième siècle, Hong Pian. La collection complète se composait de soixante contes ; vingt-sept sont parvenus jusqu'à nous après bien des tribulations. Nombre de ces récits survivants sont extrêmement anciens — d'époque Song ou Yuan — et représentent, en Chine, le passage de l'oralité à la première forme écrite. Ici le scribe garde dans l'oreille la façon du conteur de foire ou de maison de thé.

Or, souligne Jacques Dars, « c'est ce foisonnement de mal-

riaux bruts, cette charmante candeur (n'excluant nullement la subtilité ou la malice), cette gaucherie, ces tâtonnements, qui rendent pour nous la lecture si attachante. Gâtés que nous sommes par l'accès à des époques et à des littératures multiples, nous avons ici la chance d'assister par surcroît à la naissance, à l'éclosion, de formes littéraires admirablement variées, de nous désaltérer aux sources mêmes, et combien vives et bondissantes, d'un genre littéraire — mais plus généralement, d'une écriture, d'une littérature ! »

joie. Certaines des aventures étant extraites des *Histoires extraordinaires* à en frapper sur la table, cela suggère qu'elles sont assez peu dans la dentelle et qu'il s'agit plus de truculentes turpitudes que de subtiles perversions. Ces contes témoignent en tout cas de la faveur du public chinois pour les anecdotes grivoises, violentes et épiques ; faveur que trois siècles de censure pudibonde n'ont pas réussi à éteindre. D'ailleurs : « Quand une souris s'approche de la bouche du chat, comment ce dernier n'en serait-il pas ému ? »

pagne de Patrick Carré et de Zéno Bian. Autant l'imaginaire chinois, tel qu'il hante les contes populaires, impose son foisonnement baroque, autant la spiritualité taoïste et bouddhiste, telle qu'elle s'inscrit dans les poèmes, éblouit d'un éclat lapidaire. Et c'est l'admirable réussite de cette anthologie poétique de troisième au onzième siècle que de proposer une version française où ni la transparence, ni la beauté foudroyante, ni la force d'éveil ne font défaut.

Clair miroir de l'esprit libre en tous reflets.

Plaine humide de vide en chaque grain d'univers. Aux dix mille ombres de l'exubérante multitude.

Une perle érudite dans l'oubli de l'espace. (Hsiao-Kuei de Yong-Kia, 665-713)

Ici, « un quatrain suffit à exprimer l'expérience de l'infini, que les soutras et autres traités décrivent par le détail en langage d'école ». Par-delà le monde encombré de l'obscur et de l'actif des hommes s'élève le chant des instants de plénitude. Le titre du livre — *La Montagne vide* — indique combien cette voie abrupte, à la limite de l'impossible et du surhumain, conjugue escalade réelle et élévation intérieure. L'écriture chinoise du mot immortel, notent les traducteurs, accouple les caractères de l'homme et de la montagne ; ainsi, l'ermite, littéralement homme-montagne, est-il la figure parfaite de l'être-paysage. Ce que Wang Wei signifie avec sa coutumière et lumineuse simplicité : « Regardez-nous depuis vos solitaires cités : / Vous ne verrez que des montagnes blanches. »

ANDRÉ VETTER

★ **CONTES DE LA MONTAGNE SERINE**, traduits de chinois, présentés et annotés par Jacques Dars, préface (très éclairante) de Jean-Marie Kéroux, Gallimard, « Connaissance de l'Orient », 258 p., 29 F.

★ **LE POISSON DE JADE ET L'ÉPIQUE AU PHÉNIX**, douze contes chinois du dix-huitième siècle, traduction, introduction, notes et commentaires de Raimier Lamselle, préface d'André Lévy, Gallimard, 458 p., 110 F.

★ **LA MONTAGNE VIDE**, anthologie de la poésie chinoise III-XI siècles, traduite et présentée par Patrick Carré et Zéno Bian, Albin Michel, 357 p., 29 F.

— A signaler la réédition en « Connaissance de l'Orient » (format de poche) du classique de P'ou Song-fing : *Contes extraordinaires du pavillon de la nuit*, introduction et traduction d'Yves Hervé, 218 p., 36 F.



La Montagne vide ou le chant des instants de plénitude.

Quelle fête désordonnée en effet que ces contes tout juste échappés aux ruelles des bazars, et qui, transcrits en langue vulgaire, perpétuent les échos, les banalités, les plaisirs, les croyances d'un milieu et d'une époque. Avec un encadrement de pieuses sentences bouddhistes ou taoïstes pour adoucir des mœurs par trop rudes, c'est à une traversée vigoureuse de la vie et de l'imaginaire chinois qu'on invite ce livre extraordinaire divers. N'étant pas le résultat d'un choix thématique, mais une sorte de « prototype éditorial », les *Contes de la Montagne serine* mêlent les histoires édifiantes aux anecdotes infâmes, les intrigues amoureuses aux turpitudes des démons, les couplets historiques aux fables religieuses. Se succèdent ainsi une Immortelle, un serpent miraculeux, une mégère intarissable, des amants décapités, et tant autres types humains, inhumains ou transcendants.

La bouche « du chat »

L'un des récits les plus savoureux met aux prises un gouverneur et un esprit qui se prétend le dieu-du-mont-du-Bonnet. Les deux personnages se livrent une terrible lutte d'influence ; ils se défient, s'affrontent verbalement, jusqu'à ce que le représentant du pouvoir temporel se lance dans un véritable réquisitoire et prouve l'imposture de l'être de l'au-delà. Il est dit alors que « le dieu, tout apeuré, se métamorphosa en un tourbillon de vent pur et s'évanouit ». Mais non content de ce succès, le gouverneur fit placer, dès l'aube du lendemain, une proclamation qui annonçait le plus officiellement du monde la dégradation de la divinité et l'interdiction de lui consacrer des offrandes. Pour une fois, force restait à la loi humaine !

Mais, comme disent les auteurs anonymes des contes en guise de transition : assez sur ce sujet ! Il est temps de présenter le *Poisson de jade* et l'*Épingle au phénix*, un ouvrage qui s'organise, à l'opposé du précédent, autour d'un thème unique. Raimier Lamselle a choisi dans six collections chinoises différentes, composées et publiées au dix-septième siècle, douze récits licencieux ou érotiques qui n'avaient jamais été traduits.

Moines paillards jusqu'au crime, veuves incandescentes, époux dépareillés et nommes lubriques s'en donnent donc à cœur

Mais assez là-dessus ! Quittons les débauches mondaines, les contingences du commun des mortels, partons à la recherche des ermites et des sages en com-

Les Trois Royaumes

Les éditions Flammarion publient, en six volumes, l'intégrale du cycle romanesque intitulé *Les Trois Royaumes*, dans une traduction de Ngilim Toan et Louis Ricard. Le cadre historique de ce classique des lectures chinoises est celui des temps troubles, qui virent au début du troisième siècle, la partition en trois grands États de l'empire des Han : presque un siècle de chaos, de guerres, de manœuvres diplomatiques et de retournements d'alliance, de massacres et de déportations de populations. Le livre attribué à Luo Kuan-tchong tient à la fois du traité de stratégie militaire, du manuel de l'art de gouverner et du roman de cape et d'épée. Comme le note Jean Lévi : « Il y a assurément du Dumas père chez Luo Kuan-tchong, un Dumas qui se serait servi d'un canevas de Machiavel. »

A.V.

Poèmes classiques

Du Fu et Su Dongbo : la perfection plastique

DEUX nouveaux recueils de poésies chinoises classiques viennent d'être traduits par Chen Wing-fun et Hervé Collet : le premier est consacré à Tu Fu (Du Fu), le second à Su Tung-po (Su Dongbo) (1). Du Fu (712-770), l'un des deux grands poètes chinois, a toujours été un peu moins apprécié en Occident que son aîné Li Bai (701-762). Sans doute parce qu'à l'opposé de ce dernier, qui était un doux taoïste anarchisant en quête d'évasions bucoliques, Du Fu fut surtout un homme social engagé, adepte d'une certaine orthodoxie confucéenne et donc partisan d'un ordre social idéal, bref, le moins romantique de tous les poètes.

Les Chinois vouent pourtant à Du Fu une admiration au moins égale à celle qu'ils portent à Li Bai. Elle est due, pour l'essentiel, (1) Rappelons que Chen Wing-fun et Hervé Collet ont déjà fait paraître trois ouvrages éponymes relatifs à la poésie de Li Po (Li Bai), Wang Wei et Han Shan, tous poètes de la dynastie des Tang (618-907).

La poésie de Du Fu apparaît alors au public occidental quelque peu sèche et plate : « Le cheval de guerre ne peut être comparé au cheval de labour / De mille foyers aujourd'hui ne subsistent que cent foyers / Des veuves pitoyables sont épouées jusqu'à l'épuisement / Ces hurlements de souffrance dans la plaine d'automne, de quel village ? »

Su Dongbo (1037-1101) était, lui aussi, un homme politique for-

JEAN-LUC DOMENACH
PHILIPPE RICHER

La Chine

1949 1985

502 pages Relié, 250 F
Illustrations Broché, 220 F

VENTE EN LIBRAIRIE

Catalogue gratuit sur demande

ÉDITIONS LE DILETTANTE

11, rue Barrault, 75013 PARIS
Tél. (1) 45-80-08-71

NOUVEAUTÉS

Eugène DABIT : *Ville lumière*, 65 F
Eric HOLDER : *La Chinoise*, 55 F

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

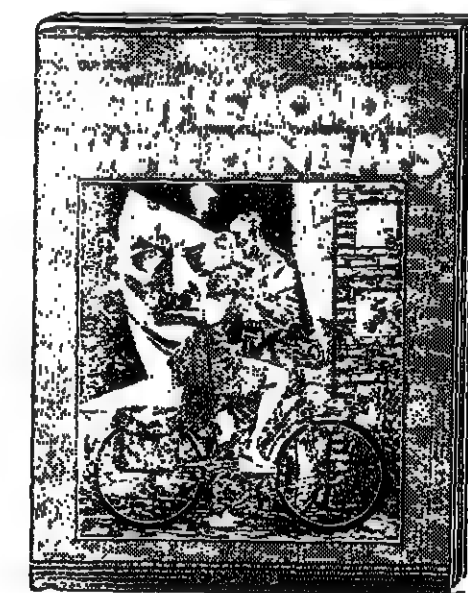
Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle, Service L.M., 4, rue Charlemagne 75004 Paris
Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

Quand l'Histoire bouscule les gens sans importance...



TOUT LE MONDE
AIME LE PRINTEMPS
par Guy Vidal
et Alain Bignon

Je pense à tous ceux qui ont eu vingt ans en 1943, qui ont perdu la vie ou la foi en la vie. Et je goûte la saveur douce-amère de l'œuvre de Guy Vidal et Alain Bignon.

Françoise VERNY



UNE ÉDUCATION
ALGÉRIENNE
par Guy Vidal
et Alain Bignon

PLUS CON ON TUE !
par Guy Vidal
et Alain Bignon

UN MALAISE
PASSAGER
par Guy Vidal
et Alain Bignon

SANG D'ARMÉNIE
par Guy Vidal
et Clève

DARGAUD

... CHINE D'AUJOURD'HUI

Les nouveaux fils du Ciel

Après les « valeurs sûres », l'édition française découvre les jeunes écrivains chinois : ici Gu Hua et Zhang Xinxin

CONFORTÉE par les succès qu'ont connus les jeunes écrivains chinois aux États-Unis ou en Allemagne, l'édition française tente à son tour de les présenter à son public, au lieu de s'en tenir frileusement aux valeurs sûres que constituent les auteurs célèbres des années 30. Les premiers choix ont été judicieux. Les deux romanciers qui viennent d'être traduits aux éditions Laffont et Actes Sud sont des esprits talentueux, imaginatifs, bien représentatifs de la production littéraire récente.

Hibiscus, de Gu Hua (né en 1942), a déjà suscité en Chine de nombreuses controverses, avant d'être couronné en 1982 par le prix Mao Dun. Les personnages du roman ont, en effet, une dimension humaine pour le moins curieuse dans la littérature chinoise contemporaine. Ce sont des êtres que la politique a rendus hésitants, pusillanimes,

fourbes à l'occasion, mais qui sont animés aussi de sentiments d'amour et d'amitié qui finissent par triompher de toutes les jalousies engendrées par la révolution culturelle.

Chronique villageoise

Car l'essentiel de l'action se situe durant la dernière et désastreuse décennie de l'ère maoïste, dans la bourgade d'Hibiscus, aux confins d'une vallée qui jouxte les provinces du Hunan, du Guangdong et du Guangxi. L'intrigue en elle-même est banale, mais, à travers l'aventure mouvementée et tragique de deux « misérables », c'est toute une chronique d'un petit village du Hunan pendant la révolution culturelle que Gu Hua restitue. Et ce témoignage littéraire, qui n'est pas sans rappeler celui que Chen Jo-hsi a consacré aux milieux intellectuels dans le *Pré-fet Yin* et autres histoires de la



Des héros de la jeune génération.

révolution culturelle (Denoël, 1980), vaut bien des traités politiques ou sociologiques sur cette sombre période de la Chine.

Sur la même ligne d'horizon, de Zhang Xinxin (née en 1954), raconte l'histoire de deux jeunes

qui se sont aussi connus pendant la révolution culturelle, alors qu'ils étaient exilés au Yunnan. Mais cette époque pèse finalement peu sur leur destin, qu'ils tentent maintenant d'orienter fortement selon leur volonté.

Les deux héros du roman de Zhang Xinxin sont modernes. Mariés, ils sont trop jaloux de leur indépendance pour se résoudre à la moindre concession. Ils se querellent donc sans cesse : il reproche à sa femme d'être dévorée d'ambition : elle le traite d'affairiste mercantile. Ils se séparent et finissent par envisager de divorcer, même s'il faut, pour cela, « s'expliquer devant le chef de son unité de travail, devant les services administratifs de son quartier, devant le chef de bureau de l'état civil, devant tout le monde, avoir à prouver publiquement que l'on est malheureux ».

La vie des deux personnages, qui ne peuvent être que des Chinois de la jeune génération, est décrite avec tant de sincérité et de finesse (surtout celle du protagoniste féminin à qui Zhang Xinxin a prêté beaucoup de traits de sa propre personnalité) que le récit est pour le

moins inhabituel dans la Chine d'aujourd'hui. De plus, la technique de narration est résolument nouvelle : les deux héros s'expriment successivement, chacun de son côté, en ayant fréquemment recours au monologue intérieur. *Hibiscus* et *Sur la même ligne d'horizon* comptent parmi les romans les plus originaux et les plus réussis de ces dernières années.

ALAIN PEYRAUNE.

★ *HIBISCUS*, de Gu Hua, traduit du chinois par Philippe Grangereau, Laffont, 264 p., 92 F.

★ *SUR LA MEME LIGNE D'HORIZON*, de Zhang Xinxin, traduit du chinois par Emmanuelle Péchenart, Actes Sud, Fleuve bleu, 180 p., 79 F.

— Signalons aussi *Mimosa*, de Zhang Xiaoliang, le roman d'un amour-passion dans la Chine contemporaine (Ed. Pierre-Marcel Favre à Lansanne, traduit du chinois par Pam Allan, 250 p., 89 F).

La sensibilité unique de Bai Xianyong

CHAQUE perution d'un roman chinois fait espérer la découverte d'un grand écrivain. Mais les nouvelles publiées après la révolution culturelle, si elles sont des documents inappréciables et souvent émouvants, déçoivent par trop de sentimentalisme, un manque de recul et surtout, même dans les auteurs les plus grandes, par une pensée de bois. La littérature japonaise contemporaine paraît tellement plus fascinante ! Quel écrivain peut rivaliser avec Tazaki 2 Un seul écrivain chinois sans doute : Bai Xianyong. Peut-être parce que né en Chine, réfugié à Taiwan, parti vivre aux États-Unis, il a su échapper aux limites de la « sensibilité ».

Traduit aux États-Unis, publié aussi en Chine populaire, il était inconnu en France. Par une sensibilité unique aux femmes et aux enfants, un sens remarquable de la notation juste et percutante, une audace sobre pour explorer ces tréfonds humains qui sentent le soufre de l'enfer, *Enfance à Guilin* montre que ce n'est pas aller trop loin que de rapprocher ce livre de la *Confession impudique* du Japonais.

Cette tragédie d'une domesticité chinoise — qui pourrait dire elle aussi le vers de Racine :

« C'est Vénus tout entière à se proie attachée » — est vue à travers le regard de l'enfant dont elle a la charge. Cet enfant gâté et espiègle, cet enfant charmant mais qui devient involontairement l'instrument du drame, est-il si innocent ? Jolie, jeune veuve à la beauté sévère, servante modeste, n'est pas de celles avec qui les autres domestiques oseraient plaisanter ; mais, en Chine aussi, c'est chez les humains les plus exemplaires que le désir peut se muer en une passion si possessive qu'elle ne peut se terminer que dans le sang.

Jede a trop donné d'elle-même à ce jeune homme tuberculeux, plus jeune qu'elle, pour le laisser partir. Tels ces farfadets qui à l'opéra, s'étant suicidés pour leur amour, reviennent l'annoncer dans la mort, elle préfèrera détruire ce qu'elle ne peut plus obtenir. En somme, c'est un fait divers, mais il y a rarement un écrivain comme Bai Xianyong pour en faire un drame digne d'une tragédie grecque.

J. PIMPANEAU.

★ *ENFANCE À GUILIN*, de Bai Xianyong, traduit du chinois par Francis Marche et Kong Rao Yu, Albin, 107 p., 53 F.

et l'exercice du détachement.

tement engagé dans les luttes de son temps (il fut premier ministre et connu plusieurs fois l'exil). Mais c'était surtout un lettré, un esthète qui cultivait tous les arts de l'« honnête homme » : musique, peinture, calligraphie, littérature enfin (2). Son œuvre poétique, aujourd'hui la plus appréciée de toute la dynastie des Song, est écrite dans une langue claire et cadencée qui ne dédaigne pas certaines imitations du « style antique » (*Guwen*).

Mais la principale qualité de la poésie de Su Dongbo est sans doute l'expression en vers d'une conception philosophique qui prend sa source dans la pensée taoïste et qui voit la vie humaine comme une partie intégrante d'un cycle général de la nature. A la différence du pessimisme d'un Du Fu ou d'un Qu Yuan, qui s'insurgent contre les misères du monde (3), Su Dongbo adopte une attitude de détachement (« Quand les liens se brisent, mieux vaut laisser aller ») qui lui fait penser que toute tristesse peut

être aussi vécue comme l'annonce d'une joie future. C'est cet optimisme-là que les traducteurs nous font partager en nous présentant cent quarante-neuf poèmes et récits en prose.

A. Pey.

★ *DIEUX ET DIABLES PLEURENT*, de Tu Fu, poèmes traduits du chinois par Chen Wing-fan et Hervé Collet, Moutardes (chemin des Bois, 78940 Millemont), 163 p., 95 F.

★ *L'HOMME DE LA PENTE DE L'EST*, de Su Tung-po, poèmes traduits du chinois par Chen Wing-fan et Hervé Collet, Moutardes, 192 p., 99 F.

(2) Les caractères qui figurent sur la couverture de l'ouvrage représentent une calligraphie (admirable, en dehors de tout style établi) du poète.

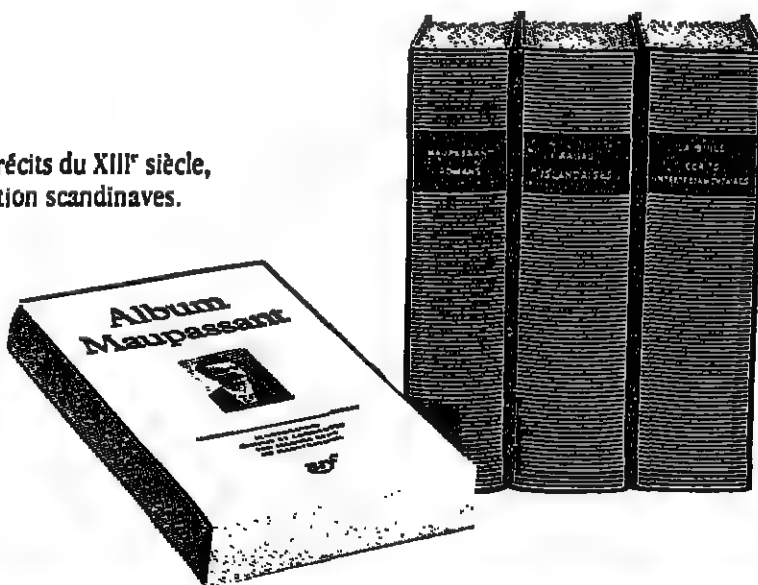
(3) Qu Yuan (340-278 av. J.-C.) occupe une place éminente dans l'histoire de la littérature. Le *Li Sao* (*Éloge de la séparation*), sa principale œuvre (à la fois épique et lyrique), vient d'être traduit en français, assorti d'un commentaire par Huang Shenfa (Éditions en langues étrangères, diff. B 100, 164 p., 20 F.).

Racontées dans La Pléiade, les "Sagas Islandaises" révèlent l'histoire d'un peuple légendaire.

La Pléiade propose aujourd'hui les Sagas Islandaises, récits du XIII^e siècle, en partie inédits, qui nous initient à la culture et à la civilisation scandinaves.

Avec sa reliure cuir, son papier bible, La Pléiade est une collection prestigieuse. Beaux objets, les livres de La Pléiade sont agréables à lire, à manier, à emporter avec soi.

A l'occasion de la Quinzaine, La Pléiade consacre son 26^e album à Guy de Maupassant. Ce très bel ouvrage, illustré de 421 documents, a été conçu et élaboré par Jacques Réda.

LA PLEIADE
GALLIMARD

QUINZAINE DE LA PLEIADE DU 20 MAI AU 6 JUIN 1987

L'ALBUM MAUPASSANT vous sera offert par votre libraire pour tout achat de trois volumes.

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Survivre entre les embellies

★ LES QUATRE TIERS D'UNE VIE, de Nina Krivochéine, traduit du russe par Daria Olivier et Dimitri Sesemann, Albin Michel, 330 p., 98 F.

★ LE TEMPS ET LE LIEU, de Iouri Trifonov, traduit du russe par Lily Denis, Gallimard, 370 p., 125 F.

★ CORRESPONDANCE 1918-1954, de Boris Pasternak et Olga Freidenberg, texte établi par Elliott Messman, traduit du russe, présenté et annoté par Michel Aucouturier, Gallimard, 500 p. (avec index et photos), 190 F.

OULIANOVSK-SUR-MER... C'est ainsi que, par dérision autant que par haine, Nina Krivochéine avait baptisé la ville où il lui fut ordonné de vivre avec sa famille à son retour en Russie en 1948, après trente années passées à Paris. Repatriée, «ré-émigrée» comme disaient incongruement les Soviétiques, astreinte à résider dans la ville natale de Vladimir Ilich Oulianov, dit Lénine, l'ancienne Simbirsk, sur les bords de la Volga, large à cet endroit-là de plus d'un kilomètre. Séjour qui n'avait vraiment rien de touristique ni de balnéaire, mais qui ne fut qu'une des épreuves d'une existence bien remplie qui nous est racontée dans ce récit déchirant et passionnant intitulé les Quatre Tiers d'une vie.

C'est en réponse à un appel de Soljenitsyne que Nina Krivochéine avait commencé à rédiger ses souvenirs. En 1977, il avait demandé à ceux qui s'en sentaient capables de noter tout ce qui se rapportait à l'histoire de la Russie du vingtième siècle pour être conservé dans la Bibliothèque de la mémoire russe (1). Elle avait quatre-vingt-deux ans... Douce d'une mémoire extraordinairement précise et d'un esprit acéré, elle se consacra, jusqu'à sa mort — en septembre 1981 — à rédiger l'histoire de sa vie, une destinée de ce qu'on appelait les « Russes blancs », ces aristocrates ruinés par la Révolution, souvent horribles parce qu'ils n'allaient pas dans le sens de l'histoire.

Issue d'une famille noble, qui remonte au treizième siècle, mariée au fils d'un ministre de Nicolas II qui se retrouva, en 1950, personnage du Premier Cercle, dans le même camp que Soljenitsyne, Nina Krivochéine découpe sa vie en chapitres : « En Russie : 1895-1919 » ; « En France 1919-1948 » ; « En Russie : 1948-1974 ». Elle n'eut pas le temps de terminer cette troisième partie, ni la dernière — « le quatrième tiers » — consacré au « retour d'URSS » en 1974. Pour Nina, issue d'une famille princière, fille d'un brillant ingénieur surnommé le « Ford russe » qui, à une époque d'industrialisation intense de la Russie, avait créé un véritable empire industriel,

l'essentiel, à tout moment, fut de survivre.

C'est l'histoire de cette volonté de vivre qu'elle nous conte au fil de ses souvenirs : le paradis d'une enfance russe, près de Nijni-Novgorod (Gorki), les vacances en Crimée et la vie dorée de Pétersbourg ; les presque fiançailles avec Serge Prokofiev en 1915 ; la fuite de Petrograd, hallucinante, une nuit de décembre à pied, sur la Baltique gelée ; l'émigration à Paris où Nina devient, un temps, propriétaire d'un cabaret, le Samarkand ; l'Occupation et la Résistance ; le mariage avec Iouri Krivochéine ; la décision, en 1946, de prendre la nationalité soviétique et le retour de la famille — Nina, Igor, et leur fils Nikita âgé de treize ans — en Russie, à Oulianovsk où « réside » également Nadejda Mandelstam, qui enseigne l'histoire de la grammaire anglaise ; le mariage bientôt arrêté et envoyé au Goulag, libéré après la mort de Staline et réhabilité ; Nikita, le fils, accusé de haute trahison en 1957 et condamné à trois ans de camp en Sibirie (pour avoir publié dans le Monde des réflexions sur l'intervention soviétique en Hongrie) !... Absurdité du destin qui confond toutes les oppressions, toutes les exclusions avec, comme une étoile, le rêve de la patrie, l'amour de la Russie, de la langue russe, de la culture russe. « Faut-il considérer notre retour à Paris en 1974 comme le précurseur d'un échec et notre départ pour l'URSS en 1948, au plus haut des vagues de terreur, comme une démarche insensée, inspirée par un patriotisme cocardier et une ignorance confondante de ce qui nous attendait ? » se demande l'auteur sans pouvoir donner de réponse. Consciente désormais d'être condamnée avec les siens à l'exil. Emigrée sans retour.

HANTÉ par le temps des purges qui vit l'arrestation de ses deux parents et la mort de son père, un héros des révolutions de 1905 et de 1917, membre de l'état-major de l'Armée Rouge, Iouri Trifonov — mort subitement en mars 1981 à l'âge de cinquante-cinq ans — n'en aura jamais fini avec la dénonciation du stalinisme ordinaire dans ses répercussions sur les



Le lycée d'Oulianovsk, où étudia Lénine.

individus, sur la morale privée. Il n'en aura jamais fini de rendre au lecteur soviétique un passé pesant qu'on a envie d'oublier. « Le passé vit, existe toujours en nous, nous disaient-ils à Moscou, il y a une dizaine d'années. Il constitue les strates de l'individu. La littérature est un moyen de se libérer, un peu comme ces médecins freudiens qui forcent les malades à se raconter. Elle doit nous libérer du passé en l'exprimant. » Dans son dernier roman posthume, le Temps et le Lieu, il semble poursuivre une campagne, commencée dans la Maison du quel (2), pour se libérer des ombres du passé. Démarche qui, lorsque Trifonov était vivant, demandait un vrai courage.

Le temps et le Lieu, c'est Moscou et c'est l'histoire de l'URSS, telle qu'elle s'est déroulée au rythme des gels et des dégels — quelques terres embellies qui ne se comptent même pas sur les doigts d'une main —, des grandes guerres patriotiques et des minables impostures. Un écrivain, Sacha Antipov, raconte une carrière de Russe moyen, d'écrivain moyen, « fils d'ennemis du peuple ». « Et ses parents, où sont-ils ? lui demande une voisine. — En mission. — Alors, avec qui t'habites-tu ? — Grand-mère. — Tu m'en diras tant... ».

Le narrateur, l'auteur, se défend d'être Antipov. « Ce n'est pas de moi qu'il est question, affirme-t-il. Il s'agit d'Antipov qui habite boulevard de Tver, lui aussi. Et, plus loin encore : « Antipov ne me plaisait pas. Il y avait en lui quelque chose qui m'inquiétait. J'ai été longtemps sans comprendre, puis j'ai compris. Il me ressemblait trop. Même extérieurement : des lunettes, peu causant, lent, et, en plus, nous étions presque du même âge. » En treize chapitres, Antipov et son double violent défilent la ville et l'époque

telle qu'elle fut vécue par le masse des intellectuels. C'est écrit sans revendication, sans cri, sans propagande. Un état des stocks humains après soixante années.

Trifonov, minutieusement, met en relation des hommes ordinaires avec une histoire qui ne l'est pas ; sans condamner ni juger, il met au jour les grandes trahisons et les petites compromissions : l'apprenti-écrivain cultive l'art d'écrire des nouvelles « qui ne parlent de rien » ; l'auteur de théâtre se suicide quand revient du camp son co-auteur arrêté en 1936, dont il avait supprimé le nom de l'affiche ; et peut-être, contrairement au film d'Abouladze, Repentir, on finit par mettre en terre le cadavre de Staline exposé « fin d'hiver place Troubaïa ». La vie, une autre vie, continue en ce lieu. N'oubliez pas l, répète Trifonov « Le souvenir et la vie ne font qu'un. Si l'on détruit l'un, on détruit l'autre, ils forment un tout qui n'a pas de nom. »

EXCLU de l'Union des écrivains soviétiques en 1958 à l'unanimité pour ses activités « incompatibles avec la qualité d'écrivain soviétique », Boris Pasternak — mort en 1960 — est donc « réhabilité à grand bruit (3) ». On va ériger intégralement, dans la revue Novy Mir, le docteur Jivago, cet objet de scandale du « Jivago aux trépassés », et ceux-là même qui demandaient que soit déchu de la citoyenneté soviétique le lauréat du prix Nobel 1958 vont se rallier à la majorité du moment. O combien Trifonov avait raison de cultiver la mémoire, se souvenant d'un vers fameux du plus célèbre des poètes russes, Pouchkine : « Il ne se sent serein que les morts !... »

La Correspondance entre Boris Pasternak et sa cousine Olga Freidenberg, remarquablement présentée et annotée par Michel Aucouturier, est un document très précieux pour mieux comprendre ce poète lyrique difficile qui n'a laissé qu'un seul roman : Jivago. Une correspondance de toute une vie, entre 1910 et 1954, avec Olga, cette complice intellectuelle, professeur de littérature grecque à l'université de Leningrad, née comme lui en 1890, morte en 1955,

cinq ans avant lui. A l'excitation des interminables lettres de la vingtième année va succéder, entre Moscou et Leningrad, une relation de connivence qui permet de suivre l'évolution du poète — dont le premier grand succès, Me souviens-tu, parut en 1922, salué par les critiques enthousiastes de Mandelstam, Brioussou, Tsvétaïeva — et de découvrir en Olga Freidenberg une femme « fière et intrépidité » à l'intelligence pénétrante avec qui il peut parler de tout, sauf des événements politiques, comme s'il se méfiait des lecteurs indisciplinés.

En décembre 1936, elle lui rapporte ses dialogues avec les censeurs : « Je leur dis : « Ecoutez ! Pourquoi discuter sur des mots ? C'est ma conception » que je ne veux pas et ne désire pas » rétor. » Le rédacteur s'écrit : « Nous savons que c'est votre conception, mais ce que regardent les gens, ce sont les mots. » Février 1940, il annonce l'arrestation à Moscou de Meyshold et l'assassinat, dans sa cuisine, de sa femme, l'actrice Zinaïda Raïkh : « Ensuite il lui est arrivé malheur, et on a égaré sa femme. Tout cela ne peut pas se décrire et tout cela m'a touché de près. » « C'est l'attente tacite de deux témoins muets de la terreur qui sévit autour d'eux », écrit Michel Aucouturier dans sa préface à propos de cet échange qui, au fur et à mesure des années, tient une place de plus en plus grande où tous deux retrouvent les souvenirs et les préoccupations spirituelles de leur jeunesse. Il lui fera lire le Docteur Jivago, mais elle s'effrayera avant le scandale.

La plaisir que donnent les épistolaires est, hélas, en voie de disparition... Plus que le roman, une correspondance peut donner l'impression d'avoir vécu une époque, dans ses grandes et ses petites choses. Il est à parier qu'il existe encore de nombreuses lettres de Pasternak encore inédites. Où sont-elles ?

Encore un mot à propos de Jivago : M. Zaslavine, directeur de Novy Mir, a déclaré que l'édition russe serait établie d'après le manuscrit. Mais où est-il donc ce manuscrit, dédié personnellement par l'auteur à Lina-Olga Freidenberg et subtilisé par le KGB lors d'une perquisition ?... Sans doute à côté de celui de Vie et destin, de Vassili Grossmann, dans le fonds littéraire des Archives de la Loubianka.

(1) L'ouvrage a paru en russe dans la collection « Bibliothèque de la mémoire russe » (BMR), YMCA Press, 1984.

(2) Gallimard, 1978. Un fragment de texte touchant de Trifonov a paru cette année dans la revue d'analyse des poètes sous le titre Disparitions (Moulin, n° 1, 1987).

(3) Le Triomphe du poète par l'Institut. Le Monde du 29 mai.

Quand Marina était jeune...

De 1908 à 1923, les poèmes et la passion de Tsvétaïeva

DES yeux qui brûlent gonflés sur la couverture d'une collection nouvelle dirigée par Bernard Noël signalent ce beau recueil de poèmes de jeunesse de Marina Tsvétaïeva, réunis pour la circonstance sous le titre Le ciel brule.

On commence à peine à se familiariser avec l'œuvre de passion, de paroxysme et de dévotion intérieure de ce poète au destin tragique (1892-1941). Déjà, depuis une dizaine d'années, des traducteurs s'étaient risqués à affronter ces poèmes à la limite du traduisible, notamment Eve Malleret dans Tentative de poésie (La Découverte, 1986) ; et une extraordinaire Correspondance à trois — Rilke, Pasternak, Tsvétaïeva (Gallimard 1983), tissait le fil d'une relation exceptionnelle entre trois des plus grands poètes lyriques de notre temps. Clémence Hiver nous avait « offert », à travers Neuf Lettres avec une dixième retenue et une onzième reçue (1986), un bref « roman » épistolaire, écrit en 1922 à Berlin, au temps de l'émigration.

Cette fois, Pierre Léon, le traducteur de Le ciel brule, a choisi de préserver le mouvement, le rythme, la respiration des poèmes, au détriment d'une hypothétique fidélité. Et le résultat (malgré quelques scories de sens et d'orthographe) est tellement réussi qu'on voudrait en lire davantage.

A peu près inédits en français, les poèmes du recueil vont de 1908 à 1923, de l'adolescence heureuse à l'exil. Ils évoquent l'éveil des sentiments, les passions, le mariage avec Sergueï Efron (« Avec défil, je porte son anneau. / Je suis sa femme devant l'éternité, pas sur papier »), les amours saphiques (« D'où me vient la tendresse ? / Ce n'est pas la première fois. / Que des boucles, je sens la caresse. / Que des lèvres, je baise la nuit »), la naissance d'Ariane, fille de Marina (« Avec l'hirondelle, tu es venue. / A la même heure. / La joie d'un petit corps. / Des yeux nouveaux. / Naître au mois de mars. / Seigneur, vois-tu

la salut ? / C'est être un oiseau. / Sur terre »), la guerre aussi (« La guerre, la guerre ! / On prie. / Les éperons jactent. / Mais je n'ai rien à faire ni du ciel. / Ni des querelles des peuples. ») Et la fin, en février 1920, de sa seconde fille, morte de faim.

C'est un art qui naît entre les révolutions — 1905-1917 — chez quelqu'un qui répétait qu'elle n'appartenait pas à son époque et qui, pourtant, plus que tout autre poète, subit toute sa vie les événements historiques. Jusqu'à la mort, par pendaison, le 31 août 1941, à Elabouga, une bourgade tatar où les autorités soviétiques avaient envoyé Marina à son retour sur la terre russe, après vingt ans d'exil, d'excitation et de solitude.

Peu à peu, l'écrivain nous arrive, en miettes. Clémence Hiver annonce pour cette année un autre essai, Mon Pouchkine ; les lacunes sur la biographie se combinent. Un ouvrage de Simon Karlinisky vient justement de paraître qui nous fait mieux connaître la vie et le monde de Marina Tsvétaïeva : une biographie solide et passionnante, qui complète un travail du même auteur du début des années 60, à une époque où beaucoup des événements de cette vie étaient inaccessibles.

Un grand poète, une bonne biographie... et un précieux album de photos (1). Il est à parier que Marina Tsvétaïeva va enfin devenir un poète célèbre.

★ LE CIEL BRÛLE, de Marina Tsvétaïeva, poèmes traduits du russe par Pierre Léon, Cahiers de Babel, coll. « Cosmos », 78 p., 75 F., (30, rue des Saules, Saint-Pierre-de-Mont, 49000 Mont-de-Marsan).

★ MARINA TSVÉTAËVA, The woman, her world and her poetry, de Simon Karlinisky, Cambridge University Press (en anglais), 296 p., 27,50 livres (relié) ou 9,95 livres (poche).

(1) Marina Tsvétaïeva, Editions Ardis, Ann Arbor, Michigan, 1981. — Nous remercions Tsvétaïeva (transcription anglaise), Tsvétaïeva (transcription française).

SAINT-JOHN PERSE

Lettres à l'Étrangère

Toutes réunies et présentées par Maurice Bernier

Cahiers Saint-John Perse

Année du centenaire

GALLIMARD *grf*

Kabbale, vie mystique et magie Judaïsme d'Occident musulman

Rafael ZAFRANI

Histoire et actualité. La vie quotidienne et l'imaginaire social castillan et judéo-maghrébin.

Un volume 16x24, 488 pages, un frontispice et 10 illustrations... 326 FF

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

LOUIS NUCERA

Mes rayons de soleil

"Une étonnante et charmante promenade, tour à tour pluvieuse et ensoleillée, littérale et météorique, innocente et rouée, touriste et humoristique."

François Nourissier/Le Figaro Magazine

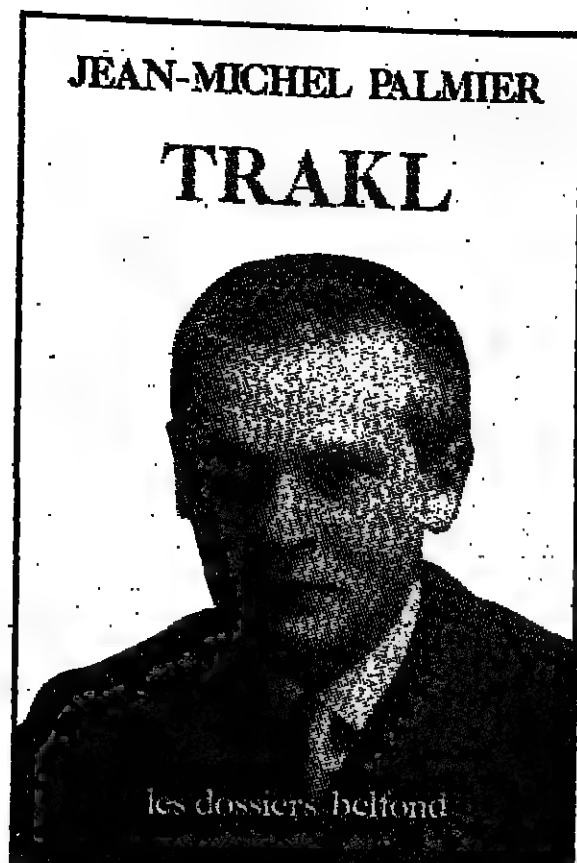
"Endossant le maillot jaune de la nostalgie, Nucera a mobilisé un peloton d'écrivains, d'étrangers de grandes routes comme lui : Tolstoï, Gombrowicz, Barres, Nabokov, Kessel."

Roland Jaccard/Le Monde

GRASSI

Pierre Belfond

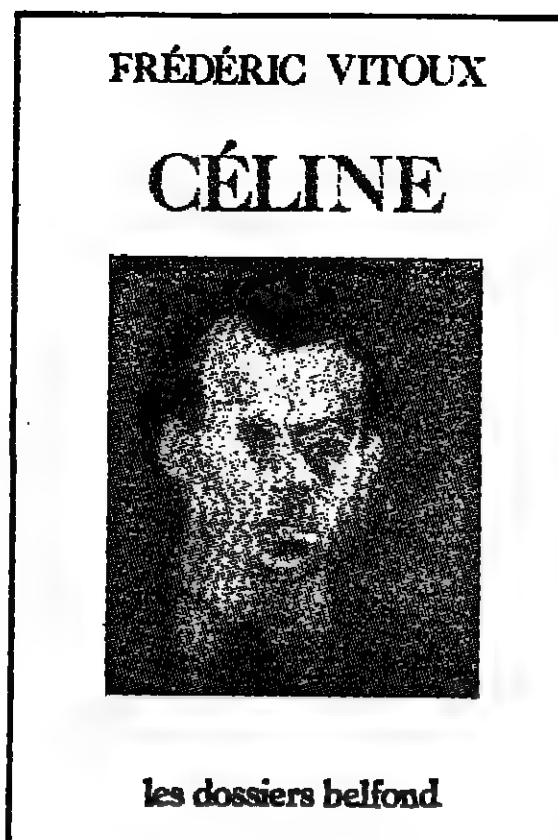
Collection "DOSSIERS" dirigée par Jean-Luc Mercié



Jean-Michel Palmier

TRAKL

Né à Salzburg en 1887, contemporain de l'expressionnisme, Georg Trakl meurt d'un excès de cocaïne à vingt-sept ans en 1914. Comparé à Hölderlin et, plus encore, à Rimbaud, le poète a eu une considérable influence sur les lettres allemandes du XX^e siècle. "Une grande surprise et un beau cadeau" : ainsi Heidegger saluait-il, en 1972, le travail de Jean-Michel Palmier. Le centenaire de la naissance de Trakl mais aussi la redécouverte en France de la Vienne d'avant 1914 imposaient une nouvelle édition de ce livre.



Frédéric Vitoux

CÉLINE

Écrivain controversé - certaines de ses thèses idéologiques sont monstrueuses - mais écrivain majeur du XX^e siècle, Céline a bouleversé le langage, révolutionné la littérature, créé ce ton inimitable qui amalgame fiction et autobiographie, délire verbal et divagations apocalyptiques sur l'Histoire. Frédéric Vitoux propose, dans cette édition mise à jour et augmentée, une approche critique et un bilan des travaux, jusqu'aux plus récents, consacrés à l'homme et à l'œuvre.



Christine Dupouy

RENÉ CHAR

Avare de ses apparitions publiques comme de ses confidences, René Char, c'est tout à tour le Provençal enraciné dans son terroir de l'Isle-sur-la-Sorgue, le résistant, l'ami des peintres ou des musiciens (de Staël, Da Silva, Giacometti, Boulez) ou encore l'auteur consacré, entré vivant dans la Pléiade. Mais c'est avant tout le poète, celui du *Maréchal sans maître*, de *La Nuit talismanique* ou des *Chants de Balandrane*. Un poète dont Christine Dupouy a retracé l'itinéraire créateur et traqué l'ambitieuse morale.

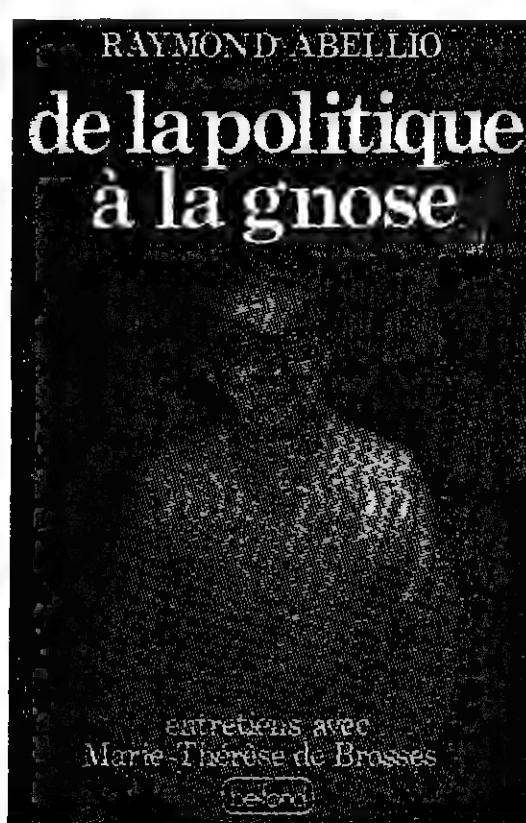
Collection "ENTRETIENS"



MESSIAEN

Entretiens avec Claude Samuel

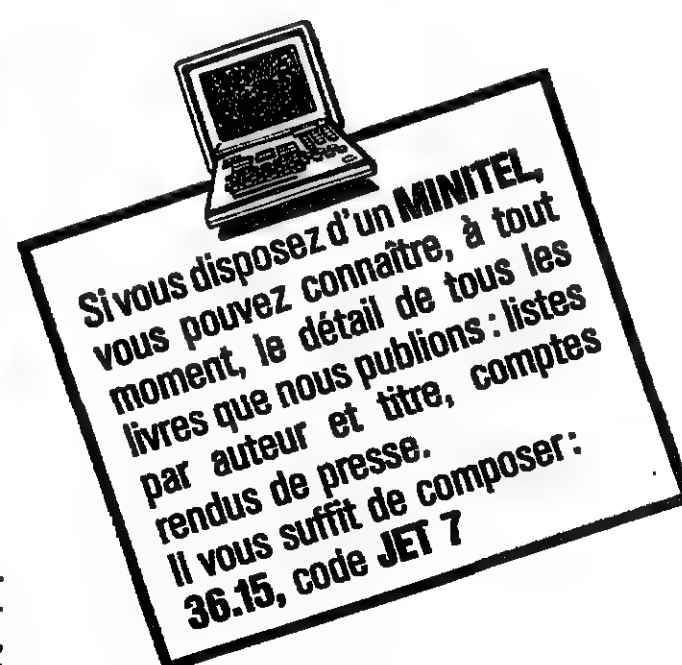
Considéré depuis plusieurs décennies comme l'une des figures majeures du XX^e siècle, Olivier Messiaen est désormais le musicien contemporain dont les œuvres sont le plus régulièrement jouées à travers le monde. En compagnie de Claude Samuel, il se fait ici le géographe de sa propre création, partition après partition, jusqu'aux plus récentes. Messiaen, cependant, c'est aussi l'immense pédagogue, l'ornithologue reconnu et, bien sûr, le croyant n'ignorant rien des grands théologiens.



ABELLIO

Entretiens avec Marie-Thérèse de Brosses

Polytechnicien, ingénieur, homme politique, philosophe, romancier, Raymond Abellio, mort en août 1986, aura été l'une des personnalités les plus déroutantes des lettres françaises. Ses écrits, qui soulignent la nécessité du retour au sacré, couvrent tous les champs de la pensée, de l'action, de l'art. Au moment de sa mort, Abellio commençait à reprendre ces entretiens avec Marie-Thérèse de Brosses publiés en 1966. Cette nouvelle édition, très enrichie, est une introduction essentielle à toute son œuvre.



Pauve

CINÉMA

Jeudi 4 juin : la troisième Fête

Deux millions de spectateurs pour un jour

Pour la troisième année consécutive, le cinéma oublie ses tourments et fait la fête. Deux millions de cinéphages — selon les prévisions des organisateurs — ont la possibilité de visionner quelques-uns des 75 000 kilomètres de pellicule projetés dans l'une ou l'autre des 5150 salles de l'Hexagone, à l'exception du réseau X.

Première chance pour les films sortis la veille, second souffle pour les longs métrages récents, dans un contexte déprimé — la fréquentation a baissé de 30 % pour le seul mois d'avril dernier. — la Fête du cinéma est, jusqu'à aujourd'hui, le seul palliatif imaginé par une profession malade qui, pour une fois unanime, tente d'inverser la vapeur.

Comédiens, réalisateurs, distributeurs, producteurs, pouvoirs publics, tous participent d'un seul pas à cette trop courte marche triomphale. Les premiers seront rassemblés dès 15 heures à l'Espace Cardin, à Paris, où ils pourront rencontrer les journalistes et d'où ils pourront partir rayonner dans les salles afin de défendre leurs films ou ceux de leurs amis. Les distributeurs ont déplacé les dates de sortie prévues pour leurs longs métrages pour partir à la conquête d'un plus vaste public, au risque, calculé il est vrai, de perdre quelques francs de recettes. Le bouche-à-oreille est d'or.

Pour la première fois, et pour préparer une éventuelle fête européenne du cinéma l'an prochain, des observateurs étrangers venus de Belgique, de Suisse et d'Allemagne seront présents en même temps que des personnalités canadiennes et américaines intriguées par le succès de cette journée pour le moment très française. Les professionnels chuchotent même le nom d'un représentant de la mythique et puissante Motion Picture Association of America.

Autre signe de l'importance de la manifestation : le nombre et la générosité des sponsors. Dix entreprises

ont contribué pour 9 millions de francs au succès de la fête. Deux exemples : Hollywood Cheering-Gum, en collaboration avec l'agence Ecom-Univas, a acheté trois mille deux cents panneaux publicitaires dans toute la France pour annoncer cette journée ; de son côté, la société Dim a organisé un concours baptisé « Les plus belles jambes du cinéma ». Jusqu'au 15 juillet, les cinéphiles devront reconnaître, à la vision de très courts extraits des plus grands films de l'histoire du cinéma, les jambes des plus belles stars et remplir des bulletins dispersés dans trois mille salles. Après tirage au sort, les gagnants auront droit à quarante-huit heures à Cannes, à des places de cinéma, à des visites de studios, à des figurations dans un film ou bien encore à l'arc, le vrai, de Rambo.

Plus sérieusement, la Cinémathèque française se rappelle au bon souvenir des amoureux du cinéma en projetant, à 19 heures, au palais de Chaillot, les deux films primés lors du dernier Festival de Cannes dans la catégorie « Perspectives ». — *Un amour à Paris*, long métrage de Merzak Allouchache, et *Retour*, court métrage de Sylvie Guédel, — et, à 21 h 15, le film *Robinsonnade*, qui a valu à sa réalisatrice géorgienne Nana Dzordzhadze la Caméra d'or. Notons, enfin, que le cinéma UGC Emmitage, sur les Champs-Élysées, équipera pour l'occasion en son Dolby, commencent dans ses trois salles un cycle du film musical, qui s'achèvera le 18 août prochain.

Il reste à savoir quels films auront cette année les faveurs du grand, très grand public. Lors de la première Fête du cinéma, *Trois hommes et un couffin* avait pris au vol qui l'a mené à l'on sait. Sans l'occasion d'un repêchage pour les films canalisés, *Un homme amoureux*, *Chronique d'une mort annoncée* et *Arizona Junior*, qui ont été jusqu'ici ? La confirmation du succès de Woody Allen et de ses *Radios Days* ? A moins que les nouveaux venus, *Attention bandits*, de Claude Lelouch, *Cœurs croisés*, de

Stéphane de Mareuil, avec la diva des hit-parades Caroline Loebe, ou encore et surtout *Pee-wee Big Adventures*, ne ramassent la mise.

Une seule certitude : un jeudi « normal » à Paris rassemble entre soixante mille et cent mille spectateurs. Aujourd'hui, ils seront plus de quatre cents mille, transférant sur les trottoirs de la capitale l'habitude qu'ils ont prise devant le petit écran : le zapping, courant d'une salle à l'autre, la quittant s'il le faut en cours de projection. Les gagnants seront les grandes salles, les grands écrans, les bons fauteuils, le cinéma en somme.

Alors il faudra à nouveau poser deux questions à la communauté cinématographique. La première concerne l'accès aux salles. On évoque, on évoque, on évoque depuis des années une sorte de « carte orange » du cinéma, qui permettrait pour une somme forfaitaire, d'accéder à toutes les salles. Peut-on espérer qu'elle voie jamais le jour ? La seconde concerne les salles elles-mêmes.

N'est-il pas temps, comme l'a déjà compris la Gaumont, de bannir du vocabulaire du cinéma les « complexes » et autres « multi-salles » pour revenir enfin, compte tenu de la baisse réelle du nombre des films produits et projetés, à ces grandes salles qui, tels le Rex, le Kéopano-rama, le Normandie et quelques autres trop rares, sont les seules à offrir aux spectateurs les conditions idéales pour la découverte d'un bon film ? Fidélisation du public et qualité de l'accueil, est-ce un programme trop ambitieux pour une profession pourtant si imaginative ?

OLIVIER SCHMITT.

Aventures d'un cinéphobe

Aller au cinéma ne doit pas être une entreprise beaucoup plus complexe, quand on en a l'habitude, que d'aller au théâtre ou au concert. Dire pour quelle raison nous n'avons pas franchi le seuil d'une salle de projection depuis tant d'années serait trop long ; ce n'est pas à cause de la télévision, en tout cas, car, malgré quelques velléités de le sortir, le poète est resté au fond du placard et nous n'avons pas pu nous installer ici. Plutôt la difficulté de choisir entre les classiques déjà vus et les nouveautés, qui, par définition, ne les valent pas.

Pourquoi, alors, avons-nous jeté notre dévolu sur un dessin animé chinois, le *Roi des singes*, sans espérer, pour une fois, que notre inertie s'importerait sur la carrière du film ? Sans doute parce qu'il est difficile de ne pas céder à l'entraînement, que l'heure était à la Chine et que nous commissions l'histoire.

Au bout de trois mois, quand il n'y avait décidément plus d'empêchement ni de prétexte de part et d'autre, il fut décidé que nous irions le surprendre.

Ce n'était, au fond, qu'une question d'organisation : en avançant l'heure du thé, et donc en allégeant le déjeuner, en préparant le dîner à l'avance pour ne pas avoir à le réchauffer, en retardant la séance de 17 heures, la séance de 17 heures semblerait celle qui dérangeait le moins nos habitudes. Elles étaient passablement marquées à l'époque, j'en conviens. Le lendemain, nous avons poussé la prudence jusqu'à aller repérer les lieux pour vérifier que le film était projeté à l'heure, que l'heure était celle qui nous avait été indiquée et jeter un coup d'œil aux images.

C'est peu dire que nous sommes arrivés à l'heure. Tout s'est effondré au moment d'acheter les billets. La caissière nous opposa un refus catégorique, humiliant : il fallait au moins dix spectateurs pour que la projection ait lieu ; nous étions les seuls, dans tout Paris, en cette fin d'après-midi du mois d'août 1984, à avoir eu envie de voir le *Roi des singes*, qui ne passait plus que dans cette petite salle du Marais : « *Revenez à 21 heures*, nous dit-on, il y aura peut-être plus de monde. » C'était beaucoup demander, et nous sommes repartis, confus de l'aventure. Il n'est pas dit que nous n'irons plus au cinéma, mais nous y regarderons à deux fois.

S'il s'était agi d'un conte, c'est à peine si l'auteur eût signé — on peut facilement en inventer de vrais. C'est là son seul mérite, et mon nom n'y ajouterait rien.

ELSA POPINE.

Annecy : le XVI^e Festival international de l'animation

Une euphorie tempérée

Le Festival d'Annecy est la plus grande manifestation internationale consacrée au cinéma d'animation. Du 28 mai au 2 juin, des professionnels venus du monde entier et des hommes politiques ont parlé art, et argent.

Le cinéma, c'est merveilleux. Le slogan obéit souvent le cinéma d'animation : un univers à part — par son écriture, ses techniques, son économie, sa diffusion, — boudé cette année par le Festival de Cannes, qui ne lui a consacré aucun prix spécifique. Tous les deux ans, c'est à Annecy qu'on vient faire le point sur le monde. Depuis 1985 s'est adjoint au Festival le MIFA (Marché international du film d'animation pour le cinéma et la télévision). Dès sa seconde édition, il a triplé de volume. C'est un véritable mini-MIP qui draine cette année producteurs, distributeurs, industriels, responsables de télévision.

Le MIFA vit sa vie, en osmose, mais parallèlement au Festival. On y signe, tous les jours, des accords commerciaux. L'INA, le CNC y ont leur stand, aux côtés de Thomson Digital Image, des AAA ou de Sovexport Film (URSS), tout comme La Fabrique, créée par Jean-François Lagnionie ou Folimage de Valence.

Et le Festival édition 87 avait lui aussi un je-ne-sais-quel de mini-Cannes, tant il a pris de l'ampleur. Les stars en moins : on attendait Peter Ustinov pour présider le jury, il s'est décommandé, et le visage des réalisateurs de cinéma d'animation — hommes d'une discrétion infinie — est inconnu. Frédéric Back, Henri Kouliv, Karel Zeman ou Rein Rasmussen passent incognito dans la foule.

Il est vrai aussi qu'on ne savait plus où donner de la tête. Comment choisir dans le lot quotidien d'expositions, de colloques (mécat, dessin animé par ordinateur, nouveau programme européen MEDIA), d'hommages et de rétrospectives (la Warner Bros, Emile Cohl, Peter Foldes, Norman McLaren, Frédéric Back, Kouliv ou Rasmussen, membres du jury (1) ? De projections surtout : films d'enfants et films d'écoles, véritables petits festivals à eux seuls, films en compétition (105 sélectionnés parmi 700 reçus) et films en « Panorama » car déjà primés ailleurs, dont deux longs métrages : *Krysar*, le chasseur de rats, du Tchèque Jiri Barta, superbe mais canabardesque, et *Les Aventures de Mark Twain*, de l'Américain Will Vinton, bourré de fantaisie et réalisé en volume animé.

Sélection officielle : la confusion

Sans compter les longs métrages dits « en information » : le *Big Bang*, inférioritaire, de Fichtel, ou, produit par l'Office national du film canadien (ONFC), *L'Homme de papier*, de Jacques Giraldeau, un film de fiction destiné à sensibiliser le grand public aux vertus de l'imagination et de la créativité, accompagné par la publication d'un coffret pédagogique assez merveilleux (2). Car c'est à Annecy, aussi, que les éditeurs présentent leurs derniers nés : *Ca bouge* (Casterman), un livre sur les jeux d'optique et films d'animation.

4 mai/28 juin
LES HEURES BLANCHES

Le comédien DIDIER BEZACE joue cette aventure avec beaucoup d'esprit, dans un décor magique de YVES ROSSIGNOL. Veste un beau et fascinant spectacle.

On se dira jamais assez que les Heures Blanches de FERDINANDO CARON, scénariste, met en scène et joué par DIDIER BEZACE est un succès. C'est du grand théâtre.

De toute admirablement bâti, un spectacle dramatique et sérieux, d'une rare intelligence.

THEATRE DE L'AQUARIUM
Carte blanche 43 74 99 61. 3 F.M.C.

tion pour les enfants conçu par l'atelier belge Graphol. On la trouve jeune (et unique) revue française consacrée au cinéma d'animation international : *Animatographie*, de très haute tenue (3).

Les projections de la sélection officielle ont été beaucoup sifflées, par des salles comblées, mais boueuses. Elles méritent sans discrimination aucune, films publicitaires, vidéos, bandes annonces, courts ou longs métrages de création. Un mélange des genres qui ne favoriserait guère la vision des films d'auteur : voyages fous dans l'imaginaire (contes, légendes et rêveries en tête, mais le monde d'aujourd'hui, la drogue, la ville, la guerre, l'environnement, le sexe font aussi partie des sujets abordés) traités en dessin, papier découpé, pellicule grattée, volume animé, bref une palette infinie, où les références picturales (plus que le peintre contemporain, George Grosz, Matisse, Géricault, Dufy) sont omniprésentes, tout comme le graphisme épuré de la bande dessinée ou de la caricature. Mais on a trop vu, cette année, tout et n'importe quoi, bon nombre de recherches formelles affolées de nouvelles images mais vides de tout scénario.

Les bonnes fées

Où commencent, où finit le cinéma d'animation ? Peut-être dans cette « représentation organique », cette « unité d'expression » qu'évoque Rein Rasmussen, le président économe du jury, en parlant de son art. On a revu à Annecy son *Enfer*, prix spécial 1985, et découvert son dernier film, *Le Méliand*, qui mêle prises de vues réelles et dessin.

Rein Rasmussen résume bien les enjeux du cinéma d'animation, entre artisanat et industrie : « Je pense qu'il faut attendre encore un peu avant que les créateurs utilisent de bon sens les nouvelles images. C'est uniquement quand la culture technique et la culture émotionnelle, artistique, atteignent un niveau équivalent qu'on verra naître une nouvelle esthétique, c'est-à-dire une forme spécifique qui s'arrête ne peut exprimer qu'avec cette technique-là. Mais, d'ores et déjà, j'ai constaté, au cours du Festival, que des cinéastes savent faire, avec les images de synthèse, des films indépendants, d'une grande qualité. » Ainsi Lucio Jr, primé par le jury (voir le palmarès).

Répondant, « au-delà des divergences politiques », à l'invitation du

maire d'Annecy, M. Bernard Besson, ministre délégué aux affaires européennes, Jack Lang est venu faire part de ses inquiétudes, non sans avoir appelé le soutien (effectif) apporté par son ministère à la création du MIFA et au cinéma d'animation en général. Il s'est interrogé sur la situation faite, en raison du désengagement de la Sofrad, à Franco-Animation et à RMC audiovisuel, sur le sort réservé aux 20 millions de francs décaissés en faveur du cinéma d'animation sur le compte de soutien aux industries de programmes, mais qui, s'il est affirmé, restent inutilisés faute de commandes. Il ne faudrait pas, s'il est ajouté en substance, que la logique des marchés à court terme prenne le pas sur la logique de la création si l'on veut résister le mariage entre industrie et cinéma d'animation.

A Jack Lang a succédé M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture. Sa politique prolonge celle de son prédécesseur, avec toutefois un infériorisme vers « une logique d'entreprise » pour ce qui concerne les nouvelles technologies.

Il a annoncé la création à l'Ecole des beaux-arts d'Annecy d'un second cycle « cinéma d'animation » et l'augmentation de la part consacrée à ce cinéma sur le compte de soutien aux industries de programmes : 25 millions de francs en 1986, 34 millions en 1987 et en 1988 une augmentation de 30 % du soutien effectif (aide accordée pour la première fois à une entreprise), ainsi que la création, par le CNC, de Centre de la première œuvre.

Philippe de Villiers a également renouvelé son soutien au MIFA, et au Festival, qui, selon son président, Jean-Luc Xiberras, en a bien besoin. Son budget de 4 millions de francs (sur deux ans) supporte mal l'ampleur professionnelle prise par ce rendez-vous international désormais fort prisé.

ODILE GIMROT.

- (1) Le jury Annecy 1987 était composé de Jean Aron, Jean-Manuel Costa, Philippe Duillet, Henri Kouliv, Rein Rasmussen, Shu-Chang Wang ; tous professionnels du cinéma d'animation.
- (2) *L'Homme de papier* : quatorze jeux pour tout savoir sur les techniques du cinéma d'animation. Accompagné d'une étude historique. En vente au siège de l'ONFC à Paris.
- (3) *Animatographie*, 30, rue Etienne-Maisel, 75002 Paris. Tél. : 40-13-00-65. Edité par l'Association (prix de vente au numéro : 30 F.).

Le palmarès 1987

Du pastel à l'ordinateur

Un bon reflet de la diversité artistique et technique.

Le jury n'a pas tranché entre la beauté lyrique des pastels de Canadine Frédéric Back et l'impérieuse virtuosité du Bulgare Boko Kanev (c'est infant, cette année des ex aequo). Tous deux se partagent donc le Grand Prix du film d'animation d'Annecy 1987. Back, déjà couronné à Annecy en 1981 pour *Croc*, présentait, cette année, *L'Homme qui pleurait des arbres*, d'après un texte de Jean Giono, dit par Philippe Noiret. Ce film, où les couleurs chantent avec autant de bonheur que chez Raoul Dufy (il avait déjà concouru à Cannes dans la catégorie courts métrages), a également reçu le Prix du public. Boko Kanev, sculpteur de formation, met en scène dans *Un monde pour les méseventures* allégoriques d'un personnage de papier, froissé, roulé, rejeté, trompé, qui, pour finir, fait une douce rencontre : un enfant.

Pour le reste, le cinéma anglais se taille la part du lion, en remportant cinq prix : deuxième Prix spécial du jury (pour le rythme et le montage) à *Gifs*, *Light cut*, un autre de copinage à l'humour et au trait de crayon féroces de Joanna Quinn, une toute jeune réalisatrice. Prix du film publicitaire pour *The Guardian Puppets*, de Peter Lord et David Sprouton (partagé avec la France, dont c'est le seul pavane petit prix décerné à *Orange* de Bernard Story, d'Olivier Esmelin et François Boissard).

The Black Dog, d'Alison de Vere, d'un imaginaire débridé et secret, reçoit le Prix du jury pour la télévision, et *When the Winds Blow*, de Jimmy Murakami, celui du long métrage. Ce film au graphisme très beaux dessinés met en scène un couple de petits robots qui se préparent avec une application horrifique à la guerre atomique. Anglaise encore, *The Visitor*, de Phil Austin et Derrick Hayes, qui dénonce l'utilisation expérimentale des drogues sur les GI américains, couronné d'une mention spéciale.

Aucune surprise dans l'attribution des deux nouveaux prix créés cette année : Images de Synthèse 2 D et 3 D. Les Etats-Unis raffient les deux avec *Carnet d'équinoxes*, de Michael Gurnitz, réalisés aux pastels graphiques et surtout avec *Luna Junior*, de John Lasseter, la nec plus ultra en matière d'images de synthèse 3 D, déjà remarqué à l'Image 87 : un petit brou de terre — une partie de ballon entre maman lampe et son fils. John Lasseter a travaillé chez Walt Disney et pour Steven Spielberg.

Le jury a été cette fois unanime pour décerner son premier Prix spécial à *Seitänzer* (Equibristes), de Raimund Krumme (RFA), un film en noir et blanc d'une étonnante simplicité graphique et d'une très grande complexité quant à la science de la perspective.

L'URSS enfin reçoit le troisième Prix spécial du jury pour la France, de N. Shorina, ve-en-vient énigmatique de marionnettes devant une maison à l'architecture années 80... et le Prix de la première œuvre pour la Galette aux grains de pavot, de E. Martchenko, où la beauté du dessin soviétique brille de tout son éclat.

MUSIQUES

La mort d'Andrés Segovia

L'âme de la guitare

Le guitariste espagnol Andrés Segovia est mort le 3 juin à Madrid. Il était âgé de quatre-vingt-quatorze ans.

Prodigieuse est la destinée de cet homme, l'un des grands musiciens de ce siècle, qui a fait sortir la guitare des taverne de flamenco. Prenant la relève de Francesco Tarrega, mort en 1908, lorsqu'il donne son premier récital à Grenade en 1909, il est le seul guitariste classique ; il a aujourd'hui une postérité inimmuable à travers le monde (quelque six cent mille guitaristes dans ce qu'on appelle le Japon...). Le répertoire aquatique de son instrument à cette époque compte aujourd'hui des centaines d'œuvres composées pour lui-même et ses disciples.

Comme sa guitare, le personnage semblait entouré de silence. Dans le beau visage aux larges surfaces planes veillaient deux yeux tournés vers l'intérieur, souvent voilés par les paupières et encore protégés par de grosses lunettes. Malgré un physique de grand homme d'affaires, sa voix était douce, ses paroles lentes et rares s'écoulaient en phrases paisibles, lentement et amoureusement posées, comme extraies d'un vieux fonds de sagesse, non dépourvus d'humour, voire d'ironie mordante. Une pipe droite ou recourbée y ajoutait, dans les moments de détente, sa note de bonhomie.

Il ne faisait qu'un avec sa guitare, au point qu'on se demandait si c'était sa nature qui l'avait porté vers cet instrument secret des confidences ou si c'est elle qui l'avait lentement façonné jusqu'à se confondre avec elle. Le monde infini qu'elle révélait, il allait le chercher très loin à l'intérieur de lui-même, au long de ces « heures harassantes jusqu'à la douleur », où quotidiennement il plait « la technique à l'expression esthétique de l'œuvre, pour découvrir son âme à travers des signes inertes » jusqu'à « percevoir ce qui n'est pas couché sur le papier » à musique ». Ainsi qu'il le disait en une admirable formule, « autour des artistes qui travaillent de bonne foi, le monde des phénomènes s'évanouit, comme cela arrive aux mystiques quand ils s'abandonnent à la prière ».

De là venait que cette musique paraissait aussi riche que celle d'un piano ou d'un clavecin, ouverte à tous les sentiments, les sensations, les rêves, les souvenirs et les mille sollicitations du monde, filtrés au

long des heures d'exercices et de méditation par cette fontaine de calme qui coulait inlassablement en lui.

Né à Linares, petit village près de Jaen en Andalousie, en février 1893 (le jour exact, 17, 18, 21 ou 28, varie selon les sources), Andrés Segovia était le fils d'un homme de loi. Il fit des études musicales à l'Institut de Grenade dès l'âge de dix ans, mais refusa tous les instruments qu'on lui proposait, dans son amour surprenant pour la guitare. Il travailla seul (« *J'ai été mon élève et mon maître* »), non seulement à se créer une technique, mais à constituer un répertoire en transcrivant, à l'exemple de Tarrega, des œuvres anciennes ou romantiques pour la vihuela, le luth, le violon, voire le clavecin et le piano, avant que nombre de compositeurs ne se mettent à écrire pour lui (Turina, Villa-Lobos, Torroba, Ponce, Rodrigo, F. Martin, Milhaud, Jolivet, etc.).

Le réinventeur de son instrument

Pendant de longues années, il ne joua qu'en Espagne ; puis il fit une grande tournée en Amérique du Sud en 1919. Mais, dit-il, « *Paris a été mon berceau international* » : c'est en 1924 qu'il apparut à la salle du Conservatoire, en présence notamment de Paul Dukas et Albert Roussel, qui venaient de composer une pièce pour guitare intitulée *Segovia*. Depuis, il a donné des milliers de concerts, jusqu'à cent vingt par an, sur tous les continents.

Il a vraiment réinventé son instrument, en développant la technique, en élargissant le jeu polyphonique, la gamme de timbres, les possibilités d'expression, ouvrant la porte aux recherches contemporaines. Grâce à son influence, la guitare est entrée dans les conservatoires du monde entier ; il a lui-même beaucoup enseigné, notamment à l'Académie Chigiana de Sienne et aux cours d'été de Saint-Jacques-de-Compostelle.

Les toutes dernières années, il avait renoncé aux concerts, du moins en France, mais on l'avait revu avec joie en 1983, à la Maison de Radio-France, où il présidait le vingt-cinquième Concours international de guitare, vieux homme très droit, l'œil vif, la lucidité intacte, contemplant d'un air déboulaire la foule qui l'accablait.

JACQUES LONCHAMPT.

Culture

CINÉMA

« Attention bandits », de Claude Lelouch

Ralentir, sentiments



Claude Lelouch s'est acheté une conduite raisonnable, le temps d'un film de gangsters et d'amour assez classique et bon enfant.

Après deux grandes classiques successives (*Vingt ans déjà, Partir, revenir*), Lelouch s'est calmé. Il a détaché sa caméra du lasso où il la faisait tourner, renoncé à ses mouvements de gros inspirés de la Foire du trône par lesquels il soulevait le spectateur de son siège jusqu'à le nausée et prétendant hausser le ton confus de ses intrigues au niveau de la fresque épique.

Il a, prudemment, évité le piège de Cannes et, astucieusement, choisi de sortir pour la Fête du cinéma (ce qui lui assure un bon mot trente mille ou quarante mille entrées d'embellie, l'équivalent d'une énorme campagne de promotion). Bref, le cinéaste-producteur est en voie de guérison.

Il n'a même laissé de côté son goût de la musicalité de flash-back et de téléscopage narratif, s'en est tenu à un récit linéaire. C'est dire qu'il y a mis du sien pour reconquérir le public, quasiment une démission.

Jean Yvonne est un bandit de la vieille école, recouvert d'objets d'art volés, qui vit dans une belle maison avec une belle épouse et une très

belle petite fille, se consacrant à l'art de pêcher à la ligne, quand Patrick Brui, un apprenti bandit, un même surnommé « Mozart » (il a fait son premier casse à cinq ans) entre dans sa vie et la bouleverse.

Une affaire qui tourne mal, un homme en cage qui tue sa femme, et Yvonne se prend pour dix ans à l'école. Il place la petite Marie-Sophie dans un pensionnat suisse où elle apprend les bonnes manières de table et le cheval pendant qu'il tire son temps, parle aux murs et écrit des centaines de lettres à sa fille. Dix ans plus tard ils se retrouvent. Marie-Sophie (interprétée par Marie-Sophie Lelouch, ex-Fochat) est une jeune femme à présent, et elle va, contre tous les principes enseignés en Suisse, revenir à la loi de ses origines et aider son père dans sa vengeance.

Il faut beaucoup de bon vouloir pour croire au passage des dix ans et à la psychologie des personnages. Lelouch dit avoir voulu montrer l'évolution du banditisme, dresser un réquisitoire contre le banditisme... soit. Il l'a sûrement voulu à un moment ou à un autre, mais ça ne voit pas trop. Moins que la permanence de quelques tics (un son Dolby surchargé d'effets, tapage à l'oreille) et obsession (le parking en action, gros plan sur le visage grave derrière les trous du plastique, etc.). Mais on n'attend ni leçon ni thèse. Lelouch a eu envie de raconter une histoire, c'est suffisant, même s'il ne la bâtit pas très solidement et manque plusieurs fois la fin, comme on lève une gare, emporté par sa verve, son amour du cinéma et des acteurs.

Comment lui en vouloir ? Qu'il aime Marie-Sophie L., c'est bien normal, il vient de l'épouser. Patrick Brui devrait plaire aux demoiselles et à leurs mères, avec un sourire canaille très étudié. Quant à Jean Yvonne, il est excellent, presque au meilleur de son art, qui est grand, Charol sur le propret par deux fois (« presque » parce qu'il n'a pas toujours l'air convaincu, comme nous du reste, de la consistance de son rôle). Et on aime le beau profil altier de Charles Gérard, ses paupières noblement mi-closées par le plaisir, comme le Bon Anné.

Mais la véritable raison d'aller voir *Attention bandits* s'appelle *Swigie Derache-Navarro*, la fille qui interprète Marie-Sophie enfant. Un miracle blond, délicieux, irrésistible. Avec ses sauteuses et sa jupe plissée, elle est plus qu'une jolie petite fille : un pur fantasme. On n'en dira pas plus, car elle n'a que douze ans (parpente), mais le personnage le plus dangereux de l'affaire, c'est elle.

MICHEL BRAUDEAU.

Communication

La réorganisation d'Antenne 2

La chaîne de référence a du vague à l'âme

Supprimant les fonctions de directeur de l'antenne occupées jusqu'à présent par Jean-Marie Cavada, la direction d'Antenne 2 vient de constituer un « comité de création » comprenant des producteurs de la chaîne (Jacques Chancel, Michel Drucker, Armand Jammot, Jacques Martin, Bernard Pivot, Pierre Tchernia) et des « personnalités extérieures qualifiées ». Jean Roudil devient directeur général adjoint chargé

de la coordination, de la production et des programmes, et Jean-Marie Cavada, conseiller du président pour l'antenne et l'information, est chargé d'une émission mensuelle d'information et de quatre soirées exceptionnelles par an. Une réorganisation qui laisse sceptique à la fois les syndicats et le personnel de la chaîne, déstabilisés par de récents départs et inquiets sur leur avenir.

C'était à Cannes, dans la tornade du Festival, un dimanche de mai. « Descendu » sur la Croisette l'espace d'un week-end pour afficher la présence et le rôle d'Antenne 2 dans le secteur du cinéma, rencontrer divers professionnels et lancer les films coproduits par sa chaîne, M. Claude Contamine débarque à l'improviste dans les bureaux d'A 2, d'où sont réalisés, chaque jour, depuis près de deux semaines, magazines et journaux télévisés.

Sur la cinquantaine de personnes qui participent à l'opération, une petite poignée est alors au travail, et chacun se présente pour éviter au PDG, qui ne reconnaît jamais personne, de se pencher trop avant sur les badges de ses interlocuteurs. « Que pensez-vous de notre travail sur le Festival ? », s'enquiert un journaliste. « Oh ! hésite M. Contamine pris de court, j'aimerais que l'on me fasse des caresses. » Surprise, déception. Il n'aurait donc rien vu ? Mais le PDG continue : « Dites-moi, qu'est-ce que vous faites chaque jour entre 19 heures et 20 heures ? » Silence. « Oui, reprend-il, l'arrivée des stars, la montée du grand escalier... C'est très bien, les gens aiment voir les stars... »

« Mais, Monsieur le président, se risque quelqu'un, ce n'est pas Antenne 2, mais Canal Plus qui diffuse ce programme... » L'anecdote cannoise circule à Antenne 2, citée comme une illustration « du mal qui ronge la chaîne », de la distance croissante qui sépare le président de ses salariés.

Antenne 2 a le blues. Côté informations, côté programmes, Antenne 2 s'écroule, se replie et se tennit, comme privé de couleurs et vidé de tout punch. Ah ! il est loin le temps des audaces de Jullian, des « coups » d'Elkabbach, des surprises de Brengnot et des trouvailles de Desgrupes ! A 2 n'a même plus, ne belle plus, et ramène aux défilés, à croire qu'un vaste aspirateur a happé toutes les idées, asphyxiant pour longtemps un terrain pourtant riche et fertile. « C'est comme la Belle au bois dormant », commente une productrice désespérée. *Cela fait des mois qu'elle sommeille, et, au lieu de la réveiller, comme il l'avait promis, Cavada n'a fait que la bercer.*

Jean-Marie Cavada ! Que d'illusions a-t-il perdues, lui aussi, en quelques mois ! Fougueux et enthousiaste à son arrivée sur la chaîne en décembre dernier, impatient d'appliquer des théories qu'il avait mûries et couchées sur le papier dans un livre publié « en coul », il plaie alors d'agir, de montrer des coups, de moderniser la chaîne, de bouclier la grille et les habitudes, de défendre l'information, de lui consacrer de grandes soirées. « Je suis avant tout un journaliste, dit-il à la rédaction. Vous allez avoir à la fois plus d'espace et plus de temps pour vous exprimer... » Et de promettre des moyens, caméras Betacam et hélicoptères. Mais rien ne s'est concrétisé. Peu à peu, Cavada apparaît submergé par la tâche - un bon journaliste n'est pas forcément un homme de programme -, dépassé par le rythme et la vitesse de réaction qu'exige la guerre des chaînes, coté par les structures pesantes d'A 2, piégé par sa direction, qui l'a mis en porte à faux par rapport aux différentes catégories de personnel, trompé par son entourage.

Venu seul sur la chaîne, il en est d'autant plus vulnérable et prend de plein fouet les attaques. Ambitieux, arrogant parfois, il n'en est pas moins trop soucieux de son image ou proche des rédacteurs pour accepter, cynique et sans réactions, certains dessein de son président. Il en endosse pourtant quelques-uns. Assez pour perdre la confiance de la rédaction. Écartant tout de suite le directeur de la rédaction - Pierre-Henri Arnstam - qui formait avec Paul Nahon un tandem apprécié des journalistes, il annonce la nomination de son successeur, Jean-Claude Paris, - le fait venir de New York en Concordo pour le leur présenter, le laisse repartir pour boucler ses bagages, mais ne le revoit point...

« Navrant », dit Marcel Jullian

Ainsi décapités, la rédaction d'Antenne 2 doit attendre près de deux mois pour qu'on lui trouve une tête. Claude Contamine, qui avait fait confiance à Cavada, n'apprécie guère l'histoire. Et les relations entre les deux hommes se détériorent. Lui qui recherchait au départ les contacts avec le personnel de la chaîne rencontrait les syndicats et passait dans la rédaction, le voilà qui s'isole et ferme sa porte. Pour lui soumettre des projets d'émission certains finiront même par lui écrire. D'autres se lasseront, exaspérés, comme Christophe Dechevaux, de laisser des messages (sept) sans obtenir ni réponse ni rendez-vous. Il lui a manqué une structure, un staff, un vrai écran. Surtout une relation directe et confidente avec son président.

Mais il serait trop facile et injuste comme le fait aujourd'hui l'entourage du PDG de faire du « problème Cavada » la cause du malaise d'Antenne 2. Une fois résolue cette question abusive de l'organisation, dit-on, la chaîne retrouvera sa vie normale. Comme si la crise était suspendue à la définition d'un titre et à la responsabilité d'un homme dont la marge de manœuvre était en fin de compte réduite, limitée à la fois par le trésorier et par le PDG. Ce sont eux - Henri Pérez, directeur général, et Claude Contamine, qui règnent en maîtres sur A 2. Et le souvenir de blocage du premier, qui n'a vu défilé tant de directeurs et de PDG et connaît par cœur la chaîne, n'est pas une maigre chose. Son feu rouge peut stopper un projet, ses réticences l'édulcorer. C'est l'homme-pivot, reconnaît-on partout, et son avis est déterminant pour un PDG dont la politique est de ne point faire de vagues et de garder les comptes sains.

Mais est-ce une politique ? Pas une des personnalités ayant quitté la chaîne qui ne s'interroge, avec quelque amertume, sur l'ambition du président. Et elles commencent à être nombreuses, ces vedettes de premier plan qu'à se séduire la Une. Pascale Brengnot et Dominique Cantin, Dorothée, Gérard Holtz, Christophe Dechevaux, Alain Decaux, et même Marcel Jullian, le père et le fondateur d'Antenne 2. « Navrant », commente ce dernier. Antenne 2 paie aujourd'hui l'absence d'une pensée, d'une impulsion qui échappe aux compromis permanents avec les pouvoirs et qui comprenne que l'on ne préside pas par la programmation mais par les programmes... Quel dommage que l'Etat, une fois encore, ait voulu placer des gens dont il était sûr alors qu'il fallait surtout être sûr que l'on choisissait les meilleurs. » Et d'ajouter : « J'ai l'impression que les vertus du service public, c'est justement ailleurs qu'on va pouvoir les trouver. »

Tous, surtout, évoquant des problèmes de communication sur la chaîne, de confiance et de motivation. « Avant notre ultime entretien, raconte Christophe Dechevaux, je n'avais jamais rencontré mon président. Mais j'ai le sentiment que nous ne regardons pas dans la même direction. » De quel côté regarde donc le PDG ? Enfermé dans sa tour, coupé de la réalité culturelle et sociale même de son entreprise, M. Contamine, aux yeux de beaucoup de gens de la chaîne, prépare la télévision des années 90, le regard arrêté sur la ligne bleue des années 60 : imperméable aux modes ; insensible aux phénomènes de société et réfractaire au rock, clips, BD et autres « sexy folies ». Président d'une autre époque pour un public disparu, le PDG - dont il serait injuste de nier la passion pour la télévision - est simplement en décalage.

Car les débâcles vont continuer de plus bel. « La 3 et TF 1 se

sont d'abord disputées les vedettes, cela va être au tour des bons serveurs de bouillons, enfin viendra le tour des meilleurs soutiers de base... »

Et le départ d'une vedette implique souvent en effet celui d'une équipe. Patrick Le Lay saurait-il mieux parler aux saltimbanques que Claude Contamine ? Ou bien les cachets offerts aideront-ils à rendre persuasifs son langage ? « Des salaires triplés ou quadruplés, des émissions désormais achetées clés en main. Comment éviter des départs motivés essentiellement par l'attrait du gain ? », dit-on du côté de la présidence.

Le sarcasme irrite les partisans. « Cela éteint à la direction de s'interroger sur son comportement, et son KO debout. » Et puis, si l'appât des salaires était le seul motif, il en est d'autres alors qui auraient du partir. Les producteurs de Dorothée n'ont-ils pas essayé à tout prix - de façon vaine et bien peu élégante - d'attirer sur la « Une » toute l'équipe de Récid A2, formée depuis des années par Jacqueline Joubert ? La « star » partie pour d'autres cieux, la bande devrait suivre, en tout cas pas survivre !

« Allons ! dit Jacques Chancel qui, lui, a fait très tôt le choix de rester sur A 2. Regrettons les départs et faisons-en des bonheurs. Je continue de penser que la grande aventure de la télé, demain, c'est Antenne 2. Il y avait un problème d'organisation, de filre, d'organigramme. Il est réglé, alors mobilisons-nous. A 2 doit devenir un grand vivier. Ne retenons pas ceux qui veulent s'en aller. Certains prennent des risques car beaucoup de sociétés de production ne tiendront pas le coup. Et souvenons-nous que les cinéastes sont pleins de gens irremplaçables. »

Où l'on repaire d'Elkabbach

Cynique, Chancel ? Non, pas plus que Bernard Pivot dont ce n'est pas le genre. Mais la présidence a pour eux des égards qu'elle n'a pas pour tout le monde, notamment pour les jeunes. Problème de génération ? « Mais Jullian et Desgrupes n'ont jamais - au contraire - donné cette impression », dit l'un d'eux. La société des journalistes n'est à plusieurs reprises émue de la situation. Mardi, le syndicat FO, à son tour, posait quelques questions. « La direction s'aperçoit-elle de l'hémorragie de professionnels confirmés ? Face à cette déstabilisation organisée, la direction a-t-elle l'intention de promouvoir de jeunes talents ?... La direction souhaite-t-elle voir la scierie gagner les programmes, comme c'est le cas pour le journal télévisé ? » Et de demander aux responsables de la chaîne de savoir motiver le personnel par « un plus salarial », un « électrochoc » et « un changement complet de mentalités ».

Bonnam, cet avenu d'un problème « psy », ce besoin de « motivation ». Car c'est bien de confiance, d'enthousiasme, de projets et de foi qu'a besoin Antenne 2, dont les troupes, aujourd'hui défilistes, rêvent de rester fidèles.

Certains scrutent l'horizon et le PAF (paysage audiovisuel français) à la recherche du professionnel capable de les galvaniser. Et un nom circule avec insistance, qui transportait encore, il y a peu, une odeur de source dans cette chaîne qu'il a tant marquée : celui de Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'antenne à Europe 1. Des contacts sont en cours pour la réalisation d'un magazine qu'il animerait sur A 2. D'anciens, à Europe 1 ou A 2, souhaitent que la collaboration entre les deux sociétés ne s'en tienne pas là. La rencontre récente entre M. Jean-Luc Lagardère, propriétaire d'Europe 1, via Hachette, et M. Contamine aurait-elle des prolongements ?

ANNICK COJEAN.

Les revues tiers-mondistes *Afrique-Asie* et *Africa* suspendent leur parution. - Le dépôt de bilan de la société éditrice du bimensuel de langue française *Afrique-Asie* (135 000 exemplaires) et du mensuel anglophone *Africa*, dirigés par M. Simon Malley, entraîne la suspension de leur parution. La société serait incapable de recouvrer des créances publicitaires de 15 millions de francs. Les trente-cinq salariés du groupe n'étaient plus payés depuis deux mois, à l'exception d'un acompte de 1 500 francs. Le tribunal de commerce de Paris doit statuer le 15 juin sur un éventuel redressement judiciaire de la société éditrice.

La crise

du « Matin de Paris »

Les Editions du Matin devraient devenir locataires-gérantes du journal

Les événements se précipitent au quotidien le *Matin de Paris*, en dépôt de bilan depuis un mois. Un comité d'entreprise a été réuni très tôt dans la matinée du jeudi 4 juin, afin d'entendre les propositions de sauvetage du titre élaborées par M. Claude Levet et Hubert Lafont, les deux administrateurs nommés par le tribunal de commerce de Paris (le Monde du 9 mai).

Ces derniers ont demandé au tribunal de commerce de mettre le *Matin de Paris* en location-gérance libre, ce qui permet la création d'une nouvelle société éditrice. Celle-ci, intitulée Les Editions du Matin, comprend les actuels actionnaires du journal : Médias-Presses-Communication (MPC), le holding qui coiffe le *Matin de Paris*, le groupe des amis de Max Théret et des municipalités regroupées dans l'UES. Médias qui détiennent 50 % du capital (dont 40 % pour MPC) ; le holding italo-luxembourgeois Interpart en possède 15 % ; la société Edipart, 31 %, et la groupe de presse espagnol Zeta 4 %. Les Editions du Matin disposeraient de 40 millions de francs en capital et de garanties bancaires de 40 millions de francs.

D'ici à la fin du mois, de nouveaux actionnaires pourraient modifier le tour de table actuel des Editions du Matin. M. Paul Quilès, ancien ministre socialiste de la défense et président de MPC-Conservateur ses fonctions. En revanche, le PDG du quotidien, M. Jean-René Poillot, devrait être remplacé à la mi-juin. Parmi ses successeurs, le nom de M. Hervé Bourges, ancien PDG de TF1, est le plus fréquemment cité.

Tout n'est pas réglé cependant. La location-gérance proposée par l'administration judiciaire du *Matin* prévoit en effet la suppression de la moitié des cent soixante emplois du journal. L'intersyndicale de la rédaction du *Matin* (CFDT, Syndicat national des journalistes-CGT, FO) a appelé à une assemblée générale, en fin de matinée, jeudi 4 juin.

Une grève pourrait être décidée dans la foulée : les syndicats refusent, en effet, le nombre important de licenciements réclamant un véritable projet pour le quotidien de gauche. En outre, l'un des deux directeurs de la rédaction, M. Bernard Morrot, a décidé de démissionner, à la suite d'un désaccord avec M. Jean-René Poillot, l'actuel PDG.

Y.-M. L.

Ménace de grève à TF 1 pour le mardi 9 juin. - Le syndicat CFTC de la première chaîne, s'élevant contre le manque de concertation de l'entreprise, menace de déposer un préavis de grève d'une durée indéterminée, à partir du 9 juin. Dans un communiqué adressé à M. Michèle Corta, directrice de l'information, la CFTC reproche à celle-ci d'imposer son organisation à coups de « décrets » et s'interroge sur sa conception du pluralisme. La CFTC s'inquiète aussi « du transfert de personnel d'Antenne 2 par unités entières » et réclame le « retour aux consultations des commissions paritaires ».

Le quotidien belge le *Rappel* de Charleroi disparaît. - Le quotidien belge le *Rappel* de Charleroi a cessé sa parution mardi 2 juin. Diffusé dans la province du Hainaut, ce journal revendiquait 40 000 lecteurs mais accumulait les déficits depuis 1980. Le directeur a incriminé le « manque d'intérêt des groupes financiers » pour son titre, mais aussi les coûts croissants de fabrication et la réduction des aides de l'Etat à la presse en Belgique. Le *Rappel* de Charleroi avait été acheté par M. Robert Hersant en 1984, ainsi que les deux autres journaux voisins, le *Journal de Mons* et l'*Echo du centre* (Charleroi). Le patron du *Figaro* avait ensuite revendu le *Rappel* et l'*Echo* du centre au début de cette année.

Roger Gicquel sur France-Inter. - Roger Gicquel présentera, dès le 15 juin, la revue de presse quotidienne de France-Inter, à 8 h 30. Il remplace François Gajoux qui entre au service politique de la station. Journaliste depuis 1961 et ancien directeur adjoint chargé de l'information à l'ORTF, Roger Gicquel a notamment présenté le journal de 20 heures de 1976 à 1981 sur TF 1.

THEATRE MONTPARNASSE
avec Paul Borge Jean-Michel Dupuis

CON-VERSATIONS
Lucienne Hamon Jean-Paul Roussillon Caroline Sihol

APRES UN ENTERREMENT
Joëlle Stoïck mise en scène Patrick Kerbrat une pièce de Yvonne Rezz

PREMIER DE LA FONDATION JOHNSON
HOLIERE
DU MEILLEUR AUTEUR
43 22 77 74

au foyer des 10 h
assiettes gourmandes et vins choisis

PRINTEMPS DU THEATRE A PARIS

9-27 JUIN RESERVATION 42 96 82 00

8 SPECTACLES EN COMPETITION

PLACE ST-GERMAIN DES PRES du 9 au 11 juin LE PHUN "La Vengeance des Semis"	THEATRE DU ROND-POINT du 12 au 27 juin K8 THEATRE "Marion"
LA CIGALE du 9 au 21 juin THEATRE DU BINOME "Le Fil"	THEATRE DE LA BASTILLE du 16 au 27 juin LE BISCUIT QUI CRAQUE "Hamlet, les Adieux au Théâtre"
GRANDE HALLE-LA VILLETTE du 10 au 20 juin COMPAGNIE DECOR "La Version Définitive"	BATACLAN du 17 au 27 juin THEATRE CHARNIERE "Chesterfield"
THEATRE DE LA BASTILLE du 11 au 27 juin COMPAGNIE LABYRINTHES "Nel segno"	THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT, SALLE GEMIER du 23 au 27 juin COMPAGNIE 14-18 "Leure H"

Alpha Fnac STUDIO France Inter AOR

La formation en alternance menacée par le plan d'emploi des jeunes

ALAIN LEBAUDE

Cette « heure de vérité » du ministre des affaires sociales aurait mieux « sonné » s'il avait pu faire entendre sa différence. Or il était condamné par la solidarité gouvernementale à défendre, sur les dernières mesures d'urgence, des positions qui n'étaient pas les siennes : cela se sait, mais cela ne pouvait être dit. De surcroît, M. Séguin s'était lui-même interdit tout écart en invoquant auparavant l'unité du gouvernement. A peine e-t-on pu sentir sur les tarifs médicaux une légère distance...

GUY HERZLICH

Jacques Monestier

[illegible]

- Mise en paiement le mercredi 1^{er} juillet 1987.

Economie

TRANSPORTS

En concurrence avec Boeing et McDonnell Douglas

Airbus se lance sur le marché long-courrier

La décision de lancer la fabrication de deux nouveaux Airbus A 330 et A 340 devrait intervenir dans les prochains jours et, au plus tard, le vendredi 12 juin, au Salon du Bourget, après la réunion des ministres concernés d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et de RFA. Après ses homologues de Londres et Paris, le gouvernement de Bonn a décidé, le 3 juin, d'octroyer à Deutsche Airbus, partenaire allemand du programme aéronautique européen et filiale de MBB, un crédit de 5 milliards de deutschemarks (16,6 milliards de francs).

Ce crédit se décomposera en 10 milliards de francs d'avances remboursables pour le développement proprement dit des A 330 et A 340 et en 6 milliards de francs d'avances remboursables au titre des modèles précédents A 300 et A 310. Le ministre de l'économie de Bonn précise, dans un communiqué, que les deux nouveaux Airbus ne bénéficieront pas d'aides financières comme leurs prédécesseurs. Ce montage financier et cette déclaration sont destinés à éviter les accusations américaines de concurrence déloyale, car, jusqu'à ce jour, le mode de financement allemand des fuselages des Airbus consistait en des subventions déguisées qui contrevenaient aux règles de l'accord général sur le commerce et les prix (GATT).

Avec la décision de Bonn, ce sont donc 27 milliards de francs qui ont été mis sur la table par les gouvernements européens. Il y a trois semaines, Londres avait promis 4,5 milliards de francs pour la conception et la construction de l'ailé des deux avions par British Aerospace. Le 19 mai, c'était au tour de Paris de prêter 5,8 milliards de francs à Aérospatiale pour le cockpit et l'avionique et à SNECMA pour la mise au point du nouveau réacteur de l'A 340. On

attend une décision budgétaire favorable du gouvernement espagnol, quatrième partenaire, même si son constructeur CASA négocie avec McDonnell Douglas pour participer à la fabrication de la dérive du MD 11, triréacteur concurrent de l'Airbus A 340.

Les deux nouveaux Airbus seront des jumeaux. Afin de réduire les coûts d'études et de fabrication, le consortium européen a choisi de les équiper de nombreuses parties communes. C'est ainsi que le cockpit et son avionique, les ailes, certaines sections du fuselage et de nombreuses pièces seront identiques. Toutefois, les performances des deux appareils les destinant à des usages différents. L'A 330 est un biréacteur capable d'emporter trois cent vingt-huit passagers sur une distance de 9 400 km. Il sera équipé d'un réacteur CFM 56 identique à celui de l'A 320 (cent cinquante places) fabriqué par l'américain General Electric et le français SNECMA. L'A 340 est un quadri-réacteur capable d'emporter jusqu'à deux cent quatre-vingt-quatre passagers sur une distance de 14 500 km. Il sera équipé d'un nouveau moteur CFM 56 ou d'un Superfan développé par l'américain Pratt et Whitney, le britannique Rolls Royce et l'allemand MTU.

Soixante mètres d'envergure

Airbus fait état de cent vingt-huit commandes pour ces deux avions, émanant de neuf compagnies, soit vingt-trois commandes fermes et dix-huit options pour l'A 330, et cinquante-sept commandes fermes et trente options pour l'A 340. Parmi les compagnies intéressées, citons Lufthansa, Air France, Northwest et Air Inter. Airbus espère vendre

cinq cents exemplaires de chaque appareil.

Avec ces nouveaux programmes, Airbus entre sur le marché des long-courriers où règnent en maîtres les américains McDonnell Douglas et surtout Boeing. En effet, le quadri-réacteur A 340 entre en concurrence directe avec le triréacteur MD 11 de McDonnell Douglas (jusqu'à trois cent vingt et un sièges et 14 500 km de rayon d'action) et les différentes versions du Boeing 747 (jusqu'à cinq cent vingt-quatre sièges et 14 500 km de rayon d'action). A 340 et MD 11 sont proposés au prix de 80 millions de dollars finis; le prix du 747, lui, varie de 110 à 130 millions de dollars. L'avantage de l'Airbus long-courrier tient à sa petite taille relative, car il est difficile sur certaines relations de remplir un « gros » Boeing de 300-400 places. Ainsi, Air France a-t-elle du mal à trouver un nombre de passagers suffisant entre Paris et Hong-kong, ce qui l'oblige à s'arrêter à Bombay, par exemple, pour compléter son chargement. La capacité moindre de l'A 340 permettra d'effectuer des vols sans escale, très prisés des passagers d'affaires, sur des relations où la clientèle ne se bouscule pas.

Pour pouvoir livrer les A 340 à partir de 1992 et les A 330 à partir de 1993, les industriels se préparent, d'ores et déjà, à muscler leur outil de production. Aérospatiale a décidé de construire, avant 1988, un nouveau centre d'assemblage, final à Toulouse afin d'y assembler les géants de 60 mètres d'envergure, 63 mètres de long et 17 mètres de haut. Les établissements de Toulouse seront alors en mesure de forcer la cadence : soixante appareils (A 300 et A 310) en 1986, cent soixante en 1990 (A 320 inclus) et près de deux cents en 1994, avec le renfort des A 330 et A 340.

ALAIN FAUJAS.

Polémique autour de la grève des contrôleurs aériens

La grève des contrôleurs aériens à toutes les chances de se poursuivre chaque matin de la semaine prochaine, comme cela se produit depuis bientôt deux mois. Les négociations sont au point mort entre la direction de l'aviation civile (DGAC) et les syndicats du personnel qui demandent l'intégration des primes (30 % du salaire environ) dans le calcul des retraites.

La polémique entre les usagers du transport aérien mécontents de perdre plusieurs heures par jour et les syndicats s'étend. Dans le camp des protestataires, on relève M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des PME, les sénateurs contristes, qui demandent au gouvernement de faire cesser « sans délai » ces grèves, et l'Association française des usagers des transports aériens, qui souhaite « réviser le décret instaurant non pas un service minimum en cas de grève, mais un service maximum ».

La CGC d'Air Inter, elle, présente ses excuses aux clients de sa compagnie pour la gêne qui leur est imposée, et M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, émet un jugement équilibré où il déclare que les contrôleurs aériens « ont raison », tout en les avertissant : « Lorsque l'on a de gros moyens entre les mains, il faut savoir ne pas aller trop loin ».

Enfin, la CGT dénonce la politique de déréglementation économique et sociale du gouvernement et affirme que la DGAC « met en avant le progrès technique pour imposer une politique de régression sociale et de réduction de la masse salariale ».

La DGAC et les syndicats ont prévu de reprendre les négociations le jeudi 4 et le vendredi 5 juin.

Au Sénat

Adoption définitive de deux projets de loi relatifs au tunnel sous la Manche

Le Sénat a adopté, le mercredi 3 juin, définitivement et à l'unanimité les deux projets de loi relatifs au tunnel sous la Manche (le Monde du 24 avril) : le premier autorise la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe trans-Manche; le second porte « approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche, signée le 14 mars 1986 ».

La même unanimité dans l'hémicycle avait également prévu pour l'adoption d'une proposition de loi de MM. Guy Molé (Un. cent. Pyrénées-Orientales), Georges Mouly (Gauche dém. Centre) et Jean Pouch (RI, Aveyron) tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des débits de boissons. Si les auteurs ont été d'accord pour que soit maintenue la référence à la notion de repas principal dans le cadre de la petite licence restaurant (sous laquelle les établissements dits de « restauration rapide » auraient pu vendre des boissons sans alcool et des « boissons fermentées non distillées »), ils ont aussi difficilement convaincu leurs collègues (à l'exception du PCF, qui s'est abstenu) de supprimer l'article 29 du code des débits de boissons.

Le travail des handicapés

Ainsi seront autorisées la possession ou l'exploitation de plusieurs débits sans que exploitants ou propriétaires soient tenus de créer avant de personnes morales que d'établissements, ce qui entraînerait une gestion lourde et artificielle. A l'initiative de M. Paul Robert (Gauche dém. Centre), les sénateurs prévoient que le représentant de l'Etat dans le

département pourra autoriser le maintien ou l'installation de débits de boissons, dans les petites communes, même dans les zones protégées et délimitées par arrêté préfectoral.

Après avoir, le projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés dont le Sénat avait commencé l'examen la veille, été approuvé, après avoir été modifié par les élus de la majorité et la majorité de gauche.

Parmi les modifications apportées au texte, figure tout d'abord une précision demandée par M. Henri Collard (Gauche dém. Centre), rapporteur de la commission des affaires sociales, selon laquelle le décompte des effectifs se fera exclusivement par établissement (soit concernées par le projet les entreprises employant plus de vingt salariés au lieu de dix précédemment).

A la demande des socialistes et de M. Marc Bréant (Généraliste), il est clairement indiqué que le travailleur handicapé qui touche un salaire inférieur en raison d'un rendement insuffisant a droit à la garantie de ressources.

Divisent tout autant la gauche que la droite, une proposition de la commission des affaires sociales a été approuvée par une courte majorité. Elle prévoit l'ouverture pour les collectivités territoriales et les établissements publics au dépendant la possibilité de verser des contributions au Fonds de développement pour l'insertion des handicapés.

M. Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), président de la commission des affaires sociales, et le rapporteur ont eu en revanche moins de chance sur un deuxième point auquel le gouvernement était hostile. Ce dernier s'est opposé en effet avec succès à ce que, dans le cas où des entreprises ne seraient contraintes à l'obligation d'emploi, soient dissociées l'amende due à ce titre au Trésor public et la contribution destinée au Fonds d'insertion.

A. Ch.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LOUIS VUITTON - MOÛT-HENNESSY

Les Conseils d'Administration, Conseil de Surveillance et Directoire des deux Groupes Moët-Hennessy et Louis Vuitton se sont rapprochés et ont décidé en commun de proposer à leurs Assemblées Générales Extraordinaires de fédérer les deux Groupes en les fusionnant au sein d'une entité unique.

Cette entité unique, réunissant deux partenaires à statut égal, détiendrait de 90 à 100 % de chacun des deux Groupes. L'actionnariat de ladite entité étant composé des actionnaires de ceux-ci à proportion de leurs participations actuelles. Sous réserve des vérifications auxquelles procéderont les Commissaires aux Comptes et le Commissaire aux Apports nommés par le Président du Tribunal de Commerce, la parité d'échange qui sera proposée à l'approbation des actionnaires des deux sociétés est de 2,4 actions actuelles Louis Vuitton pour une action Moët-Hennessy. La société fusionnée portera le nom de :

MOÛT-HENNESSY LOUIS VUITTON

L'intention des deux parties est, dans le contexte d'une coordination stratégique générale, de maintenir l'identité, l'autonomie, les structures et les activités des deux Groupes et des différentes sociétés qui les constituent.

Les données caractéristiques des deux Groupes pour l'exercice 1987 aboutissent - en chiffres estimés - à un chiffre d'affaires de l'ordre de 13 milliards de francs et à un résultat net de 1,3 milliard de francs.

La vocation du nouvel ensemble, comme celle de chacun des deux Groupes Louis Vuitton et Moët-Hennessy, sera centrée sur le domaine de la haute qualité et du prestige, et son activité sera fortement exportatrice.

La réunion des deux Groupes formera un ensemble de taille mondiale, riche de ses racines, de son expérience, de ses synergies, porteur en même temps d'un potentiel de développement exceptionnel et doté de moyens humains, industriels, commerciaux et financiers de premier ordre. Il composera un noyau solide d'actionnaires familiaux nourris de la tradition de leurs métiers respectifs. Le développement des marques de chaque Groupe se poursuivra suivant la logique et la dynamique propres à chacune d'elles.

Il sera proposé aux Assemblées et Conseils que le nouvel ensemble comporte un Conseil d'Administration paritaire présidé par Monsieur Alain CHEVALIER et un Comité Stratégique également paritaire, présidé par Monsieur Henry RACAMIER.

Les Conseils et Directoire de chacun des deux Groupes, lesquels seraient recréés à l'identique au sein du nouvel ensemble, resteraient inchangés.

Les dirigeants des deux Groupes ont souhaité ce rapprochement et partagent une complète identité de vues sur la politique de développement et de gestion d'un ensemble d'entreprises tel que celui ainsi formé, couvrant des domaines et des marchés français et étrangers nombreux et complémentaires, partageant une tradition et une volonté de haute qualité, de prestige et de dynamisme qui animera également Moët-Hennessy/Louis Vuitton.

Paribas et MM. Lazard Frères & Co ont été les Conseils de ce rapprochement.

Le Conseil d'Administration de Moët-Hennessy

Le Directoire de Louis Vuitton

Moët-Hennessy

LOUIS VUITTON

* En cas de réalisation du regroupement ainsi prévu, le projet d'introduction d'actions gratuites Louis Vuitton qui a été annoncé serait, en ces circonstances nouvelles, nécessairement abandonné.

Moët-Hennessy

Moët-Hennessy et Guinness partenaires dans la distribution mondiale.

Moët-Hennessy et Guinness annoncent aujourd'hui la signature d'un accord pour mettre en commun un certain nombre de sociétés de distribution aux Etats-Unis, au Japon et en Extrême-Orient.

En application de cet accord, les marques Moët-Hennessy seront commercialisées avec des marques du Groupe United Distillers Guinness, par des sociétés de distribution dans lesquelles les deux Groupes seront des partenaires à parts égales. Tous les bénéfices de ces sociétés seront répartis suivant les contributions de chacune des marques.

Cet accord permettra de réunir la première marque de Champagne, Moët & Chandon, la première marque de Cognac, Hennessy, et la première marque de whisky, Johnnie Walker, et, selon les marchés, les deux premières marques de Gin, Gordon et Tanqueray.

Aux Etats-Unis, Schieffelin - société de distribution de Moët-Hennessy - et Somerset - société de distribution de Guinness qui importe Johnnie Walker, formeront une nouvelle société de distribution : Schieffelin et Somerset.

En Extrême-Orient, un même type d'organisation sera mis sur pied. Au Japon, à Hong Kong et en Chine, la nouvelle organisation associera Jardine Matheson qui est déjà l'agent des deux Groupes. En Asie du Sud-Est, seront associés les partenaires de longue date du Groupe Moët-Hennessy.

Monsieur Alain Chevalier, Président de Moët-Hennessy, a déclaré : « Avec ces marques dominantes, Moët-Hennessy et Guinness créent ainsi sur chacun des marchés concernés un des plus puissants outils de distribution. Il permettra aux Groupes Moët-Hennessy et Guinness de mieux contrôler leurs marques, de les développer et d'augmenter de façon sensible leur rentabilité en partageant les coûts de distribution ».

Monsieur Anthony Tennant, Group Chief Executive de Guinness PLC a déclaré : « Ce rapprochement entre deux grands Groupes européens aura pour objectif principal de renforcer dans le domaine international le potentiel de nos marques de prestige. Je suis persuadé que ce rapprochement sera bénéfique aux deux Groupes en créant de nouvelles opportunités pour l'avenir. Pour United Distillers, cette alliance renforcera son réseau mondial de distribution et lui permettra de mieux exploiter ses capacités sur des marchés clés à l'exportation ».

Economie

AFFAIRES

Le mariage de Louis Vuitton et Moët-Hennessy

L'invitation au voyage...

L'accord que Moët-Hennessy vient de passer pour la distribution des vins et spiritueux avec le groupe britannique Guinness peut augmenter les bénéfices de notre société de 10 à 15 % pour 1988. Voilà pour le cadeau de mariage offert par M. Alain Chevalier, PDG de Moët-Hennessy à la société Louis Vuitton. Pour ne pas être en reste, M. Henry Racamier, président du directoire de Vuitton, annonce pour le premier trimestre 1987 un chiffre d'affaires en progression de 21,7 %. C'est dire si la fusion annoncée mercredi 3 juin entre les deux groupes se présente sous les meilleurs auspices. Elle se fera par apport de Vuitton à Moët à raison de 2,4 actions Vuitton pour une action Moët.

Il s'agit en premier lieu d'un rapprochement financier pour coordonner la production et la commercialisation des produits de luxe qui fleurissent en France : cognacs et champagnes, parfums et horlogerie, bagues et maroquinerie. Inégalement par le chiffre d'affaires (9,2 milliards pour Moët, 3,6 milliards pour Vuitton), les deux groupes seront à parité dans une nouvelle holding baptisée LVHM-Moët-Hennessy-Louis Vuitton, cela afin de bien signifier l'équilibre de l'opération. M. Alain Chevalier en sera le président, M. Henry Racamier le vice-président exécutif, directeur général. Il présidera également le comité stratégique de la holding, dont le rôle sera la coordination des entités d'origine. En effet, Moët-Hennessy, d'une part, mais avec un nouveau nom, et Louis Vuitton, de l'autre, conserveront leur autonomie, afin que la personnalité propre et le dynamisme de chacune des marques puissent continuer à s'exprimer. Seuls, les parfums Dior sont rattachés à la holding. En d'autres termes, après le rapprochement financier qui rend chacune des sociétés moins vulnérable dans le maillage qui emporte les industries, alimentaires notamment, la logique du rapprochement réside moins dans les synergies et les économies d'échelle que dans l'élargissement d'une gamme de marques et de produits de luxe. D'ailleurs, le résultat net, 1,3 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 13 milliards qui place LVHM au quatrième rang environ de l'industrie française, indique assez par son taux, 10 %, que les deux sociétés ont mis sur le gros lot, à savoir des produits de luxe certes, mais reposant sur un large marché, à l'exportation surtout, avec une forte valeur ajoutée.

Pour Moët-Hennessy, c'est une stratégie déjà ancienne, les parfums Dior et Roc venant conforter les champagnes Moët et Chandon, Dom Pérignon et le cognac Hennessy, avec une touche récente de biotechnologie pour la fabrication des roses

Delbard in vitro. Le bagagiste Louis Vuitton connaît une montée en puissance plus juvénile avec l'embarquement, il y a peu, des champagnes Veuve Clicquot-Ponsardin et Canard-Duchêne et des parfums Givenchy et Guerlain dans ses sacs et valises.

Les deux sociétés se sont rencontrées un peu par défaut, parce qu'elles ne trouvaient pas en France ou à l'étranger du haut de gamme ajoutant des couleurs à leur palette. Et aussi par logique, parce qu'elles se ressemblent : au-delà de l'identité des produits et de la démarche, il y a une identité de structures, les deux groupes étant contrôlés par un noyau dur d'actionnaires familiaux, qui, dans un premier temps, conserveront la majorité du capital de la holding LVHM, le reste étant en Bourse.

Guinness is good for Moët

Par activités, le chiffre d'affaires du nouveau groupe se décompose entre les champagnes et les vins (38 %), le cognac (21 %), les parfums (24 %), les bagages (16 %), et les divers, dont l'horlogerie (1 %). En devises, la répartition indique l'importance des exportations : 32 % en francs français, 31 % en dollars, 12 % en yens, 7 % en livres sterling et 5 % en deutschemarks.

L'accord que Moët-Hennessy a annoncé mercredi également avec Guinness pour la distribution mondiale des vins et spiritueux est important si l'on sait que ce groupe réalise 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation. Aux États-Unis, Schieffelin et Somerset, sociétés de distribution respectives de Moët et de Guinness, formeront une entreprise commune, dont le chiffre d'affaires sera de 450 millions de dollars. Une organisation du même type sera mise sur pied en Extrême-Orient, avec le concours pour le Japon, Hongkong et la Chine, de Jardine Matheson, qui est déjà l'agent des deux groupes. Ces regroupements, à parité pour le capital (avec des bénéfices répartis au prorata des marques), permettront d'offrir la première marque de champagnes Moët et Chandon, la première marque de cognac Hennessy, la première marque de whisky Johnnie Walker et, selon les marchés, les deux premières marques de gin, Gordon et Tanqueray. De cette façon, après la restructuration que connaît le marché des spiritueux, animée par des groupes autrement plus importants que Moët-Hennessy, celui-ci s'évite, grâce à des produits très typiques, d'être isolé.

JACQUES GRALL

Un rapport du Sénat sur la déréglementation des télécommunications

Prudence, prudence...

« Se hâter lentement ». Telle pourrait être, succinctement résumée, la philosophie de dégelage des travaux menés, sous la présidence du sénateur des Alpes-Maritimes, M. Pierre Laffitte (gauche démocrate), sur « l'avenir des télécommunications en France et en Europe ».

Tout en soulignant que la France ne peut demeurer passive devant les déréglementations et les bouleversements du monde des télécoms, les sénateurs mettent en garde les pouvoirs publics contre les risques de précipitation. Ils souhaitent en particulier que l'on diffère le transfert à la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés) de la tutelle des télécommunications - transfert prévu par la loi Lédard - afin, a précisé le rapporteur de la mission, M. Jean-Marie Rasnack (Union centriste, Moselle). Les membres de la mission préconisent la création d'une commission du type de celle mise sur pied en RFA (commission Witz), associant des parlementaires, des industriels, des représentants de l'administration et des syndicalistes, pour préparer l'évolution des télécoms français.

Critiquant le rôle de « vache à lait » que l'on fait jouer à la Direction générale des télécommunications (DGT), les sénateurs proposent qu'on la transforme « à son terme de cinq ans » en société nationale, tout en accordant des garanties au personnel.

Toutefois, les sénateurs se déclarent en faveur de « l'ouverture progressive de certains domaines à la concurrence », et ce très vite, dans le radiotéléphone mobile et dans les services à valeur ajoutée, « sous réserve de règles juridiques claires », dans le domaine des normes et sur la liberté d'accès et d'interconnexion. M. Laffitte, pour sa part, verrait assez bien « une sorte d'autorité européenne des télécoms », dans l'esprit de celle régissant le charbon et l'acier (CECA), intervenant dans le domaine du pouvoir réglementaire (normes, réglementations...).

Ce rapport a été adopté le 2 juin en commission, socialistes et communistes votant contre. M. Louis Perrin, sénateur socialiste du Val-d'Oise, s'est notamment « félicité contre le démantèlement des PTT en France et la mise en cause du service public des télécommunications ».

F. V.

AGRICULTURE

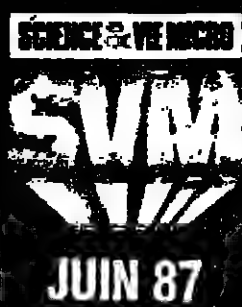
Les producteurs de moutons reprennent le « contrôle » des importations

LIMOGES de notre correspondant

Deux cents éleveurs de moutons du nord Limousin ont, dans la nuit du lundi 1^{er} au mardi 2 juin, investi l'abattoir de Bessines (Haute-Vienne), l'un des principaux centres d'abatage de moutons du centre-ouest. Ils y ont découvert un lot de cinquante-sept agneaux polonais. Les responsables de l'établissement, réveillés par les manifestants, ont précisé que les ovins d'importation avaient été abattus à Bessines et qu'un lot de cinq cents autres était attendu dans les jours à venir. Les manifestants ont alors affirmé que les contrôles sauvages allaient reprendre sur les routes de la région. Les éleveurs estiment que cette reprise massive des importations pèse sur les cours déjà très bas de la viande ovine.

Par ailleurs, les éleveurs de bovins de race allaitante (race à viande limousine et charolaise) de quinze départements du Centre (Limousin, Auvergne, Berry, Bourgogne), se réuniront vendredi à Limoges. Les quotas laitiers, en provoquant, selon eux, l'abattage d'un million de vaches laitières, hypothéquent lourdement l'avenir des races spécialisées dans la viande.

G. C.



Un turbo dans votre micro-ordinateur :

LES CARTES ACCELERATRICES

JUIN 87

Le Monde

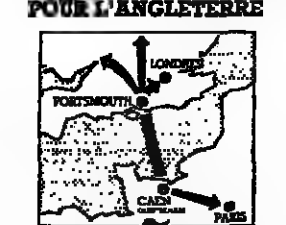
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4344



NOUVEAU PORT DE PARIS POUR L'ANGLETERRE



Brittany Ferries

Toutes agences de voyages

Tél. 31 96 80 80

PREFECTURE DE LA MANCHE

2^e Direction - 3^e bureau

AVIS D'ENQUÊTE

Par arrêté en date du 22 mai 1987, ont été prescrites de nouvelles enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire sur le projet de construction, par Electricité de France, du poste 400/90 kV de Launay, sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-de-Terregatte, ainsi qu'une nouvelle enquête d'utilité publique sur le projet de construction par Electricité de France, de la ligne THT à 2x400 kV de raccordement du poste de Launay à la ligne Domloup-Menueil, sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Terregatte, Saint-Aubin-de-Terregatte et Saint-Martin-de-Landelles (les enquêtes d'utilité publique étant également prescrites en application de la loi du 12 juillet 1983).

Ces enquêtes se dérouleront du 29 juin au 31 juillet 1987 inclus.

Le dossier principal des enquêtes sera déposé pendant ce délai à la mairie de Saint-Laurent-de-Terregatte où il pourra être consulté les mardis de 14 h à 18 h, les jeudis de 14 h à 16 h, les vendredis de 9 h à 12 h (les vendredis 10 et 17 juillet de 8 h 30 à 12 h) ainsi que le vendredi 31 juillet 1987 de 14 h à 17 h.

Un dossier subsidiaire concernant les deux projets sera également déposé pendant le même délai à la Préfecture de la Manche (2^e Direction - 3^e bureau) et à la Sous-Préfecture d'Avranches, où il pourra être consulté aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

De même, un dossier subsidiaire concernant le projet de construction de la ligne THT à 2x400 kV de raccordement du poste de Launay à la ligne Domloup-Menueil sera déposé aux mairies de Saint-Aubin-de-Terregatte et Saint-Martin-de-Landelles, où il pourra être consulté aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Des registres seront ouverts pendant le même délai et aux mêmes lieux. Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur ces registres ou les adresser, par écrit, au commissaire-enquêteur en mairie de Saint-Laurent-de-Terregatte.

M. Joseph-Marie Guillaume, chef d'escadron honoraire de gendarmerie, demeurant à Saint-Brice-de-Landelles, et M. Pierre Fauvel, ingénieur des TPE en retraite, demeurant 19, rue de Verdun à Pontorson, ont été désignés par le président du tribunal administratif de Caen, respectivement en qualité de commissaire-enquêteur titulaire et de commissaire-enquêteur suppléant.

M. Guillaume siégera à la mairie de Saint-Laurent-de-Terregatte, les 10 et 17 juillet 1987, de 8 h 30 à 11 h 30, et le 31 juillet 1987 de 14 h à 17 h, afin de recevoir les observations du public, et disposera d'un délai d'un mois pour rendre des conclusions motivées. Une copie de celles-ci sera déposée, à l'issue des enquêtes, dans les mairies des communes concernées, à la Sous-Préfecture d'Avranches et à la Préfecture de la Manche, pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture des enquêtes.

La publication du présent avis est faite notamment en vue de l'application de l'article L. 13-2 du code de l'expropriation ci-après reproduit :

« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriation notifiée aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture d'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

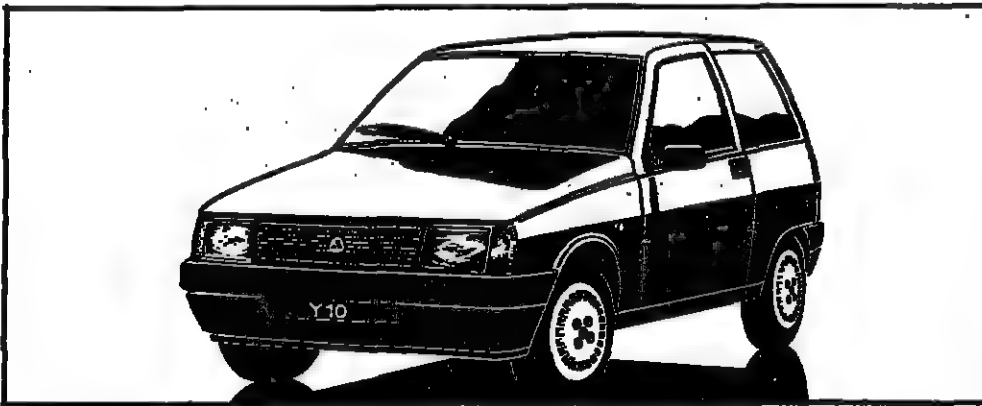
« Dans la huitaine qui suit cette notification, les propriétaires et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

« Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenue, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à indemnité. »

Saint-LA, le 22 mai 1987,
pour le Préfet,
B. TRELUYER.

Du 1^{er} au 30 Juin 87

5000 F DE REPRISE MINIMUM



5000 F minimum de reprise de votre vieille voiture quels que soient son âge et son état, (carte grise au nom de l'acheteur) pour l'achat d'une Autobianchi Y10 neuve.

C'est le moment de vous offrir la petite automobile qui a tout pour plaire avec

sa ligne futuriste, son étonnant CX de 0,31, son exceptionnelle habitabilité et son révolutionnaire moteur Fire 1000 qui lui procure souplesse et brio. 5 modèles au choix, 4 et 5 CV.

*Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

POUR L'AUTOBIANCHI Y10

Bureau Commercial : Crédit Universel, Mondial assistance.

75 PARIS 9, 7, rue Blum, 45.23.10.10. 75 PARIS 11, 140, rue de la Roquette, 43.79.88.14. 75 PARIS 13, 223, bd Vincent-Auriol, 45.84.15.39. 75 PARIS 14, 70, av. Jean-Moulin, 45.39.57.23. 75 PARIS 15, 44, rue Gutenberg, 45.30.19.21. 75 PARIS 16, 13, bd Emile-Zola, 45.24.50.30. 75 PARIS 17, 3-5, bd Pereire, 46.22.14.40. 75 PARIS 19, 93, rue Péri, 46.07.37.88. 77 ANTON, 2, av. F.-Roosevelt, 64.22.38.71. 77 MARLEU-LES-NEAUX, Route de Melun, 64.34.10.25. 77 OZON-LE-FERRIER, 105, av. du Gol-de-Gaulle, 60.28.20.41. 77 DAMMARE-LES-LYS, Quai Voltaire, 64.39.04.18. 78 ORGEVAL, R.N. 13, 39.75.95.84. 78 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 1, place Guyennaise, 34.51.86.55. 78 VERSAILLES, 18-22, rue de Condé, 30.21.14.04. 91 ATHES-MONS, 138, route de Fontainebleau, 60.48.39.65. 91 DOURDAN, R.N. 103, 64.59.64.65. 91 MASTY, 38, rue Gabriel-Péri, 69.20.08.03. 91 SAVIGNY-SUR-ORGE, 91, rue Aristide-Brion, 69.94.13.18. 91 VIGNERUX, 215, 221, av. H.-Barbasse, 69.03.33.14. 91 VRY-CHATELON, 155, Route Nationale 7, 69.05.33.71. 92 ANTONY, 35, av. Aristide-Brion, 46.64.05.89. 92 BOULOGNE, 58, rue Denfert-Rochereau, 44.04.91.19. 92 BOULOGNE, 15, rue de l'Eglise, 46.05.09.69. 92 CLAMART, 66-68, av. Henri-Barbasse, 46.45.93.00. 92 LEVALLOIS-FERRET, 120, rue Aristide-Brion, 47.37.16.84. 92 LEVALLOIS-FERRET, 80, 82, quai Michelet, 47.30.50.00. 92 NANTERRE, 36, 38, rue Raymond-Poincaré, 47.24.12.13. 92 NEUILLY-SUR-SEINE, 65/67, av. du Roule, 47.45.33.11. 93 AULNAY-SOUS-BOIS, 2-4, rue de Bruxelles, 48.66.18.31. 93 LE BOURGET, 77-79, av. Division-Lecterc, 48.37.91.30. 93 LA COURNEUVE, 116, av. Jean-Jaurès, 48.36.41.82. 93 NEUILLY-PLAISANCE, 33, bd Gollé, R.N. 34, 43.08.95.73. 93 SAINT-DENIS, 15, rue Gabriel-Péri, 42.43.44.18. 93 VILLEMOMBLE, 107 bis, Grande-Rue, 48.55.18.42. 94 CHAMPIGNY/MARNE, 248, bd de Stalingrad, 47.06.07.70. 94 FRY-SUR-SEINE, 5, rue J.-J. Rousseau, 46.72.70.30. 94 NOGENT-SUR-MARNE, 150, bd de Strasbourg, 48.75.49.38. 94 SAINT-MAUR, 7 bis, av. Foch, 48.93.06.83. 94 VILLENAUVE, 6, bd Maurice-Gorki, 47.26.17.06. 94 VINCENNES, 2, av. Paul-Déroulède, 43.28.16.33. 95 ENGHEN-LES-BAINS, 14, rue Jules-Ferry, 39.64.70.32. 95 ERMONT, 18, rue de la République, 34.15.97.35. 95 ST-OUEN-LAUMONIE, 29, rue de Paris, 30.87.20.78. 60 BEAUVAIS, 18 et 15, rue de Calais, 44.48.27.35. 60 CHANTILLY, 27, av. du Maréchal, 44.57.13.83. 60 COMPIEGNE, 10, rue Saint-Lazare, 44.40.10.10. 60 CREIL, 132, rue Beaumar, 44.24.23.73.

CRICA

(CAISSE DE RETRAITE PAR RÉPARTITION
DES INGÉNIEURS CADRES ET ASSIMILÉS)
13, avenue du Général-de-Gaulle, 92807 Puteaux Cedex.

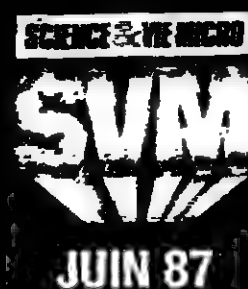
L'assemblée générale extraordinaire du 4 juin 1987
n'ayant pu avoir lieu faute de quorum, les délégués des adhé-
rents et des participants sont convoqués en assemblée générale
extraordinaire le :

MERCREDI 24 JUIN 1987,
à 15 heures

dans la salle de conférence de la tour Roussel-Hoechst,
Défense 11, 1, terrasse Bellini, 92800 Puteaux Cedex
(métro Pont-de-Neuilly).

CLASSES PRÉPARATOIRES Sciences-Po

(Cours annuels, Sessions du soir de Février à Juin, Sessions d'été)
MEILLEURS RESULTATS NATIONAUX H.E.C. : 44% D'ADMIS.
INTEGRALE 17, rue St-Sauveur, 75015 PARIS
(1) 45 77 35 80
Institut d'enseignement supérieur privé



JUIN 87

Initiation :

**COMMENT
CHOISIR
UN LOGICIEL
DE BASES
DE DONNEES**

La société savante des informaticiens, l'AFCEI
l'hebdomadaire professionnel, Le Monde Informatique,

CREENT LE 1^{er} FORUM DE L'INFORMATIQUE.

Un après-midi de conférences-débats exceptionnel.

"L'INFORMATIQUE EST-ELLE RENTABLE AUJOURD'HUI?"

Mardi 23 juin de 14 heures à 19 heures. Hôtel Méridien Paris-Etoile,
81, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 PARIS. Droits d'inscription : 2.680 F.

Réservez votre participation en appelant le secrétariat du Forum de l'Informatique : 47.66.24.19.
Les inscriptions seront enregistrées dans leur ordre d'arrivée. Leur clôture ne fera pas l'objet d'un préavis.



**FORUM
DE L'INFORMATIQUE**
Afcet-Le Monde Informatique

Economie

FISCALITÉ

A l'Assemblée nationale

Offensive, dans la majorité, contre l'« inquisition » fiscale et douanière

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, dans la nuit du mercredi 3 juin au jeudi 4 juin, le projet de loi améliorant les droits des citoyens face aux administrations fiscales et douanières (le Monde du 4 juin). Les députés de la majorité et du Front national ont voté pour le projet de M. Ballardur, les groupes socialistes et communistes s'y opposant.

Le groupe socialiste, par les voix de M. Christian Pignatelli (Vosges) et Michel Marquet (Haute-Saône) a mis le doigt, au cours du débat, sur les contradictions existant entre le gouvernement et certains députés de la majorité. Le premier, représenté par le ministre du budget, M. Alain Juppé, a cherché à garder la balance égale entre le renforcement des droits des contribuables et le maintien des missions anti-fraudes fixées aux administrations fiscales et douanières. Les seconds, emmenés par le député RPR, M. Georges Tranchant (Hauts-de-Seine) ont voulu tirer radicalement le projet vers le contribuable au point de paraître souhaiter le désarmement du fisc et des douanes jugés trop inquisiteurs. « Nous assistons en matière douanière à une entreprise de démantèlement par M. Tranchant qui s'est

déjà attaqué au droit fiscal (...). Ne faut-il pas supposer de sa part une phobie douanière et fiscale », a protesté M. Pignatelli en dénonçant la tentative de débordement du gouvernement par « les autres » de la majorité. Plus surprenant aura été le véritable « savon » passé publiquement à M. Tranchant par le rapporteur général RPR, M. Robert-André Vivien. Rouge de colère, il lui a reproché de se faire le héraut des lobbies — notamment communistes — qui cherchent à endormir les pouvoirs de contrôle et de vérification des douanes et du fisc.

La majorité a donné à d'autres reprises l'image de la confusion. Dans un cas, c'est un amendement UDF qui a été adopté grâce aux voix de la gauche, du FN et de quatre députés UDF. Dans un autre, c'est un amendement UDF qui a été adopté à la suite d'un quiproquo entre le rapporteur général, le ministre et des députés qui, ayant fraîchement débattu dans le débat, ont voté par inadvertance cet amendement dont ne voulait pas le gouvernement.

En fin de débat, M. Juppé a demandé une seconde délibération assortie d'un vote bloqué afin d'éviter ces « bavures ».

De nombreux amendements ont été acceptés par le gouvernement.

Commission départementale : la composition de cette commission qui peut être saisie en cas de litige à propos d'un redressement fiscal a été précisée : elle comprendra entre le président, deux représentants des contribuables et un représentant de l'administration.

Succession : le code des impôts rend actuellement obligatoire une déclaration, en cas de succession, dans un délai de six mois.

Couton et exonération d'entreprise : les contribuables voient le délai qui leur était fixé pour faire parvenir la déclaration des plus-values et des bénéfices imposables passer de 30 à 60 jours.

Dépenses d'investissement : le contribuable bénéficie d'un délai de réponse qui ne peut être inférieur à deux mois.

Contrôle par corps : un amendement limite cette procédure d'emprisonnement des débiteurs au recouvrement par l'administration de sommes d'un montant au moins égal à 30 000 francs.

Droits de retenue : les députés ont complété le dispositif relatif au contrôle judiciaire sur la procédure des flagrants délits douaniers. C'est ainsi notamment que le procureur de la République pourra se transporter sur les lieux pour vérifier les modalités de la retenue et se faire communiquer les procès-verbaux. Les agents devront mentionner, par procès-verbal de constat, la durée des interrogatoires et des repos qui les ont séparés.

ÉTRANGER

Les pays en développement et la dette

La Banque mondiale suspend ses prêts au Pérou...

La Banque mondiale a indiqué, mercredi 3 juin à Washington, qu'elle avait été amenée à suspendre le versement de 460 millions de dollars correspondant à des prêts au Pérou, car ce pays avait plus de quatre-vingt-dix jours de retard dans ses paiements. Les responsables de la Banque ont informé le Pérou de leur intention dès le 5 mai. Au 1^{er} mai dernier, en effet, le Pérou

était déjà en retard de paiement pour un montant de 55,1 millions de dollars, dû sur une dette totale, à l'égard de la Banque mondiale, de 1 milliard de dollars. Les Péruviens, pour leur part, indiquent qu'ils ont cessé leurs paiements à cause du retard pris par la Banque dans le versement de prêts promis. Cette situation pourrait paralyser dix-neuf projets dans le pays.

...et le Brésil

pourrait reprendre ses remboursements

Le Brésil pourrait reprendre le paiement — suspendu depuis février dernier — des intérêts sur sa dette extérieure commerciale, a-t-on appris, mardi 2 juin, auprès du ministre des finances brésilien. Le ministre, M. Luiz Carlos Bresser Pereira, proposerait, aux banques privées, dans les jours à venir, de leur régler environ la moitié des 4,3 milliards de dollars d'intérêts qu'il leur doit, le reste devant être refinancé. Le refinancement devrait être aussi avantageux que ceux obtenus par l'Argentine et le Mexique.

Par ailleurs, à l'occasion de la réunion du cabinet qui s'est tenue ce même mardi à Rio-de-Janeiro, le président, M. José Sarney, a annoncé les principaux objectifs du nouveau programme d'ajustement économique. Après l'échec du plan Cruzado, le nouveau plan est centré sur la lutte contre l'inflation, sur les taux d'intérêt élevés et sur un contrôle plus rigoureux des prix. Les dépenses du secteur public seront strictement contrôlées, mais les investissements dans les grands travaux, jugés nécessaires pour combattre le chômage et éviter la récession du secteur privé, ne seront pas remis en cause.

M. James Baker souligne la réduction du déficit budgétaire américain

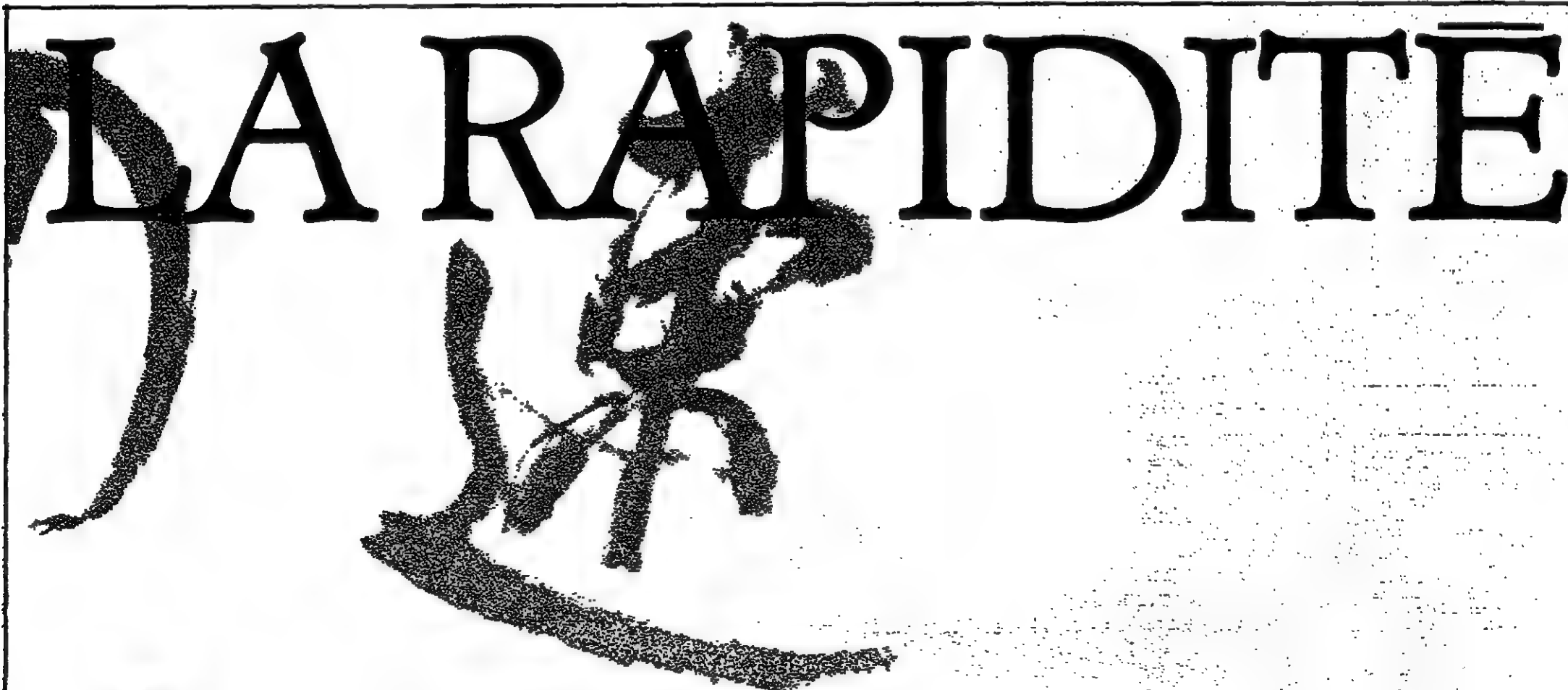
Tandis que le président Reagan déclarait à l'agence de presse allemande DPA qu'« en tant que premier exportateur du monde, la République fédérale doit faire plus pour la stimulation de la demande », le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, disait, mercredi, à une conférence de presse « multi-capitales » organisée par satellite, que le sommet de Venise serait l'occasion d'« une réaffirmation » des engagements pris le 22 février dernier à Paris (accord dit du Louvre) sur l'opportunité de stabiliser le dollar et confirmé à Washington en avril.

« Il s'agit maintenant d'appliquer les décisions prises », a notamment déclaré M. Baker. Mais, a-t-il ajouté, « il appartient au gouvernement de la République fédérale de déterminer la nature et le calendrier des dispositions qu'il entend mettre en vigueur pour remplir ses engagements ». Selon M. Baker, les États-Unis ne « préconisent certainement pas que les pays occidentaux, pour stimuler leur économie, recourent à la méthode consistant à « injecter

de la monnaie ». Le secrétaire du Trésor a jugé « inacceptable » le social exprimé par les membres du gouvernement allemand de ne pas suivre l'indication d'un milliard de ce que le gouvernement japonais a annoncé un « programme limité pour la promotion de l'offre qui se chiffre plutôt par 6 000 que par 5 000 milliards de yens ».

M. Baker a souligné les progrès déjà accomplis par les États-Unis pour réduire le déficit budgétaire de quelques 18 %. « C'est là un effort important que les économistes, et pas seulement les économistes officiels, reconnaissent », a dit le secrétaire au Trésor en précisant que le déficit sera ramené cette année (exercice clos le 30 septembre) à quelques 180 milliards de dollars, contre 220 milliards l'an dernier, soit une diminution de 40 milliards.

En ce qui concerne le dollar, M. Baker a, à deux reprises, expliqué que les États-Unis ne souhaitent pas que les pays occidentaux, pour stimuler leur économie, recourent à la méthode consistant à « injecter



Depuis le 31 mars, Air France vous propose un deuxième vol "Le Soleil Levant" Paris-Tokyo sans escale.

Le Soleil Levant sans escale vous fait gagner 2 h 35 mn par rapport à la route sibérienne via Moscou et 6 h 05 mn par rapport à la route polaire. Ces vols partent de Paris le mardi à 14 h 45 (arrivée à Tokyo à 9 h le lendemain) et le vendredi à 15 h (arrivée à 9 h 45).

Pour répondre à la demande de tous ses passagers, Air France a doublé sur ces vols le nombre de sièges réservés à la Classe Le Club. Bien sûr, vous avez aussi la possibilité de voyager sur Air France Première ou la Classe Economique.

Air France est la seule compagnie européenne à offrir à ses passagers deux vols Tokyo sans escale par semaine au départ de Paris.

Economie

ENERGIE

Les retraites, les fonds propres, le contrat avec EDF

Les trois objectifs du nouveau PDG de Charbonnages de France

Clarification, assainissement et négociations sont les trois objectifs du nouveau PDG de Charbonnages de France. Neuf mois après son arrivée, le nouveau PDG, M. Bernard Fache, a entrepris un grand ménage pour débarrasser l'établissement des charges du passé qui faussent les résultats et découragent tous les efforts internes de redressement.

Après avoir déposé Cdf du capital de sa filiale Cdf-Chimie, cédée à l'Etat pour 1 F symbolique, réglé le contentieux avec les importateurs et clarifié les structures de direction — concentrées désormais entre ses mains — le nouveau PDG a engagé des discussions avec les syndicats et les pouvoirs publics pour transférer à des organismes extérieurs la charge et la gestion de la protection sociale (retraites, pensions, soins médicaux, etc.), qui absorbent plus de la moitié de la subvention annuelle accordée à Cdf (7 milliards de francs).

Outre le fait que les Charbonnages restent la seule entreprise française à supporter ces charges, cette situation a une conséquence absurde : toute réduction des effectifs allège certes les charges d'exploitation mais alourdit parallèlement les charges sociales supportées par les établissements, réduisant à néant au niveau des comptes les efforts de productivité.

D'abord très réticents, les syndicats ont accepté qu'une étude soit demandée sur ce thème à un spécialiste indépendant. Le problème des « charges non liées » à l'exploitation devient de plus en plus aigu et il est à mesure que Cdf réduit son activité et ses effectifs. Ainsi, dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais, l'établissement compte 150 000 retraités ou pensionnés, alors que les cinq puits encore exploités devront être fermés d'ici à 1991 (au rythme d'un puits par an). A cette échéance, les prestations sociales seront donc supportées par des houillères fermées.

Second axe de la politique de vérité économique engagée par M. Fache, le renforcement du bilan, lui aussi écorché par le poids de dettes issues d'erreurs passées : emprunts contractés pour soutenir Cdf-Chimie (4,5 milliards de francs), pour compenser le blocage des prix ou financer la fermeture d'installations non rentables, etc.

Résultat : un endettement total de 17 milliards de francs pour un chiffre d'affaires d'un peu moins de

13 milliards de francs en 1986 et des fonds propres de... 1,4 milliard. Cdf a donc demandé à l'Etat une dotation en capital de 7 milliards de francs (sur plusieurs années) pour solder de tout contentieux, ce qui allégerait les charges financières de 600 à 700 millions de francs (sur un total de 1,9 milliard de francs par an).

Enfin, dernière négociation vitale pour l'entreprise, celle engagée avec EDF pour renouveler la convention quinquennale garantissant l'écoulement d'une partie de la production de houille dans les centrales électriques, qui vient à expiration fin 1988.

Le renouvellement dans de bonnes conditions de cet accord conclu en mars 1984 par les deux établissements publics conditionne l'avenir à moyen terme de Cdf. La production en constante diminution (15 millions de tonnes en 1986 contre 16,9 millions en 1985) sera concentrée d'ici cinq ans en quasi-totalité sur le bassin lorrain, dont la productivité est la meilleure d'Europe (Grande-Bretagne incluse), mais qui n'extrait que du charbon vapeur utilisable exclusivement dans les centrales électriques. De 50 % actuellement, la part de la production brûlée dans les centrales devrait donc atteindre à terme près de 70 %.

Pas d'équilibre en 1988

A condition qu'EDF, encombré par son suréquipement nucléaire, accepte de garantir une place au charbon et aux centrales minières... Le problème de débouchés a été aggravé récemment par la concurrence nouvelle des hydrocarbures qui, à 18 dollars le baril, réduisent les perspectives de débouchés du charbon dans l'industrie ou le secteur tertiaire. Charbonnages de France a en effet été touché de plein fouet par la chute des prix du pétrole et des corps du dollar l'an passé, qui ont non seulement réduit ses ventes mais aussi fait diminuer ses prix de vente (révisés sur les cours mondiaux) de 10 % à 25 % selon les marchés. Conséquence : un chiffre d'affaires en baisse de plus de 1 milliard (14 milliards en 1985) et un résultat d'exploitation de nouveau dans le rouge. (La perte courante devrait être voisine de 1 milliard), alors que Cdf était parvenu à équilibrer ses comptes (après aide de l'Etat) l'année précédente.

Ce résultat est d'autant plus décourageant pour l'entreprise que

les efforts de restructuration interne commencent à porter leurs fruits. Grâce à une baisse d'effectifs considérable (17 500 suppressions d'emplois en trois ans, soit environ 6 000 par an) à la fermeture des puits les moins rentables, à des efforts de mécanisation et à une politique d'extraction sélective des gisements, les rendements ont nettement progressé, pour frôler en Lorraine 6 tonnes par homme et par poste (soit 25 % de mieux qu'il y a un an). Le prix de revient de la tonne extraite a également diminué de près de 5 %. Mais ces efforts n'ayant pas suffi à compenser la baisse des prix de vente, la perte à la tonne s'est encore alourdie d'environ 10 % l'an dernier.

Dans ces conditions, Cdf a abandonné tout espoir d'équilibrer ses comptes et de se passer de subventions d'ici à la fin 1988 comme il était prévu dans le plan quinquennal adopté en mars 1984. Mais l'établissement espère, grâce à une opération vérifiée sur ses comptes, pouvoir au moins réduire le bénéfice des efforts de productivité accomplis et, si possible, utiliser au mieux ses capacités techniques en développant des activités nouvelles (ingénierie, compétences de gestion, négoce, informatique), notamment à l'étranger.

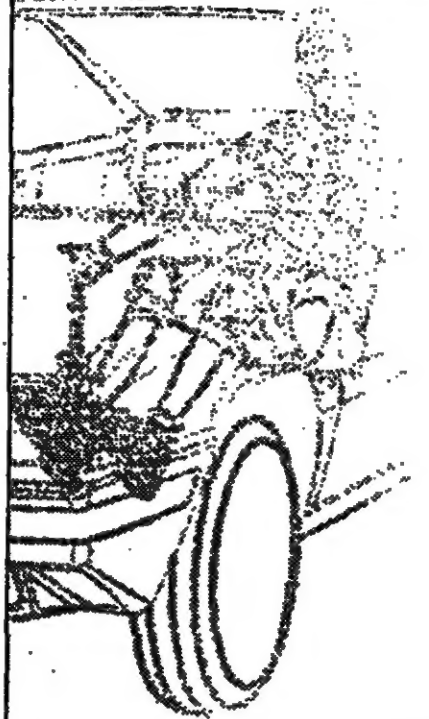
Seule éclaircie dans un ciel obscur : Cdf a obtenu le feu vert des pouvoirs publics pour construire en Lorraine, en collaboration avec EDF, Alstom et les collectivités locales, une nouvelle centrale thermique au charbon de 125 mégawatts électriques, utilisant une technique de pointe dite « à lit fluidisé circulant ». Cette installation, qui permet d'utiliser des charbons de basse qualité et surtout d'éliminer 95 % de la pollution, sera unique en Europe et la troisième dans le monde.

Pour ce faire, l'entreprise a obtenu une dotation en capital de 130 millions de francs, pour la première fois depuis... 1978 ! Il ne s'agit pas, bien sûr, d'un « retour au charbon » d'EDF, qui continue à privilégier le nucléaire et n'a recours aux centrales thermiques qu'en secours, les jours de pointe, ce qui d'ailleurs rend aléatoire la rentabilité de cette nouvelle installation. Mais cette décision, construite néanmoins un signe encourageant pour Cdf, qui a signé en novembre dernier un contrat d'assistance technique en Chine avec Alstom et espère beaucoup des développements internationaux de ces nouvelles techniques.

VÉRONIQUE MAURUS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

1987 PSA ACCÉLÈRE AUGMENTATION DE CAPITAL



Émission d'Actions à Bons de Souscription d'Actions

ACTIONS :
Nombre d'actions émises : 1573 861 de F 70 nominal assorties chacune d'un bon de souscription à une action nouvelle.
Prix d'émission : F 1700.
Date de jouissance : 1^{er} janvier 1987.
Souscription :
- En France :
• Priorité de souscription des actionnaires : du 1^{er} au 10 juin 1987 à raison d'une action à bons de souscription d'actions pour 16 ou moins de 16 actions anciennes possédées. Il ne s'agit pas d'un droit négociable.
• Souscription du public : à partir du 11 juin 1987.
- A l'étranger :
Souscription du public : à partir du 1^{er} juin 1987.
BONS :
Période d'exercice : du 1^{er} juillet 1987 au 31 décembre 1990. Chaque bon permettra de souscrire à une action PEUGEOT S.A. au prix de F 1700.

Projet d'attribution gratuite

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 29 juin 1987 d'autoriser le directoire à procéder à l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour 5 actions composant le capital après réalisation de la présente émission.
Les actions nouvelles provenant de l'émission en cours auront donc droit à cette distribution d'actions gratuites dans la même proportion.

Besoins de 1^{er} juin 1987, vers COB n° 87-195 du 28 mai 1987.

PEUGEOT S.A.

INFORMATIONS DES SOCIÉTÉS

E



Nixdorf Computer Aktiengesellschaft Paderborn

Comptes consolidés du Groupe (Résumé)

Bilan		
ACTIF	31.12.85 TDM	31.12.86 TDM
Immobilisations corporelles	1.141.625	1.372.870
Matériels donnés en location	465.743	322.986
Immobilisations financières	38.626	49.771
Actif immobilisé	1.645.994	1.745.627
Stocks et en-cours	1.081.775	1.170.501
Créances	972.775	1.023.302
Autres éléments d'actif	485.005	464.699
Actif circulant	2.539.555	2.658.502
Actif total	4.185.549	4.404.129
PASSIF		
	31.12.85 TDM	31.12.86 TDM
Capital social de Nixdorf Computer AG	480.000	560.000
Réserves et postes spéciaux assimilés	1.703.585	2.380.603
Résultat du Groupe	84.000	101.012
Capital et réserves	2.267.585	3.041.615
Provisions	416.244	486.711
Dettes à long terme	238.770	115.814
Autres dettes	1.262.950	759.989
Provisions et dettes	1.917.964	1.362.514
Passif total	4.185.549	4.404.129

Le Conseil de Surveillance
 Dr. Gerhard Schmidt, Président;
 Jürgen Rößler, Vice-Président;
 Paul Heggemann; Wolfgang Henseler;
 Walter Kreiß; Professeur Dr. Gerhard Krüger;
 Wolfgang Raum; Helmut Rausch; Dr. Günther
 Saßmannshausen; Dr. Ludwig Schneider;
 Professeur Dr. Klaus Schwab; Jürgen Sengera;
 Ulrich Starke; Christa Stracke;
 Marianne Thomann-Stahl; Dr. Herbert Zapp

Le Directoire
 Heinz Nixdorf, Président
 (décédé le 17 mars 1986);
 Klaus Luft, Président (à dater du 23 mars 1986);
 Arno Bohn, Vice-Président
 (à dater du 23 mars 1986);
 Dr. Hartmut Fetzner; Albert Holter; Dr. Horst Nasko;
 Karlheinz Voll; Sven Kado, membre adjoint
 (à dater du 1er avril 1987)

Avis de mise en paiement du dividende

L'Assemblée Générale a décidé le 4 juin 1987 la distribution aux actionnaires d'un montant de 100 000 000 DM prélevé sur le résultat disponible de 101 012 132 DM et à répartir comme suit: 96 000 000 DM servant au versement d'un dividende de dix DM par action ordinaire et action à dividende prioritaire d'une valeur nominale de 50 DM, composant la fraction du capital social de 480 000 000 DM qui a droit à l'intégralité du dividende; 4 000 000 DM servant au versement de 2,50 DM par action ordinaire et action à dividende prioritaire d'une valeur nominale de 50 DM, qui composent la fraction de 80 000 000 DM provenant de l'augmentation de capital de 1986 et formée de nouvelles actions ayant droit à un quart de dividende au titre de l'exercice 1986. Le montant restant de 101 012 132 DM sera reporté à nouveau.

Le dividende sera payé à partir du 5 juin 1987 contre remise du coupon No. 5 après déduction de 25% de l'impôt allemand sur les revenus de capitaux mobiliers (Kapitalertragsteuer).

En vertu de la convention passée entre la R.F.A. et la France sur la double imposition, en date du 11 août 1971, l'impôt allemand sur les revenus de

capitaux mobiliers est ramené de 25% à 15% pour les actionnaires ayant leur domicile en France.

Les demandes de remboursement devront être présentées, avant le 31 décembre 1990 au Bundesamt für Finanzen, Koblenzer Strasse 63-65, D-5300 Bonn-Bad Godesberg.

Les versements seront assurés par les banques suivantes:

Crédit Lyonnais, Paris
 Crédit Commercial, Paris

Les paiements en France seront effectués en francs au cours de change du DM au jour de la réception des coupons.

Paderborn, le 5 juin 1987

Le Directoire

**NIXDORF
COMPUTER**

Marchés financiers

PARIS, 3 juin ↓

La chute

Pour la seconde fois en moins de trois semaines, la Bourse de Paris a, mercredi, rejoint la chute. Le mouvement n'a été qu'un sursaut, et à la clôture, l'indice des valeurs cotées a baissé de 2,11 %.

La grande séance confirmait ce mauvais résultat, en accentuant même le caractère. À la clôture, l'indice instantané se retrouvait à 2,33 % en dessous de son niveau précédent.

Autour de la corbeille, les professionnels ne cachent pas leur pessimisme. Tout concourt actuellement à faire reculer le marché: le dollar, dont la baisse est liée au changement de «surprise» de patron à la tête de la Réserve fédérale (voir d'autre part), la perspective d'un soutien de la monnaie allemande, et surtout les déclarations gouvernementales avec le divorce (pas encore consommé) entre M. Chirac et M. Lott. Cette querelle «politique» a, finalement, pris de court les milieux financiers, qui n'avaient pas prévu que l'on ne pourrait pas compter sur une chose: une éventuelle négociation sur le marché. Le gouvernement aurait voulu faire baisser la Bourse qu'il ne s'y serait pas pris autrement, entend-on. Crise politique? Le marché a été peu dérangé de la sorte. On s'attendait à ce que le dollar, qui, au cours de ces dernières semaines, avait servi d'un bon point de repère, ne soit pas en mesure de faire baisser le marché. En prévision de la fusion de Moët-Hennessy et de Louis-Vuitton (voir d'autre part), les actions des deux sociétés n'ont pas été cotées.

Sur le marché obligataire et le MATIF, très lourds l'un et l'autre, le sentiment était plus calme que l'encre.

NEW-YORK, 3 juin ↑

Vive reprise

Une très vive reprise des cours s'est produite mercredi à Wall Street. Amorcée presque dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi durant toute la séance, et à la clôture, l'indice des valeurs cotées a gagné 42,48 points à 2 320,69. Le bilan global de la journée a été d'un résultat comparable à ce résultat. Sur 1 964 valeurs traitées, 1 101 ont monté, 470 ont baissé et 393 n'ont pas varié.

Après un temps de réflexion, le marché a finalement jugé le choix de remplacement de M. Paul Volcker à la tête du Fed comme étant le meilleur possible. Surtout, les investisseurs ont été rassurés par les réactions favorables de l'étranger, du Japon, en particulier, où la Bourse de Tokyo s'est élevée sur de nouveaux sommets. Pendant des mois, les commentateurs ne s'étaient pas privés, en effet, de dire la somme d'éléments en présence qu'un départ de M. Volcker serait très mal perçu dans le monde.

Enfin, les obligations ont repéré de très vives cotations et les actions se sont effondrées dans leur sillage. L'activité s'est un peu accélérée et les échanges ont porté sur 1 641,17 millions de titres, contre 1 533,36 millions précédemment.

VALEURS	Cours de 2 juin	Cours de 3 juin
Alcoa	47 5/8	48 1/8
Amsteel	34 1/4	34 1/4
AT&T	25 1/2	25 1/2
Chrysler	45 3/8	45 7/8
Deere	37 1/2	37 1/2
Du Pont de Nemours	111 1/4	112 3/4
Eastman Kodak	37 1/2	37 1/2
Exxon	31 1/2	31 1/2
Ford	21 3/4	21 3/4
General Electric	32 7/8	33 1/4
General Motors	38 1/2	38 1/2
IBM	84 3/4	85 1/4
IBM	127 1/4	128 1/4
ITT	37 1/4	37 1/4
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
Merck	35 1/2	35 1/2
Schering	43 1/4	43 1/2
Union Carbide	37 1/2	37 1/2
W.R. Grace	37 1/2	37 1/2

CHANGES

Dollar: 6,07 F ↑

Après son acte de faiblesse provoqué par l'annonce du départ de M. Volcker, président de la Réserve fédérale, le dollar s'est vivement redressé, reprenant les deux tiers du terrain perdu, notamment à Tokyo. A Paris, le cours du deutschemark est resté sans être à 3,3430 F.

FRANCOFORT 3 juin 4 juin
 Dollar (en DM) .. 1,36 1,38

TOKYO 3 juin 4 juin
 Dollar (en yen) .. 142,80 144

MARCHÉ MONÉTAIRE
 (effets privés)
 Paris (4 juin) .. 715/16 1/2
 New-York (3 juin) .. 63/4 1/2

INDICES BORSIERS

PARIS

(INSEE, base 1981 = 100)

2 juin 3 juin

Valeur française .. 344,4

Valeur étrangère .. 114,7

Cote des agents de change
 (base 1981 = 100)

Indice global .. 408,5 416,3

NEW-YORK

2 juin 3 juin

Indice global .. 2 278,3 2 320,6

LONDRES

2 juin 3 juin

Indice global .. 1 724,5 1 726,6

Milieu d'or .. 38,5 38,7

Fonds d'Etat .. 92,47 92,36

TOKYO

3 juin 4 juin

Indice global .. 2 540,8 2 546,1

Indice global .. 2 540,8 2 546,1

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 3 juin

Nombre de contrats: 47 698

COURS	3 juin	4 juin	5 juin	6 juin
Dernier	103,70	104,05	103,85	103,70
Précédent	104,30	104,60	104,50	104,30

AUTOUR DE LA CORBEILLE

AUGMENTATION ET OUVREMENT DU CAPITAL DE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE MICHELIN. — Michelin approuve à l'unanimité le projet de la Compagnie Financière Michelin (CFM) de lever 700 000 actions au porteur de 200 F chacune. Le capital de la CFM, qui détient les participations étrangères du groupe, est actuellement de 99 % entre les mains du groupe Michelin. La Compagnie s'est engagée à financer sa participation à 300 000 actions au porteur. Un consortium de banques, sous la direction de

crédit suisse, offrira en placement libre 150 000 actions au porteur, à 1 000 F par action. Une autre tranche de 150 000 actions au porteur sera placée sur le marché international. Le solde de 100 000 actions sera placé ultérieurement par la compagnie.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BIEN NOTÉE. — La Société générale vient de voir confirmer sa bonne notation par l'agence de rating américaine Standard and Poor's. En outre, Standard and Poor's a placé la Société générale «sous surveillance».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les - les	Rep. + ou dép.	+ les - les	Rep. + ou dép.	+ les - les	Rep. + ou dép.
SE-IT	6,078	6,081	6,081	6,081	6,081	6,081
SE-IT	4,531	4,531	4,531	4,531	4,531	4,531
SE-IT	4,214	4,214	4,214	4,214	4,214	4,214
SE-IT	3,396	3,396	3,396	3,396	3,396	3,396
SE-IT	2,963	2,963	2,963	2,963	2,963	2,963
SE-IT	16,113	16,113	16,113	16,113	16,113	16,113
SE-IT	4,034	4,034	4,034	4,034	4,034	4,034
SE-IT	4,615	4,615	4,615	4,615	4,615	4,615
SE-IT	2,737	2,737	2,737	2,737	2,737	2,737

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IT	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4
SE-IT	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4
SE-IT	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4
SE-IT	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4
SE-IT	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4
SE-IT	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4
SE-IT	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4
SE-IT	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

3 JUIN Cours relevé à 17 h 31

Compt. annee	VALEURS					Compt. annee	VALEURS					Compt. annee	VALEURS					Compt. annee	VALEURS				
	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compt. annee		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compt. annee		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compt. annee		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compt. annee
1923	4,5 % 1973	1895	1900	1895	+ 0,53																		
4280	C.N.E. 3%	4255	4300	4280	+ 0,47																		
	B.N.P. C.F.	600	630	591	+ 0,46																		
1170	C.E.S. T.P.	1254	1224	1254	- 0,24																		
1240	Crédit Lyonn. T.P.	1170	1183	1163	- 1,44																		
	Edinburgh T.P.	1244	1244	1244																			
2173	Rennet T.P.	2052	2040	2046	- 0,28																		
1430	Reunion-F.P.T.	1236	1238	1230	- 0,24																		
1376	Thomson T.P.	1386	1371	1371	- 1,71																		
1400	Thomson T.P.	1410	1410	1410	- 1,38																		
470	Accor	471	457	458	- 3,40																		
	Agence Havas	2280	2280	2280																			
480	Ag. Havas G. L.	2280	2280	2280	- 2,16																		
2680	Alcan	2680	2680	2680	- 12,20																		
1980	Al. Sogem	2220	2200	2208	- 4,08																		
486	A.L.S.P.	480	480	470	- 4,08																		
440	Arjom	440	403	400	+ 0,48																		
2770	Assurances-Roy	588	588	588	- 1,91																		
1230	Ass. Extrav. S.	1380	1380	1381	- 2,80																		
1250	Assurance Demat.	1180	1178	1178	- 0,08																		
676	B.I.P.	651	650	651	- 2,12																		
940	Bat. Investiss.	971	974	971	- 1,48																		
630	Ca. Brestois	636	636	637	- 0,18																		
630	Ca. Brestois	636	636	637	- 0,18																		
918	Ca. Brestois	918	918	918	- 2,37																		
1300	Ca. Brestois	1300	1300	1300	- 1,77																		
2200	Ca. Brestois	2200	2200	2200	- 2,14																		
1320	Ca. Brestois	1320	1320	1320	- 0,78																		
4880	Ca. Brestois	4880	4880	4880	- 1,40																		
1340	Ca. Brestois	1340	1340	1340	- 2,38																		
2010	Ca. Brestois	2010	2010	2010	- 4,08																		
1420	Ca. Brestois	1420	1420	1420	- 0,32																		
1110	C.N.C.E.	1120	1186	1180	- 0,53																		
840	C.N.C.E.	840	840	840	- 0,96																		
820	C.N.C.E.	820	840	840	- 0,96																		
1980	C.F.A.D.	1901	1880	1860	- 2,68																		
1400	C.A.L.P.	1445	1415	1420	- 1,73																		
1340	C.A.L.P.	1345	1345	1345	- 2,40																		
86	C.A.L.P.	86	86	86	- 3,40																		
1020	C.A.L.P.	1028	1030	1028	- 0,96																		
670	Crédit Lyonn. T.P.	670	670	670	- 3,10																		
210	C.N.C.E.	210	210	210	- 0,47																		
570	C.N.C.E.	570	570	570	- 3,10																		
1300	C.N.C.E.	1300	1300	1300	- 2,68																		
1180	C.N.C.E.	1180	1180	1180	- 3,10																		
800	C.N.C.E.	800	800	800	- 3,31																		
	C.N.C.E.	128	125	125	- 2,34																		

Comptant (sélection)

[illegible]

ond marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. S.A.	1186	1186	Drouot-Horizon	848	848	M&S	714	710
A.S.P. S.A. (C)	882	882	Drouot-Ob. invest.	370	370	M&S	775	775
Ayrol	708	696	Editorial Reunion	358	380	Revelte-Dormel	762	750
B.I.C.M.	1010	948	Elect. S. Demuylre	970	840	Revelte-Longueval	580	538
B.I.C.M. (C)	818	848	Evelyn Invest. Reun.	910	840	Revelte-Longueval	517	517
Bellin Technologic	1238	1248	Expan	818	800	Print Bateau	265	50
Bellin	826	821	Galaxy	708	708	Printage	725	724
Bellin (C)	826	820	Gencom	1012	1012	Print Impert	375	380
Calderon	1132	1068	G.P. Dayman	1100	1066	Printage	1028	1028
Canal	2560	2540	Imag	280	263	St-Germain Embrasse	1770	1819
Canal (C)	2560	2540	I.N.A.	212	212	St-Henard Melange	238	232
C.C.E.	1441	1120	Inf Information	328	318	St-Henard Melange	285	275
C.C.E. (C)	328	328	La Couronne	328	378	St-Henard Melange	1710	1942
C.E.G.E.T.	254	250	Le Gd Sire de m&h	480	475	S.E.P.	1800	1824
C.E.P.-Communication	1700	1698	Lois-Aventuriers	345	321	S.E.P. (C)	1890	1890
Chemin	1080	1080	Luxor	410	470	S.E.P. (C)	1890	1890
Dalmeida	336	327	Manacis	520	500	Sodisring	1800	1640
Dalmeida O.T.A.	3480	3400	Martin Intermedia	412	397	Sodisring	446	446
Dalmeida (C)	3480	3400	Martin Intermedia	412	397	Sodisring	1118	1118
Dalmeida (C)	3480	3400	Martin Intermedia	412	397	Sodisring	377	377
Dalmeida (C)	3480	3400	Martin Intermedia	412	397	Sodisring	377	377

SICAV (collection)[illegible]

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide
Casino
Crid. Foncier France
Permud Ricard
Total	540

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 3/6	COURS DES BILLES	
			Achet	Vente
Quatre-Feuilles (1)	6 080	6 035	6 780	6 780
ECU	8 323	8 351		
Belgique (100 DM)	333 850	324 220	334	342
Allemagne (100 F)	18 113	18 122	16 750	16 750
Pays-Bas (100 G.)	208 510	208 520	207 850	207 850
France (100 F)	85 580	85 830	86	80
Verdure (100 kg)	50 050	50 050	57 500	54 000
Graines (Verdure) (1)	9 531	9 518	9 580	10 000
Graines (100 grammes)	4 485	4 476	4 320	4 320
Arbres (100 kg)	403 950	404 850	4 980	4 980
Bois (100 km)	56 830	55 870	382	412
Bois (100 km)	47 820	47 460	46 250	46 250
Bois (100 km)	4 788	4 788	4 788	4 788
Bois (100 km)	4 235	4 230	3 700	3 700
Bois (100 km)	4 518	4 487	4 320	4 320
Bois (100 km)	4 200	4 226	4 070	4 070

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVICES	COURS par.	COURS 3/6
Or fin (pale au baron)	\$7760	\$7760
Or fin (au lingot)	\$7860	\$7860
Pièce française 100 fr.	525	522
Pièce italienne 100 li.	340	
Pièce de 100 flor.	340	
Pièce belge 100 fr.	500	608
Sous-or	628	628
Pièce de 20 dollars	3080	3070
Pièce de 10 dollars	1485	1480
Pièce de 5 dollars	850	
Pièce de 100 paces	3276	3276
Pièce de 100 flor.	528	524
Or Londres	448 30	463 36
Or Zurich	450	463 80
Or Hongkong	448 95	468 75
Argent Londres	7 57	7 67

pergase-kar	0528 08	070 05
pergase J	02029 11	02029 11
pergase-Loro-Tama ..	1756 54	1709 53

Orange-Orléans	180 42	185 32
Orange-Paris	1305 22	1244 12
Orange-Vézère	438 46	434 76
Orléans	236 04	1258 32
Orléans-Paris	1010 30	1010 30
Orléans	5772 04	5627 53
Orléans-Corbeil	362 05	346 58
Orléans	1116 08	1070 36
Orléans	5259 02	6050 14
Orléans-Corbeil-Montargis	894 88	894 88
Orléans-Paris	2019 47	2019 47
Orléans-Paris	86301 94	87124 47
Orléans-Paris	1114 86	1098 38
Orléans-Paris	13194 07	12326 36
Orléans-Paris (par 10)	10572 97	10367 89
Orléans-Paris	1338 55	1111 76
Orléans	262 43	269 61
Orléans-Paris	10613 14	10613 14
Orléans-Paris	6932 15	6274 13
Orléans-Paris	291 09	230 50
Orléans-Paris	546 80	521 05
Orléans-Paris	119 60	118 42
Orléans-Paris	452 82	446 44

MINITEL

La gestion en direct

Après LEMONDE puis B

